European Journal of Turkish Studies
Social Sciences on Contemporary Turkey

12 | 2011
Demographic Engineering - Part II

Kilkis 1913 : territoire, population et violence en Macédoine

Entretien mené par Nikos Sigalas, les 20 mars et 21 avril 2008, à Athènes, revu et complété par l'interviewé

Kilkis 1913: Territory, Population and Violence in Macedonia

Léonidas Embiricos

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/ejts/4486
DOI : 10.4000/ejts.4486
ISSN : 1773-0546

Éditeur
EJTS

Référence électronique
Léonidas Embiricos, « Kilkis 1913 : territoire, population et violence en Macédoine », *European Journal of Turkish Studies* [En ligne], 12 | 2011, mis en ligne le 21 mai 2012, consulté le 16 février 2020. URL : http://journals.openedition.org/ejts/4486 ; DOI : 10.4000/ejts.4486

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2020.

© Some rights reserved / Creative Commons license

Kilkis 1913 : territoire, population et violence en Macédoine

Entretien mené par Nikos Sigalas, les 20 mars et 21 avril 2008, à Athènes, revu et complété par l'interviewé

Kilkis 1913: Territory, Population and Violence in Macedonia

Léonidas Embiricos

I. L'événement et son impact démographique

1 **Nikos Sigalas :** En juin 1913, lors de la deuxième guerre balkanique, l'armée grecque a procédé à des violences qui ont conduit la population orthodoxe entièrement slavophone et exarchiste (c'est-à-dire affiliée à l'exarchat bulgare et non au patriarcat orthodoxe d'Istanbul) de la province de Kilkis en Macédoine (dans la partie aujourd'hui grecque), au nord de Salonique, à déserter la région. Je vous demanderais d'abord de décrire cet événement.

2 **Léonidas Embiricos :** L'événement auquel vous faites référence est l'un des épisodes les moins connus de l'histoire des deux guerres balkaniques, du moins du point de vue de l'historiographie grecque. Il a eu peu d'écho en Europe occidentale. En Grèce, il faudra attendre 2007 pour que paraisse l'ouvrage de Tassos Kostopoulos, *Guerre et nettoyage ethnique* (Kostopoulos 2007)qui, pour la première fois, traite des violences commises par l'armée grecque pendant les guerres de 1912 à 1922 et aborde l'affaire de Kilkis, en la replaçant dans son contexte, la deuxième guerre balkanique. Lors de la première guerre balkanique, l'armée bulgare a été la plus organisée et la plus puissante des quatre armées alliées ; elle a livré les combats les plus sanglants à Lüleburgaz, Pınarhisar, Kırkilise et Bulayır, empêchant ainsi les troupes ottomanes de venir en aide aux armées de Macédoine ; les Serbes ont livré une grande bataille à Koumanovo et l'apport des Grecs a été surtout important sur mer, leur flotte empêchant la flotte ottomane de débarquer des contingents en Europe. Les Bulgares ont voulu pousser jusqu'à Istanbul pour s'en emparer mais ont été arrêtés devant la formidable ligne de fortifications de Çatalca et la vigueur de la défense ottomane de la capitale. Pendant ce

temps, les armées serbe et grecque ont investi la majeure partie de la Macédoine. Des provocations de part et d'autre donnant lieu à des incidents sanglants, dont le plus grave a déclenché la bataille de Voulchista (sur les versants nord du mont Pangée, entre troupes grecques et bulgares), aboutissent alors à l'attaque organisée de l'armée bulgare, ordonnée par le chef de l'état-major, le Général Savov et le roi Ferdinand de Bulgarie contre les positions serbes et grecques en plusieurs points de la ligne de contact entre les zones d'occupation des trois armées. Cette attaque avait beau s'inscrire dans la suite des provocations et incidents sanglants et constituer probablement un chantage territorial et une démonstration de force, elle déclencha une formidable riposte des armées des deux autres puissances, déjà liées par un traité d'alliance au sein de l'Alliance. L'armée bulgare fut rappelée, mais trop tard ; la guerre entre ceux qui, la veille, étaient encore alliés contre les Ottomans, avait commencé. La deuxième guerre balkanique a été brève et très violente. Les Alliés grecs et serbes dominèrent très vite la situation sur le terrain. La Bulgarie n'avait sur le front grec que des effectifs assez faibles. Ayant sous-estimé l'armée grecque, elle avait rassemblé le gros de ses troupes sur le front serbe. Par ailleurs, les attaques des Ottomans, d'un côté, voulant récupérer Andrinople, et des Roumains de l'autre, exigeant la Dobroudja du sud, plus tard appelée le « Quadrilatère », en guise de compensation, ont pris au dépourvu l'armée bulgare et ont contribué à la victoire rapide des armées serbe et grecque.

3 L'armée grecque a commencé sa contre-offensive dans la région de Salonique. Pendant la première guerre balkanique, la zone d'occupation bulgare recoupait la zone d'occupation grecque sur une ligne allant de l'Axios/Vardar, à la hauteur de Kilkis, jusqu'au bassin du Bas Strymon/Strouma et à l'embouchure de ce fleuve dans le golfe d'Orphano (actuellement Strymonikos Kolpos). Cette zone, au nord et à l'est de Salonique – où se superposaient les deux zones d'occupation grecque et bulgare – la grande ville étant la pomme de discorde, avait été, après la prise de celle-ci par les Grecs, un foyer de tension extrême, les deux armées voulant y marquer leur occupation et, en période de paix, le théâtre de la bataille rangée susmentionnée de Voulchista (Zoroyannidis 1975 : 45-87 ; Gardikas-Katsiadakis 1985) où des irréguliers grecs s'étaient infiltrés, tout comme à l'est de l'Axios des irréguliers bulgares s'étaient infiltrés sur le mont Païko(Zoroyannidis 1975 : 45-87 ; Ministère des Armées 1934- III 1 EAECA – BGASD, dos. 113/2, doc. 37, 24/6/1913, doc. 38, 28/6/1913). La majeure partie des batailles a été livrée dans les trois grandes vallées de l'Axios/Vardar, du Strymon/ Strouma et du Nestos/Mesta. Kilkis (nom grec de la ville, appelée en bulgare et en macédonien Koukouch et en turc Kılkış), est située au nord de Salonique, dans la région de la Macédoine méridionale dont la population slavophone avait sans doute le plus massivement, et depuis très longtemps, quitté le patriarcat de Constantinople, d'abord en faveur de l'union avec Rome (tout en maintenant le rite orthodoxe), puis pour rallier l'exarchat bulgare. La population orthodoxe de Kilkis et en partie celle de Dojran, ainsi que celle des deux *kaza* de Dojran et d'Avret Hisar était donc pratiquement entièrement exarchiste – à l'exception de quelques uniates et de la communauté patriarchiste de la ville de Dojran (Karavas 2002a, 2003b). Les Grecs considéraient cette région comme le « rempart du bulgarisme » en Macédoine. Les journaux grecs s'y référaient comme à « l'acropole [*i.e.* citadelle] du bulgarisme ».

4 Après une bataille meurtrière de trois jours contre les positions bulgares à Kilkis, l'armée grecque – ayant fait preuve d'une très grande endurance, en perdant environ 10 000 effectifs (ensemble avec la bataille de Lahana) – a occupé la ville (Mazarakis

Ainian 1930 : 50). Sa population a quitté la région en suivant l'armée bulgare. Lorsqu'elle est entrée dans la ville, au matin du 4 juillet, l'armée grecque a trouvé celle-ci quasiment déserte, à l'exception de l'orphelinat catholique où environ 400 personnes avaient trouvé refuge. Les quelque 70 personnes qui se trouvaient encore dans la ville auraient été tuées (Dotation Carnegie 1914) et, le soir du 4 juillet, la ville entière a été incendiée. Les seules sources grecques dont j'ai connaissance, faisant état de l'incendie allumé par les Grecs, sont les journaux tenus, d'une part, par le soldat volontaire Manolis Sofoulis, de Samos, récemment publié (Sofoulis 2007 : 77) et, d'autre part, par le soldat enrôlé comme « proscope » (*cf infra.* § 20), Chryssanthos Nostrakis, de Milos, que sa fille, Éléni Dalambira, a fait paraître dans la gazette locale de la péninsule de Halakas, éditée par ses soins, *Antilogos ap' to Halaka,* avant de le rééditer dans un livre qui réunit des documents concernant ses ancêtres (Dalambira 1988 *cf.* annexe XXII). Le premier des deux soldats, témoin oculaire de l'incendie allumé par l'armée grecque, note : « Bientôt sont entrées d'autres unités et, vers le soir, ils y Kilkis ont mis le feu de tous les côtés et elle a brûlé presque entièrement » ; le second, lui, l'apprendra quelques jours plus tard, lors d'une mission qu'il effectue à Kilkis comme officier de liaison militaire avant de s'enrôler dans la bande d'*andartès* (*cf. infra* note 10 et § 15) grecs de Gyparis. Voici ce qu'il dit sur Kilkis : « Kilkis est une bourgade assez belle et grande, bâtie dans un site très pittoresque. Nous l'avons trouvée entièrement détruite par le feu allumé par nos propres troupes, parce qu'elle était la métropole du bulgarisme en Macédoine » (annexe XXII). Trente-neuf villages de la région ont connu plus ou moins le même sort. Après l'incendie de Kilkis, les habitants de la plupart de ces villages, cédant à la panique, ont quitté leurs foyers pour trouver refuge dans le royaume bulgare et, pour certains, dans ce qui fera partie du territoire serbe. Ceux qui n'avaient pas eu le temps de gagner la Bulgarie ont souvent été victimes de violences : tel fut notamment le cas des gens qui avaient trouvé refuge dans le village d'Akıncalı, où l'armée grecque commit des massacres et des viols. Des tirs d'obus semaient la panique parmi les colonnes de fugitifs cherchant à gagner la Bulgarie (Dotation Carnegie 1914 : 320 – Lettre d'un soldat grec confisquée par l'armée bulgare). Après le départ des habitants, l'armée, aidée par des musulmans locaux (ayant beaucoup souffert du fait des *comitadjis* pendant l'occupation bulgare), a mis le feu aux villages. Tous ces événements sont décrits dans le rapport de la Dotation Carnegie (1914 : 77-82).

5 Aux villages de la région de Kilkis il faut ajouter 13 villages exarchistes de la région de Gevgelija/Guevguéli qui ont connu le même sort ; la ville de Gevgelija, en revanche, bien que située sur la ligne du front, n'a pas été incendiée, probablement parce qu'elle comptait un pourcentage élevé de patriarchistes, tout comme celle de Dojran. Trois villages valaques roumanisants, farouchement pro-bulgares de la même région ont été également incendiés, à l'endroit précis où il y avait eu infiltration d'irréguliers bulgares (*cf. infra* § 120-127). Les violences et les exactions perpétrées dans la région de Gevgelija et dans la région occidentale de Kilkis proche du Vardar et du lac de Doïrani/Dojran sont décrites dans un rapport du consul général de France à Salonique, Jousselin (Annexe I et XI). Ce rapport, fondé sur une enquête menée par ses soins sur le terrain vingt jours après les événements, corrobore en grande partie la description du rapport Carnegie (1914 : 82-83, 307-310) et celle, plus détaillée du professeur bulgare, Lioubomir Miletič (Lubomir Miletitch, figurant dans la bibliographie sous la forme Lioubomir Miletič 1913 : 39-42).

6 **N. S. :** Peut-on parler d'une évacuation totale de la région de Kilkis ?

7 **L. E. :** Quasi-totale, oui ; seuls quelques villages ont en partie échappé à l'exode et à la destruction. La majeure partie de la population du village de Ravna (aujourd'hui Issoma), par exemple, a échappé à l'expulsion. C'était un des rares villages de la région comportant un pourcentage écrasant de population patriarchiste ; certaines sources le mentionnent comme appartenant au district de Nigrita (*nahiye* de Nigrita, *kaza* de Serrès), du fait de son rattachement au diocèse patriarchiste de Nigrita, bien qu'il soit situé sur les flancs sud du Karadağ (*nahiye* de Karadağ, chef-lieu Dolno Todorak) (Kăncov 1900 : 166, 180). Sa population exarchiste l'a pourtant quitté et son quartier exarchiste a été brûlé. Le village de Mirovo (voisin de Issoma, aujourd'hui Helliniko, dont une partie des habitants est toujours slavophone), vraisemblablement patriarchiste, a sans doute été épargné. Le village uniate de Todorak a échappé à l'incendie et a conservé une partie de sa population malgré le pillage. D'autres villages situés aux confins de la région ont également gardé en partie leur population, comme *çiftlik* appartenant à des Grecs. Tel est le cas de Yanès et de Kilindir (aujourd'hui Métalliko et Kherso), dont la population est partie lors de l'échange de populations volontaire entre la Grèce et la Bulgarie, suivant les termes de la convention signée parallèlement au traité de Neuilly de 1919. Des habitants de la région qui, au moment des événements, se trouvaient à Salonique ou dans d'autres régions du territoire grec, voire dans les nouveaux territoires serbes, ont pu réintégrer ultérieurement leurs villages. Parfois, ils se sont installés dans d'autres villages, leurs maisons ayant été réduites en cendres.

8 **N.S. :** Sur quel type de sources peut-on s'appuyer pour préciser le nombre d'individus qui ont quittés la région ?

9 **L.E :** Ce type de calcul est très difficile et il faut y procéder avec grande précaution. Afin d'arriver à une approximation fiable, on doit croiser les sources disponibles et travailler en équipe avec d'autres spécialistes. C'est ce que nous avons essayé de faire avec Tassos Kostopoulos.

10 Nous avons pris comme point de départ un document confidentiel de la commission de rétablissement des réfugiés (d'Asie Mineure et de Thrace Orientale), émanant du département de statistiques de la direction générale de Colonisation de Macédoine, daté du 3 mars 1924 à Salonique, accompagnant une « carte ethnologique de la Macédoine »[1] (Kontogiorgi 2006 : 209-213). Ce document constitue une source précieuse pour mieux saisir la situation démographique de la région de Kilkis parce que, même si postérieure au traité de Neuilly (duquel ont précédé plusieurs départs sporadiques vers la Bulgarie, notamment après la défaite de celle-ci pendant la guerre mondiale), elle est antérieure au départ définitif de tous les échangés bulgares. Elle constitue donc le dernier dénombrement administratif, pour approximatif qu'il soit, avant le grand changement de donne que constitue l'exode des Bulgares de Grèce suite à l'intensification des pressions qui leur sont faites pour s'inscrire au processus d'échange lors de l'arrivée massive des réfugiés grecs d'Asie Mineure (Kontogiorgi 2006 : 213 ; Kostopoulos 2011). Ce document est d'ailleurs très probablement produit dans le contexte de l'échange avec la Bulgarie et peut avoir servi pour définir les populations dont le départ était souhaité (*ibid.*). Le document en question est censé renseigner le gouvernement sur les convictions politiques « slavisantes », « roumanisantes » et « albanisantes » des habitants de la Macédoine grecque. Il fait aussi mention des familles « non-grécophones mais helléniques ». Le document nous donne donc pour la région de Kilkis 493 familles « slavisantes » réparties dans 15

villages et 1 495 familles « non-grécophones mais helléniques » réparties par petits groupes dans 47 villages – qui se recoupent en partie. Selon le Comité mixte d'échange gréco-bulgare, la totalité des familles « slavisantes » a quitté le pays. En même temps, a aussi émigré une partie des familles « non-grécophones mais helléniques ». Leur départ, comme dans d'autres régions de la Macédoine grecque, n'a pas non plus été toujours spontané.

11 Afin d'analyser ce document – constituant le dernier instantané que nous possédons d'un paysage démographique qui s'est ensuite intégralement modifié – il fallait le croiser avec des sources démographiques, souvent plus précises, bien que fragmentaires, qui sont plus proches des événements. Tassos Kostopoulos a constitué une base de données concernant tous les villages slavophones de la Macédoine grecque[2]. En nous appuyant sur cette documentation, nous avons essayé ensemble de vérifier les données rapportées par la source de 1924 que je viens de mentionner concernant la région de Kilkis et les parties grecques des *kaza*s de Dojran et de Gevgelija. S'agissant plus particulièrement de Kilkis après la guerre de 1913, nous avons croisé trois documents principaux : **a)** le premier dénombrement grec effectué par l'armée en 1913, qui ne contient pas de données ethniques (Ministère de l'Économie nationale 1915), **b)** une liste des villages et des caractéristiques ethniques de leurs habitants, établie par la sous-préfecture de Kilkis en 1914[3] et **c)** un rapport du représentant administratif de l'arrondissement de Kato Thodoraki (Dolno Todorak) à la sous-préfecture de Kilkis, comportant des données sommaires concernant les trois catégories de slavophones indigènes, musulmans et réfugiés (toutes origines confondues)[4]. Pour expliquer la complexité de ce calcul, il faut préciser que la sous-préfecture de Kilkis avait été, à l'époque, divisée en deux arrondissements : celui de Kilkis et celui de Kato Thodoraki. En ce qui concerne l'arrondissement de Kilkis, le calcul est relativement facile, la liste de la sous-préfecture nous indiquant que la population slavophone indigène est répartie dans 7 villages, dont 6 ne comptent pas d'autres populations[5] tandis qu'un seul, Amatovo n'a que deux familles slavophones indigènes. Dans l'arrondissement de Kilkis, nous avons pu ainsi dénombrer, immédiatement après les événements, environ 690 slavophones indigènes. L'arrondissement de Kato Thodoraki présente une difficulté, du fait que sa population slavophone est répartie dans 9 villages mixtes[6]. Il est donc impossible de calculer pour cet arrondissement la répartition de la population slavophone par village à partir du dénombrement de 1913 et de la liste de la sous-préfecture de 1914. Heureusement, le rapport du représentant administratif de Kato Thodoraki nous fournit le total sommaire des slavophones indigènes de cet arrondissement, qui s'élève à 2 498 personnes. En additionnant ces deux chiffres, nous arrivons à celui de 3 188 habitants slavophones indigènes pour toute la sous-préfecture de Kilkis[7]. Ce chiffre n'a, bien entendu, qu'une valeur approximative, étant donné le décalage d'une année entre, d'une part, le dénombrement de l'armée, effectué en 1913 pendant les mois tumultueux qui ont suivi les événements et, de l'autre, le rapport du représentant administratif de Kato Thodoraki, daté lui de 1914. Il n'est pas impossible que certains paysans qui avaient quitté la région en 1913 pour d'autres directions que la Bulgarie ou qui, au moment des événements, étaient en déplacement en Grèce aient regagné leurs villages ou des villages voisins en 1914. Ces mouvements me semblent pourtant d'une importance démographique relativement faible. Ce qui me porte à croire que le chiffre de 3 188 constitue une juste approximation des slavophones indigènes restés dans la région. La comparaison de ce dernier chiffre avec celui de 17 475 slavophones,

« bulgares » pour l'auteur, avancé pour la région de Kilkis par une statistique effectuée en août 1912 par Siméonov (découverte dans les archives d'État bulgares par Kostopoulos), nous donne approximativement 14 000 anciens habitants manquant, soit ayant abandonné la région, soit décédés. Ce chiffre approximatif rejoint par ailleurs celui de 13 000 - 14 000 fourni par Michaïlidis (2003), qui utilise en partie les mêmes sources. À cela il faut ajouter les expatriés des régions de Dojran qui ont constitué l'arrondissement de Archanguéli (Akıncalı) et de Gevgelija, qui ont constitué l'arrondissement de Mayadağ (aujourd'hui Fanos) de la sous-préfecture de Kilkis, plus tard rattaché à l'éparchie (sous-préfecture) de Paionia (capitale Goumenissa, en bulgare et en macédonien Goumendjé) du département de Salonique et plus tard Kilkis, ainsi que ceux des régions de Langada (en turc Langaza, en bulgare et en macédonien Lagadina) et de Salonique ; ce qui porte le nombre des expatriés de la région appelée plus tard Macédoine centrale à 23 000 personnes (Kostopoulos 2000 : 31).

12 Revenons à présent au document de 1924 qui nous livre un instantané de la région dans les limites de la nouvelle division administrative, selon laquelle l'éparchie de Kilkis du département de Salonique inclut, outre l'ancien *kaza* d'Avret Hissar (correspondant aux deux arrondissement de Kilkis et de Kato Thodoraki de l'ancienne administration grecque), l'arrondissement d'Archanguéli (Akıncali, actuellement Mouriès constituant la partie du *kaza* de Dojran incorporé à la Grèce)[8]. Les quelques villages de l'ancien *kaza* de Gevgelija incorporés à la Grèce à l'ouest de l'Axios – ces régions comptant aussi quelques anciennes populations exarchistes résiduelles n'ayant pas participé à l'exode de 1913 – lesquels sont mentionnés dans la liste du document en question dans la partie qui concerne le Bureau du Comité d'échange de Gouménissa. Le nombre de 493 familles slavisantes fourni par ce document donne un chiffre approximatif de 2 000 à 2 500 personnes, légèrement inférieur donc à celui que nous avons calculé pour 1914. Quant aux 1 495 familles « non-grécophones mais helléniques » du document de 1924, il s'agit évidemment en partie des réfugiés de la région de Strumica (*infra* § 41-46) et des habitants des rares villages patriarchistes de la région (tels Ravna et Mirovo). Toutefois, il est indubitable que ces dernières populations sont inférieures au chiffre de 1 500 familles donné par le document. Pour arriver *grosso modo* à ce chiffre, il nous faut ajouter les 200 familles albanophones patriarchistes de Mandrica (Mandritsa), en Thrace bulgare (Arvanitadès), installées à Ambar-Koy, dont une centaine venue en mars 1914 et cent autres vers 1917, pendant l'occupation bulgare de la Macédoine orientale grecque où elles étaient initialement installées, comptabilisées en partie dans le document (Maravélakis - Vakalopoulos 1993 [1955] : 295-298 ; *cf. infra* § 109 ; Kontogiorgi 2006 : 210-211). Nous ne savons pas si, en 1924, date à laquelle est rédigé le document, étaient déjà installées dans la région les familles orthodoxes échangées d'Asie Mineure pour beaucoup de langue non grecque, dont une majorité de turcophones du Canik (Pont-Euxin occidental, Bafralidès), plus des turcophones de Cappadoce (Karamanlidès), quelques kurdophones de Bakoouz de Diyarbakır (Kiourtsidès), quelques arménophones chalcédoniens (Haïkhoroumidès), des slavophones du nord-ouest de l'Asie Mineure (Trakatroukidès), ainsi que des turcophones de Thrace orientale (Gagavouzidès).

13 **N. S. :** Les Grecs n'ont donc pas touché à la population musulmane de la région.

14 **L. E. :** On ne s'est pas occupé de la population musulmane. Au contraire, on la considérait plutôt comme ayant des sympathies pro-grecques. La population musulmane ne faisait pas partie des enjeux de la seconde guerre balkanique. En

juin 1913, la coalition des quatre États orthodoxes Grèce, Serbie, Monténégro et Bulgarie se scinde ; la Bulgarie attaque la Serbie et la Grèce. La Roumanie, autre pays orthodoxe, et l'Empire ottoman attaquent la Bulgarie, la première pour s'approprier le « Quadrilatère », le second pour reconquérir Andrinople et les territoires perdus en Thrace orientale au cours de la première guerre balkanique.

15 Pour répondre plus précisément à votre question, je dirais que non seulement la population musulmane ne constitue pas pour les Grecs l'enjeu que l'on aurait pu penser mais que c'est même tout le contraire : pendant la guerre de 1913, les alliés gréco-serbes avaient accusé leurs adversaires d'atrocités contre les musulmans et, les Grecs en particulier, s'étaient arrogé le beau rôle de garants de la sécurité des sujets musulmans. Or, pendant la première guerre balkanique, chacun des quatre alliés orthodoxes s'était livré à des exactions contre des segments de la population musulmane qui constituaient des obstacles à la consolidation de son territoire certains musulmans s'étant opposés par les armes aux armées « chrétiennes » ou encore avait tout simplement soumis la population musulmane à des pillages ou à une violence aveugle pour se venger de « cinq siècles d'oppression turque » ; ce qui a provoqué un exode massif de musulmans vers l'Empire ottoman. Les Serbes s'en étaient pris aux Albanais et aux Turcs, les Grecs et les Bulgares surtout aux Turcs. Ajoutons que les Grecs, notamment les auxiliaires de l'« Armée mixte d'Épire », avaient commis des violences contre les musulmans albanais Chams (*cf.* Baltsiotis 2011). Les Grecs avaient procédé à des massacres de musulmans à Kaylar et à Yenice Vardar et les Bulgares en Thrace orientale, à Kilkis et ailleurs – tout cela est exposé en détail dans le rapport de la Commission Carnegie (Dotation Carnegie 1914). Tassos Kostopoulos, dans son livre récent (2007), donne une image très claire des violences exercées contre les musulmans pendant la première guerre balkanique. Outre les exactions perpétrées par des bandes de *comitadjis* contre la population musulmane, les Bulgares ont tenté de convertir de force à l'Orthodoxie les Pomaks (musulmans bulgarophones)[9]. Cela dit, lors de la seconde guerre balkanique, nous assistons à la formation de bandes musulmanes, utilisées comme auxiliaires par les armées chrétiennes, tout comme les milices chrétiennes de vétérans des années précédentes qui s'étaient affrontées en Macédoine (*četnik* pour les Serbes, *comitadjis* pour les Bulgares et *andartès* pour les Grecs), parfois directement liés aux états-majors[10].

16 Curieusement, la population musulmane, pourtant très nombreuse, n'a pas constitué un enjeu démographique majeur dans la question macédonienne pour les États orthodoxes en ce qui concerne la polémique sur les statistiques (signalons toutefois deux exceptions : les Pomaks et les Torbèches[11], qui permettent aux Bulgares de gonfler les chiffres de la slavophonie bulgaro-macédonienne et de présenter une région plus uniformément slavophone, et les Albanais qui, à l'inverse, contrecarrent les prétentions des Serbes sur la « Vieille Serbie » et la Macédoine du nord-ouest, puisque, dans beaucoup de *kaza*s, ils sont déjà à l'époque majoritaires). En octobre 1913, au moment du tracé de la frontière du nouvel État albanais, les Serbes « pacifient » les villages albanais musulmans de Dibra, en état de révolte depuis le mois de septembre 1913, sous la houlette du chef insurgé, Albanais musulman du Kossovo, Jésus Bolétin (Issa Bolétinac) et il faudra la menace autrichienne et l'intervention des grandes puissances pour qu'ils mettent fin à ces procédés[12]. En octobre également, les Grecs commencent aussi à évacuer des villages musulmans – pour y installer des réfugiés grecs de la Thrace bulgare, de la Thrace ottomane, d'Asie Mineure et du Pont Euxin (Dotation Carnegie 1914 : 192-193 ; Sigalas 2012). Signalons toutefois que ces États, en août 1912,

sont préoccupés par la politique démographique menée par l'Empire ottoman quant à l'installation des populations musulmanes réfugiées et visant à consolider ce territoire menacé, dans une époque où sa souveraineté y est chancelante.

II. Intention et contingence

17 **N. S. :** Considérez-vous l'éviction de la population orthodoxe de Kilkis comme un acte délibéré de l'armée grecque ?

18 **L. E. :** À mon avis, cette région a été vidée de sa population chrétienne par l'action délibérée de l'armée grecque. Mais l'intentionnalité de cette action, et au-delà sa spécificité, ont pu passer inaperçues en raison des violences extrêmes et généralisées des deux guerres balkaniques et des grands mouvements de populations qu'elles ont provoqués. Les responsables grecs ont beau affirmer que les Bulgares de la région de Kilkis ont quitté le territoire parce qu'ils ne pouvaient accepter la souveraineté grecque, on peut interpréter différemment cet exode et la grande panique qui l'a précédé, en prenant en compte les actions violentes de l'armée grecque et des bandes de miliciens (*andartès* et *proscopes*), qui sont passées après l'armée dans les villages qui n'avaient pas été entièrement abandonnés. Voyons, par exemple, ce qui est advenu dans la région de Kilkis – avant même la destruction délibérée de la ville et des villages, les violences commises contre la plupart des habitants exarchistes qui sont entrés en contact avec l'armée – ou sur les autres théâtres de la guerre gréco-bulgare. Et, sur ce point, nous avons des preuves qui émanent de différentes sources non grecques, encore que les témoignages les plus probants soient ceux de soldats grecs qui, dans des lettres adressées à leurs proches, leur avouent, souvent non sans horreur, plus rarement avec satisfaction, les violences et les destructions, viols, massacres et incendies dont l'armée grecque s'est rendue coupable sur tout le théâtre des opérations, sur ordre du roi ou des chefs militaires. Les colis postaux acheminant cette correspondance ont été saisis par l'armée bulgare et les lettres, une fois établi qu'il s'agissait bien de lettres, ont été publiées en extraits avec l'enveloppe d'origine, en fac-similé, en Bulgarie (Extraits fac-similés 1913) et intégralement reprises dans le rapport de la Commission Carnegie, puis citées par tous les auteurs postérieurs aux événements dans le cadre d'une mise en cause des agissements grecs. Les Grecs, pour leur part, exception faite de l'ambassadeur de Grèce à Paris, Athos Romanos, qui tenta de mettre en doute l'authenticité de ces lettres (annexe XVII), se sont toujours refusés à tout commentaire officiel. Les deux sources citées, le *Rapport sur la guerre dans les Balkans* publié un an après les événements par la Commission Carnegie (Dotation Carnegie 1914) et le livre publié en 1913 à Sofia sous la direction du professeur bulgare Lioubomir Miletič (Lubomir Miletitch) sur *Les atrocités grecques en Macédoine*, en bulgare et en français[13], évoquent en détail ces événements. Le premier, bien que pro-bulgare, montre très clairement les agissements des puissances par rapport aux populations et les raisons politiques qui ont amené les armées à traiter de telle ou telle manière une population donnée. En troisième lieu, il y a les rapports des consuls des puissances à Salonique et des ambassades à Sofia, Athènes, Belgrade et Istanbul.

19 Le livre de Miletič (1913) est beaucoup mieux documenté que son équivalent grec sur les atrocités bulgares (Anonyme 1914) et contient des témoignages des victimes bulgares de toutes les régions du front, qui se sont réfugiées en divers endroits en Bulgarie. En revanche, le livre grec non seulement se signale par un déni total des

événements de Kilkis, Dojran et Gevgelija, mais allègue que les Bulgares auraient brûlé eux-mêmes la ville de Kilkis, ce qui est faux (Anonyme 1914 : 66-68, annexe XI). Il présente des témoignages souvent tendancieux, comme ceux de René Puaux, du *Temps*, Jean Leune, de l'*Illustration*, Magrini, du *Secolo*, Vladimir Tordoff, de *Outro Rossije* et de bien d'autres. Il décrit longuement, en les exagérant parfois, les violences qu'ont subies les musulmans du fait de l'armée bulgare et de ses auxiliaires, afin de mieux étayer la thèse de la barbarie bulgare et d'établir que cette armée s'est rendue coupable d'exactions y compris là où il ne s'en était pas exercé contre les Grecs. La seule mention de l'incendie de Kilkis dû aux Grecs émane du roi Constantin qui, reprenant mot pour mot les accusations du roi Ferdinand, les dément et les retourne contre celui-ci, prétendant que le feu, initialement dû à l'explosion d'obus durant la bataille, avait été ensuite propagé à dessein par les Bulgares (Anonyme 1914 : 22). S'agissant du rapport de la Commission Carnegie (1914), l'accueil à bras ouverts des enquêteurs-auteurs par le gouvernement de la Bulgarie vaincue qui leur donne accès à toute source disponible – contrairement à l'attitude des gouvernements grec et serbe[14] qui leur ont souvent rendu difficile l'accès à l'information et au terrain – les a incités à prendre sérieusement en compte les explications avancées par les Bulgares (là où celles des Grecs et des Serbes faisaient défaut) et à atténuer la sévérité de leur jugement envers la Bulgarie. C'est, à mon sens, ce facteur, ainsi que la suggestion exprimée avec emphase que le traité de Bucarest (10 août 1913) devrait être révisé en faveur de la Bulgarie pour éviter des guerres futures, davantage que la composition de cette commission[15], qui rendent ce travail pionnier pro-bulgare. Par conséquent, il n'y a rien d'étonnant à ce que la Bulgarie invoque largement ledit rapport pour clamer ses « droits nationaux » et sa « justification morale », ce qui ne fait qu'accroître la méfiance des Grecs et des Serbes envers celui-ci.

20 Il ressort donc des faits rapportés par la Commission Carnegie, que nous avons par ailleurs croisés avec d'autres sources, que, sur toute la longueur du front, l'armée grecque n'a brûlé presque exclusivement que des villages exarchistes. Une source grecque, que j'ai déjà citée à propos de l'incendie de Kilkis, émanant du soldat Nostrakis (annexe XXII), relate le passage des bandes grecques après l'entrée de l'armée grecque dans la plupart des contrées tenues par l'armée bulgare. Les bandes ont continué les exactions pour « extirper les foyers de malfaiteurs » en grec, *kakopïi* (« bulgares », il va sans dire). C'est, à ma connaissance, le seul récit qui fasse état de l'action de ces bandes, apparemment sans aucune autocensure de l'auteur, ni censure des éditeurs ultérieurs, et qui relate les faits avec le plus grand naturel. Le volontaire ne dissimule pas son horreur devant la violence extrême, bien que non continue, qu'exercent ces bandes à l'arrière du front afin de poursuivre, là où l'armée n'avait pas chassé la totalité des habitants « bulgares », le « nettoyage » *ekkatharissi* sélectif et censé faire exemple pour tous ceux qui montreraient une quelconque velléité de loyauté envers la Bulgarie, tel cet homme exécuté par les *andartès,* pour être le père de deux volontaires de l'armée bulgare. Ce qui nous montre les différences entre les procédés sommaires des bandes et ceux de l'armée d'occupation, ainsi que la continuité entre crimes de guerre, perpétrés par une armée, et la violence de ce banditisme, lequel, bien que déjà constitué par la lutte des bandes de 1904 à 1908 en ce que vous avez appelé un banditisme politique (Sigalas 2012), emprunte, tout en les amplifiant, des traits du banditisme traditionnel pillages, extorsions, viols, tortures, assassinats (*cf. infra* § 55-69) –, le but étant désormais de contraindre tout le monde soit à fuir soit à se déclarer Grec par le biais de la conversion au Patriarchisme. Le journal évoque une

forme édulcorée de viol, « l'entremetteuse » agissant pour le compte de l'armée conquérante auprès d'une population méprisée, humiliée et terrorisée, orchestrant le consentement de certaines femmes, ainsi que la différence entre l'accueil enthousiaste des « Grecs » et l'accueil contraint, mêlé de peur, de certains autres, comme ceux décrits par l'auteur dans la bourgade de Syrnova (Zirnovo, aujourd'hui Kato Névrokopi), lesquels veulent se présenter comme « Grecs » alors que l'auteur les soupçonne d'être « Bulgares » (Dalambira 1988, Annexe XXII). Si le journal de ce soldat, unique en son genre, ne parle guère de la logique de la violence d'une guerre telle que celle que nous décrivons, parce que son auteur n'en est pas conscient lui-même, il nous permet cependant de comprendre que telle ou telle ville ou tel village sont brûlés ou rasés plutôt que tels autres, comme par exemple la ville de Kilkis elle-même (*cf. supra*, § 4) ou le village de Kalapot, *Kaza* de Zikhna (aujourd'hui, Panorama ; *cf.* Miletič 1913 : 53). L'armée grecque n'est pas intrinsèquement plus violente que les autres qui sont engagées dans cette guerre, toute armée étant capable, dans certaines situations, de ce type d'exactions. Ce qui importe est de tenter de déceler la signification de cette violence par rapport à l'enjeu démographique. Il est ainsi possible de répertorier trois types de violence. En premier lieu, il y a la violence massive de l'armée qui, par la crainte d'exactions qu'elle suscite, induit la fuite d'une population [F8 28] notons que plus les batailles sont violentes, plus la peur grandit [F8 28], auquel cas les villages sont brûlés pour effacer au maximum les traces et empêcher tout retour. En second lieu, il y a la violence des bandes qui peut être concomitante avec celle de l'armée ou postérieure à celle-ci et qui vise à soumettre et à dissuader toute velléité de loyauté envers l'État de l'adversaire ; éventuellement plus sporadique, cette violence-ci s'exerce arbitrairement à l'encontre de personnes victimes d'une délation de la part des fractions « grecques » du village ou de la ville, et entraîne, comme dans toute guerre civile, de multiples règlements de compte mais fait aussi bénéficier parfois tout un village de la protection de ces mêmes fractions grecques, le nombre des victimes étant alors nul ou insignifiant parmi les habitants dont la « loyauté » est ainsi « achetée ». En troisième lieu, il y a la violence traditionnelle du pillage des bandes armées, aguerries dans la guerre de bandes ; un pillage s'exerce à la façon d'une razzia, ce qui permet à ces mêmes bandes de se payer sur l'habitant et de s'enrichir. Bien qu'apparemment non politique, ce troisième type de violence, dans la mesure où il est circonscrit à ceux qui sont désignés comme des ennemis, opère sur le même mode que les deux premiers types. Il s'agit, dans les trois types de violence que j'évoque, de ce que vous appelez « l'autonomisation du banditisme politique » (Sigalas 2012). L'extrême violence de la campagne militaire des premiers jours de la guerre gréco-bulgare est due à cette autonomisation du banditisme politique. C'est désormais l'armée elle-même, sous les ordres du roi Constantin, qui adopte le comportement habituel des bandes. Ici, il faudrait préciser qu'une partie des « bandes » grecques est organisée pour recevoir les volontaires, principalement des Grecs sujets ottomans, surtout Crétois et Macédoniens. Ces bandes sont encadrées par des officiers de l'armée régulière, souvent connaisseurs du terrain, des populations et de la situation politique ou par des anciens chefs de bande intégrés dans l'armée. Ce corps, appelé corps des proscopes (*Proskopi*) et institué par un capitaine de l'armée, lui-même impliqué dans la guerre des bandes de 1904 à 1908, passait pour plus régulier que ses équivalents bulgares (*comitadjis*). La flexibilité de l'engagement volontaire, explicitée par Nostrakis, sujet grec enrôlé de son plein gré dans l'armée régulière mais ayant opté plus tard pour les proscopes, nous offre une image très claire des façons d'opérer de ces derniers et de leurs violences. Cette

typologie de la violence que je viens d'évoquer ne s'applique pas de la même manière aux Serbes : ceux-ci veulent seulement, s'agissant des Slaves macédoniens, éliminer les réseaux liés à l'adversaire, induire une loyauté envers la Serbie en nommant d'emblée serbe la population slave-macédonienne, et convertir au patriarchisme serbe les exarchistes. Leur violence, impliquant aussi, mais dans une moindre mesure que celle exercée par les Grecs, des incendies et des violences exercées contre la population, n'en a pas moins généré un exode important vers la Bulgarie. Les Bulgares, pour leur part, se montrent, pendant la deuxième guerre balkanique, d'une extrême violence envers la population grecque grécophone, comme à Nigrita, Demirhissar, Serrès et Doxato (*cf. infra* § 61-69) et veulent probablement la chasser partiellement ou entièrement, encore que leur action se limite à certaines villes, bourgs ou villages notoirement grécophones, comme Nigrita au tout début de la guerre et ne devient massive qu'après le grand exode bulgare consécutif aux batailles de Kilkis-Lahana. Quant aux Slaves patriarchistes, minoritaires dans les régions d'occupation bulgare, sauf à Nigrita et à Langada, perçus d'office comme Bulgares, on les oblige, dès que la deuxième guerre balkanique éclate, à devenir exarchistes. Notons que, pendant l'occupation bulgare consécutive à la première guerre, ces mêmes populations avaient fait l'objet de harcèlement visant à leur faire rallier l'Église bulgare. Voici ce que dit à ce propos, du temps de l'occupation bulgare, le métropolite de Melnik, Constantin : la « théorie des Bulgares concernant nos bulgarophones consiste à dire qu'il s'agit bien de Bulgares mais de Bulgares patriarchistes. Les administrateurs bulgares mettent très étroitement en application cette théorie et, appelant les Grecs, grécomans, les renvoient toutes les fois où ceux-ci viennent se plaindre de méfaits commis contre eux et ne leur cachent pas qu'ils s'exposeront à ce traitement tant qu'ils continueront à s'appeler Grecs. » (Ministère des Armées III 1-1934 : 128)[16]. Le mode de représailles pour toutes les armées, comme pour les bandes paramilitaires, est souvent lié, pendant la seconde guerre balkanique, à une intention démographique et territoriale. En fait, il s'agit souvent d'un prétexte pour poursuivre l'aménagement démographique d'un territoire. Concernant précisément le nouveau territoire grec, le fait qu'il n'est pratiquement resté aucun exarchiste dans la région de Langada, proche de Salonique, seul un nombre insignifiant demeurant dans celle de Kilkis, stratégique pour son maintien, atteste que ces violences et les incendies qui les ont suivies constituaient bel et bien des actes délibérés.

21 **N. S. :** Ces actes délibérés étaient-ils également des actes prémédités ?

22 **L. E. :** Avant de répondre à cette question, je voudrais insister sur le fait que les régions dont l'armée grecque a provoqué l'évacuation pendant la seconde guerre balkanique avaient une importance stratégique pour les prétentions grecques. Quand je dis ici « stratégique », je n'entends pas que ces régions avaient une importance militaire, ces régions étaient stratégiques dans la logique territoriale – plus exactement la logique de territorialisation – que les Grecs avaient développée, bien avant les guerres balkaniques, concernant la Macédoine.

23 À cet égard, il faut d'abord prendre en compte les divergences entre les deux acteurs principaux de l'État grec : le roi Constantin, généralissime de l'armée, et le Premier ministre Vénizélos, architecte de l'alliance balkanique, du côté grec. Il semblerait que la politique anti-bulgare ait été nettement plus prononcée du côté du roi que de celui de Vénizélos. Il est même probable que les incidents intervenus entre Grecs et Bulgares, pendant la période de paix qui précède immédiatement la guerre, aient été davantage

le fait d'éléments plus proches du roi que de Vénizélos[17]. Cela dit, quand la guerre éclate, les divergences semblent s'être atténuées. Vénizélos, pour sa part, se serait satisfait de maintenir, avant que la seconde guerre balkanique n'éclate, outre la Macédoine à l'ouest du Vardar, Salonique, la Chalcidique et la région litigieuse d'occupation grecque à l'est du Vardar, Nigrita et Langada étant administrées par les Bulgares ou conjointement par les Bulgares et les Grecs, et aurait été prêt à renoncer à Serrès et à la région s'étendant à l'est du Strymon en faveur de la Bulgarie (Gardikas-Katsiadakis 1995 : 182)[18]. Or, pour Constantin et ceux des dirigeants militaires et politiques qui partagent son anti-bulgarisme forcené (ce qui ne veut pas dire que ceux qui étaient plus proches de Vénizélos aient été moins nationalistes que les premiers), il eut été inadmissible d'abandonner toute velléité sur la Macédoine orientale. C'est d'ailleurs pendant les guerres balkaniques que l'on voit poindre la différence entre les deux hommes et leurs camps quand, le roi refusant d'arrêter la guerre de destruction de la Bulgarie, Vénizélos menaça de démissionner s'il n'avait pas « les mains libres » lors des négociations de Bucarest. Cette différence se creusera au moment du difficile choix entre la neutralité et l'alliance avec l'Entente pendant la Première Guerre mondiale, en 1915.

24 Il faut par ailleurs préciser que l'exode de la population de la région de Kilkis n'est pas un fait isolé. Il constitue le plus notable d'une série d'événements du même type qui ont eu lieu dans toute la Macédoine orientale, comme l'attestent clairement les sources que nous avons mentionnées. Nous nous centrons ici sur la ville et de la région de Kilkis mais on ne saura pas oublier ce qui s'est passé dans la confrontation armée entre Grecs et Bulgares sur les autres théâtres militaires du sud de la Macédoine : de Lahana jusqu'à Serrès et Demirhissar (aujourd'hui Sidirokastro), dans la région de Drama, et au-delà de la frontière actuelle entre la Grèce et la Bulgarie, à Roupel, jusqu'aux défilés de Kresna dans le nord de la haute vallée de la Strouma, à Simitli, et jusqu'à Mahomia (aujourd'hui Razlog, en Bulgarie). Le sort des villages de Kilkis a été aussi celui de tous les villages exarchistes dans la vallée de Langada/Lagadina, dans une moindre mesure de ceux de la vallée du Strymon/Strouma et à un moindre degré encore de ceux de la vallée du Nestos/Mesta. Des violences ont été perpétrées sur toute la longueur du front de la Macédoine orientale. Les cas les plus notoires de violences sont ceux des villages de German, Krouchevo et Kirtchevo de la région de Demirhissar (actuellement Skhistolithos, Akhladohori et Karydohori), (*cf.* Dotation Carnegie 1914 : 83, 310, 311, 336-338 ; Miletič 1913 : 43-46 ; 107-114). Le nombre d'habitants contraints de quitter la Macédoine orientale (en dehors des régions qui formeront plus tard la Macédoine centrale) pendant la deuxième guerre balkanique s'élève à au moins 20 000 (Kostopoulos 2000 : 31 ; Mihaïlidis 2003 : 85-89). Ce qui donnerait un chiffre se situant entre 35 000 et 40 000, selon Michaïlidis, ou 43 000, selon Kostopoulos, pour les expatriés bulgares de toute la Macédoine grecque.

25 Je voudrais maintenant m'arrêter, à titre d'exemple, sur trois autres villages exarchistes, en dehors de la région de Kilkis, dont l'évacuation était importante du point de vue de la conception grecque du territoire macédonien. Ces villages, sur lesquels nous n'avons que des informations indirectes concernant des violences grecques mais dont la population a dû quitter le territoire grec en 1913, sont Zarovo du Bogdansko, dans la montagne de Langada, Skridjovo, dans les environs de Ziliahova, et Banica dans le haut Ménécée (en grec, Menikion).

26 Zarovo fait partie d'un groupe de trois villages, situés tout près de la route qui mène de Salonique à Serrès, sur la montagne qui sépare les vallées de Langada et du Strymon, parlant un dialecte slave très archaïque. Il est le seul des trois à avoir rallié l'exarchat, depuis sa fondation en 1870, les deux autres étant devenus des bastions du patriarchisme. Sa présence dans ce groupe très stratégique, dont le patriarchisme fournit une légitimation au contrôle des Grecs sur la montagne et l'axe routier, le rend très dangereux aux yeux du consulat grec de Salonique avant et pendant la « lutte macédonienne », ainsi qu'à ceux des autorités ottomanes, considérant les exarchistes, dans ces villages proches de Salonique, comme de potentiels révolutionnaires, probablement après les événements du printemps 1903 qui ont ébranlé cette ville. Figurant dans un opuscule important (mémorandum), un exposé des doléances de la population bulgare de Macédoine vis-à-vis des autorités ottomanes, comportant une véhémente dénonciation de la connivence des Grecs avec ces dernières, publié en 1904 par Bérard, et republié indépendamment dans une version plus complète sous le titre *Turcs et Grecs contre Bulgares en Macédoine*, mentionne les quatre villages les plus notoirement exarchistes dans le voisinage immédiat de Salonique : Gradobor (Gardemborion), Negovan (Xyloupolis) Zarovo et Novo Selo (Néohorouda). Les fonctionnaires de la police, suivis par l'armée ottomane, signalent aux habitants que le Sultan ne veut plus d'exarchistes et leur déclarent : « Si vous ne renoncez pas à votre Église, vous serez exterminés » (Anonyme 1904 : 40). L'intervalle entre les deux guerres balkaniques exacerbe l'antagonisme gréco-bulgare dans cette région si proche de Salonique et cruciale pour son maintien. Gradobor et Novo Selo se trouvent à une très faible distance au nord de Salonique. Ils sont toujours majoritairement slavophones. Situés avant le « kilomètre 14 » de la ligne de chemin de fer Salonique-Istanbul (limite reconnue des deux zones d'occupation), ils sont compris dans la zone grecque non litigieuse (Ministère des Armées III-1932) et n'ont donc pas subi la guerre gréco-bulgare ni les exactions de 1913, bien que leurs habitants aient probablement été maltraités sous l'administration vénizéliste de Salonique, entre 1916 et 1918 (Ministère des Affaires étrangères et des Cultes, 1919). Le capitaine Zoroyannidis, dans son *Journal*, publié après sa mort en 1975, raconte qu'il est envoyé en mission à partir du 13 novembre 1912 et jusqu'à l'éclatement de la seconde guerre balkanique, pour « marquer l'occupation grecque dans les parties non encore prises par l'armée grecque de la région de Salonique », à savoir la zone de contact entre les deux armées d'occupation la plus litigieuse, où l'armée bulgare entend elle aussi marquer son occupation[19]. Il en ressort que Zarovo, considéré comme bulgare, n'est pas investi par des détachements grecs alors que les deux autres grands villages de ce groupe slavophone (Soho et Vissoka, aujourd'hui Ossa) le sont et deviennent le lieu d'un antagonisme sournois entre armée grecque et bulgare ; l'objectif étant de gagner la loyauté des habitants slavophones qui, dans le cas de Vissoka, « ne connaissant pas le grec, n'étaient ni Grecs ni Bulgares, mais dépourvus de sentiment national clair » et ce, contrairement au village voisin entièrement grécophone de Bérova, qui est « un village purement grécissime (*sic*), dont les habitants sont de très purs Grecs, parlant le grec, bien qu'ils soient entourés de villages bulgares et bulgarophones » (Zoroyannidis : 46, 49 et 51). C'est dans ce climat de tension génératrice de terreur, dès lors que la guerre a éclaté, que les habitants de Zarovo ont tous quitté le territoire grec pour la Bulgarie[20]. Ils se sont installés pour la plupart près de la ville actuelle de Sandanski en Macédoine bulgare et en majorité dans le village de Ilindenci, construit par eux-mêmes (Drettas 1980). Le village de Zarovo, repeuplé après 1924 de réfugiés grecs du Pont-Euxin, a pris

le nom de Nikopolis, ce qui signifie en grec « ville de la victoire », pour commémorer la bataille de Lahana (livrée contre l'armée bulgare en même temps que la bataille de Kilkis) qui fut à l'origine de la désertion de Zarovo par ses habitants. Les habitants des autres villages exarchistes de la région de Langada ont aussi quitté le territoire.

27 Skridjovo se trouve à la limite méridionale de la slavophonie sur le versant méridional des contreforts du mont Ménécée du sud-est, dans ce qui, en juillet 1913, était en train de devenir un territoire grec. Dans cette région (de Serrès à Ziliahova), les villages d'altitude sont tous slavophones, tandis que les villages du piémont, de basse altitude, sont grécophones ou turcophones chrétiens. La présence de ce grand village entièrement exarchiste, depuis la fondation de l'exarchat, à l'extrême est, sud-est de la région, est considéré comme un tremplin potentiel de revendication bulgare de la ligne de tous les villages slavophones, situés plus à l'ouest, en altitude, répartis en demi-arc de cercle autour de la ville de Serrès. Ce qui permettrait donc de voir cette ville, quatrième en importance après Salonique, Bitola et Skopje, comme capitale d'une région slavophone de montagne, reliée plus fortement à la masse de la population slavophone des *çiftlik* de la basse plaine. Ainsi, malgré la très large majorité de grécophones parmi les Chrétiens de Serrès – seul le quartier de Kamenikia était slavophone –, la ville semblait isolée de l'étroite ligne des villages grécophones (connus sous le nom de villages Darnak) et turcophones chrétiens patriarchistes (dont Ziliahova elle-même, aujourd'hui, Néa Zihni) qui la relient à l'aire majoritairement grécophone de Nigrita et du Mont Pangée (en grec Pangaion). En contrôlant ce village avant 1908, les Grecs auraient gagné tout le mont Ménécée à la cause grecque, comme le remarque le coordinateur de l'action grecque à Serrès (je dois cette information à Tassos Kostopoulos). Mais ils n'y sont pas parvenus et les habitants du village ont dû partir en 1913, pour la plupart en Bulgarie (Miletič 1913 : 151). Seule une minorité d'entre eux s'est réfugiée dans quatre villages voisins. Il a été repeuplé dès 1913 de réfugiés grecs de Thrace et renommé Skopia (en français « Sentinelle »).

28 Finalement, Banica sur la montagne qui relie le Ménécée au Pirin, village entièrement exarchiste, a connu le même sort que les deux précédents. Bien que ses anciens habitants l'aient réinvesti lors de l'incorporation de la Macédoine orientale grecque à la Bulgarie pendant la Première Guerre mondiale, ils ont été à nouveau contraints à l'émigration après la fin de celle-ci. Ce village reliait la montagne de Serrès avec la région fortement slavophone des bassins montagneux de Gorno Brodi (en grec, Ano Vrondou, seconde agglomération du *Kaza* de Serrès, en grande partie désertée par ses quelque 5 000 habitants slavophones) et de Zirnovo (Kato Nevrokopi, *cf. supra*, § 18) et de la région montagneuse du Pirin du sud (en grec, Orvilos), majoritairement acquises à l'exarchat. Toutefois, son importance symbolique tient surtout au fait que c'est là qu'a trouvé la mort, en 1903 le grand chef révolutionnaire macédonien Gotse Deltchef, originaire de Kilkis. Cette région a aussi été un des principaux refuges du révolutionnaire fédéraliste macédonien, Jane Sandanski. En 1913, l'armée grecque aurait bombardé Banica en avançant vers Gorno Brodi : « notre artillerie, du fait qu'elle est en pays ennemi, n'a pas manqué de bombarder les villages des deux côtés de la route, excepté ceux qui ont fait acte de soumission » (Zoroyannidis 1975 : 102)[21]. Dans une lettre d'un sergent grec, au nombre de celles qui furent saisies par l'armée bulgare (Dotation Carnegie : 313), il est question d'un combat engagé avec les *comitadjis* bulgares que « nous avons dispersés après en avoir tué le plus grand nombre, incendié les deux villages Doutli (aujourd'hui Élaionas) et Banitsa, foyers de *comitadjis* redoutables et fait passer le tout par le feu et la baïonnette, en épargnant seulement les

femmes, les enfants, les vieillards et les églises ». Aujourd'hui, seul le clocher de l'église et quelques ruines à peine visibles témoignent de l'existence révolue de ce village (Rombou-Levidi 2009).

29 Si je parle de ces villages, c'est pour répondre plus clairement à la question de savoir si ces actions étaient préméditées ou non. Il est certain que l'état-major grec a été informé de la « dangerosité » pour la Grèce de la région entièrement « schismatique » de Kilkis et de plusieurs villages exarchistes de la Macédoine orientale. C'est probablement aussitôt après le déclenchement de la seconde guerre balkanique qu'un officier de l'armée grecque, celui-là même qui fut à l'origine de l'institution des proscopes, grand connaisseur du terrain, du fait de sa participation à la confrontation armée de 1904-1908, que les Grecs appellent « lutte macédonienne », élabore un guide détaillé – bien que manifestement rédigé dans l'urgence – de la zone de confrontation de 1913 entre Grecs et Bulgares. Ce guide montrait clairement la répartition sur le terrain des populations slavophones patriarchistes et exarchistes, ainsi que les villages « macédonisants », selon sa propre expression[22]. Le guide est parfois à ce point détaillé que, dans certains villages, il mentionne les minorités « de conviction grecque », c'est-à-dire slavophones patriarchistes, puisque les villages grécophones sont cités en tant que tels ; les villages slavophones peuvent être nommés indépendamment de leur conviction et de la région en tant que « macédonophones » ou « bulgarophones ». Le village de Zarovo, auquel j'ai fait référence plus haut, est considéré comme « se distinguant pour son fanatisme bulgare et comme étant depuis toujours un centre de la propagande bulgare », tandis que les deux autres villages parlant le même dialecte archaïque (Soho et Vissoka) sont décrits comme « hellénisés par les écoles et se distinguant par leur convictions grecques» ; ces derniers sont enfin différenciés dans le guide de deux autres villages, hellénophones cette fois-ci (Bérova et Khorouda), dans le voisinage du groupe de Zarovo. Notons qu'il s'agit de la région où le capitaine Zoroyannidis effectue sa mission. Il est question de villages turcs, le plus souvent en tant qu'« amis de l'idée hellénique » et parfois « fanatisés pour nous ». Les villages sont clairement situés par rapport à des éléments concrets du paysage, tels les routes et les fleuves, afin d'éviter toute confusion pour quelqu'un qui connaîtrait mal la région. Le guide s'ouvre sur une référence à la région de Kilkis dont « tous les villages chrétiens sont de convictions suspectes, certains même fanatiquement bulgarisants, liés à la bourgade de Kilkis, qui est un centre du bulgarisme et d'organisation des activités bulgares ». Quant à la ville même de Kilkis, elle est citée plus loin, en tant que « centre fanatique du bulgarisme, de 8 000 habitants ». Et le guide de continuer : « il y a des fractions fanatiques grecques à Butkovo (aujourd'hui Kerkini) et Ravna » – ces deux derniers villages comptent parmi ceux qui ont en partie échappé aux opérations de l'armée grecque (pour Ravna *cf. supra* § 7).

30 Le guide s'intitule *Informations générales sur les convictions nationales des habitants de la zone des opérations*. Ce qui suggère qu'il s'agit d'un document élaboré juste après que la guerre eut éclaté, pour servir de repère rudimentaire aux opérations de l'armée. On peut donc supposer qu'il constitue l'ébauche d'un plan pour l'action de l'armée grecque à l'encontre des populations slavophones de Macédoine orientale.

31 Bien sûr, ce ne sont là que des hypothèses, l'objectif du guide semblant apparemment de se borner à indiquer les villages qui seraient bien ou mal disposés envers l'armée grecque. Quoi qu'il en soit, ce qui est certain, c'est que le choix a été fait par des gens qui agissaient en pleine connaissance de cause, et qui, dirais-je, avaient même une très

longue expérience des paramètres de la question macédonienne et une très bonne connaissance du terrain ; par des gens donc qui avaient déjà une idée claire des fractions de la population slave de Macédoine « dangereuses » pour les visées grecques et de celles « favorables à l'idée hellénique » – puisque ce sont surtout ces dernières qui sont très attentivement définies dans le guide. Comme s'il fallait veiller tout particulièrement à ne pas s'en prendre à elles – puisque slaves et donc pouvant facilement être prises pour ennemies. Par conséquent, et même s'il n'y avait pas de plan préétabli, même si l'état-major grec n'avait pas prévu la deuxième guerre balkanique – ce qui est peu probable –, ce savoir détaillé sur les filiations politico-religieuses de la population suffisait pour guider les choix des décideurs grecs.

32 La décision de provoquer l'exode a certainement été prise à cause des opérations militaires elles-mêmes. C'est la guerre qui offre la possibilité de se débarrasser d'une population. Je ne pense en aucun cas que, dans une conjoncture autre, une telle possibilité se serait présentée.

33 Cette décision s'appuie sur une connaissance de la population qui s'est constituée au cours des longues années du déroulement de la question macédonienne et à partir de l'expérience politique acquise pendant toute cette période. C'est sur la base de cette connaissance et de cette expérience qu'ont été prises les décisions qui conduiront à l'exode de la population de Kilkis et des autres villages de la Macédoine orientale et à l'incendie de ces derniers pour empêcher la population d'y retourner. Cette constatation vaut pareillement si l'on admet que cette décision entrait dans un plan préétabli ou si l'on considère, au contraire – et c'est mon point de vue – qu'il s'agissait d'une décision *ad hoc,* prise au moment des événements.

34 **N. S. :** Vous postulez donc qu'il y a une dialectique entre l'intention et la contingence, une dialectique qui se déploie sur fond de la raison territoriale grecque qui s'est constituée pendant les longues années du déroulement de la question macédonienne. Cette raison territoriale définirait ainsi un répertoire des choix souhaitables pour la mise en application desquels viendrait trancher la contingence.

35 **L. E. :** L'intention et la contingence constituent deux vecteurs en théorie indépendants de la composition desquelles est produit l'événement. La préparation du guide, le choix de la région de Kilkis, ainsi que d'autres régions de la Macédoine au-delà du Vardar, témoignent de l'existence d'une logique dans le choix des régions évacuées, peut-être même d'un plan. Ce plan pourrait avoir été élaboré peu après le début de la seconde guerre balkanique – en fonction donc du cours des événements et du fait que Grecs et Serbes d'un côté, Bulgares de l'autre, souhaitaient une nouvelle guerre. Ainsi, même l'élaboration de ce plan – si l'on suppose que le guide susmentionné en constituait un et sans exclure la possibilité qu'aient existé d'autres « plans » – avait une part de contingence. C'est enfin la guerre, avec la part considérable de contingence qu'elle implique bien entendu, qui donne lieu à sa mise en application. Cependant, il ne faut pas oublier que, plan ou pas, les décisions de l'état-major grec suivent une logique de territorialisation, mise en place bien avant les événements.

III. La formation d'un nouvel enjeu démographique et diplomatique : l'invention de l'échange de populations.

36 **N. S. :** Je voudrais revenir sur un point : vous avez dit que le départ de la population slavophone exarchiste de la région de Kilkis et des autres villages que vous avez mentionnés à titre d'exemple avait un sens stratégique, non pas militaire, mais stratégique par rapport à la logique territoriale des prétentions grecques dans la région. Ces actions de l'armée grecque ne procèdent donc pas d'une logique militaire.

37 **L. E. :** Non, absolument pas. Même s'il a été prouvé pour les deux guerres balkaniques, et bien au-delà, que, dans une population considérée comme ennemie, des bandes paramilitaires soutenant la puissance adverse étaient actives sur le terrain, on ne saurait affirmer qu'il a été nécessaire d'éliminer la population entière d'une région pour la seule sécurité de l'arrière-front de l'armée. C'est un prétexte que se donnent les armées et, au-delà, leurs États. Koukouch – comme on l'a mentionné – était la ville natale du célèbre idéologue et révolutionnaire macédonien, Gotse Deltchev[23]. Mais la région connaissait peu la guerre des bandes. Du fait qu'elle était presque entièrement acquise à l'exarchat, elle est restée en dehors des grands théâtres de la confrontation armée entre bandes grecques et bulgares, de 1904 à 1908. L'activité des bandes était bien plus importante dans d'autres régions que la Grèce a investies pendant la première guerre balkanique : dans les régions de Macédoine occidentale du *vilayet* de Manastır, surtout celles de Florina et de Kastoria, tout comme dans celle de Yenice Vardar (en grec Yanitsa) du *vilayet* de Salonique (en turc-ottoman Selanik). Cependant, aucune de ces régions n'a été impliquée dans des faits guerriers entre alliés chrétiens de la même manière que celles de Kilkis, de Langada, de Serrès ou de Drama pendant la deuxième guerre balkanique.

38 Par conséquent, je ne pense pas du tout qu'il y ait eu un quelconque intérêt militaire à vouloir se débarrasser de la population civile de cette région. Les actes qui amenèrent l'évacuation de Kilkis sont commandés par la raison territoriale grecque ; ce qui devient évident si l'on considère l'attitude de la Grèce envers les réfugiés. Jusqu'à l'entrée en guerre de la Bulgarie du côté des puissances centrales en 1915, la Grèce a intentionnellement imposé l'exil à la population qui a fui et a toujours refusé, malgré la médiation de la France et d'autres puissances, de faire en sorte que les paysans ou citadins ayant quitté le territoire devenu hellénique des villages en question de Kilkis, de Langada, de Serrès et de Drama, puissent rentrer chez eux. Le droit de retour a donc toujours été refusé, sous prétexte de la présence d'« éléments de désordre » dans la population de cette région, notamment du fait que Kilkis était un « nid de Komitadjis », alors qu'il est, bien entendu, tout à fait impossible que tout le monde à Kilkis ait été lié à l'action des bandes macédoniennes clandestines, dont les activités militaires avaient par ailleurs plus ou moins cessé après le changement de régime dans l'Empire ottoman en 1908. Selon un document diplomatique français, le ministre grec des Affaires étrangères de l'époque, Diomidis Panas, aurait dit à l'ambassadeur français à Athènes que « la ville de Kilkich [...] était le repaire des *comitadjis* les plus coupables, que pas un de ces hommes, peut-être, n'est innocent de meurtre »(AMAE FAA Série A 288/6, date illisible – très certainement automne 1913). Vous avez parfaitement raison quand vous dites dans votre article dans ce dossier (Sigalas 2012) que la violence qui s'abat à cette époque sur des populations civiles toutes entières est très souvent liée au fait que certains dirigeants politiques ou militaires grecs et ottomans perçoivent celles-ci

comme des foyers du banditisme (Anonyme 1904). Ces populations civiles sont ainsi perçues comme des obstacles au contrôle du territoire qu'elles habitent, comme des éléments dont il faut, lorsque l'occasion s'en présente, se débarrasser. S'inscrit dans cette logique la précédente assertion de Diomidis Panas, qui exprime bien une raison d'État, ou plus spécifiquement, une raison territoriale : empêcher cette population de rentrer.

39 Dans l'affaire macédonienne, les populations sont vues comme des moyens de s'approprier un territoire, de le marquer. La population exarchiste compacte de la région de Kilkis était appréhendée, aussi bien par les Bulgares que par les Grecs, fût-ce tacitement pour les seconds, comme une preuve du caractère bulgare de cette région, définitivement devenue, après le traité de Bucarest (10 août 1913), territoire de l'État grec. De surcroît, cette population était vue comme une « population de *comitadjis* » parce que, dans l'esprit des dirigeants grecs, tout comme dans les représentations populaires grecques de cette époque, tout exarchiste était un *comitadji* en puissance, comme il l'avait été aux yeux des Ottomans, dans les derniers temps de leur souveraineté (Anonyme 1904). Pas question donc de laisser rentrer cette population, qui était un marqueur du « bulgarisme », et était de surcroît « dangereuse », dans cette région définitivement acquise à l'« hellénisme ».

40 Je voudrais vous lire intégralement le document diplomatique auquel j'ai fait référence précédemment, qui rend très explicite la centralité de la question du non-retour des réfugiés de Kilkis pour la raison territoriale grecque :

> « Notre légation à Sofia a fait parvenir au Gouvernement hellénique, par mon entremise, de nombreuses pétitions de Bulgares, originaires de Macédoine, demandant à rentrer dans leurs foyers maintenant que l'état de guerre a cessé entre les deux pays ; le Ministère des Affaires étrangères n'avait jusqu'ici, donné aucune réponse à ces requêtes. M. Panas m'a dit aujourd'hui que le gouvernement grec était peu disposé à donner à ces demandes une suite favorable. Il fait valoir que la ville de Kilkich, à laquelle appartiennent la plupart des réfugiés en question, était le repaire des *comitadjis* les plus coupables, que pas un de ces hommes, peut-être, n'est innocent de meurtre, que la ville a été, depuis l'évacuation par ses habitants livrée aux réfugiés grecs de Stroumitza et de Melnik. Il se déclare prêt à indemniser les fugitifs, s'il y a lieu, après décision d'une commission d'arbitrage qui déciderait si les anciens habitants de Kilkich ont droit à une soulte après attribution des propriétés grecques de Stroumnitza [*sic*.] et de Melnik, où les réfugiés bulgares peuvent s'installer. Mais, en aucun cas, il n'est disposé à admettre le retour sur le territoire grec de pareils éléments de désordre ».

41 Le dossier de la question des réfugiés est donc traité directement par le ministre des Affaires étrangères dans le cadre d'une politique démographique cohérente concernant les territoires nouvellement incorporés. La clef de voûte de cette politique est l'opposition au retour des populations qui ont fuit. Le durcissement progressif des expressions du ministre – on notera le passage de l'expression « peu disposé » à donner une suite favorable aux demandes de retour des réfugiés à la formule « en aucun cas disposé » à la fin du document – ainsi que les propositions d'indemnisation encore floues, attestent non seulement que le gouvernement a opté clairement pour le non-retour mais qu'il s'est déjà engagé dans la voie qui mène à la solution de l'échange des populations (bien que cette formule ne soit pas encore prononcée). Avec l'installation à Kilkis des Grecs de Melnik et des grécisants slavophones de Strumica (villes toutes deux adjugées à l'État bulgare), une logique évidente de « réciprocité » s'instaure, le ministre suggérant « l'attribution des propriétés grecques de Strumica et

de Melnik où les réfugiés bulgares peuvent s'installer ». Nous voyons ici l'ébauche d'une politique imposée aux vaincus, consistant en un échange de populations de fait, s'accompagnant d'un échange de propriétés qui tend, pendant toute la décennie suivante, à se constituer en proposition juridique et dépasse de loin le cadre de l'« échange » gréco-bulgare pour se généraliser avec les accords turco-bulgares sur l'échange restreint et les plans gréco-ottomans pour un échange de population en 1914. C'est ainsi que s'ébauche progressivement une disposition diplomatique qui est ensuite internationalement reconnue dans les traités de paix entre puissances balkaniques et Empire ottoman, entre la Grèce et la Bulgarie à Neuilly et culmine dans la convention sur l'échange de populations compulsif et généralisé de Lausanne (janvier 1923), qui a précédé le traité de paix fondateur de la Turquie contemporaine.

42 Ce que je voudrais souligner ici, et qui constitue pour moi le point le plus intéressant de l'événement que nous traitons, est qu'avec la politique grecque concernant les refugiés de Kilkis nous voyons pour la première fois apparaître dans l'histoire des Balkans et de l'Empire ottoman, et au-delà, la logique ainsi que la pratique concrète, de l'échange de populations. En essayant d'imposer à la Bulgarie un échange de fait, le gouvernement grec anticipe – je dirais même qu'il rend possible – un règlement diplomatique qui n'avait pas encore trouvé son expression dans les termes du droit international (qui était même, de prime abord, jugé « illégal » par les diplomates de l'époque). Je pourrais si vous le souhaitez revenir plus tard sur la question du droit international (*cf. infra* § 120-127, 143-145 et 153-158).

43 Pour comprendre comment la question des réfugiés de Kilkis s'inscrit d'emblée dans la logique d'échange de fait, que la politique grecque veut imposer à la Bulgarie vaincue, il faut examiner la façon dont cette question est liée à celle des réfugiés patriarchistes de Strumica (à laquelle Panas avait fait référence *cf. supra* § 40). La population chrétienne de Strumica (en grec Stromnitsa, ville importante sur le versant nord de la Belasica, en grec Bélès[24]) était presque entièrement slavophone, exarchiste pour un quart environ et patriarchiste pour trois quarts. Une partie des villages slavophones des environs était patriarchiste également. Strumica constituait l'extrémité nord des revendications maximalistes grecques et c'est pour cette raison qu'on s'était efforcé d'y maintenir contre vents et marées une importante communauté patriarchiste. Que s'est-il donc passé à Strumica ? Dans un premier temps, après l'occupation de la région (9 juillet), l'armée grecque incendie les villages exarchistes, sans toucher à la ville elle-même, qui (tout comme Gevgelija) comptait un pourcentage élevé de patriarchistes. La ville reste intacte jusqu'aux discussions sur l'attribution de celle-ci à la Bulgarie, dans le cadre du traité de Bucarest (10 août 1913). Selon les informations fournies par le rapport Carnegie qui cite à l'appui divers témoignages, dès qu'il a été entendu que la ville ne ferait pas partie du territoire grec, l'armée a incité sa population patriarchiste, musulmane et juive à la quitter. On disait aux patriarchistes que « les Bulgares les massacreraient s'ils ne partaient pas. On leur promit encore qu'on élèverait à Koukoush une nouvelle Stroumitza sur un plan admirable, et on leur promit qu'ils y recevraient des habitations et des terres » (Dotation Carnegie 1914 : 87). Les musulmans firent l'objet de pressions plus fortes. Toujours selon des témoignages rapportés dans le rapport Carnegie, l'armée a proposé de transporter le mobilier des réfugiés de Strumica – ainsi que de ceux de Melnik que l'armée avait également incités à émigrer – en automobile. Enfin, tous les témoins oculaires s'accordent pour dire que c'est l'armée grecque qui, le 8 août, a mis le feu aux quartiers musulmans et patriarchistes de la ville,

détruisant les conduites d'eau et les pompes d'incendie, avec l'intention d'attribuer cet incendie aux habitants eux-mêmes qui ne supporteraient pas le « joug bulgare » (Dotation Carnagie 1914 ; Aarbakke 2003). Toutefois, le rôle de l'armée dans cet incendie ne pouvant pas rester secret, les Grecs ont finalement renoncé à prétendre officiellement que c'étaient les habitants qui avaient brûlé la ville, seuls des particuliers ayant persévéré dans cette version des faits (Aarbakke 2003, citant Anguélopoulos 1980 : 146-147, 341). Et le rapport Carnegie de conclure :

> « L'affaire de Stroumitza [*sic.*] jette une vive lumière sur une quantité d'événements semblables où l'intention et l'organisation préalables ne sont pas aussi faciles à discerner. S'il semble surpasser tout ce que nous avons rapporté jusqu'à présent, c'est uniquement parce que nous pouvons mieux en suivre le développement » (Dotation Carnegie 1914 : 197-198).

44 Ce même rapport signale par ailleurs qu'on aurait voulu procéder de la même manière à Melnik. Jousselin, le consul de France à Salonique affirme que le bruit avait faussement couru que des massacres avaient eu lieu à Melnik (AMAE FAA Série A 286/10). La rumeur selon laquelle les Grecs auraient brûlé leurs maisons pour ne pas les livrer aux Bulgares était sans fondement mais semble indiquer que l'intention était bel et bien là et, si la chose ne s'est pas produite, c'est à cause de la mésaventure de Strumica. Un article de *L'Illustration*, du 30 août 1913, intitulé « le suicide d'une ville », affirme que la ville avait été brulée par ses habitants grecs, ce qui semble indiquer qu'une source grecque avait informé préalablement la rédaction du journal – probablement par l'intermédiaire de son correspondant Jean Leune, dont la connivence avec les autorités grecques est bien connue par ailleurs – du projet d'incendier la ville et que le journal ne s'est pas donné la peine de vérifier si ce projet a été finalement réalisé (*L'Illustration*, 30 août 1913 : 161). Il est d'ailleurs probable qu'un plan similaire a été discuté pour les villes de la Thrace occidentale. Avant l'incendie de Strumica, si l'on en croit le rapport Carnegie (Dotation Carnegie 1914 : 194), « on savait d'avance à Salonique qu'après l'expatriation forcée des Grecs, des Juifs et des Turcs, la ville serait vouée à la destruction, comme Xanthi, Gumuljina et les autres villes de la Thrace[25]. Les consuls étrangers de Salonique, après avoir reçu des avertissements, délibérèrent ensemble et télégraphièrent à leurs ambassades pour qu'on fît des représentations à Athènes. Le gouvernement grec consentit à garder ces localités jusqu'à l'arrivée de l'armée bulgare ». Une confirmation de ce renseignement nous donne la dépêche de Bulgaridès, gérant de l'agence consulaire de France à Kavala, à Jousselin, consul de France à Salonique, daté du 8 septembre 1913 : « Le Gouvernement hellénique avait formellement défendu aux populations grecques d'incendier les villes qu'elles abandonnaient et c'est grâce à cette défense formelle que nous n'avons pas à déplorer la destruction de Xanthis, car les habitants grecs de cette dernière ville avaient l'intention d'incendier leurs demeures avant de les quitter » (AMAE FAA Série A 288/12).

45 On peut donc penser que, jusqu'à la veille des négociations de Bucarest, certains dirigeants grecs, le roi, l'armée ainsi qu'une partie du « mécanisme macédonien grec » espéraient que la nouvelle frontière grecque allait s'établir sur la ligne Gevgelija-Strumica-Melnik[26]-Nevrokop (ayant même quelques espoirs que la Thrace occidentale pourrait redevenir ottomane, *cf. infra* § 115) et avaient brûlé les villages exarchistes des alentours sans toucher aux villes elles-mêmes. Mais, dès lors qu'il est devenu clair que ces quatre villes resteraient en dehors de la Grèce, ils ont incité la population patriarchiste ou grecque des trois dernières, adjugées à la Bulgarie à Bucarest

(Gevgelija est revenue à la Serbie), ainsi que celle des villages patriarchistes qui en dépendent à les quitter pour émigrer dans le nouveau territoire grec et ont brûlé Strumica. Ces populations ont ainsi servi à la diplomatie grecque pour asseoir la thèse de l'échange de fait, qui allait devenir la position intransigeante du gouvernement grec devant l'insistance des Bulgares à réclamer le retour des réfugiés de la Macédoine orientale, avant qu'ils ne participent à cette logique en Thrace occidentale. Elles ont également servi à donner après coup l'impression d'une équivalence, voire d'une réciprocité, faisant apparaître le forfait de Kilkis sous le jour d'une fuite volontaire : « Grecs » et Turcs de Strumica ont délibérément quitté leur pays avant l'entrée des Bulgares, ne pouvant accepter l'idée de leur régime ; les « Bulgares » de Kilkis ont de même volontairement quitté le leur, ne pouvant accepter le régime hellénique.

46 Ainsi, le cas de Strumica illustre bien la dialectique entre intention et contingence dont je vous ai parlé plus haut. La décision de pousser la population patriarchiste à l'émigration et de brûler la ville a été prise en quelque sorte *ad hoc*, en fonction des évolutions diplomatiques qui ont décidé que celle-ci ne ferait pas partie du territoire grec. Pourtant, à partir de ce moment, un plan très complet a été rapidement élaboré et mis en œuvre. Les patriarchistes ont été incités à émigrer – avec les musulmans de la ville –, leurs biens transportés et leurs quartiers brûlés. Ici, l'intention est manifeste ainsi que la planification et la mise en application.

47 Ce n'est pas tout : le plan élaboré dans le cas des réfugiés de Strumica – ainsi que celui sur ceux de Melnik – n'est possible qu'en raison de ce qui c'est passé à Kilkis. C'est le forfait de Kilkis – les propriétés que sa population a été forcée d'abandonner, dont l'État grec aurait tôt ou tard à s'occuper aussi bien d'un point de vue démographique que juridique – qui amènent l'idée d'évacuer Strumica et Melnik, de faire semblant que leurs populations patriarchistes ont était forcées à émigrer par peur de l'ennemi et par patriotisme, d'installer enfin celles-ci dans les maisons et les terres abandonnées par la population de Kilkis, afin d'inventer un cadre de réciprocité dans lequel l'affaire des réfugiés pourrait être considérée comme étant réglée.

48 Vous voyez donc que ce que j'ai appelé plus haut une logique d'échange de fait se cristallise progressivement, en fonction des choix rendus possibles par les événements historiques et les négociations diplomatiques (leur part d'intention et celle de contingence), pour former enfin une politique consciente et délibérée que les diplomates français ne tardent pas à déchiffrer, en dénonçant les violations du droit qu'elle implique, tout en considérant ses avantages éventuels pour la pacification de la région. Permettez-moi de vous lire à ce propos un extrait d'une dépêche envoyée le 17 octobre 1913 par le chargé d'affaires de la République française à Sofia, au ministre des Affaires étrangères Stephen Pichon :

> « J'ai reçu, d'autre part, dans ces derniers temps du Ministère royal des Affaires étrangères [bulgare] quatre notes que j'ai l'honneur d'adresser ci-joint en copie à V.E. Elles signalent les persécutions dont sont l'objet dans les nouveaux territoires grecs les habitants de race bulgare, soit qu'on les force par la violence à émigrer, soit qu'on les empêche, après une première émigration, de retourner dans leurs foyers.
>
> Il semble qu'il y ait de la part des Grecs un plan préconçu pour purger les nouveaux territoires qu'ils ont conquis de toutes les races étrangères à la leur, bulgare ou turque, et pour y faire rentrer les habitants de race grecque des territoires demeurés étrangers. J'en vois une preuve dans la prière qui a été faite à cette Légation par le gouvernement hellénique de ne plus délivrer de passeport aux réfugiés originaires des territoires devenus grecs, sans une autorisation préalable

> qui doit être demandée à Athènes, mais qui, jusqu'ici, n'est jamais revenue. Bien que ce plan soit exécuté avec violence et au mépris de tout droit, il en résultera peut-être dans l'avenir un état plus stable, les races se trouvant plus naturellement groupées.
> De son côté, le gouvernement bulgare se préoccupe d'établir dans les nouveaux territoires qu'il va occuper [après le traité de Bucarest] les réfugiés des parties grecques ou turques de la Thrace et de la Macédoine, qui sont toujours à sa charge, et qui vont lui fournir des colons, notamment pour les régions de Gumurdjina et de Stroumitza » (annexe XVIII).

49 Le dernier paragraphe de cette dépêche nous montre également que la Bulgarie, tout en continuant à réclamer le retour des réfugiés, adopte en partie – en raison du grand nombre de réfugiés qui affluent dans son territoire suite aux événements en Macédoine et en Thrace orientale (d'où les Bulgares sont chassés par les Ottomans) – elle aussi la logique de l'échange, du moins pour la Thrace occidentale, en expulsant les Grecs indésirables. Son adhésion partielle à ce procédé est mise en évidence par l'annexe du traité de Constantinople sur l'échange restreint des populations bulgares et musulmanes dans une profondeur de 20 kilomètres des deux côtés de la frontière établie après la deuxième guerre balkanique. Les populations en question ayant été déjà réfugiées de part et d'autre de cette frontière, l'annexe du traité (signé à Andrinople le 15 novembre 1913, un mois et demi après le traité signé le 27 septembre de la même année) n'a fait en vérité qu'octroyer un statut légal à un fait accompli violent (Kontogiorgi 2006 : 39 ; Ladas 1932 : 18-20 ; Pentzopoulos 1962 : 54-55) – Elissavet Kontogiorgi, pour sa part, voit dans cette annexe « le premier échange de populations dans les Balkans »[27].

50 L'adhésion progressive de la Bulgarie à la logique de l'échange de populations est également lié à une autre dimension du contentieux gréco-bulgare de l'après-guerre qu'il ne faut pas oublier : la question des otages. Si, comme dans toute guerre, les deux parties ont fait prisonniers des militaires, l'existence de paramilitaires a été le prétexte, surtout côté grec, pour étendre les mesures militaires aux civils (notamment les cadres de l'ancien *milet* bulgare : notables, prêtres et enseignants d'écoles bulgares et révolutionnaires notoires). Il a été infligé à ces derniers, tout comme à certains prisonniers militaires (notamment ceux des régiments macédoniens de l'armée régulière), un traitement allant bien au-delà de toute convention du droit de la guerre (annexes IV, V, VI et IX et Dotation Carnegie 1914). La non-reprise des relations diplomatiques après le traité de Bucarest est surtout liée à cette question des otages civils et militaires, arrêtés autant en Macédoine grecque occidentale qu'orientale. Permettez-moi de vous lire à ce propos un passage d'une dépêche envoyé le 18 novembre 1913 par le même chargé d'affaires de la République française en Bulgarie au ministre des Affaires étrangères, Stephen Pichon :

> « Mes télégrammes des quinze derniers jours ont mis votre excellence au courant du conflit qui s'est élevé entre la Bulgarie et la Grèce au sujet de la remise des prisonniers de guerre bulgares en Grèce ainsi que de la libération des prisonniers civils bulgares actuellement détenus à Salonique ou dans les îles par les autorités helléniques. [...]
> Quelques empressements que veuille bien mettre notre ministre à Athènes à régler de nombreux cas particuliers et à transmettre au gouvernement hellénique les réclamations nombreuses et diverses que je ne cesse de recevoir, il ne semble pas que le Gouvernement hellénique soit jusqu'ici disposé à faire à l'opinion bulgare les concessions indispensables au rétablissement des rapports normaux. Qu'il y ait dans les prisons grecques un grand nombre de *comitadjis* (amis et anciens

> compagnons du ministre royal des Affaires étrangères) cela n'est pas douteux. Mais il s'y trouve aussi des prêtres, des instituteurs, d'anciens fonctionnaires des territoires conquis par les armées bulgares, qui y sont retenus contre tout droit. Les récits unanimes des prisonniers bulgares revenant de Grèce ne me permettent pas non plus de douter, (malgré les protestations de M. Panas que M. Deville vient de me transmettre), qu'ils n'y aient été fort mal traités et que le régime des prisons politiques en Grèce ne soit indigne d'un État moderne. M. Panas, qui servait autrefois d'intermédiaire entre le gouvernement hellénique et les bandes de *comitadjis* grecs, devrait se montrer plus indulgent pour les amis bulgares de M. Ghénadieff » (annexe IX).

51 Pour régler le problème des otages, le gouvernement bulgare propose l'arbitrage du président de la République française, Raymond Poincaré, proposition qui est rejetée par les Grecs. Le chargé d'affaires français en Bulgarie écrit le 29 décembre 1913 :

> « Votre excellence me permettra donc d'exprimer le vœu que le gouvernement de la République, d'accord avec le gouvernement russe, use de toute son influence à Athènes pour amener le gouvernement hellénique à fixer enfin un délai à la libération définitive des quelques centaines de prisonniers bulgares qu'il détient encore. Il est bien évident que si M. Venizélos a fait en sorte d'éviter l'arbitrage proposé par le gouvernement bulgare, c'est que son attitude n'est pas soutenable en droit » (annexe VI).

52 Tout cela n'est pas sans rapport avec la pression que les vainqueurs exercent sur les vaincus pour faire accepter le principe de l'échange des propriétés et des personnes, que les diplomates français commencent à percevoir comme une solution préférable malgré le mépris du droit qu'elle implique à la brutalité qui règne de part et d'autre sur le terrain (AMAE FAA Série A 286/8, annexe VIII). Les Bulgares n'ont pu prendre des otages que parmi les notables grecs de Thrace occidentale et ils les ont relâchés relativement vite. Immanquablement, ils allaient donc s'acharner contre les ressortissants grecs de Bulgarie (même ceux de l'ancienne Bulgarie), menaçant de les expulser, et maltraiter la population grecque de la Thrace occidentale qui leur avait été adjugée à Bucarest (AMAE FAA Série A 288/27 29/12/1913, Série A 288/29 et 30, 2/1/1914 et Série A 288/31 5/12/1913). Le chargé d'affaires français à Sofia avait bien saisi le rapport implicite que les persécutions des Grecs de Thrace occidentale entretenaient avec la question des prisonniers bulgares en Grèce :

> « Le gouvernement bulgare ne possède aucun otage grec, il ne m'a pas été difficile d'en conclure que les persécutions exercées depuis quelque temps en Thrace n'avaient d'autre but que de procurer au gouvernement bulgare les moyens de pression qui lui manquent pour obtenir de la Grèce satisfaction » (annexe VI).

53 Ainsi, ceux des Grecs de Thrace occidentale qui ne sont pas partis avec l'armée grecque après le traité de Bucarest, ont été forcés à émigrer dans les nouvelles provinces grecques, ne faisant qu'ajouter au contentieux lourd de conséquences qui allait retarder le rétablissement des relations diplomatiques et fournir l'occasion à la partie grecque de surenchérir sur les procédés violents mis en œuvre par les Bulgares (Anonyme 1914) et de noircir encore la mauvaise réputation que ces derniers s'étaient acquis pendant la deuxième guerre balkanique. Pendant cette crise diplomatique, l'aménagement démographique de la partie grecque de la Macédoine pouvait se poursuivre, tout comme celui de la Thrace occidentale bulgare, tributaire des événements qui ont eu lieu en Macédoine et en Thrace orientale, passée à feu et à sang pendant la reconquête ottomane, en riposte à la brutalité des Bulgares envers les musulmans pendant leur marche vers Çatalca, lors de la première guerre, qui avait provoqué un énorme exode de musulmans. L'exode de Bulgares des nouveaux

territoires grecs se poursuit, bien que moins important que celui des musulmans[28], sous l'œil satisfait des autorités grecques (AMAE FAA Série A 289 25/3/1914). Les grandes puissances, et notamment la France, offrent leurs bons offices en tant qu'intermédiaires dans la gestion de cette crise, ce qui donne lieu à une volumineuse correspondance diplomatique (annexe IX). À cette correspondance appartiennent les passages suivants – issus le premier de la plume du chargé d'affaires français à Athènes et le second de celle de l'ambassadeur français à Sofia – qui résument bien la question des réfugiés et des otages, en mettant l'accent sur la logique d'échange qu'elle comportait, les problèmes qu'elle soulevait du point de vue du droit et l'aval tacite qu'ils étaient, malgré ceux-ci, en train de lui accorder :

> « Il n'est pas contestable, non plus, que l'hellénisation à outrance de Macédoine soit le but vers lequel tendent aujourd'hui les efforts de la Grèce, dont le plus vif désir serait de faire émigrer toutes les populations de race bulgare, pour établir à leur place les réfugiés qui arrivent de Thrace et de Bulgarie. Je tiens de très bonne source que le gouvernement souhaiterait, par exemple, qu'il fût procédé à un échange entre les propriétés actuellement vacantes, d'une part à Kilkich, de l'autre à Melnik, et qu'elles fussent légalement attribuées aux réfugiés, qui resteraient ainsi définitivement du côté où ils se trouvent aujourd'hui. C'est là une opération sur laquelle je partage entièrement l'avis de mon collègue de Sofia et quant aux avantages qu'elle pourrait offrir et quant au mépris du droit qu'elle suppose. Les dissidents qui se trouveront trop attachés au sol natal pour consentir à transporter sous d'autres cieux leur foyer familial devront s'helléniser de langue et de religion sous peine d'être en butte aux pires persécutions » (AMAE FAA Série A 286/8 8/12/1913).
>
> « Les deux gouvernements d'Athènes et de Sophia favorisent également par des moyens qui gagneraient à s'inspirer des idées de justice et d'humanité l'exode rapide et général des populations qui, n'étant pas de leur race, ne sont pas considérées comme "désirables", ce qui leur permet en même temps d'installer à la place de celles-ci les exilés victimes de la mauvaise volonté de l'adversaire.
>
> Si je m'en rapporte aux indications reçues par cette Légation, il est permis d'avancer que cette manière de voir a été adoptée dès la fin d'août par le gouvernement hellène et que les Bulgares ont agi par réciprocité mais avec une main plus rude » (annexe VIII).

54 Pour finir sur la logique d'échange de fait qui a été adoptée et fermement défendue du côté grec concernant les réfugiés de la deuxième guerre balkanique, je voudrais me référer sur les antécédents de cette logique, qui s'est cristallisée progressivement dans le cadre des violences contre les populations civiles, commencées en 1905-1906. C'est à cette époque du déchainement de la guerre des bandes en Macédoine, que les populations, non uniquement macédoniennes, ont commencé à devenir les otages de deux stratégies nationalistes agissant sur elles par « réciprocité » : par riposte et contre-riposte. Après le massacre perpétré en 1905 par les bandes grecques dans le village de Zagoritsani de la région de Kastoria (*cf. infra* § 89), qui a fait 78 morts, l'organisation nationaliste bulgare *Bâlgarski Rodoliubets*, formée surtout de réfugiés macédoniens en Bulgarie, a commencé à attaquer les communautés grecques de ce pays, dont les membres, citoyens bulgares depuis 1878 ou 1885, n'avaient jamais souffert auparavant de la moindre infraction à leurs droits. Les attaques ont pris en 1906 la forme d'un pogrome généralisé, provoquant le départ en Grèce de plusieurs dizaines de milliers de personnes (dont la partie la plus importante est par la suite rentrée, les Grecs de Bulgarie ne constituant pas un enjeu démographique pour ce dernier pays, mais uniquement, à partir de cette époque, un objet de pression contre la Grèce). Sans poursuivre suffisamment les coupables, le gouvernement bulgare n'a pas

non plus restitué les propriétés communautaires grecques confisquées pendant le pogrome[29]. Dans cet événement – et notamment dans la pratique administrative qui en a suivi : l'impunité des coupables et le non-retour des propriétés – nous voyons pour la première fois s'esquisser une politique démographique concernant des populations qu'on considère liées à l'ennemi, nonobstant le fait que ces dernières n'avaient strictement rien à faire avec l'objet du litige : la Macédoine ottomane. Le conflit pour le territoire se transformait ainsi progressivement en une « guerre démographique » (selon l'expression de Mark Pinson [1970]), qui contenait en germe la longue série d'échanges de populations qui allaient suivre. À partir de cette époque, la « guerre démographique » se poursuit en s'amplifiant, en amont des décisions diplomatiques, qui viennent accorder rétrospectivement une légalité aux violences perpétrées et encourageant par là la poursuite de la « guerre démographique », jusqu'à l'épuisement des munitions : les populations considérées ennemies. Il faudrait par ailleurs souligner la centralité dans cette « guerre démographique » de l'instrumentalisation des réfugiés, qu'on installe la plupart des fois parmi les populations qu'on considère liées à l'ennemi et qu'on pousse à agir contre elles. Tel a été le cas des réfugiés bulgares de Macédoine et de Thrace orientale, constituant l'instrument des violences perpétrées, après la seconde guerre balkanique, contre les Grecs de Thrace occidentale, en provoquant l'exode massif de ces derniers, qui ont constitué à leur tour l'instrument des violences infligées aux Bulgares et aux musulmans de la Macédoine grecque. Poussé ainsi à l'émigration massive vers l'Empire ottoman, ces musulmans ont été installés pour la plupart parmi les populations grecques de Thrace orientale et d'Asie Mineure, qu'ils ont à plusieurs reprises attaquées, sous l'impulsion du CUP, visant à pousser les Grecs de ces régions à émigrer (Sigalas 2012). Dans le contexte général de cette guerre démographique, qui se propageait comme une tache d'encre sur la carte des Balkans et d'Asie Mineure, l'événement de Kilkis occupe une place spéciale : il constitue la première mise en application, *ad hoc*, dans le cours même des événements guerriers, d'une logique territoriale, antérieurement cristallisée ; et cette mise en application a été doublée d'une mise en scène médiatique et diplomatique, visant à produire un fait accomplit, l'échange de fait et d'anticiper sa validation juridique ultérieure. Ce qu'on ne pouvait pas évidement prévoir c'était la forme que la « guerre démographique » allait prendre par la suite, après l'échange bulgaro-ottoman, frayant la voie à l'alliance de ces deux pays, et l'éclatement de la Grande Guerre, qui allait radicaliser davantage la violence contre les populations civiles et impliquer l'ajournement de la validation juridique de l'« échange de fait » de Kilkis jusqu'au traité de Neuilly.

IV. Violence et territoire. La spécificité de Kilkis et de Doxato dans les logiques territoriales des deux adversaires.

55 **N. S. :** Vous avez dit que l'attitude de l'État grec envers la population orthodoxe de Kilkis émanait d'une logique territoriale. Dans cette logique Kilkis occupe-t-il une place spéciale ? En d'autres termes, pourquoi cette population a-t-elle fait l'objet d'un traitement plus violent que d'autres de la part de l'armée grecque ? Pourquoi les Grecs ont-ils provoqué l'exode de la population slavophone de Kilkis et non pas de celle de Florina ou de Kastoria, par exemple ?

56 **L. E. :** Je vais répondre à votre question en commençant par la fin. Vous me demandez pourquoi les Grecs ont provoqué l'exode de la population slavophone de Kilkis et non pas celle de Florina ou de Kastoria et j'ajouterais même celle de Vodéna (aujourd'hui Edessa) ou de Yanitsa. Je pense que sa simple situation, en tant que ville la plus proche de la capitale du *vilayet* de Manastır (en bulgare et en macédonien Bitola, en grec Monastiri ou Vitolia et en serbe Vitolj) vers le sud, fait de Florina (en bulgare et en macédonien Lerin)une ville-clé pour revendiquer toute la région jusqu'à la capitale du *vilayet*, limite vers le nord des revendications grecques à cette époque. Kastoria (en bulgare et en macédonien Kostur), quant à elle, constitue la visée maximaliste des revendications bulgares vers le sud-ouest. Ces deux régions voisines comptent parmi les théâtres des combats les plus durs et les plus envenimés de la lutte entre bandes grecques et bulgares, ou macédoniennes, entre 1904 et 1908, parce que les deux adversaires se sont efforcés de les maintenir comme limites extrêmes de leurs revendications. Mais ces régions, ainsi que toute la Macédoine à l'ouest du Vardar, ont été investies par l'armée grecque dès 1912. Celle-ci avait alors « libéré les frères chrétiens », c'est même en leur nom que la guerre avait été déclarée entre les puissances orthodoxes balkaniques et l'Empire ottoman. Dès lors que ces régions comptaient des patriarchistes et des exarchistes, les quatre armées alliées avaient l'obligation de respecter les sujets loyaux à l'une ou à l'autre d'entre elles. À ce moment-là, on ne discutait pas de l'avenir des territoires et de leurs habitants, tous les territoires « libérés » constituaient théoriquement, suivant les accords passés avant la guerre, un condominium des puissances chrétiennes (bien que le principe d'occupation première ait primé dans la pratique). Néanmoins, dans les contrées macédoniennes slavophones investies par les Grecs et par les Serbes, on a obligé le clergé exarchiste à se déclarer patriarchiste, ce qui n'a pas été le cas là où, à Salonique par exemple, la présence militaire bulgare a protégé les institutions ecclésiastiques (Dotation Carnegie 1914 : 179). L'inverse, mais à une échelle un peu moindre, se serait produit dans les zones investies par les Bulgares (Dotation Carnegie 1914 : 187-192). Sitôt déclarée la seconde guerre, on a immédiatement procédé, dans les territoires investis par la Grèce, de même que dans ceux investis par la Serbie, à l'élimination des personnes-clefs des réseaux liés à l'adversaire, que ceux-ci soient militaires, ecclésiastiques, scolaires, commerçants ou *comitadjis*, ainsi que des élites intellectuelles[30]. Elles seules étaient visées et non pas la population entière – même exarchiste – d'un village ou d'une ville, comme ce fut le cas dans la Macédoine à l'est du Vardar. C'est une justice militaire qui s'est imposée, l'« exceptionnalité » de la guerre permettant des procédés expéditifs, consistant notamment à taxer toute personne ciblée de collaboration avec l'ennemi. En outre, une partie des soldats bulgares, volontaires de Macédoine, notamment des régions que la Grèce a ensuite récupérée (sujets ottomans enrôlés volontairement pendant la deuxième guerre balkanique et particulièrement présents sur le front grec), a été considérée comme *comitadjis* et traitée en conséquence. On lit dans une dépêche du chargé d'affaires français à Sofia :

> « […] M. Ghénadieff paraît avoir surtout à cœur le sort des soldats bulgares originaires des parties maintenant grecques ou serbes de la Macédoine et qui soit pendant, soit après la première guerre balkanique, s'engagèrent dans l'armée bulgare où ils formèrent les légions macédonienne et andrinopolitaine. Ils combattaient principalement dans la 2e armée commandée par Ivanoff, d'abord au siège d'Andrinople, puis contre l'armée du roi Constantin. Peut-être le ressentiment particulier des Grecs contre ces soldats volontaires peut-il s'expliquer ainsi. Mais on pourrait difficilement soutenir qu'ils ne faisaient pas partie de l'armée régulière

> bulgare. En droit d'ailleurs, ils n'étaient pas Serbes ou Grecs, mais Ottomans. Les uns portaient la casquette de l'armée bulgare, les autres, comme un grand nombre de réservistes bulgares, n'avaient aucun uniforme mais ils étaient régulièrement encadrés et commandés. [...]
> Les Grecs ont voulu considérer tous les Macédoniens engagés dans l'armée bulgare comme des *comitadjis*. Ils en ont clandestinement fusillé un grand nombre ; les autres sont en prison et seront déférés à des cours martiales » (annexe V).

57 Il y a eu des exécutions sommaires sur place[31], des gens emmenés en otages dans des prisons de l'État grec – ce sont ces otages qui ont constitué l'objet du contentieux diplomatique dont je vous parlais tout à l'heure – ceux qui ont échappé aux exécutions ont été extradés plus tard en Bulgarie. Le même sort a été réservé aux membres des élites citadines bulgaro-macédoniennes de Salonique – après la disparition de la présence militaire bulgare au tout début de la seconde guerre – comme le vicaire de la métropolie exarchiste, l'archimandrite Evlogje, et le secrétaire de la communauté exarchiste de la ville et membre fondateur de l'ORIM, Kristo Batandjiev, torturés sur les bateaux qui les conduisaient depuis Salonique soit au camp de concentration pour prisonniers de la presqu'île de Trikéri en Thessalie maritime soit à Ithaque, avant d'être assassinés et jetés à la mer (Kostopoulos 2007 : 57 ; Dotation Carnegie 1914 : 178-181).

58 Toute la Macédoine investie par la Grèce pendant la première guerre balkanique a subi, avant, mais surtout pendant la courte guerre de 1913 et aussitôt après, une « désexarchisation » quasi-totale. Le « retour à la Grande Église » a été proclamé en grande pompe comme s'il avait été spontané. Ajoutons ici qu'à Yanitsa, où ils étaient particulièrement présents (davantage encore qu'à Kilkis, même s'ils étaient minoritaires par rapport aux exarchistes), la plupart des uniates ont été forcés de se convertir (cf. annexe I).

59 Vous voyez donc que la différence de sort réservé, d'un côté, à la population slavophone exarchiste de la Macédoine à l'ouest du Vardar F9 20 exception faite des villages de Gevgelija qui ont subi la guerre F9 20 et, de l'autre, à celle des régions de Kilkis, de Langada, de Serrès, et de Drama, tient en partie au contexte de la guerre et à la part de contingence que celle-ci comporte. L'incorporation dans l'État grec des régions de la Macédoine occidentale s'effectue dans des conditions tout à fait différentes de celle des régions de la Macédoine orientale (Michaïlidis 2003 : 73-89). Le contexte de la première guerre balkanique interdisait toute violence contre des orthodoxes (patriarchistes ou exarchistes). Et, si la deuxième guerre balkanique pouvait fournir des prétextes pour l'éviction des populations exarchistes des régions conquises par l'armée grecque dans sa marche contre l'armée bulgare, elle ne pouvait pour autant légitimer l'évacuation des populations des régions investies auparavant, du temps de l'alliance. La « débulgarisation » de ces régions a donc dû prendre la forme d'un passage au crible sélectif et non pas celle de l'éviction de la population d'un village, d'une ville ou d'une région toute entière. Une autre différence entre les régions slavophones de la Macédoine occidentale et celles de la Macédoine orientale tient au fait que les secondes ont été, pendant sept mois, administrées par les Bulgares et leur armée, ce qui a été l'occasion pour leurs habitants slavophones d'exprimer plus ouvertement leur sympathie envers ces derniers et de se déclarer volontaires dans leur armée. Il ne faut pas perdre de vue, par ailleurs, que, dans le cas de la Macédoine occidentale, pendant la deuxième guerre balkanique, la zone d'occupation grecque touche la zone d'occupation serbe, la Serbie, pays allié, administrant lui aussi des populations slaves mais non serbes. En Macédoine orientale, en revanche, la proximité de la Bulgarie transforme les

slavophones exarchistes en éléments de potentielle revendication territoriale, les slavophones patriarchistes pouvant, en raison de leur langue et du fait qu'un grand nombre d'entre eux n'étaient pas « sûrs » aux yeux de l'administration grecque, n'étant Grecs que nominalement, constituer un élément qui induit à occulter au maximum leur présence, en jouant sur la peur née de l'expérience de la seconde guerre balkanique, peur qui était moins forte dans la Macédoine grecque à l'ouest du Vardar. Dans tous les recensements postérieurs, on ne retrouve qu'un très petit nombre de slavophones, l'affaire étant plus facile à occulter qu'à l'ouest du Vardar, du fait de l'exode massif de 1913 et du grand nombre d'échangés lors du processus d'échange après Neuilly. Jusqu'à nos jours, l'impression qui prévaut est que, dans les départements de Serrès, de Drama et dans l'éparchie de Langada du département de Salonique, il n'y a pas de population slavophone ou ex-slavophone importante, ce qui est faux, surtout dans le cas du département de Serrès.

60 La différence de sort réservé à la population s'explique donc avant tout par le contexte de l'incorporation de ces régions. Concernant toutefois la région de Kilkis, entre en ligne de compte un autre facteur qui la différencie, cette fois-ci, également des régions de Langada, de Serrès et de Drama, et explique pourquoi l'on assiste, en l'occurrence, à une expulsion massive à l'échelle d'une ville et de sa région, alors que celle-ci est plus sélective et s'exerce à l'échelle du village dans les trois autres cas. Dans la raison territoriale grecque, Kilkis occupe une place particulière. Sur ce point, il convient de se référer d'emblée aux travaux importants que Spyros Karavas (2002a) y a consacré, pour comprendre la tentative grecque de faire surgir dans cette ville entièrement exarchiste, comportant une population uniate résiduelle, une communauté patriarchiste. Cette tentative échoue complètement, ce qui fait que la région demeure la seule de toute la Macédoine méridionale où l'on chercherait vainement ou presque l'ombre d'un patriarchiste et, par conséquent, elle ne peut pas être revendiquée par les Grecs, dans la mesure où c'est à travers sa population qu'un territoire est revendiqué. Toutefois, compte tenu de la position stratégique que Kilkis occupe dans l'arrière-pays immédiat de Salonique, les Grecs ne peuvent pas se passer de cette ville. Pour reprendre l'expression utilisée dans la correspondance diplomatique grecque, c'est une « brèche ouverte dans le dos de l'Hellénisme », les limites méridionales de cette « brèche » atteignent la ville même de Salonique, capitale de la Macédoine. En effet, à l'ouest, au nord-ouest et au nord, Salonique est entourée de villages slavophones, exarchistes pour certains ; tandis qu'au nord-est, à l'est et au sud-est, vers Langada et la Chalcidique, on recense dans son voisinage immédiat des villages grécophones. Dans un rapport, A. Xantopoulo, fondateur de la « Ligue Macédonienne » de Kavala, adressé au ministère des Affaires étrangères en 1905, écrivait : « si nous n'arrivons pas à dominer Kilkis par notre travail de prosélytisme, nous nous verrons obligés de la rayer, d'une façon ou d'une autre, de la carte ». Et Karavas de conclure : « la solution finale, si elle n'a pas été planifiée d'avance, avait été prévue. C'était d'ailleurs la manière la plus réaliste de dominer cet espace » (Karavas 2002a : 32).

61 Sur ce point, il serait intéressant de comparer la logique territoriale grecque en Macédoine avec celle de la Bulgarie et de voir comment cette logique territoriale se concrétise dans les procédés violents de l'armée bulgare envers les populations civiles grecques ou slavophones patriarchistes pendant la deuxième guerre balkanique. Pour ce faire, il convient de se pencher davantage sur les événements de Nigrita (Anonyme 1914 : 55-63, Zoroyannidis 1975) et de Doxato en se référant en passant aux incendies et

aux violences perpétrés à Serrès (Anonyme 1914 : 122-208) et à Demirhisar (Anonyme 1914 : 75-113).

62 Nigrita était un bourg agricole, entièrement grécophone et chef-lieu d'un *nahiye* par où passe la frontière linguistique gréco-slave et où elle est la moins nette de tout son parcours, très important pour le maintien de l'une ou de l'autre armée dans le bassin du Bas Strymon sur la route cruciale de Salonique à Serrès et à Sofia. Les nombreux cas d'insubordination de la population grecque du bourg et des villages des environs (grécophones ou slavophones patriarchistes) aux décrets de l'administration militaire bulgare et la tendance de celle-ci à la répression violente, perturbant les bonnes relations entre les alliés, faisaient de Nigrita le point le plus sensible de la coexistence pacifique gréco-bulgare (Ministère des Armées III – 1932 et III-1 – 1934). La population grecque de Nigrita et grecque ou slave patriarchiste des villages voisins (surtout Dimitritsi) a payé le prix de la configuration territoriale de la région. Celle-ci ouvrait pour les Bulgares la route de Salonique, pour les Grecs, celle de Serrès. Suite aux violences de l'armée bulgare envers les habitants, lors de la bataille de Lahana, et à la sauvage évacuation des lieux, les Grecs découvrent plusieurs morts (Zoroyannidis 1975) et le bourg incendié. Si les événements de Nigrita n'ont pas eu autant d'écho que ceux de Serrès et de Doxato, c'est peut-être parce qu'ils ont eu lieu pendant les tout premiers jours de la guerre et que les cadavres, en tant que preuve du crime, ont, du fait de la canicule qui régnait, été enterrés très vite par l'armée grecque poursuivant l'adversaire en fuite, celle-ci ne se préoccupant pas de les exhiber aux journalistes étrangers et aux consuls des puissances – erreur qu'on a pris soin de corriger par la suite, surtout du côté grec ; les Bulgares, eux, en pleine débâcle, n'avaient ni assez de temps, ni assez de moyens ni le contrôle du territoire pour pouvoir songer à réunir des preuves des violences de l'adversaire. Zoroyannidis lui-même décrit comment il a procédé à l'enterrement des victimes (Zoroyannidis 1975) ; quant à Jousselin, suspicieux envers toute allégation grecque, il ne reconnaît pas les violences bulgares (AMAE FAA Série A 286/8 8/9/1913 et annexe II). Les Grecs font venir des journalistes étrangers *in situ* pour attester les faits mais trop tard, puisque les corps ont déjà été enterrés (annexe II). Jousselin, tout en mentionnant l'existence de témoins oculaires israélites à Nigrita et Serrès, se refuse à rapporter leurs dires, ces derniers eux-mêmes n'ayant pas déposé par écrit (annexe I). Toutefois, il me semble que c'est après cet avatar, dû à une mauvaise coordination et à une méconnaissance des procédés de la propagande de guerre, que la campagne grecque sur les atrocités de l'adversaire s'est perfectionnée. C'est là, qu'à mon sens, il faut situer la naissance de la stratégie grecque de promotion des atrocités bulgares : au lieu de répondre directement à des accusations portées contre soi, on répond en insistant sur les violences plus graves de l'adversaire (*cf. infra* : 113).

63 Les événements de Serrès impliquent une lutte sans merci pour le maintien de cette ville, cruciale pour les deux adversaires (parce qu'elle constitue pratiquement la capitale de la Macédoine orientale), et entraînent des violences extrêmes de part et d'autre, l'incendie final étant clairement dû aux Bulgares. Les preuves évidentes de ce forfait ont permis de laisser dans l'ombre les exactions grecques (annexe XIX).

64 Demirhisar (aujourd'hui Sidirokastro) est la capitale d'un *kaza* entièrement slavophone, quant à sa population chrétienne (à l'exception de deux ou trois installations aroumaines et de quelques villages de laboureurs roma orthodoxes) et majoritairement exarchiste. Seulement dans la ville existait un noyau grécophone, notamment parmi

l'élite de la population, constituant avec les Aroumains hellénisants de Gorni Proï (aujourd'hui Anô Poroïa), le support de l'influence culturelle grecque dans la région. Il n'est donc pas difficile de comprendre pourquoi l'armée bulgare – espérant probablement, même en retraite, un retour éventuel – a exécuté et jeté dans une fosse commune soixante-quatorze personnes choisies parmi les notables grecs de la ville.

65 Doxato, dans le *kaza* de Drama, bourg spécialisé dans la culture et le commerce du tabac, constituait, avec deux autres villages voisins, une enclave grécophone rurale. Les villages de la plaine étaient en majorité musulmans turcophones, ceux des piedmonts et d'altitude au nord étaient slavophones chrétiens et musulmans (turcophones ou slavophones), ceux du Pangée au sud-ouest ainsi que le littoral étant grécophones chrétiens et turcophones musulmans. Ce bourg et les deux villages grécophones avoisinants[32] constituaient ainsi le principal argument des prétentions grecques dans le *kaza* de Drama : outre cette dernière ville, qui compte une importante communauté grecque et les villages patriarchistes slavophones de la région, la présence de trois villages grécophones vient servir la démonstration, qui opère toujours par amalgame (continuum paysan grécophone-slavophone patriarchiste) du caractère grec du *kaza* de Drama. Doxato constituait pour les Grecs le principal lien entre le littoral de Kavala et Drama. Voici comment le chargé d'affaires de l'Ambassade de France à Athènes, Poulpiquet du Halgouët, définit la position de ce bourg, dans un rapport de 17 pages qui constitue l'enquête concernant les atrocités bulgares contre les Grecs la plus proche des événements[33]:

> « Si l'on ne tient compte que du nombre de ses habitants (2 200 Grecs et 1 900 musulmans), Doxate n'est qu'un village. Mais cette localité est depuis longtemps considérée comme le centre de l'hellénisme dans la contrée et la richesse qu'elle tire du commerce des tabacs est proverbiale dans le pays. D'importantes remises en numéraire venaient précisément de parvenir aux gros commerçants de la ville, lorsqu'on apprit les premières défaites de l'armée bulgare » (annexe III).

66 Selon les témoignages, surtout bulgares, rapportés par la Commission Carnegie, il y avait d'abord eu une embuscade armée à laquelle des *andartès* avaient obstinément résisté (Dotation Carnegie 1914 : 64-67). L'arrière-garde de l'armée bulgare a fini par réussir à entrer dans le bourg et a massacré tous les Grecs qu'elle rencontrait dans les rues, la cavalerie se chargeant de ceux qui fuyaient vers les campagnes. Des musulmans de Doxato et des villages avoisinants, armés par l'armée bulgare, ont ensuite pillé et massacré pendant deux jours les Grecs du bourg, se vengeant de ces derniers qui, selon un autre témoignage (Pelletier 1913 : 62-67), les avaient maltraités et avaient transformé leur mosquée en église. Ces violences coûtèrent la vie à 500 Grecs au bas mot. Le bourg fut ensuite incendié et brûla presque entièrement. De tous les événements violents de la deuxième guerre balkanique, c'est celui qui a connu, avec celui de Serrès, le plus grand retentissement. Il est décrit en détail dans l'enquête dont je vous parlais tout à l'heure rédigée par le chargé d'affaires de l'Ambassade de France à Athènes, Poulpiquet du Halgouët (annexe III).

67 La responsabilité de ce massacre incombe à l'armée bulgare. On pourrait supposer qu'elle l'avait perpétré pour enlever aux Grecs ce qui a été, comme je l'ai dit, le principal argument au service de leurs prétentions dans le *kaza*. Toutefois, la présence à ce moment des colonnes grecques à une faible distance de la région, ce qui ne laissait aux Bulgares que peu de chances de garder le bourg, invite à relativiser cette hypothèse. Il faut aussi compter avec un autre élément non négligeable : la résistance armée des *andartès* grecs (des *proskopi* selon d'autres sources) qui donne aux massacres

et à l'incendie de Doxato un caractère de représailles. C'est là un facteur qui a sans doute joué un rôle dans le déclenchement du massacre et qui peut contribuer à expliquer que les Bulgares aient armé les musulmans contre les Grecs – mais qui n'exclut en aucune façon qu'un calcul d'ordre territorial soit entré en ligne de compte chez les dirigeants de l'armée bulgare.

68 Les quatre exemples que je viens de mentionner (Nigrita, Serrès, Demir-hisar et Doxato) ont un point commun : ce sont des villes, ou bourgs, qui ont eu une importance particulière pour « l'hellénisme » de leurs régions. De par leur hellénophonie vernaculaire, et éventuellement par le prestige social de leurs habitants hellénophones, ces villes et bourgades étaient centrales pour la revendication par les Grecs de régions dont la population était mixte ou majoritairement slavophone (patriarchiste ou exarchiste) – et dans le cas de Doxato, bien qu'entouré surtout de villages turcophones musulmans, parce qu'il soulignait la continuité de la présence grecque entre Kavala et Drama et ouvrait à la Bulgarie la voie vers le littoral de Kavala, tant désirée[34]. Ils occupaient ainsi une place centrale dans la logique territoriale grecque et, partant, dans la logique territoriale bulgare, en tant que « positions avancées » de l'adversaire. De ce fait, on ne peut pas négliger la thèse du chargé d'affaires de la République française à Athènes, selon laquelle les massacres et incendies en question ont fait partie d'un plan d'ensemble. Je vous lis une autre partie de son enquête :

> « Les atteintes ainsi portées à l'élément grec en Macédoine dénotent une préméditation, pour peu qu'on considère que les faits incriminés se placent tout aussitôt après les premières défaites de l'armée bulgare. Ses chefs ont évidemment éprouvé une vive surprise de leurs échecs et, contraints de reculer devant un ennemi qu'ils avaient jusque-là méprisé, ils auront voulu faire payer leur déconvenue aux populations helléniques des territoires qu'ils étaient forcés d'évacuer. Ce sentiment aurait certes pu se rencontrer chez des détachements isolés, mais, comment douter que les destructeurs aient obéi à un plan d'ensemble, lorsqu'on les voit partout aborder les villes de la même manière, chercher à recruter des complices parmi les musulmans, procéder systématiquement au pillage, puis à l'incendie, en même temps qu'au meurtre et surtout ne s'attaquer ainsi qu'à l'élément grec. Car la destruction n'est pas irréfléchie ; parfois il a même fallu prendre de minutieuses précautions pour éviter qu'elle ne s'étendît à des propriétés voisines ; un exemple frappant en est offert à Serès, où la Banque de Bulgarie demeure intacte à côté de la Banque d'Athènes ruinée de fond en comble. Ce sont là des distinctions que n'eussent assurément point faites des pillards agissant de leur propre initiative » (annexe III).

69 Cependant il ne faut pas perdre des yeux le fait que, contrairement à la façon de procéder de l'armée grecque, qui a brulé la ville de Kilkis et les villages de sa région, ainsi que ceux de celle de Gevgelija, et a brutalisé sa population pendant son avancée, les incendies et massacres perpétrés par l'armée bulgare ont eu lieu pendant la retraite de cette dernière. Ce qui relativise l'hypothèse d'une planification préalable ou, tout au moins, celle d'une planification ayant lieu beaucoup de temps avant les événements. D'ailleurs, au moment où elle perpétrait ces violences (sauf celles de Nigrita), l'armée bulgare avait connaissance des événements de Kilkis, que l'opinion européenne ignorait et que le chargé d'affaires à Athènes semblait ne pas prendre en considération. Je vous lis une partie de la dépêche par laquelle l'ambassadeur français à Sofia, De Panafieu, a réagi à la réception de l'enquête de son collègue d'Athènes :

> « Notre chargé d'affaires a pu établir que les pillages, les meurtres et les incendies commis par les Bulgares l'ont été par les troupes régulières, suivant une méthode unique et un plan d'ensemble. Cela est possible, mais si ces crimes ont été commis,

> ils l'ont été lors de la retraite, quand les troupes ont été contraintes de reculer, à un moment où l'excitation du combat n'était pas tombée, où l'esprit de vengeance et l'exaspération étaient encore à leur comble. Ce n'est pas une excuse, j'en conviens, mais comment juger les troupes grecques qui, après leurs premiers succès de Koukouche et de Guévguéli, poursuivant sans combat les Bulgares en retraite, trouvaient le temps d'entourer froidement et méthodiquement chaque village bulgare, réunissaient les habitants qui n'avaient pas fui, se faisaient livrer tous les objets précieux que ceux-ci possédaient, puis mettaient le feu au village et aux récoltes, après avoir massacré les hommes. Tous les villages bulgares traversés par l'armée grecque ont été traités de cette manière et si l'on ne veut pas ajouter foi aux affirmations de témoins oculaires qui ont pu échapper par la fuite, les lettres des soldats grecs qui ont été publiées et dont l'authenticité ne peut être mise en doute, malgré les efforts de M. Romanos, suffiraient à prouver l'exactitude de ces pillages, de ces incendies, de ces meurtres » (annexe XVII).

V. La préhistoire de l'événement. La territorialisation des prétentions grecques et bulgares en Macédoine.

70 **N. S. :** Si j'ai bien compris, vous soutenez que la violence infligée, pendant la deuxième guerre balkanique, aux populations civiles de Macédoine ne peut pas être comprise si on ne se penche pas sur les logiques territoriales des États qui se sont confrontés dans cette guerre. Ces logiques, formées bien avant les événements en question et assumées par les élites politiques des États et par leurs états-majors, seraient ainsi déterminantes, aussi bien pour les planifications de type démographique antérieurs aux événements, que pour les décisions *ad hoc*, intervenues dans le cours de ceux-ci. Vous replacez ainsi les événements en question dans une perspective de longue durée, celle de la cristallisation des logiques territoriales grecque et bulgare. Pourriez-vous nous donner plus d'éléments concernant la formation de ces logiques territoriales, notamment de la logique territoriale grecque qui est plus directement opérante dans le cas de Kilkis?

71 **L.E. :** Pour répondre à votre question, il faudrait commencer par un survol de la conception grecque et de l'intérêt porté par la Grèce à ce territoire ottoman qu'est la Macédoine pendant les trente années qui ont suivi, d'abord, l'établissement de l'exarchat bulgare (1870) et, ensuite, les traités de San Stefano et de Berlin (1878). Les visées grecques sur la Macédoine, qui a été exclue de la Bulgarie de Berlin (ce traité constituant une révision de celui de San Stefano) ont été bien décrites par Spyros Karavas dans ses articles sur la cartographie grecque en Macédoine (Karavas 2002b, 2003a). Il faudrait remonter jusqu'à la période, peu après le milieu du XIXe siècle, où les Grecs découvrent, la nette majorité de l'« élément slave » en Macédoine, méconnue jusqu'alors du fait de la prépondérance des villes où le grec était parlé comme langue véhiculaire et dissimulait la campagne, dont l'oralité slavophone ne perçait pas dans la sphère publique. C'est à partir de cette époque que commence la politisation de l'élément linguistique. Jusque-là, même lorsqu'elle était connue des Grecs, la slavophonie de la région n'était pas perçue comme un problème ni comme un obstacle aux aspirations du nationalisme grec. La découverte par la Grèce de la véritable étendue de la slavophonie de la région est liée aux précisions qu'apportent la linguistique et la géographie linguistique en se constituant comme sciences. De 1840 jusqu'au début du XXe siècle, la cartographie de l'époque montre bien comment se

précise peu à peu la connaissance des frontières linguistiques entre les groupes parlant grec, slave, albanais, turc, aroumain, etc.

72 **N. S. :** Permettez-moi d'intercaler ici une question que j'avais préparée. Nous voyons que les catégories à travers lesquelles les leaders de la politique nationale grecque, bulgare et serbe pensent les populations de Macédoine ne sont pas axées sur la nationalité mais sur la religion et la langue vernaculaire et, certaines fois, c'est le cas pour les Grecs, sur la langue véhiculaire. Il me semble ainsi que les orthodoxes de Macédoine ne sont pas considérés par les acteurs de ces politiques comme une population présentant des caractéristiques nationales mais plutôt comme une population en voie de nationalisation. L'objectif des politiques en question n'est-il pas d'influer sur le cours de ce processus de nationalisation ? La territorialisation de ces trois politiques en Macédoine ne passe-t-elle pas par la maîtrise des moyens que lesdits processus mettent en œuvre ? Enfin, n'est-ce pas lorsque ce processus n'est plus maîtrisable, lorsqu'on estime en perdre le contrôle, que la violence éclate ?

73 **L. E. :** Le principal problème auquel les Grecs ont à faire face est la nette ligne de contact linguistique qui sépare horizontalement, d'ouest en est, la Macédoine ottomane en deux principales aires eu égard à la langue vernaculaire, avec, au sud, le grec comme langue vernaculaire de la population rurale et, au nord, le continuum linguistique bulgaro-macédonien. Cette ligne de contact est le principal fait linguistique de la Macédoine, séparant celle-ci en deux aires linguistiques principales : l'une où les locuteurs des parlers grecs sont majoritaires et où il n'y a pas de locuteurs de parlers slaves, qui est loin d'atteindre les visées grecques, même minimales, et l'autre, beaucoup plus vaste, où les locuteurs des parlers slaves sont majoritaires, donnant ainsi à la conception bulgare de la nation le sentiment d'une large prépondérance. La Macédoine est une catégorie géographique antiquisante, adaptée à la conception grecque de l'espace, que les Bulgares adoptent en raison de son historicité et de leur prépondérance démographique dans la région ainsi désignée. Disons qu'elle est le fait géographique partagé de deux conceptions antagonistes, mais complémentaires, qui élaborent une dimension ethnique et spatiale de la Macédoine à travers leur conflit pour s'approprier son territoire. La géographie de la Macédoine est ainsi une construction gréco-bulgare qui se fait accepter par les autres nationalismes. Quant aux autres langues qui y sont éventuellement largement parlées, elles constituent pour les Grecs et les Bulgares des prolongements d'autres aires de peuplement majoritaires, en dehors de ce qu'il est convenu d'appeler, depuis le milieu du XIXe siècle, la Macédoine. D'ailleurs, les Bulgares tentent parfois de voir aussi dans le grec un prolongement de son aire majoritaire de peuplement, pour les contrées limitrophes de l'État grec ou de l'Épire ottomane et ne considèrent pas le *kaza* de Katérini comme faisant partie de la Macédoine (Kănčov 1900). De la même façon, les Grecs s'efforcent parfois de limiter l'étendue de la Macédoine par le nord, dans le *vilayet* du Kossovo, afin de réduire l'écrasante majorité des slavophones parmi les chrétiens de celle-ci. Quant au turc et à l'albanais, en dehors des prolongements de leurs aires majoritaires, respectivement au sud-est et à l'ouest, ils se trouvent parlés dans des enclaves, dont certaines très vastes, le premier sur toute l'étendue de la Macédoine, et en particulier dans la vallée du Vardar et dans les *kaza*s de Kozani et de Kaïlar (Ptolémaïda), et le second, dans ses contrées occidentales[35]. Dans des enclaves ou des îlots disséminés dans la plus grande partie de la Macédoine, sont parlées aussi d'autres langues, comptant un nombre inférieur de locuteurs, telles que l'aroumain et le romani, dont l'aire de peuplement des locuteurs, quant elle est compacte, constitue des niches écologiques[36]. Le

méglénoroumain[37] est parlé dans dix villages du *nahiye* de Nutya[38] (en grec Notia, en méglénoroumain Nânti), du *kaza* de Gevgélja, sur le plateau de la haute Karadjova ou Haut Meglen ou Vlaho-Mogléna (en slave Meglen, en grec Moglena, aujourd'hui Almopia) et du mont Païko dont l'économie agropastorale ressemble plus à celle de leurs voisins slaves qu'à celle des Aroumains. Le judéo-espagnol est aussi parlé à Salonique et dans la plupart des centres urbains par les Juifs séfarades. À Salonique, ce groupe ethnoreligieux constitue la majorité relative de la population et sa présence enlève au grec une partie de son prestige, non pas à cause de son parler vernaculaire espagnol[39], mais de sa langue de culture qu'est le français[40].

74 La première grande division, celle qui sépare les parlers grecs, au sud, des parlers slaves, au nord[41], constitue la donne majeure de l'antagonisme gréco-bulgare. Pour les uns, les précisions apportées par le progrès des connaissances sur le terrain durant le XIXe siècle, vont dans le sens de la territorialisation de leur prétentions, à travers le critère ethnolinguistique, et continuent de valoir après l'accession à l'autonomie de la Bulgarie (les limites des parlers slaves, clarifiées par Constantin Jireček ont quand même été le principal agent de la démarcation des limites de la « Grande Bulgarie » de San Stefano, sauf pour le littoral à l'est de la Chalcidique avec Kavala)[42]. En revanche, pour les autres, cette ligne et sa relative et courte territorialisation avec le traité de San Stefano, constitue l'« épouvantail de l'hellénisme », parce qu'elle est bien en deçà des aspirations les plus modérées de la Grèce et prive Salonique de son *hinterland* (Karavas 2006b). Il ne reste donc plus qu'une chose à faire : occulter les donnés ethnolinguistiques, occulter cette ligne de contact linguistique si claire, et ce, que l'on s'adresse aux grandes puissances ou à l'opinion grecque (*cf.* Lafazani1994). À cet effet, on divise la Macédoine horizontalement en trois zones, ce qui permet de faire disparaître la ligne de contact linguistique. La zone du sud est décrite comme entièrement grecque, celle du nord comme entièrement bulgare et celle du milieu (qui est en fait presque entièrement slavophone, mais avec une forte présence du grec véhiculaire dans les villes, et dans plusieurs villages aroumains, sur lesquels s'appuie la diffusion du grec véhiculaire dans l'espace rural, et dans laquelle on note une importante influence du patriarcat) comme mixte (Karavas 2004). Ce schéma est promulgué en 1884 par l'illustre historien grec Constantin Paparrigopoulos, fondateur de l'histoire nationale grecque, présidant à l'époque l'Association pour la dissémination des Lettres grecques (*cf. infra* § 81), qui n'hésite pas cependant à écrire ouvertement dans un rapport au ministre des Affaires étrangères à propos de la zone « mixte » du milieu : « Le grec n'est nulle part parlé comme langue maternelle, sauf à Méléniko (Melnik) et en partie à Nevrokop » (Karavas 2004). Et même la zone sud qu'il délimite n'est pas aussi nettement grecque qu'il le voudrait. En traçant arbitrairement une ligne allant de Kastoria à Serrès[43], qui délimiterait la zone sud, Paparrigopoulos coupe en deux des régions slavophones, laissant à l'intérieur de cette zone d'importantes étendues peuplées de slavophones, dont la plus vaste est le sud du *kaza* de Kilkis (Avret Hisar). Mais il considère que les prétentions grecques ne doivent pas reculer en deçà de la ligne Bitola-Gevgelija-Strumica-Melnik de la zone du milieu.

75 **N. S. :** N'est-ce pas la raison pour laquelle les Grecs prennent en aversion les cartes ethnographiques ?

76 **L. E. :** Parfaitement. Après la carte « ethnographique» de Kiepert, commandée par Paparrigopoulos, basée sur le critère de la culture, et la mésaventure de la carte dite « de Stanford », montée de toutes pièces par Gennadios, les Grecs abandonnent toute

tentative de visualisation ethnique de la population de la Macédoine (Karavas 2002b, 2003a). Ces deux cartes ont comme point commun la représentation cartographique, selon des critères et avec des non-dits qui diffèrent de l'une à l'autre, de l'élément de la culture « prépondérante » au détriment de la langue vernaculaire. Sur ce point, la conception grecque rappelle celle des Allemands concernant la Silésie, la Poméranie et les contrées de l'est et celle des Hongrois sur la Transylvanie et le Banat, ces conceptions étant fondées sur la culture et la langue hégémoniques et non sur un critère ethnolinguistique.

77 Les « aventures cartographiques de l' "hellénisme" », pour reprendre le titre de l'article de Karavas (2002b, 2003a), ne s'arrêtent pourtant pas là. Après la grande crise d'Orient, pendant laquelle ces deux cartes ont été produites, il n'y aura plus de cartes grecques d'importance. Alors que les Bulgares, mettant à profit les travaux de nombreux savants européens, continuent d'amasser des données, avec une précision de plus en plus grande, de compter la population en prenant en compte la langue vernaculaire, les Grecs, lorsqu'ils parlent de langue, entendent, comme vous le dites, la langue véhiculaire – laquelle constitue à leurs yeux une preuve que la population est acquise à la « civilisation hellénique » (Wilkinson 1951). Le fait que la langue sur laquelle s'appuient les prétentions grecques en Macédoine est une langue véhiculaire est pourtant occulté, dans le discours public, sinon à l'étranger où la chose est plus difficile, du moins à l'intérieur du royaume.

78 La langue grecque est bel et bien la langue du commerce, de l'enseignement des écoles grecques, qui suivent la norme de l'instruction publique de l'État grec et, théoriquement du moins, celle du prêche dans les églises dépendant du patriarcat, même si dans la pratique celui-ci est souvent délivré en slave vernaculaire, en albanais ou en valaque afin d'être compris par les fidèles. Il faut préciser que la véhicularité de cette langue avait depuis bien longtemps constitué également un vecteur du nationalisme grec – peut-être même le principal, comme vous le dites dans votre article sur le nationalisme et les pratiques de l'écrit (Sigalas 2004). Cette dynamique – indissociable de la relation qui existe entre le nationalisme et la propagation de l'écrit, ainsi que du statut très ancien du grec en tant que langue écrite, par rapport aux autres langues des chrétiens balkaniques, à l'exception notoire des Serbes – devient, dans l'affaire de Macédoine, non seulement la stratégie principale de propagation du nationalisme grec parmi les populations non grécophones, mais également un critère en quelque sorte « ethnique », qui témoigne de la « force de l'hellénisme » dans la région. Car, comme vous le dites dans votre article sur la version néohellénique du concept d'hellénisme (Sigalas 2000, 2001), l'importance de ce concept, qui se forme après la guerre de Crimée, tient au fait qu'il donne une signification nationale à la véhicularité de la langue grecque parmi les populations orthodoxes non-grécophones des Balkans – notamment du sud de la péninsule, pour l'époque considérée. Sans oublier que ce phénomène concerne davantage les couches citadines des villes balkaniques, au nord de la ligne de contact, et très sporadiquement les populations rurales. Je dois me référer ici au travail exemplaire d'Andréas Lymbératos (2009) sur Plovdiv, ainsi qu'à l'article pionnier de Bernard Lory (1992) sur la chronique bulgare de Muravenov. Le livre de Lymbératos se base sur la lente gestation et ce, bien avant l'éclatement de la question macédonienne, comme un des litiges majeurs de la question d'Orient des processus, notamment économiques, d'évolution de la communauté orthodoxe d'une localité importante, telle que la ville de Philippoupolis (en turc, Filibè et à partir du XIXe siècle, Plovdiv en bulgare), vers deux partis politiques : le premier

ayant une place hégémonique dans la ville et le second voulant se l'arroger et s'attachant à une autre idéologie nationale, qui veut devenir à son tour hégémonique. C'est précisément ce genre de monographies, mettant en parallèle des sources grecques et bulgares, qui nous font en général défaut sur la Macédoine, pour la même époque et plus tard ; le livre de Nathalie Clayer (2007) sur l'émergence du nationalisme albanais constitue un exemple équivalent au livre de Lymbératos, à ceci près qu'il ne se focalise pas sur une ville en particulier mais s'attache à toutes les villes et les régions peuplées d'Albanais; c'est, du reste, sur les villes de Macédoine que nous avons le plus d'informations ; font cruellement défaut, en revanche, celles qui auraient trait aux villages. Pourtant, c'est aux contrées rurales que les Grecs accordent, à partir d'un certain moment, une importance considérable, surtout aux villages slavophones dans lesquels le grec véhiculaire est présent. Être locuteur du grec véhiculaire, et notamment avoir reçu une instruction scolaire dans cette langue, peut créer chez les slavophones, aroumanophones, albanophones et turcophones orthodoxes une identité grecque très forte. Or, dans certains cas, nous voyons cette identité s'inverser totalement au profit d'une identité bulgare, aroumaine, albanaise et même turque, le cas le plus exemplaire étant à cet égard celui du grand poète d'Ochrid, Stavridis-Părličev (2000)[44]. Cela dit, la scolarisation en grec peut générer des communautés plus ou moins assimilées linguistiquement et idéologiquement où les langues vernaculaires continuent bel et bien à être parlées dans la sphère privée, tout en étant volontairement exclues de la sphère publique. La scolarisation en grec maintient la langue vernaculaire, y compris dans certains cas le grec dialectal parlé, dans un statut subalterne de langue rurale exprimant les besoins quotidiens d'une communauté rurale, mais ne parvient presque jamais, du moins jusqu'à l'incorporation de 1913, à l'éliminer. Du reste, les grécophones ne doivent pas être considérés comme étant tous nationalisés à l'avance et les instituteurs des écoles grecques s'efforcent de corriger les particularités dialectales de leurs élèves et de leur faire parler et écrire « correctement » le grec savant, afin de cultiver leurs « sentiments nationaux » – tout en s'efforçant parallèlement de recueillir, à des fins ethnographiques, ces mêmes particularismes qu'ils contribuent à gommer. Les Bulgares, les Serbes et les Roumains essayent, de leur côté, d'éliminer les particularités macédoniennes et aroumaines (pour l'enseignement secondaire) dans leurs écoles. Chez les Bulgares en particulier – je dois cette information à Kostopoulos –, cette pratique devient beaucoup plus sévère, à mesure qu'une identité macédonienne se dessine. En un sens, le bulgaro-macédonien est aussi une langue véhiculaire mais elle opère à un autre niveau que le grec, dans des espaces situés au nord de la ligne de contact et dans les transactions surtout rurales, alors que le grec opère à un niveau d'échange et de contact de prestige, qui inscrit l'individu dans un réseau de communication beaucoup plus vaste, atteignant tous les ports de la Méditerranée orientale. Au nord de la ligne de contact, les citadins chrétiens parlent souvent le grec véhiculaire et écrivent même le grec, qu'ils soient Grecs, Bulgares, Albanais, Valaques (Aroumains ou Méglénoroumains), Gagaouzes, Serbes, voire musulmans, Albanais ou Turcs, alors que les citadins au sud de cette ligne ne parlent que très rarement le bulgaro-macédonien véhiculaire.

79 Or, les Grecs devaient trouver une façon de représenter dans l'espace ce critère « ethnique » *sui generis* qu'était l'hellénisme, et donc la véhicularité de la langue grecque. C'est ainsi qu'a été produit un ensemble de cartes, célèbres aujourd'hui en Grèce, représentant la distribution des écoles chrétiennes dans la « Turquie d'Europe » – sans les *vilayet*s du Kosovo et de Shköder, où les écoles grecques n'ont jamais eu prise.

Le rouge grec y est dominant par rapport au vert bulgare. Y figurent aussi les écoles roumaines et serbes. Le rayon des cercles indiquant la présence des écoles de chaque « nationalité » est analogue au nombre d'élèves des écoles pour chaque ville ou village. Il s'agit des cartes de 1904 de Patroklos Kondoyannis que l'on peut voir aujourd'hui encore, au ministère des Affaires étrangères grec, placardées bien en évidence sur les murs de la salle de lecture des Archives historiques et de la salle de conférences.

80 **N. S. :** Ce que vous venez de décrire concerne la façon dont la partie grecque délimite sur la carte de Macédoine le territoire qu'elle prétend être son territoire national. Or, outre le fait qu'elles constituent des ronds, rouges ou verts, sur la carte de Kondoyannis, les écoles grecques et bulgares – tout comme les écoles serbes et roumaines – marquent également l'espace réel de la Macédoine en délimitant des zones considérées comme acquises à la politique grecque ou bulgare. L'antagonisme scolaire absorbe, dans le dernier quart du XIXe siècle, le gros de l'activité politique des deux États, grec et bulgare, en Macédoine. S'agit-t-il pour vous d'une action directe de ces deux États sur la population orthodoxe de la Macédoine ? Ou considérez-vous cette activité plutôt comme un effort visant à marquer le territoire, qui ne touche pas directement la population dans son ensemble mais certaines catégories appartenant à cette population slavophone orthodoxe ?

81 **L. E. :** Il est évident que, dans les années 1860, et jusqu'au début des années 1870, les idéologues grecs rêvaient d'helléniser, par le biais de leurs écoles, la population orthodoxe de la Macédoine, de l'Albanie du sud, d'une bonne partie de la Thrace et parfois bien au-delà (Skopétéa 1988 ; Sigalas 2004). Or, le déroulement de la question macédonienne s'accompagne d'un désenchantement progressif de ces idéologues grecs quant à la « force civilisatrice des lettres helléniques » : d'un côté, il y a l'inertie des paysans slavophones qui utilisent le bulgaro-macédonien véhiculaire pour leurs transactions, de l'autre, le prestige social et l'utilité économique grandissants du bulgare littéraire, celui-ci disputant le terrain au grec véhiculaire et écrit, dans la mesure où il est beaucoup plus proche de la langue parlée. Les Grecs se rendent progressivement compte des limites de la pénétration des lettres grecques dans les régions proprement rurales. Les écoles grecques portent leurs fruits notamment parmi les catégories de la population slavophone orthodoxe, citadines ou villageoises, qui s'adonnent au commerce et à l'artisanat. C'est ce qu'attestent la correspondance du ministère des Affaires étrangères grec avec les consuls grecs en Macédoine et celle de l'Association pour la dissémination des Lettres grecques (présidée par Constantin Paparrigopoulos), étudiées de façon exhaustive par Sofia Vouri (1992). Dès lors, l'ancienne aspiration à helléniser les populations macédoniennes cède le terrain à un calcul politique plus réaliste : on ne vise plus à s'approprier le territoire par l'hellénisation des populations chrétiennes tout entières, mais on mise sur la simple présence des écoles, en tant que gage de la fidélité de la population à la culture grecque, interprétée comme fidélité au « parti grec ». Il ne faut pas oublier que la présence de ces écoles, grecques ou bulgares, est peu à peu entièrement subordonnée à l'appartenance ecclésiastique du village, voire d'une paroisse du village, au patriarcat ou à l'exarchat. Cette appartenance constitue le soubassement de la territorialisation. L'espace de la propagation des écoles grecques est, en effet, le territoire ecclésiastique du patriarcat et celui des écoles bulgares, le territoire ecclésiastique de l'exarchat. Cependant, il y a imbrication des deux territoires au sein de chaque région, ville ou village. Et c'est là où se crée l'antagonisme.

82 Il faut commencer par évoquer l'importance majeure de l'apparition de l'exarchat bulgare, lequel devient l'instrument d'une territorialisation des prétentions nationales bulgares, fondées sur une connaissance de la très large distribution des parlers bulgares/macédoniens dans la péninsule balkanique ottomane. De surcroît, l'exarchat doit s'étendre en Macédoine et en Thrace suivant une logique plébiscitaire, selon laquelle deux tiers des paroissiens votant pour l'exarchat obtiennent le droit de fonder un nouveau diocèse rattaché à la nouvelle hiérarchie parallèle. C'est cette logique plébiscitaire – comportant les caractéristiques de la souveraineté moderne – qui donne au territoire exarchiste l'aspect d'un territoire national. La Grèce et le patriarcat d'Istanbul veulent déterritorialiser l'exarchat, ou du moins le confiner territorialement dans la Bulgarie danubienne – rejoignant ainsi les Ottomans qui abhorrent les tentatives de regroupement territorial à base nationalitaire, encore qu'ils aient dans un premier temps accepté l'institution de l'exarchat pour diviser le *millet-i rum* qu'ils redoutaient davantage alors à cause du nationalisme grec. Et c'est précisément dans le cadre de cet effort que se forme la raison territoriale grecque à propos de la Macédoine[45]. Dès lors qu'il s'avère impossible d'extirper l'exarchat de la région, on veut circonscrire les régions dans lesquelles il est présent. Autrement dit, on veut re-territorialiser le patriarcat, délimiter son territoire, désormais projeté comme territoire national grec. Le schisme est, en fin de compte, bien venu, malgré les prétentions contraires du patriarcat – comme l'ont bien montré Paraskevas Matalas (2002) ainsi que Spyros Karavas (2004 : 161-163) – car il devient le pivot de la reterritorialisation du patriarcat, ainsi que l'acte fondateur de son cheminement côte à côte avec le nationalisme grec. Le schisme sépare les patriarchistes des exarchistes à l'intérieur de la même communauté religieuse, érigeant une frontière symbolique entre les deux groupes, que l'on voudrait définitive côté grec, et, partant, deux stratégies identitaires, voire deux régimes d'ethnicité, distincts et même opposés. Une fin du schisme viendrait mettre fin à ce clivage, ce qui permettrait au nationalisme bulgare de s'insinuer au plus profond des communautés slavophones, si l'exarchat avait été canonique. C'est la zone médiane de Paparrigopoulos qui devient le champ de bataille de l'influence des deux Églises et, encore plus, les régions de la zone méridionale à forte présence de slavophones. Après le schisme, l'allégeance des paysans slavophones au patriarcat est interprétée comme une preuve de conscience hellénique, de la même manière que l'allégeance à l'exarchat passe pour un gage de conscience nationale bulgare.

83 **N. S. :** Vous soulignez là un point très important. Devenir exarchiste est un choix : un choix de caractère nationaliste. En revanche, être patriarchiste, n'en est pas forcément un, ou en tout cas, n'a pas toujours une connotation nationaliste. Le choix de rester dans le sein du Patriarchat peut tout simplement tenir à l'inertie naturelle de ses ouailles ou encore être lié à la peur de l'hérésie.

84 **L. E. :** ... voire à la peur de perdre les subventions allouées principalement par l'État grec. Le choix peut même résulter, pour les contrées slavophones plus méridionales, de la participation à un réseau d'émigration lié à la Grèce, à Istanbul, Smyrne ou Alexandrie. Les exarchistes, eux, se lient de plus en plus à la principauté bulgare, après sa fondation. Quant à la peur de l'hérésie, c'est par rapport à elle que se révèle l'utilité du schisme dans la reterritorialisation du patriarcat, celui-ci brandissant allégrement l'épouvantail de l'« hérésie » afin de maintenir les paysans slavophones dans ses rangs. Le patriarcat souhaite distinguer les exarchistes, jusque dans l'apparence et dans

l'habit des prêtres, pour faire prendre conscience aux populations patriarchistes du péché que l'on commet en adhérant à l'Église « schismatique » bulgare, du danger qu'on encourt pour le salut de son âme. Rappelons que ce « schisme » n'a pourtant aucun aspect dogmatique ou rituel, la seule divergence entre patriarcat et exarchat – en dehors de l'adoption par le second du slavon d'église – étant l'institution (non canonique) d'une hiérarchie parallèle dans un même État, sur une base nationalitaire. C'est ce qui va constituer l'accusation d'« ethnophylétisme » sur laquelle se fonde la condamnation de l'exarchat comme schismatique par le Saint Synode en 1872. Il faut, par ailleurs, préciser que, toujours selon Paraskevas Matalas (2002), la décision du synode de proclamer l'Église bulgare schismatique n'intervient qu'au moment où les Bulgares, refusant de s'accommoder d'un espace territorialement délimité comme la Bulgarie danubienne, réclament au nom de la logique plébiscitaire de s'étendre en Macédoine et en Thrace et que le siège de l'Exarque soit maintenu à Constantinople. De fait, Monseigneur Joseph, Exarque de tous les Bulgares, y demeurera, jouissant par là même d'une extra-territorialité par rapport à la nouvelle principauté bulgare de 1878 et prenant sous sa houlette non seulement les habitants de celle-ci mais tous les Bulgares restés directement sous administration ottomane. Ce sont ces « Bulgares » qui deviennent un objet de litige, puisque nominalement ils étaient administrés par le patriarcat. Dès lors, dans la mentalité des Grecs, les Bulgares cessent d'être les « frères bulgares » pour devenir des « schismatiques », voire des « hérétiques ». Quant aux Macédoniens slavophones qui restent fidèles au patriarcat, ils deviennent d'abord des « Bulgares orthodoxes » (par opposition aux « Bulgares schismatiques ») puis des « Grécobulgares » et finalement des « Grecs bulgarophones, slavophones ou macédonophones », selon les cas et les époques (Kostopoulos 2004), les exarchistes étant perçus comme des « larbins du panslavisme », alors même que la Russie a tout fait pour éviter le schisme, mais en privilégiant la fondation de l'exarchat autonome (canonique) de ses protégés slaves.

85 **N. S. :** Quel est l'aspect géographique de cette reterritorialisation du patriarcat qui constitue le but de la politique grecque en Macédoine ?

86 **L. E. :** Selon Spyros Karavas (2006b), cette reterritorialisation prend la forme de différents projets de revendications maximales, médianes ou minimales. Elle évolue au gré des données géopolitiques, de la prise de conscience des forces de l'adversaire et des difficultés pratiques rencontrées sur le terrain. Les conceptions géopolitiques qui se forment auront tendance, vers la fin de l'époque examinée, à revenir tacitement aux positions minimales : il faut atteindre Monastir, sécuriser Salonique, maintenir la possibilité d'un couloir ouvert à travers la Thrace vers Constantinople et que le tout puisse être défendable. D'autres paramètres entrent également en compte : s'emparer de la grande plaine de l'Axios, de la Campanie, des plaines du Strymon/Strouma et du Nestos/Mesta, ainsi que du bassin de Philippi et de la moitié sud du haut plateau de Pélagonie, ce qui procurerait les ressources nécessaires à la survie du vieux royaume, montagneux et pauvre. Ces revendications ne se limitent évidemment pas à la Macédoine. Elles entrent dans l'élaboration d'un plan d'ensemble qui va de la mer Ionienne, ou de l'Adriatique, à la mer Noire, mais dans lequel la Macédoine constitue, territorialement, idéologiquement et politiquement, l'élément central. Encore fallait-il dépasser l'ancienne conception de l'époque de Capodistria, qui limitait les revendications grecques, des Monts acrocérauniens au Mont Olympe. C'est-à-dire aux limites de la grécophonie sub-péninsulaire (Karavas 2004). Cette conception était la seule à combiner une logique linguistique à une conception géographique antiquisante.

Les revendications des années 1840 et 1850, jusqu'à la guerre de Crimée, outrepassent les rêves les plus fous de la génération postérieure, faisant coïncider, comme vous le dites dans votre article, la nationalité grecque avec la communauté orthodoxe de l'Empire ottoman, moins les principautés autonomes de la Serbie, de la Valachie et du Bogdan, en incorporant les orthodoxes albanophones, slavophones, valacophones, turcophones et romaniphones (Sigalas 2004). La nouvelle configuration après le schisme serait de ne céder que la Bulgarie danubienne. Mais, en vérité, les visées sont beaucoup plus réalistes et n'utilisent l'argument religieux que pour ne pas entrer ouvertement en contradiction avec le patriarcat, avant tout préoccupé de ne pas voir se fragmenter ses anciennes provinces ecclésiastiques – ce qui n'est pas le cas de l'exarchat dont la conception territoriale est presque entièrement nationaliste. L'argument religieux sert toujours de prétexte pour la revendication des contrées méridionales de Macédoine, mais il est pratiquement abandonné s'agissant des contrées plus septentrionales, qui deviennent la chasse gardée des Serbes en vertu d'un accord tacite.

87 Des sommes considérables sont dépensées par les Grecs, dans les régions constituant les revendications minimales[46], pour maintenir le paysan dans l'orbite patriarcale, surtout parce que ce sont les paysans qui font le territoire, et non pas les citadins, bien que le statut social de ces derniers les rende plus visibles. Le but est de préserver au maximum les liens de ces paysans et citadins avec le patriarcat. Néanmoins, des îlots se sont formés et des brèches entament le territoire des revendications minimales lui-même. Les « apostasies » sont très courantes, tout comme les retours au « bercail », moyennant quelques compensations. Kilkis constitue, avec sa région, la brèche la plus profonde et la plus dangereuse. Elle est une erreur de jeunesse des planifications grecques, qui n'ont pas su freiner, à une époque très précoce, la formation d'un noyau uniate directement lié au mouvement bulgare naissant. La majorité de ces uniates sont passés ensuite à l'exarchat, après un court passage par le patriarcat, moyennant l'octroi de la liturgie en slavon (Sigalas 2001). Kilkis est probablement la seule de toutes les villes de la Macédoine méridionale à n'avoir pu maintenir ne serait-ce qu'une petite communauté patriarchiste. De la même manière que Serrès « irradie » sur sa région l'« hellénisme », Kilkis, centre politique mais non ecclésiastique, irradie sur sa région le « bulgarisme » (comme disent les auteurs grecs de l'époque), en faisant d'elle un bastion politique du nationalisme bulgare. Mais c'est la possession de cette région qui rend celle de Salonique défendable d'un point de vue stratégique et économique, puisque la première constitue l'*hinterland* naturel de Salonique et assure le contrôle de la vallée du Vardar.

VI. Autour de la territorialité macédonienne

88 **N. S. :** La ville de Kilkis a donc acquis, dans la raison territoriale grecque, la réputation d'un obstacle irréductible. Est-ce cette réputation qui l'a préservée de la « lutte macédonienne » (comme on appelle en Grèce l'intervention grecque armée en Macédoine) ? Et, plus généralement, quel est le rapport de cette confrontation de bandes armées avec la territorialisation de prétentions nationalistes que vous venez d'analyser ?

89 **L. E. :** Je crois que la « lutte macédonienne » constitue précisément l'étape suivante de ce processus de territorialisation. Nous remarquons qu'en 1903, pendant la révolte

d'Ilinden[47] – qui a été précipitée par les événements de Salonique, et la situation sur le terrain des organisations de l'ORIM (Organisation révolutionnaire intérieure de Macédoine, sous son nom conventionnel français) –, des patriarchistes commencent à participer, aux côtés des exarchistes, à quelque chose qui est tout à fait étranger aux visées grecques : la lutte pour l'autonomie de la Macédoine (Monova 1995[48]). Il s'agit là d'un scénario cauchemardesque pour les Grecs, puisqu'il signifie le détachement de la souveraineté du sultan – sans pour autant signifier détachement de sa suzeraineté – en faveur d'une légalité et d'une juridiction autres qui transformeraient cette région en un territoire dont les institutions échapperaient au contrôle grec et qui pourrait proclamer son indépendance et/ou son union avec une « mère-patrie » autre que la Grèce. C'est précisément ce que la Grèce est en train de fomenter dans le cadre de la question crétoise, ce qui s'est déjà produit dans le cas du rattachement de la Roumélie orientale à la Principauté bulgare, et ce qu'elle redoute de voir se produire en Macédoine, mais de façon beaucoup plus affirmée, étant donné l'envergure de l'insurrection. Le but non avoué de la Grèce est le partage, la fragmentation de la Macédoine géographique et, donc, l'anéantissement dans l'œuf de cette nouvelle configuration politique susceptible de surgir. Entre temps, il s'avère que le maintien de la souveraineté du Sultan en Macédoine est toutefois seul capable d'endiguer le projet autonomiste. Une accession à l'autonomie ou un rattachement à la Bulgarie constituent un danger mortel pour toute visée d'expansion grecque vers le nord. Spyros Karavas (2002b, 2003a et 2006b) a très bien saisi la logique de ce processus. Constater que la politique mise en œuvre peut s'avérer complètement dérisoire produit un effet de choc et une série de raisons incite alors à faire intervenir des bandes armées dans le territoire ottoman, contre des bandes locales macédoniennes et une organisation déjà puissante dans les régions de Bitola, de Florina, de Prespa, de Kastoria et de Khroupista du *vilayet* de Monastir, ainsi que dans les régions de Yanitsa, de Goumenissa, de Gevgelija, de Serrès et de Strumica du *vilayet* de Salonique. L'objectif est de marquer le territoire patriarchiste, de le consolider et de faire reculer la propagation de l'exarchat qui, sans être la force révolutionnaire, constituait à l'inverse une force conservatrice liée à l'État et à la raison territoriale bulgare, n'en fut pas moins le principal réservoir de la révolte. C'est une nouvelle configuration territoriale qui apparaît avec l'organisation et se concrétise avec la révolte. Nous ne nous étendrons pas ici sur les Verhovistes (comité suprême siégeant à Sofia) qui sont considérés par le nationalisme macédonien actuel comme un appareil de capture de la Bulgarie concernant cette organisation locale[49]. Si l'ORIM a été au début très fortement liée à la Bulgarie, son activité a généré par la suite une dynamique révolutionnaire plus spécifiquement macédonienne, ce qui la place par rapport à la Bulgarie sur une orbite plus elliptique. Une scission de l'organisation antérieure à Ilinden vise à éloigner l'organisation de la tutelle de l'État bulgare et à lui donner une orientation macédonienne. Notons que c'est Gotse Deltchev de Kilkis qui est à l'origine de cette scission et confère par là même à cette dynamique un caractère plus nettement macédonien, sans ôter à celle-ci tout référant bulgare. C'est cette même dynamique qui permet également l'inscription dans le mouvement révolutionnaire de patriarchistes, déstabilisant ainsi l'appareil grec, puisque pour ce dernier être patriarchiste est ou doit être synonyme de grec, la constitution de cette nouvelle ethnicité se trouvant menacée. L'intervention des bandes armées grecques, aussitôt après la grande répression ottomane de la révolte, correspond à ce sentiment de perte de contrôle. Après la répression de 1903-1904, on assiste à la plus grande conversion à l'exarchat de slavophones patriarchistes, ceux-ci

ayant compris de manière cuisante qu'il était incompatible d'être à la fois patriarchiste et révolutionnaire. La Grèce contrôle dorénavant tout locuteur du slave sur son propre territoire, simple visiteur ou réfugié de Macédoine, et procède à l'extradition de tous les Slaves, sujets ottomans, susceptibles d'être liés à la « subversion », vers l'Empire ottoman où ils sont traités comme des terroristes. C'est ainsi que les réseaux bulgares ou macédoniens d'achats d'armes ou de protection de réfugiés se trouvent démantelés (Bérard 1904). L'année 1904 inaugure une phase de violence extrême mais de faible intensité durant laquelle on ramène les brebis perdues au bercail par la force des armes et de la terreur. À présent, c'est le sang qui sépare les communautés exarchiste et patriarchiste, traçant entre elles une nette frontière, qui transforme les patriarchistes en parti grec et les exarchistes en parti bulgare, ou même macédonien. Les bandes grecques et bulgares s'immitent réciproquement quant à leur façon de procéder pour atteindre une égale cruauté envers les populations civiles – bien que dans deux cas, au moins (Zagoritsani/Zagoritchane [aujourdhui Vasiliada] [*cf. supra* § 54] et la noyade de la traversée de l'Haliakmon [Karavas 2006a]) les bandes grecques aient franchi le seuil de la violence uniquement terroriste pour atteindre le niveau d'une violence massive. Si la région de Kilkis échappe en majeure partie à cette confrontation sourde, c'est qu'encore une fois il n'y a pas grand chose, voire rien, à obtenir pour les Grecs, la raison même de l'intervention armée des Grecs étant de « protéger le libre choix des patriarchistes de rester fidèles à leur église patrimoniale ». Ce qui ne veut pas dire pour autant qu'il n'y a pas eu confrontation des Kilkissiens avec la police ou l'armée ottomane et que cette région n'a pas subi plus que d'autres la répression de l'État et ce, bien avant l'implication des bandes armées grecques (Anonyme 1904 : 42-47 ; Bérard 1904 ; Karavas 2002 a).

90 **N. S. :** Les agents de la politique grecque sont donc les plus grands opposants au changement.

91 **L. E. :** Ils sont pour le maintien de l'ordre établi, donc de l'ordre ottoman (Anonyme 1904 ; Bérard 1904). Du moins jusqu'à l'arrivée au pouvoir des Jeunes Turcs à Istanbul et de Vénizélos à Athènes. Jusqu'en 1908, il y a alliance tacite avec les autorités ottomanes, qui ne voient pas d'un trop mauvais œil l'arrivée des bandes grecques, tout en les invitant à rester discrètes, faute de quoi la légalité ottomane les obligerait à arrêter ces étrangers armés (il y a eu plusieurs arrestations de bandits grecs, mais les autorités se sont montrés plus indulgentes envers ces derniers qu'envers les bandits bulgares). On a ainsi, en dépit des affrontements armés, plusieurs exemples de connivence entre les autorités et ces bandes (*cf.* Sorgun 2003). Tout se passe comme si les autorités ottomanes laissaient une part de la sale besogne aux bandes grecques (je me réfère ici encore aux travaux de Spyros Karavas [2006a])[50]. Il faut préciser que ces bandes viennent pour la plupart de la Grèce [illegible] rares sont, en effet, au départ, les chefs de bande slavophones locaux qui combattent pour la cause hellénique (les plus importants d'entre eux étant des convertis de l'ORIM[51]) [illegible] et que ce sont les succès des Grecs qui entraînent ensuite une conversion plus massive des locaux. L'objectif est de ramener par la force des armes les paysans au *statu quo ante* et donc de réduire les poches exarchistes, voire de les éliminer complètement du territoire qu'on cherche à délimiter. Jusqu'en 1908, les Grecs ont réussi à s'implanter solidement sur tout ce territoire sans pour autant réussir à en extirper l'exarchat ni l'ORIM ; des poches compactes d'exarchistes et des foyers de révolutionnaires sont restés présentes sur toute son étendue.

92 **N. S. :** Kilkis est l'une de ces poches, qui ne peut être réduite, et que les bandes grecques ne pensent pas pouvoir réduire.

93 **L. E. :** Il n'y a même pas eu de tentative de la réduire par les armes. En effet, les confrontations armées ne se déroulent que dans des régions où il y a une présence notable des deux adversaires et lorsque la situation sur le terrain est instable. Il faut lire à cet égard l'ouvrage classique de Nikolaos Vlachos *La Question macédonienne en tant qu'étape de la question d'Orient* (Vlachos 1935), qui contient une très bonne analyse des dimensions géographiques de la question. Il a été le seul à cette époque à avoir accès aux archives du ministère des Affaires étrangères grec. La « lutte macédonienne » a récemment fait l'objet de plusieurs études qui vont au-delà de la problématique du livre de l'historien anglais, Douglas Dakin (1976), qui adopte trop souvent un point de vue proche des positions officielles grecques[52].

94 Il faut mentionner à cet égard les travaux pionniers de Dimitris Lithoxoou, qui a ouvert en Grèce le champ des recherches sur la question, à une époque où aucune source n'était encore disponible, lors de l'éclatement de la crise sur le nom de la Macédoine. Il a été le premier, dans un article sur la démographie de la Macédoine grecque, à dissiper les nuages opaques que tant d'années d'occultation systématique avaient accumulés autour de la question de la langue et de l'identité en Macédoine dans les sources « codées » des instances officielles en Grèce, ainsi que de l'historiographie postérieure qui en traitent (Lithoxoou 1992). En Grèce, on n'avait ni information sur le sujet ni les mots pour en parler. Lithoxoou a aussi éclairé la « lutte macédonienne » d'une nouvelle lumière. Le titre de son ouvrage, *Lutte anti-macédonienne grecque* (Lithoxoou 1998), est discutable du fait qu'entre 1904 et 1908, le terme « macédonien » n'a pas encore acquis un sens proprement national. Il est vrai que nous assistons à cette époque à l'émergence d'une identité macédonienne distincte du sens que lui donnent les Bulgares ou les Grecs. Or, si cette identité n'est pas un acquis pour l'ensemble de la population, elle ne l'est pas non plus dans un sens national. Après le congrès de Salonique de 1896, qui donne à l'organisation de l'ORIM une orientation de plus en plus en plus locale, on appelle de plus en plus « Macédoniens » les habitants chrétiens de la région mais en englobant dans cette dénomination d'autres chrétiens que les Slaves – l'idée de l'autonomie ne pouvant se référer aux seuls Bulgares. Cette appellation émane, bien sûr, de l'élite macédonienne issue, pour une grande partie, du prestigieux lycée bulgare de Salonique. C'est par ce biais que l'appellation régionale « macédonien » devient de plus en plus un ethnonyme mais en désignant les premiers intéressés, largement majoritaires parmi les chrétiens : les Slaves, au-delà du clivage patriarchistes-exarchistes (Monova 1995).

95 **N. S. :** Le titre de l'ouvrage de Lithoxoou est en partie un anachronisme. Celui-ci perçoit bien que la révolte d'Ilinden est un moment important dans l'histoire de la formation de l'identité nationale macédonienne. Mais il considère cette identité naissante comme une donnée qu'il généralise et essentialise, en quelque sorte. Néanmoins, son livre est le premier ouvrage en grec à avoir montré que l'identité macédonienne était bien là, qu'elle était une composante du problème et non pas une construction ultérieure, fabriquée de toutes pièces par le régime titiste – comme on le prétend encore aujourd'hui en Grèce.

96 **L. E. :** Il le fait délibérément, afin de mettre en évidence le fait « réactionnaire » de l'intervention grecque contre le fait « progressiste » et anti-autoritaire de l'ORIM. En 1903, paraît le premier livre théorique sur l'identité macédonienne non bulgare des

slavophones de Macédoine, signé de Krste Misirkof (1903) « Sur les Affaires macédoniennes ». Bien qu'il ait été renié par son auteur et très mal reçu en Bulgarie, cet ouvrage inaugure la formulation idéologique d'une nouvelle identité politique qui ne serait ni serbe ni grecque et pas non plus bulgare. Cet intellectuel slave de Macédoine, originaire du village de Postol (Palaia Pella, en Grèce aujourd'hui) qui a étudié à Saint-Pétersbourg et a séjourné aussi à Belgrade, montre comment il est possible, sur la base de données politiques, de postuler une identité nationale, qui pourra ensuite être investie d'éléments linguistiques, ethnologiques, etc., afin de construire une nation – qui s'avérera plus tard tout à fait viable – en refusant de se laisser assimiler aux trois identités politiques qui convoitent la région (Dogo 1985). C'est là une conception très « avant l'heure », une approche tout à fait moderne[53].

97 **N. S. :** Il y a donc un champ identitaire en formation.

98 **L. E. :** Parfaitement. On assiste à la formation d'un champ identitaire, qui embrasse la configuration géographique qu'est la Macédoine slavophone. Ce champ, qui devient manifeste avec Ilinden, s'est constitué au fur et à mesure du déroulement de la question macédonienne, étant donné que la population a été entraînée dans un jeu de négociation identitaire. Prenons un exemple : l'intériorisation progressive de la délimitation d'un territoire objet de litige, comme la délimitation coloniale du territoire palestinien – partant d'une géographie historique liée à « l'histoire de l'Église chrétienne en Terre Sainte », du point de vue des puissances européennes, à la province ecclésiastique du patriarcat de Jérusalem ou à l'histoire biblique (Laurens 1999 et 2002) – intériorisation qui va impliquer progressivement « la population » dans une nouvelle configuration conflictuelle. Cette configuration est le produit des réactions lentes à l'implantation sioniste en Palestine, qui commence depuis la première Aliya (déjà du temps d'Abdulhamid), pour s'accroître sous le Mandat britannique en 1919 mais ne devient manifeste en tant que palestinienne qu'après le partage par l'ONU en 1947 et surtout après la guerre de 1948 et la genèse du problème des réfugiés (Hobsbawn 1990). Certes, le cas de la Macédoine est différent : il n'est pas question ici d'un colonialisme ou d'un impérialisme, qui tout en laissant des territoires comme la Bosnie-Herzégovine et Chypre sous suzeraineté du Sultan, vont les projeter dans une ère complètement nouvelle en 1878. Le parallèle réside dans la lente fermentation d'une identité politique à travers la constitution d'un territoire en objet de litige. La Macédoine acquiert une définition de plus en plus claire à partir du moment où elle n'est pas incorporée à la Bulgarie de San Stefano et où ses contrées slavophones renouvellent leur rapport de dépendance avec la Bulgarie dorénavant autonome, ce qui donne lieu à un nouvel irrédentisme bulgare, directement lié aux contrées exclues de la Bulgarie autonome, dont la Macédoine et Andrinople constituent la référence majeure. C'est dans ce contexte qu'émergent les organisations macédoniennes qui donnent à ce territoire, déjà marqué par l'antagonisme ecclésiastique, une unité politique distincte. S'ajoutent l'entrée en jeu de la Serbie avec son propre projet irrédentiste pour la Macédoine et l'intensification de l'activité grecque dans la région. L'identité politique macédonienne se forge ainsi au croisement de ces trois projets irrédentistes différents, à travers la relative autonomisation de l'identité régionale de ces trois constructions identitaires proposées par les trois irrédentismes aux habitants slavophones de cette province ottomane. Ainsi, la projection sur cet espace, d'une part, des convoitises des trois États, qui tentent de composer avec la souveraineté de l'Empire ottoman, et, d'autre part, des projets diplomatiques des grandes puissances, va induire une dynamique d'intériorisation de cette configuration géographique, qui se mue

tacitement en une configuration politique. Pour filer la comparaison avec la Palestine, c'est cette dynamique qui contribue à marquer, à travers ses avatars politiques, le territoire qui en est l'enjeu. Ainsi, au-delà des différences, c'est dans un environnement analogue, marqué par des antagonismes entre grandes puissances et entre nationalismes locaux, et à des époques légèrement différentes, mais liées à ce qu'on appelle la question d'Orient, qu'émergent les nouvelles subjectivités géographiques à substrat politique, macédonienne et palestinienne, dans le continuum slave et orthodoxe de la Roumélie ottomane, d'un côté, et le continuum arabe du Machreq ottoman, de l'autre. Dans les deux cas, ces subjectivités géographiques sont le résultat de l'intériorisation par les individus sur le terrain, des termes dans lesquels les différents enjeux s'inscrivent dans l'espace (encore que dans des proportions différentes dans chacun des cas).

99 La « lutte macédonienne » constitue une tentative pour fragmenter ce champ politique émergeant, casser la dynamique qui est en train de le produire – que celle-ci soit orientée vers la Bulgarie ou vers une indépendance politique. C'est en cela que cette lutte est « anti-macédonienne », pour reprendre la formule de Dimitris Lithoxoou qui a parfaitement saisi cette logique. Mais elle ne s'est jamais exprimée comme telle. Même lors des pogromes anti-grecs de 1906 en Bulgarie, qui ont conduit au plus grand affrontement diplomatique gréco-bulgare, il n'a jamais été question d'une Macédoine autonome (*cf. supra* § 54). Au contraire, Grecs et Serbes avaient leurs idées propres sur le partage de la région et, après 1908, les Bulgares ont été obligés de substituer dans une certaine mesure à leur projet d'autonomie une idée de partage – en s'opposant eux aussi, de fait, à l'unité de cet espace qui leur aurait été impossible de contrôler. Les Bulgares redoutaient en particulier de voir se propager en Bulgarie et dans les États avoisinants ce foyer de subversion politique, confinant parfois à l'anarchisme, que constituaient les organisations révolutionnaires macédoniennes. Le Premier ministre bulgare, Ivan Guéchoff[54], est très clair sur ce point : « Profondément convaincu en outre, de la nécessité qu'il y avait de soustraire la question macédonienne au pouvoir du comité révolutionnaire, comme Cavour arracha des mains des révolutionnaires italiens la question de l'unité italienne, j'entrai en négociations avec les Serbes » (Guéchoff 1915 : 30). D'où le compromis serbo-bulgare de 1911 et l'alliance balkanique de 1912, avec la participation de la Grèce.

100 On ne saurait toutefois oublier qu'en abolissant les privilèges ecclésiastiques, le régime de 1908 – qui a entre autres constitué une réaction ottomane à la conférence russo-britannique de Reval/Revel [58]aujourd'hui Tallinn[58] (9 juillet 1908) – empêche les nationalistes grecs, bulgares et serbes de poursuivre leur œuvre de nationalisation à travers les Églises, ce qui rend celle des réseaux scolaires difficilement opératoire. L'expérience parlementaire rend plus virulents les débats sur l'ottomanisme, au sein desquels s'expriment plus clairement les oppositions nationalistes, le parti jeune-turc accusant les non musulmans, en général,de non fidélité à l'ottomanisme et les représentants de ces derniers accusant les Jeunes Turcs de trahison de l'ottomanisme au profit du nationalisme turc. Dans ce contexte, l'ancienne alliance tacite gréco-ottomane cède la place à la méfiance et les Jeunes Turcs montrent des velléités d'intervenir plus drastiquement dans l'affaire macédonienne en faveur des musulmans, sur lesquels ils projettent à leur tour un caractère national. L'impasse dans laquelle se trouvent, après 1908, les anciens adversaires grecs, bulgares et serbes en Macédoine donne à l'identité macédonienne la possibilité de s'exprimer plus clairement. C'est ce

qui explique aussi, je pense, que les trois parties aient opté pour le compromis et donc pour le partage.

101 Pour être plus précis, le compromis ne devient possible que lorsque les Bulgares en viennent à accepter l'idée du partage – ce qui ne peut être exprimé ouvertement, car il aurait provoqué des réactions dans l'opinion publique. Si le compromis passé en 1911 entre Serbes et Bulgares contient déjà un accord territorial avec arbitrage de l'empereur de Russie en cas de litige[55], l'autonomie est toujours appréhendée comme une éventualité, le partage n'étant envisagé que si cette dernière s'avérait impossible. Or, les Grecs sont tout à fait hostiles à l'idée de l'autonomie, et s'opposent même à la mention dans le traité de 1912 de l'article 23 du traité de Berlin (sur le modèle de la Loi organique de la Crète) qui fait état d'un gouverneur chrétien choisi suivant le principe des deux tiers, tout comme le sera la langue officielle (*i.e.* bulgare dans les deux cas), la mention de cet article dans l'annexe du traité proposé par Ivan Guéchoff, étant considérée par l'ambassadeur grec à Sofia, Diomidis Panas, comme une tentative de « venir à l'autonomie par une voie détournée » (Guéchoff 1915 : 67). Finalement, le traité est signé en mai 1912 avec une vague référence aux « droits découlant des traités » (Guéchoff 1915 : 69).

102 **N. S. :** On peut donc parler de trois conceptions fondamentalement différentes de la question macédonienne par les trois alliés de 1912. Ces trois conceptions ne se rencontrent que ponctuellement en 1911 avec l'affaiblissement du dogme de l'intégrité territoriale de l'Empire ottoman pendant la guerre italo-ottomane, pour se séparer à nouveau en 1913, avec la deuxième guerre balkanique et les événements violents que vous avez analysés ici. Je voudrais vous demander maintenant comment ces trois conceptions s'inscrivent dans l'espace. Comment sont construites les trois géographies, grecque, serbe et bulgare de la Macédoine ?

103 **L. E. :** Les Serbes ont énormément misé, dès 1880, après que les Autrichiens aient anéanti leurs visées sur la Bosnie-Herzégovine en 1878, sur la différence entre les Bulgares et les Macédoniens pour détacher cette population de la Bulgarie, leurs prétentions se déplaçant désormais vers le sud et la mer Égée (Cvijič 1906). Les Autrichiens, de leur côté, ont aussi plutôt opté pour la distinction Bulgare/ Macédonoslave, tant que la Serbie, sous la dynastie des Obrénovič, était sous leur influence directe. Mais ce qui est important pour les Serbes et les Autrichiens, c'est de montrer que la partie occidentale de la Macédoine (jusqu'à un endroit non clairement défini, entre le Vardar et la Strouma) n'est pas bulgare. C'est ainsi qu'ils privilégient le critère linguistique de l'issoglosse je/jat (*jatski granica*) et des critères ethnographiques qui, pour la population elle-même, n'ont qu'une importance minime. Or, ces arguments linguistiques et ethnologiques s'articulent sur des visions politiques bien concrètes : le débouché sur la mer Égée par le couloir du Vardar jusqu'à Salonique (*cf.* Katsanos 2008).

104 Afin de relier les Slaves macédoniens à l'histoire grecque antique, les Grecs, eux, insistent lourdement sur l'antiquité macédonienne à travers leur réseau scolaire. Ils vont jusqu'à publier un opuscule « anonyme » sur Alexandre le Grand en langue macédonienne transcrite en caractères grecs. L'objectif est d'associer une identité locale, non bulgare et non slave, à l'antiquité macédonienne – qui entre dans le grand récit grec pour pouvoir revendiquer les populations slavophones de la Macédoine – et d'essayer par ce biais de détacher les Macédoniens slaves des Bulgares et de les positionner dans l'orbite de la Grèce. Or, c'est justement dans le cadre de cette tentative grecque et serbe pour détacher les Slaves macédoniens des Bulgares qu'apparaît la

possibilité d'une nouvelle identité macédonienne, dont je viens de faire mention. Cette possibilité, qui s'ouvre avant le début du XXe siècle dans la Macédoine encore ottomane, prend de l'ampleur du fait de la contrainte qu'imposent les trois États sur cette région, notamment après la révolte d'Ilinden et la répression qui s'ensuit. Ilinden est donc minorée par les Grecs, traitée de pseudo-révolte et n'est en aucun cas reconnu comme une révolution (Ion Dragoumis : 2000, malgré l'admiration pour l'organisation révolutionnaire que cet auteur exprime explicitement dans ses lettres, alors qu'il la tait dans la sphère publique[56]) ; Grecs et Ottomans, qui s'appuient mutuellement, s'obstinent à affirmer qu'elle était fomentée par la Bulgarie, sans véritable implication des indigènes ou en l'absence de revendications de leur part. Ce qui effraie les Grecs, ce n'est pas l'identité macédonienne en tant que telle (une forme de laquelle ils ont même favorisé pour contrer l'identité bulgare), mais le fait que des patriarchistes se disant Macédoniens s'immiscent dans une révolte qui a pour but l'accession à l'autonomie de la Macédoine autour d'une territorialité macédonienne ; le fait donc que cette identité macédonienne, conçue par les Grecs comme l'identité « régionale » d'une région appartenant à la géographie grecque antiquisante, puisse s'en détacher et s'autonomiser jusqu'à servir la cause bulgare (ou se constituer autour d'une territorialité macédonienne). C'est pour cette raison qu'une territorialité macédonienne, avec ou sans la participation bulgare, ayant comme référent la totalité du territoire « historique » macédonien, est rejetée d'emblée, l'intérêt territorial grec ne portant plus que sur la moitié méridionale et l'idée grecque de partage induisant une logique territoriale susceptible de déboucher sur la solution de l'échange de populations, encore que celle-ci ne soit pas encore pensée ou formulée de quelque manière que ce soit. Seuls les patriarchistes sont revendiqués parmi les Slaves, ceux-ci débordant toutefois la région revendiquée, alors que les exarchistes y sont nombreux. Là où, comme à Kilkis, la population est compacte, et prise dans des faits guerriers, l'idée d'un transfert *ad hoc* apparaît, mais avec l'idée d'un échange contre les patriarchistes ou les Grecs restés en dehors des nouvelles frontières. Toutefois, pour convaincre l'adversaire, ce dernier ayant une logique territoriale tout à fait inverse, la violence semble s'imposer. Eu égard à la logique territoriale, c'est Chypre, en tant qu'île, qui offre l'exemple le plus clair des deux logiques territoriales contradictoires : *énôssis* contre *taksim* (union contre partition). Au cours du XXe siècle et après la deuxième guerre balkanique, les exemples équivalents de conflits territoriaux ayant comme litige les populations et leur répartition territoriale nous en apportent la confirmation[57]. Pour revenir à cette stratégie de détour identitaire par l'Antiquité classique ou hellénistique, elle n'est pas sans rappeler la politique grecque envers les Albanais orthodoxes du sud, qui tente de faire coïncider frontière confessionnelle et frontière ethnique afin de pouvoir revendiquer la totalité du *vilayet* de Yanina (Clayer 2010) à travers la géographie et l'ethnonymie antiquisante des vocables Épire et Épirote : « Il y a des années, et aujourd'hui encore, le Chrétien albanophone qui affirmait "Είμαι Αλβανός" (« Je suis Albanais ») disait et dit cela tout bonnement et uniquement du fait de sa langue maternelle [...] Mais aujourd'hui, c'est différent. [...] L'albanophone anciennement grec (Ο πρώην Ελληνικότατος Αλβανόφωνος) doit dire seulement qu'il est Grec ou encore, si on l'interroge sur son pays d'origine, qu'il est Épirote », écrivait, en 1908, dans son rapport un émissaire du gouvernement grec à Gjirokastër, exhortant parallèlement à l'usage du terme Épirote (cette source est mentionnée par Michalis Kokolakis [2003])[58]. Mais, dans le cas de l'Épire, le référent grec s'est trouvé hégémonique après la fondation de l'Albanie indépendante (1912-1913), les termes

d'Épire et Épirote n'étant plus revendiqués par les Albanais orthodoxes nationalistes, ceux-ci tendant à les considérer comme une stratégie sémantique de l'irrédentisme grec envers ce qui, après 1913, est appelé en grec Épire du Nord. Le destin de ce terme en Albanie, a surtout été d'exprimer cet irrédentisme par rapport aux Orthodoxes (les trois communautés linguistiques orthodoxes confondues, albanaise, valaque, grecque) sans s'attacher spécifiquement aux populations que ceux qui en faisaient usage visaient à helléniser au départ (Albanais orthodoxes surtout mais aussi Valaques). Dans le cas de la Macédoine, en revanche, le terme Macédonien s'est frayé un chemin de plus en plus autonome du référent grec antique initialement revendiqué, les Bulgares portant ainsi un rude coup à l'hégémonisme culturel et symbolique des Grecs auxquels ils le disputent. Se détachant progressivement de cette appropriation incomplète, ce terme se constitue en référent identitaire majeur des habitants slaves orthodoxes, exarchistes et patriarchistes, de la Macédoine ottomane, le faisant même revivre de plus en plus comme ethnonyme, fonction qu'il tendait à avoir, sans toutefois que cette appropriation s'accompagne d'une stabilisation sémantique définitive. Son énonciation trahit la lutte sémantique pour le contrôle et l'appropriation totale, menée par ceux qui, tantôt le revendiquent, tantôt l'occultent (groupes ethniques ou linguistiques ou mouvements politiques et États) tout au long du XXe siècle, les Grecs ayant perdu assez tôt l'hégémonie et le contrôle de ces émanations symboliques. C'est toute l'histoire grecque qui est réécrite par Paparrigopoulos autour de la Macédoine, le but non avoué étant la revendication de celle-ci (je reprends ici votre analyse du terme « Hellénisme »). Il incorpore le royaume antique de Macédoine, avec l'importance qu'il a dans l'histoire mondiale du fait de l'hellénisation des populations asiatiques, banni auparavant comme « barbare », celle-ci étant utilisée afin d'insister sur l'hellénisation actuelle des populations non grécophones mais orthodoxes, Slaves et Albanais surtout, et combinée avec l'idée libérale de la conscience nationale (Sigalas 2000). L'hellénisation a permis la christianisation de l'Orient et c'est l'incorporation de Byzance, elle aussi bannie auparavant, qui permet d'instaurer une continuité entre l'Antiquité hellénistique et l'Orthodoxie, et par ce biais, de relier « les diverses phases de l'Hellénisme ». Ensuite la conscience nationale selon les Grecs va être calquée sur la stratégie française d'appropriation des germanophones d'Alsace et de Lorraine, invoquant leur participation à la Révolution française, telle qu'elle est énoncée par Michelet et reprise, après la perte des territoires, par Renan et Vidal de la Blache. Ainsi, le refus implicite par les Grecs du « principe des nationalités », formulé depuis les révolutions de 1848 et Napoléon III, est tempéré par l'affirmation de l'idée de conscience nationale qui vient remplacer une conception de la nationalité fondée sur la participation à la révolution de 1821[59]. Cette « conscience nationale » est assimilée, après le schisme, à la volonté des Patriarchistes de rester fidèles à l' «Orthodoxie », interprétée comme une émanation de la réminiscence d'Alexandre et de Byzance (vus comme gages de la conscience grecque), et à travers la volonté de s'helléniser linguistiquement[60]. La part macédonienne de l'identité grecque est, on l'aura compris, surévaluée, non seulement en Macédoine mais dans l'enseignement dispensé dans l'ensemble du Royaume grec (Anonyme 2008). Les Bulgares, quant à eux, restent fixés sur la Bulgarie de San Stefano mais sans remettre en cause les traités qui définissent la principauté, du moins entre 1885, date de l'union de Roumélie orientale à celle-ci et 1908, année de la proclamation de l'indépendance de la principauté érigée en royaume. C'est l'idée de l'autonomie de la Macédoine qui assurerait la protection des Bulgares de Macédoine, conformément aux termes de l'article 23 du traité de Berlin. Cela dit,

l'exarchat joue le rôle de protecteur et d'unificateur de tous les Bulgares dans la vaste zone comprise « entre Ohrid et la mer Noire, entre le Danube et la mer Égée où ne vit qu'un seul peuple », selon le vocable nationaliste bulgare, qui, plus tard, comportera un volet antiquisant, lequel, par le biais des origines, et non plus seulement par celui de la langue, essaie d'établir une antériorité par rapport aux Grecs, sous le vocable « Mésie Thrace Macédoine ». Mais c'est le royaume médiéval bulgare de Samouil qui apporte une justification historique supplémentaire avec l'Église autocéphale d'Ohrid, grand centre religieux orthodoxe. Toutefois, les Bulgares ont tant d'arguments dans le présent linguistique que les justifications historiques ne sont pas aussi nécessaires pour eux que pour les Grecs et les Serbes, ces derniers insistant sur la présence de leurs royaumes médiévaux en Macédoine.

105 Tout cela montre bien la mise en œuvre en Macédoine d'au moins trois politiques distinctes émanant des trois États qui convoitent cette région – auxquelles il faudrait ajouter les revendications albanaises avec les actions émanant de leurs bandes nationalistes (surtout musulmanes en 1906, mixtes, orthodoxes et musulmanes après leur réapparition en 1911) des régions de Korçë, Bitola, Kastoria et Florina (Clayer 2007), des bandes de nationalistes « turcs », dans leur effort de ne pas perdre le territoire, ainsi que la scission des Aroumains en « grécisants » et « roumanisants », appelée « guerre civile » dans la perspective nationaliste aroumaine (Trifon 2005 ; Thede Kahl 2009). Chacune des trois politiques émanant des trois États, comporte déjà en puissance les traits d'une future politique démographique. En effet, modifier l'orientation politique et linguistique d'une population à travers un réseau scolaire et ecclésiastique visant à nommer et à classer les individus (Gossiaux 2002) constitue bel et bien une politique démographique. De plus, dans le contexte politique du XIXe et du début du XXe siècles – et encore aujourd'hui –, une politique linguistique peut constituer en même temps une politique démographique : ne jamais laisser percer dans la sphère publique la langue vernaculaire méprisée et politiquement dangereuse, en la maintenant dans ce que Gal et Irvine (1995) appellent *erasure/ muting*, rendant invisible le groupe qui la parle puisque celle-ci est porteuse d'identité. Mais la contradiction flagrante consiste dans le refus apparent de nommer/classer, alors que tout locuteur ou toute commune de locuteurs sont répertoriés dans une classification non apparente mais bel et bien existante et suivis dans leur choix ecclésiastique au départ, national/ politique par la suite, et ce, bien avant l'incorporation à l'État grec de la Macédoine méridionale, en 1912-1913. C'est le degré de conscience grecque, qui, après cette date, devient le critère objectif d'une classification comportant tous les traits d'un répertoire « scientifique » *sui generis*. Il est clair que, dans le moment de crise que constitue le changement de souveraineté, la solution pour les exarchistes ayant opté ouvertement pour que leur langue devienne langue de prestige, consiste soit à quiter le territoire, soit à être incorporés dans la seule catégorie existante de « patriarchistes », option identitaire devenue obligatoire si l'on veut être citoyen de l'État, les intéressés devant bon gré mal gré s'en accommoder. Toutefois, étant donné que la ligne de partage est toujours fluctuante, on pèse même la conscience des patriarchistes, ceux-ci pouvant être soupçonnés de sympathies avec l'autre camp. Ce qui entraîne une inversion des termes : ce sont les Bulgares qui, les premiers, ont obligé les ouailles du Patriarche à renoncer à leur Église, rendant Bulgares ceux qu'on nomme souverainement Grecs et donnant un sens national à une identité pré-nationale. Si ces ouailles persistent massivement dans « leur erreur », comme à Kilkis, puisqu'elles n'ont montré aucun signe de repentir, elles peuvent être considérées comme perdues à jamais,

irrécupérables pour le nouvel État qui s'instaure. L'événement de Kilkis constitue, en fait, un moment de cette politique démographique et ne peut être que partiellement compris en dehors d'elle. Je préfère parler ici de politique démographique plutôt que d'ingénierie démographique. Car ce dernier concept – dans ses usages au moins, sinon dans ces définitions – me semble tourné surtout vers l'action violente exercée par les États sur les populations, sans prêter suffisamment attention aux politiques de longue durée qui contribuent à nommer et à classer les individus, à les identifier en construisant les ensembles politisés que nous appelons des populations. L'« ingénierie démographique » implique la catégorie juridique des crimes contre l'humanité en se concentrant surtout sur les moments de la violence et en ôtant à l'interprétation historique sa profondeur. D'un autre côté, il me semble que la notion d'ingénierie démographique n'est guère propice pour rendre compte de la multiplicité des acteurs. En Macédoine, du côté grec, nous avons une série d'acteurs différents, dont les objectifs peuvent, selon les époques, aussi bien converger que diverger (il va sans dire que cela vaut pareillement côté bulgare, serbe et, bien sûr, ottoman). Parmi ces acteurs, citons le patriarcat, l'Association hellénique littéraire de Constantinople, l'Association pour la dissémination des Lettres grecques d'Athènes, qui agit de concert avec le ministère des Affaires étrangères et coordonne les actions des consulats, collaborant avec les métropolites du patriarcat, ou s'opposant à ceux-ci (Karavas 2003b). La nébuleuse de l'appareil grec s'enrichit ensuite du Comité macédonien d'Athènes, de la *Ethniki Etairia*,des associations œuvrant sur place, des organisations clandestines urbaines, comme celle de Salonique, des journaux tels *Embros*,des journalistes des principaux journaux grecs de Salonique et, enfin, des chefs de bandes, venus de Grèce, de Crète, ou locaux (c'est cet ensemble que j'appelle mécanisme macédonien grec). Sans compter le jeu des négociations financières ou identitaires et les prises de position, plus ou moins explicites, des élites de la population locale, surtout slavophone, mais également valaque (numériquement plus faible mais très importante de par la proximité des commerçants aroumains avec le parti grec, leur prestige social et leur dissémination dans les centres urbains à faible présence hellénique ; le réel danger de la perte des Aroumains, ainsi que des Albanais orthodoxes, équivaudrait à une forte récession du parti grec). Cette politique est également influencée par plusieurs paramètres extérieurs au « système grec », comme les organisations révolutionnaires macédoniennes, les accords de Mürzsteg (1903), le gouvernement ottoman ou les grandes puissances. Si la stabilité de ces paramètres peut garantir à la politique grecque une certaine continuité, leur modification, en revanche, serait susceptible de lui imposer des ruptures, comme la rupture majeure que fut la révolte d'Ilinden, conduisant le parti grec à engager la lutte des bandes, ou celle de la révolution jeune-turque, qui entraîna l'abandon de la lutte armée et l'adoption progressive par les trois pays chrétiens de l'idée du partage, pour éviter toute éventualité d'une affirmation ou d'une concrétisation de la territorialité macédonienne[61].

VII. La campagne de presse grecque concernant les atrocités

106 **N. S. :** Je voudrais revenir sur l'événement de Kilkis, et plus précisément sur une dimension de l'événement que vous avez mentionnée au début de l'entretien : cet événement est quasiment inconnu, on pourrait parler d'un non événement – sauf pour

les Bulgares, bien sûr. Non seulement l'éviction de la population slave orthodoxe de Kilkis n'est pas mentionnée dans l'historiographie nationale grecque (ce qui n'a rien pour nous surprendre), mais elle n'a pas eu non plus de répercussion dans la presse internationale de l'époque. Quelles sont les raisons de ce silence ?

107 **L. E. :** Je pense qu'en Bulgarie non plus on n'a pas trop parlé de Kilkis après la Deuxième Guerre mondiale. Après 1946, le choix du silence sur l'irrédentisme passé de la nation a eu pour conséquence un mutisme concernant les déboires du passé ; les défaites nationales ont donc été oblitérées de la mémoire collective. « Bucarest » et surtout « Neuilly » ont été interprétés comme l'imposition à la nation de la volonté injuste des grandes puissances. La connivence avec la Grèce, durant les années 1970, sur l'attitude envers la Turquie et la Yougoslavie a contribué à épurer le discours public de tout ce qui aurait pu être susceptible d'envenimer la nouvelle entente. Et cette entente était fondée sur l'alignement tacite de la politique des deux États envers leurs minorités turco-musulmanes respectives et le refus partagé de l'identité nationale macédonienne et de sa concrétisation territoriale dans le cadre de l'État fédéral Yougoslave. Toutefois, le rapprochement gréco-bulgare a été facilité par l'attitude officielle de la Bulgarie, qui a explicitement déclaré n'avoir plus aucun intérêt pour les slavophones de Grèce.

108 Dans l'historiographie nationale grecque – comme cela aurait été le cas dans toute autre historiographie nationale – un événement de ce genre est passé sous silence, expulsé de la mémoire et dissimulé à l'opinion publique. Au contraire, c'est la « bataille héroïque de Kilkis », selon la formule consacrée, qui est commémorée, ainsi que la victoire sur la Bulgarie. Les événements de l'été 1913 sont le fondement même de la souveraineté grecque en Macédoine. Et les débuts d'une souveraineté sont très souvent marqués par une extrême violence. Comme le dit Jacques Derrida (1999) dans un texte intitulé « Le siècle et le pardon », « le moment de fondation, le moment instituteur, est antérieur à la loi et à la légitimité qu'il instaure. Il est donc *hors la loi* et violent par là-même [...]. Cette violence fondatrice n'est pas seulement oubliée. La fondation est faite pour l'occulter ; elle tend par essence à organiser l'amnésie, parfois sous la célébration et la sublimation des grands commencements » (Derrida 1999). De ce point de vue, l'événement de Kilkis est le Deir Yassin grec[62]. Il n'a pas lieu dans une souveraineté territoriale déjà en place, mais constitue le moment instituteur de cette souveraineté, il prend place exactement dans le vide de légalité qui précède l'instauration d'un nouvel ordre et il est de ce fait occulté dans le cadre de ce nouvel ordre qu'il contribue à instaurer.

109 Or, cette occultation perdure jusque dans le discours des rares habitants ayant connu les exactions commises par l'armée grecque mais ayant opté pour un retour dans leur pays. C'est ce qu'atteste notamment le double témoignage de « Pashkalina » de Ambar-Köy (Kilkis)[63], recueilli par l'anthropologue Anastasia Karakassidou (1997 : 126-132) : après avoir, lors d'une première interview, en 1988, assuré que son village avait été brûlé par les Bulgares et que son frère et sa sœur avaient été emmenés en Bulgarie par l'armée bulgare, ladite Pashkalina revient à la fin de sa vie sur ses dires et confie à cette même anthropologue qu'en réalité l'incendie avait été le fait de l'armée grecque, que son frère et sa sœur n'avaient pas été enlevés par l'armée bulgare mais étaient réfugiés au même titre qu'elle dans un village de « Serbie » (*i.e.* les nouveaux territoires serbes d'où ils ont eux-mêmes choisi d'émigrer en Bulgarie), précisant qu'elle et ses parents avaient opté pour le retour en Grèce mais n'avaient jamais pu réintégrer leur village, puisqu'ils avaient trouvé leur maison brûlée et avaient été contraints de faire coïncider

leur propre histoire avec la version grecque des événements, pour ne pas ajouter à l'ostracisme qui les frappait déjà en tant que « Bulgares ».

110 Dans le discours des historiens, il n'est pas rare de voir des auteurs, par ignorance ou faute de sources suffisantes, mais surtout par autocensure, passer outre les événements de 1913 s'agissant de l'action grecque, s'en tenant surtout aux exactions bulgares ou occultant systématiquement toute action violente grecque pendant cette guerre, encore qu'il faille mentionner ici quelques exceptions à la règle – à côté, bien sûr, de Karakassidou (1997), Karavas (2002a), Kostopoulos (2007), et, dans la mesure où il utilise comme source le Rapport Carnegie tout en oblitérant les exactions, Michaïlidis (2003)[64], tous déjà cités à plusieurs reprises. Dans son chapitre consacré à la deuxième guerre balkanique, Kostopoulos s'étend longuement sur l'événement de Kilkis et les exactions grecques en Macédoine orientale, explicitant pour la première fois en Grèce la logique de l'armée et parlant d'une vaste opération de « nettoyage ethnique » (Kostopoulos 2007 : 47-59). Éléni Dalambira, bien que non historienne – elle est interprète de haut niveau – a publié le journal de son père, d'abord dans sa petite gazette locale « *Antilogos ap' to Halaka* » puis dans son livre, *Progoniko*, afin de « montrer les dessous de cette période d'exaltation nationale ». La première mention de ces exactions figure dans un recueil de sources sur les Slavomacédoniens établi par Giorgos Margaritis et publié par Anguélos Eléfandis dans la revue *Politis* en 1993. Plus tard, intervient la contribution de Giorgos Margritis à la récente *Histoire de la Grèce du XXe siècle* (2001), dirigée par Christos Hadjiossif. Et, plus détaillée, basée sur le rapport Carnegie, celle de Giorgos Nakratzas (1998) lequel, dans un article paru dans la revue *Politis,* évoque « les crimes de génocide de l'armée bulgare à Doxato et de l'armée grecque à Kilkis en 1913 ». Enfin, un roman récent de Dimosthénis Kourtovik (2007) a pour sujet l'intériorisation de la culpabilité du fils d'un soldat grec macédonien de la deuxième guerre balkanique ayant participé aux exactions contre la population orthodoxe locale dans la région de Kilkis (la ville n'y est pas nommée).

111 Quant au silence de l'opinion internationale autour de l'événement, je pense qu'il tient en premier lieu au fait que les Grecs, les Serbes et les Roumains et, dans la mesure où ils récupèrent Andrinople, les Ottomans sont les vainqueurs de la deuxième guerre balkanique. C'est eux qui, à ce titre, imposent leur point de vue, d'autant mieux accepté par les grandes puissances que ce sont les Bulgares qui ont attaqué les deux autres membres de l'alliance. L'attaque bulgare, connue alors sous le vocable d'« attaque brusquée » ou même de « trahison bulgare », ôte, en effet, toute « raison morale » à la Bulgarie[65]. Il n'est plus question de contester les acquisitions ou les pertes des uns ou des autres. Et le traité de Bucarest, signé aussitôt après la deuxième guerre balkanique, devient le fondement des États balkaniques pendant le XXe siècle, du moins en ce qui concerne l'épicentre des tensions territoriales des trois États présents en Macédoine.

112 Votre question est cependant fort intéressante. En ce qui concerne le côté gréco-bulgare, nous assistons, dès la fin de la première guerre balkanique, ou même avant sa fin définitive, au croisement des accusations portées de part et d'autre sur le traitement infligé aux populations civiles dans les zones respectives d'administration. Côté grec, les dénonciations deviennent virulentes, même avant le déclenchement de la seconde guerre (annexes X, XI, XIII et XIV). Le contentieux entre, d'un côté, la Bulgarie et, de l'autre, la Serbie et la Grèce, montre bien le fond territorial de la dispute (annexes XIII et XIV). Les Bulgares accusent les Grecs de provocations et la situation à Salonique, l'épicentre des tensions, s'exacerbe, au point qu'au printemps les autorités grecques

s'opposent à la célébration de la fête des Saints Cyrille et Méthode, temps fort de la manifestation du nationalisme bulgare dans l'espace de la cité, et considérée comme la fête nationale de la moins nombreuse des quatre communautés ethno-religieuses de la ville[66]. Je voudrais citer ici un document diplomatique français faisant état de la tension des relations gréco-bulgares à Salonique, quelques jours avant la signature du traité de Londres du 30 mai, mettant fin à la première guerre balkanique :

> « J'ai dit à votre excellence que l'autorité grecque s'était opposée à la célébration traditionnelle de la fête des Sts Cyrille et Méthode. Du temps des Turcs, le parc municipal de Betchinar [Beş Çınar] était toujours à cette occasion mis à la disposition de la communauté bulgare. Les arrestations des Bulgares sont incessantes et les gens qui parlent bulgare dans la rue sont immédiatement suivis et surveillés par des agents de la police secrète » (AMAE FAA, Série A 288/37, 29/5/1913).

113 Dès qu'ils attaquent les positions serbes et grecques dans la Bregalnica, à Karassouli, dans le Vardar et dans la région du Pangée et de Nigrita, déclenchant la deuxième guerre balkanique, les Bulgares, comme je vous l'ai déjà dit, incendient la bourgade entièrement grécophone de Nigrita, ainsi que cinq villages voisins, grécophones ou slavophones patriarchistes, faisant plusieurs victimes. Plus au nord, à Demirhisar, 74 Grecs sont exécutés entre le 8 et le 10 juillet (Dotation Carnegie 1914, anonyme 1914). Le 11 juillet, Serrès est en grande partie incendiée par l'armée bulgare et ses auxiliaires *comitadjis* (sur la controverse autour des événements de Demirhissar et de Serrès, Dotation Carnegie 1914 ; anonyme 1914 ; Miletič 1913), après que Grecs et Bulgares se furent allègrement massacrés. Si je répète ces événements c'est pour insister sur leur enchaînement temporel, la méconnaissance duquel a été instrumentalisée dans la propagande grecque concernant la violence de la guerre. Le 12 juillet, le généralissime de l'armée grecque, le roi Constantin déclare « la guerre totale contre la Bulgarie » et annonce dans un télégramme qu'il va procéder à des représailles, étant donné que « ces monstres à visage humain [*i.e.* les Bulgares] ont perdu le droit de se compter parmi les nations civilisées ». Ainsi, toute violence susceptible de se produire par la suite pourra entrer dans le cadre de « ces représailles ». Ce sont les événements de Nigrita, Demirhissar et Serrès qui ont été pris comme prétexte et non pas Doxato, incendié et massacré par l'armée bulgare le 13 juillet. La destruction de Kilkis a eu lieu le 4 juillet, elle est donc antérieure aux exactions bulgares, exception faite du cas de Nigrita où les deux sont quasiment concomitantes. Le roi a prononcé sa prophétie destructrice après la destruction. La presse n'est pas revenue sur les circonstances exactes de la bataille de Kilkis et aucun détail en dehors des faits d'armes n'est jamais passé dans la sphère publique en Grèce. C'est même l'affaire de Nigrita qui a conduit les Grecs à perfectionner leur propagande de guerre (*cf. supra* § 62). À l'étranger, l'affaire de Kilkis et des exactions de Guevguélia n'est pas passée totalement inaperçue ; une lettre ouverte au *Daily Mail* (rédigée très probablement par Henry Noel Brailsford), adressée à sa Majesté le roi de Grèce, et datée du 14 juillet 1913, pose d'une manière pressante la question de l'extrême violence de la campagne grecque durant la première semaine de la guerre (EAECA – BGASD, Dossier 113. 2. – Doc. 56b). Le 15 juillet, le roi somme le gouverneur général de Macédoine, Stéphanos Dragoumis, de répondre aux accusations du journal, sans lui écrire quoi que ce soit sur les violences commises par l'armée grecque, n'évoquant que les « horreurs de l'armée bulgare » ; ce qui nous amène à nous demander jusqu'à quel point les plus hauts fonctionnaires de l'État eux-mêmes étaient ou non au courant de la violence exercée par l'armée grecque (EAECA – BGASD - Archive St. Dragoumis - Dossier 113.2 – Doc. 57). À mon sens, au-delà de la loi du silence

toujours de rigueur au sein des armées, autrement dit du secret militaire, nous sommes ici face à un mécanisme souvent observé dans des cas analogues : sans être véritablement au courant des faits réels, qu'ils sont d'ailleurs censés nier publiquement, les hommes d'État les subodorent, sans chercher non plus à les connaître vraiment, par peur de se salir, ce qui permet à une administration ainsi qu'à une opinion publique, habitée par la haine de l'autre et se victimisant soi-même, de consolider une version des événements et de la propager dans un non-dit fondateur. Dans le cas qui nous occupe ici, le non-dit se reflète dans l'hésitation sur le nom qu'on allait donner à la ville après sa destruction. Les réfugiés slavophones patriarchistes de Strumica ont été installés en grande partie, comme je vous l'ai dit, dans les ruines de Kilkis, baptisée alors la Nouvelle Strumica (Néa Stromnitsa) (Karavas 2002a ; Kyramargiou 2003). Toutefois, le nom de Néa Stromnitsa n'a pas tenu au-delà de l'année 1914 et la localité a retrouvé son ancienne dénomination pour commémorer la bataille qu'y avait livrée l'armée grecque, l'été précédent. Car c'est cette bataille qui devait rester dans le souvenir et non le transfert de populations, la béance introduite par celui-ci devant être comblée.

114 Selon le rapport de la dotation Carnegie, les destructions et les violences dues à l'armée grecque et à ses auxiliaires s'étendent bien au-delà du tracé définitif de la frontière gréco-bulgare du traité de Bucarest. Le chiffre des déplacés s'approche des calculs de Brailsford (Kostopoulos 2000 : 31, note 16). Notons que les habitants des villages intégrés au territoire bulgare après le traité de Bucarest ont regagné leurs foyers. L'armée n'est pas la seule en cause ; il convient d'ajouter les miliciens chrétiens et musulmans qui avaient fait alliance avec elle, ainsi que les paysans des alentours ayant prêté main forte. Lors de son avancée, l'armée grecque a incendié les villages qui n'étaient pas considérés comme loyaux et la presse grecque a accusé les Bulgares d'en avoir brûlé une partie. J'ai mentionné au début de cet entretien que l'armée grecque aurait voulu défendre la ligne Strumica-Melnik-Nevrokop, comme future frontière entre les deux États, correspondant aux anciennes visées maximales grecques. Mais il y a eu des villages brûlés, y compris au nord de cette ligne, jusqu'à Simitli et Gorna Djoumaïa. Le pillage généralisé auquel se sont livrés l'armée grecque, ses auxiliaires et parfois les musulmans locaux, a peut-être aussi joué un rôle. Il n'est pas impossible que l'armée, déchaînée après les événements de Doxato et les batailles de Kresna et de Simitli, ait provoqué ces incendies, mais il est plus probable encore que toute cette violence soit liée au plan de Constantin visant à provoquer en Bulgarie une crise militaire et politique telle que le pays soit acculé à demander l'armistice, après une reddition sans conditions sur le champ de bataille. Ce qui aurait permis d'inclure des clauses plus rigoureuses dans le traité de paix et de réduire l'importance de la Bulgarie dans les Balkans. Cet excès de zèle à conduit à l'immolation de 150 villages, soit en partie soit en totalité (Dotation Carnegie 1914 : 321-323), autrement dit, bien plus que les 39 de la région de Kilkis. Il s'agissait, en grande majorité, de villages ou de quartiers exarchistes, mais aussi de 11 villages turcs (situés pour la plupart aux environs de Strumica et dont les habitants ont été incités à émigrer en territoire grec, ces incendies sont donc dus au transfert et font partie du « plan Strumica ») et de 3 villages valaques meglénoroumains roumanisants (Lougountsa, Ossiani et Houma), pro-bulgares, faisant partie des réseaux de *comitadjis* et dont les habitants étaient très probablement eux-mêmes à l'origine de l'infiltration des comitadjis bulgares dans le mont Païko.

115 Il conviendrait d'accorder une plus grande importance aux divergences entre le roi Constantin, l'armée et le ministre des Affaires étrangères, Coromilas, dans la conception du territoire qu'il faudrait incorporer à la Grèce. On sait que le roi voulait comme frontière ce qu'il est convenu d'appeler « le tracé de Makri » à l'ouest de Dedeağaç (en grec Alexandroupolis), ne laissant aucun débouché sur la mer Égée à la Bulgarie, et n'envisageait de mettre fin à la guerre qu'avec l'anéantissement total de la Bulgarie quand, humiliée et défaite, elle aurait demandé l'armistice sur le champ de bataille. C'est dans cette foulée seulement qu'il aurait pu obtenir la ligne en question à l'encontre du traité d'alliance conclu avec les Serbes. Ni Vénizélos, ni les Serbes, ni les Roumains ne voulaient le suivre dans ce délire (Gardikas-Katsiadakis 1995 : 188). Les tractations avec les Serbes en vue d'une alliance contre les Bulgares comprenaient un volet territorial qui privait la Grèce de tout espoir d'obtenir comme frontière, au nord, davantage que la crête du mont Belasica (Bélès), laissant Strumica et Melnik largement en dehors. Je vois mal comment Vénizélos, grand réaliste et diplomate, qui aspirait surtout au maintien du littoral avec le port crucial de Kavala, ait pu envisager d'administrer tant de slavophones hostiles, ou qu'il eût pu défendre, devant l'opinion internationale, l'incorporation de toutes ces régions considérées comme bulgares, dont les habitants étaient en grande partie chassés, en vue d'un traité définitif. Les événements de Strumica, Petrič, Melnik, Startchevo (village patriarchiste du *kaza* de Petrič), etc., semblent plus probablement attester, comme je vous l'ai dit au début de l'entretien, que seul le roi et une partie de son état-major, voulaient, par la destruction de la Bulgarie, obtenir à la fois la Thrace occidentale, ayant comme frontière l'Empire ottoman une fois celle-ci adjugée à la Bulgarie par le traité de Bucarest, il encouragea, vainement du reste, l'armée ottomane à avancer avant l'arrivée des Bulgares jusqu'à Komotini (Gümülcine) et à empêcher la sortie de ces derniers sur le littoral égéen (Gardikas-Katsiadakis 1995 : 244) et la Macédoine au nord du Bélès (Gardikas-Katsiadakis 1995 : 207-244). Ion Dragoumis, avait entamé des pourparlers secrets avec les Ottomans en vue d'un accord officieux contre les Bulgares[67]. D'un autre côté, Coromilas et Panas, sont plutôt à l'origine de l'idée de l'échange de populations et de propriétés et, dans ce but, le choix de Kilkis comme installation des Stromnitsiotes est exemplaire, ainsi que la nette volonté que table rase soit faite de Kilkis même, où quelques centaines de Bulgares, surtout uniates, avaient trouvé refuge chez les Sœurs de la Charité françaises. Cloîtrés entre les murs du couvent, voyant les ruines de leurs foyers aménagées pour recevoir les Stromnitsiotes, sans rien pouvoir faire (Dotation Carnegie 1914) et leur mortalité ayant atteint des sommets durant ces huit mois d'isolement (120 sur 420, selon la source) dans ce qui fut leur propre cité, les derniers de ces malheureux ont finalement quitté le territoire hellénique à bord du vapeur *Boris*, battant pavillon bulgare à destination de Dedeağaç, leurs frais de route, suite à une intervention du consul général de France à Salonique, Léonin, ayant été payés avec une grande joie par l'État hellénique (annexe VII). Concernant les atermoiements de la politique grecque face à la Bulgarie, on lira avec grand intérêt le journal personnel de Philippos Dragoumis[68] (Dragoumis 1988 : 320-406). Ce dernier raconte, entre autres, que l'armée grecque était arrivée, à la fin du mois de juillet 1913, à la limite de ses possibilités, que l'armée bulgare était en train de se réorganiser et qu'une contre-offensive contre le flanc gauche de l'armée grecque avait déjà porté des fruits. Les Serbes ayant obtenu territorialement ce qu'ils voulaient et ayant arrêté la guerre, les Bulgares ont ramené des contingents sur le front grec (Margaritis 2001 : 173 ; Dragoumis 1988 : 355 ; Soulis 1934 : 235-238). L'armée roumaine étant aux portes de

Sofia, la Bulgarie demande l'armistice mais pas avant que Constantin, qui s'était jusqu'alors refusé à écouter Vénizélos et le roi Carol de Roumanie, voyant ces revers, demande à Vénizélos, alors à Bucarest, de faire en sorte que les Bulgares réussissent à obtenir l'armistice dans les meilleurs délais, afin que la faiblesse de son armée ne soit pas révélée au grand jour (Gardikas–Katsiadakis 1995 : 226-244). Le correspondant de *Néa Iméra,* Spyros Mélas, présent à Bucarest, témoin oculaire des négociations en cours, nous livre à ce propos son point de vue de journaliste et démontre l'importance accordée à Kavala lors de ces tractations (Mélas 1972 : 517-544).

116 Après les événements de Doxato, on assiste à l'orchestration d'une campagne de presse mise en place par les Grecs, dénonçant les atrocités bulgares. Depuis, le vocable d'« atrocités bulgares en Macédoine », réduit la portée des dénonciations bulgares quant aux atrocités grecques commises en Macédoine contre les Bulgares. Le consul français de Salonique, Jousselin et le directeur de la *Revue des Nations*, Robert Pelletier[69], dont les analyses ont, du reste, rencontré peu d'écho, ont fort bien saisi le mécanisme de la campagne de presse grecque que le premier attribue à Dendramis :

> « Jusque dans ces derniers temps, *La Liberté*, fondée par un Grec de Paris, M. Valsamachi, était dirigée et rédigée en partie par le directeur de la Presse à Salonique, M. Dendramis, maintenant délégué en Epire. Ancien vice-consul en Macédoine, M. Dendramis se vante d'avoir organisé dans le temps des bandes d' *andartès* fort redoutés des Bulgares. C'est d'ailleurs lui qui a mené toute la campagne de presse sur les atrocités bulgares » (annexe XII).

117 Dans une autre dépêche Jousselin dresse un tableau d'ensemble de cette campagne :

> « J'ai d'ailleurs rapporté au département avec quelle habileté le bureau de presse cherche à exciter depuis plus de deux mois l'opinion publique européenne contre les Bulgares. Fausses nouvelles ou nouvelles exagérées, remises par le bureau de la presse aux petits professeurs, aux représentants de commerce qui sont ici correspondants des journaux européens ; reproductions par ordre dans les journaux locaux de ces mêmes nouvelles comme des extraits de la presse européenne représentant l'opinion de ceux-ci, tout est employé pour donner en Europe l'impression que la population macédonienne est exaspérée par les cruautés bulgares, comme pour donner aux gens de Salonique et de l'intérieur l'opinion que les grand pays d'Europe ont de ces cruautés la preuve la plus sûre » (annexe XI).

118 Nous avons déjà un exemple des plus clairs et des plus frappants de ce que dit Jousselin dans la grossière erreur que commit *L'Illustration* en présentant comme un fait réel l'immolation, non réalisée, de Melnik par ces habitants (*cf. supra* § 44). Un autre témoignage allant dans le même sens, vient des archives de l'imprimerie de Laurent (Lourentzos) Karaoulanis de l'île d'Andros. C'est un télégramme imprimé à plusieurs exemplaires – pratique en cours dans les régions insulaires de Grèce pour faire circuler les nouvelles importantes en l'absence de journaux – signé, le 21 juin 1913 (3 juillet du calendrier grégorien), la veille, donc de la prise de Kilkis, par le directeur du quotidien *Espérini* d'Athènes, Petros Yannaros, très proche du palais et de son réseau d'information. Nous y lisons :

> « Des prisonniers bulgares ont informé que l'armée bulgare préparait une attaque brusquée contre Thessalonique [...] Ceci montre l'intention sournoise de la Bulgarie de s'approprier de nos pays. Roi Constantin. Correspondants étrangers de Thessalonique se sont plaints à l'Europe contre atrocités des Bulgares et prient Grey faire pression à la Bulgarie. Danger de massacre de millions de Grecs » (Archives de l'Imprimerie de Lourentzos D. Karaoulanis dans la ville d'Andros[70]).

119 Le dossier figurant dans les archives de Stéphanos Dragoumis – peu fourni en ce qui concerne la presse et la propagande de guerre pendant l'été 1913, vu la position

hiérarchique élevée et le prestige dont jouissait celui-ci, d'autant plus que deux de ses gendres ont perdu la vie en 1904 et en 1913[71] pour la cause grecque macédonienne – fait très peu de place aux journalistes étrangers susceptibles d'accréditer les positions grecques (EAECA – BGASD, doc. 43 et 46) et révèle plutôt quelqu'un qui n'a pas conscience de l'ampleur de la violence exercée côté grec. Toutefois, ce dossier semble confirmer que Dendramis est l'organisateur de la campagne de presse fondée sur le contrôle de l'information qui circule à l'intérieur de la Grèce, celle-ci occultant les violences grecques et amplifiant au contraire les violences bulgares sans les resituer dans leur contexte qui est celui de la guerre. Un nombre très restreint de personnes doit savoir plus ou moins clairement ce qui se passe et ce, bien au-delà du clivage déjà évoqué Roi/Vénizélos qui n'est guère important sur le champ de bataille ni en matière de planification ou diplomatie à court ou à long terme par rapport à l'impact des atrocités. Seules des parties, donc, de ce que j'ai appelé le « mécanisme macédonien grec » restent porteuses du « secret d'État », crucial pour la reproduction du discours, le contrôle de l'information, la consolidation du pouvoir des élites locales et non pas de l'État dans son ensemble, intervenant au moment de cette vacance de pouvoir que constituent la guerre et la destruction du pouvoir provisoire bulgare en Macédoine orientale. L'inter-règne bulgare n'existe pas dans la Macédoine à l'ouest de l'Axios et, à Salonique, nous pouvons pratiquement considérer qu'il y a passation de pouvoir des Ottomans aux autorités militaires grecques (Karavas 2008). En même temps, la Bulgarie est quasiment coupée du reste du monde pendant la campagne militaire et la débâcle. Ses communications sont perturbées, à tel point que même les ambassades des grandes puissances ont du mal à s'informer convenablement (annexes XVII et XVIII et Dotation Carnegie 1914, Introduction). Pris au dépourvu, les responsables bulgares n'ont pu intervenir que dans une très faible mesure au début de la guerre et s'imposer dans la sphère de la communication internationale et dans ses réseaux, et ce, malgré les efforts et la bienveillance à leur égard de certains journalistes et spécialistes de haut niveau.

VIII. Le volet du droit international et la question des minorités dans les Balkans. Le cas des Valaques roumanisants.

120 **N.S. :** Le mécanisme grec a donc réussi à gérer son différend avec la Bulgarie vaincue en évitant au maximum aussi bien l'accusation d'avoir perpétré de crimes de guerre que la reconnaissance d'un statut minoritaire aux slavophones restés dans son territoire (à ceux parmi eux qui se seraient réclamer d'une identité bulgare) ; et cela à une époque où le droit international était en train de se constituer. Si j'ai bien compris votre propos, la diplomatie grecque a réussi à contourner les questions de droit international qu'aurait pu soulever le rétablissement de ses relations diplomatiques avec la Bulgarie, dans l'après-guerre, par la solution *sui generis* de l'échange de fait. Qu'en est-il des autres questions minoritaires qu'aurait pu impliquer l'incorporation à la Grèce d'une si importante partie de la Macédoine ottomane et qui s'inscrivaient dans le cadre des relations diplomatiques de la Grèce avec ses alliés de la deuxième guerre, la Roumanie par exemple ? Je me réfère bien évidement à la question des Valaques roumanisants ?

121 **L.E. :** Vous avez raison de souligner que les guerres balkaniques sont importantes pour l'introduction dans la diplomatie balkanique des nouveaux concepts du droit international qui était alors en formation, telle la notion de minorité avec le dispositif

juridico-politique lui étant associée. Les questions concernant les populations que nous appelons aujourd'hui minoritaires, étaient jusqu'à cette époque posées pour la plupart dans des termes de protection des communautés religieuses. Cette logique ne disparait évidemment pas avec les guerres balkaniques – elle survit en effet jusque à l'échange de populations gréco-turc, et au-delà – mais, avec ces guerres la question se transforme qualitativement en s'inscrivant dans le cadre, non plus d'un empire pluriconfessionnel, même ayant subi plusieurs tentatives de modernisation, mais des relations diplomatiques entre État-nations modernes.

122 Quant à la question du rapport des guerres balkaniques avec le statut minoritaire des Valaques de la Grèce, je vous répondrai à travers un exemple concernant un événement qui a eu lieu pendant la guerre – dans une zone litigieuse (où les corps d'occupations grec et bulgare menaient pendant l'entre-guerre une coexistence difficile, comme nous l'avons vu à Langada [Ministère des Armées 1932 ; *idem* 1934]) – et a eu des répercutions dans les relations diplomatiques de la Grèce avec la Roumanie et semble avoir joué un rôle important dans la reconnaissance par l'État grec, pour la première et seule fois dans son histoire, d'une minorité orthodoxe (bien que le mot minorité ne fût pas explicitement prononcé).

123 Vous vous souvenez les trois villages meglénoroumains de la Haute Karadjova dont je vous parlais tout à l'heure à propos des villages incendiés mentionnées dans le rapport de la commission Carnegie (*cf. supra* § 114). Concernant les événements qui ont eu lieu dans ces villages nous connaissions jusqu'à récemment uniquement la missive (citée par Astérios Koukoudis provenant du fond d'archives de Stéphanos Dragoumis) adressée depuis Guevguéli, le 13 août 1913, par le vicaire de la métropolie au gouverneur général de Macédoine,

> « Après l'occupation militaire désormais définitive de ces villages, les Serbes s'étant retirés, les Roumanisants des villages susdits – Loumnitsa/Louvnitsa [aujourd'hui Skra], Ossiani [Archanguélos], Koupa, Livadia [Mégala et Mikra Livadia, seuls villages aroumains du groupe], Houma, Verislav [Berislav, aujourd'hui, Périkleia], Lougountsa [aujourd'hui Langadia] [illegible], souffrant difficilement un tel changement, œuvraient sournoisement contre le régime. Ayant secrètement conclu une entente avec les Bulgares de Guevguéli, avec lesquels, par l'intermédiaire des organes installés à Guevguéli, Petro Guiofi, Naoum Nikolaos et Géorgios Liokkos, ils se trouvaient sans cesse en collaboration et en relations de comitadjité [*sic.* en grec, *skhesis komitadjidistikas*]. Et dernièrement, suite aux dernières hostilités et à l'entrée de l'armée bulgare à Guevguéli, ils se sont soulevés comme s'ils répondaient à un mot d'ordre, conformément à un plan prémédité, en armes, et ont facilité l'entrée des comitadjis bulgares dans ces villages, en utilisant ces hommes qui étaient les instruments et les chefs de ces mouvements. Obligeant, de ce fait, les régiments d'occupation à se déplacer et à quitter les lieux. Après avoir, à Louvnitsa, par ailleurs, massacré le malheureux instituteur, Haralambos Gardzias, venu là depuis Livadia, après l'éloignement de notre armée. Témoignent du fait qu'il en est advenu ainsi les chiffres de la liste ci-jointe de ceux qui sont impliqués dans l'organisation révolutionnaire bulgare et de ceux qui ont fui avec les *comitadjis* bulgares après la reprise des villages susdits par l'armée grecque » (Koukoudis 2001 : 226-228).

124 La population de ces villages valaques a donc été en partie déplacée, non pas seulement en tant que « roumaine » mais du fait de sa collaboration avec les Bulgares. Le problème de ces villages est, en fait, éclairé sous un autre angle que celui de la missive citée par Koukoudis par deux télégrammes pressants envoyés par Venizélos à Stéphanos Dragoumis, datés 16 juillet et 3 août 1913, depuis Bucarest où il se trouve et se bat pour obtenir, selon ses propres dires, « le rapprochement décisif avec la

Roumanie, que des grands intérêts d'État nous imposent » (EAECA – BGASD 114.1 – doc. 3 3/7/1913). Alors que Venizélos doit absolument et de toute urgence conclure cet accord, les Roumains lui réclament des explications sur les faits dénoncés au quotidien bucarestois *Le Matin* par les organisations macédo-roumaines, faisant état de l'extrême violence des bandes grecques contre les villages valaques du Haut Meglen. Voici le premier télégramme de Venizélos :

> « Télégramme de Bucarest, le 3 juillet 1913 [calendrier orthodoxe, 16 juillet du calendrier grégorien]
> Gouverneur général de Macédoine, Thessalonique
> Dans le journal roumain *Matin*, a été publié un long mémoire des Macédonoroumains résidant ici, dans lequel est entre autres mentionné ce qui suit :
> Nous ne rappellerons pas les vols, incendies, assassinats et viols perpétrés ailleurs contre des Roumains par des Grecs, mais nous bornerons au canton de Mogléna, apportant des preuves fondées sur des documents selon lesquels à ce jour il est certifié que les mesures prises par les Grecs pour protection des Roumains étaient l'envoi de criminels fameux, les *andartès* Karapanos et Mourouzitis, qui ont instauré une terreur telle que seule l'imagination de criminels avérés peut concevoir. Dès les premiers jours, ont été assassinés 20 notables, au nombre desquels nous citons Traianos Troupas et Koupas, assassiné avec son fils par la bande Triandafyllou, K. Kanakis, Stergios Dékas, Fotis Alit Véanis, Noussos Stergios, Zian Papadimitris, tous de Livadia, la femme Dimitra, mère de Géorgis d'Ossiani. Les meurtriers ont continué sans interruption, de nombreux autres notables ayant succombé, au sujet desquels nous apporterons des preuves dans quelques jours. Les écoles et les églises ont été fermées, les livres brûlés et les prêtres contraints par la baïonnette de célébrer en grec. Les Grecs se sont joués des Roumains en leur promettant protection. Une semaine ne s'était pas écoulée depuis les assurances données par des Grecs en avril quand l'instituteur de Lougountsa, Stavros Christéas, l'instituteur d'Ossiani, Troï Pamanos, Vani Tané et Vani Hantzi, ont été battus sans merci, en sorte que le premier a succombé, Vani Tané est devenu invalide et seul Christéas en a réchappé en se réfugiant à Thessalonique où le Prince Nicolas a vu ses plaies. L'instituteur Christéas, en rentrant à Guevguéli, à l'incitation du Prince Nicolas qui lui avait promis la sécurité, y a trouvé tous les instituteurs roumains avec prêtres et notables, qui s'étaient réfugiés à Guevguéli sous la protection de l'armée serbe, ayant échappé à la persécution de Karapanos et de Triantafyllou, lesquels demandaient aux paysans de ramener dans leurs villages les instituteurs réfugiés à Guevguéli, des dizaines de paysans ont été battus, dont le père, âgé, de Christéas. Dès que la nouvelle guerre a commencé, nous avons appris que tous ceux qui n'ont pas pu se réfugier à Sofia sous la protection de l'armée bulgare, laquelle avait occupé Guevguéli, ont été massacrés lors de la nouvelle occupation de celle-ci par l'armée grecque. À ce jour, il est certain que le village d'Ossiani est détruit de fond en comble et que des centaines de familles de tous les villages [roumains de Moglena, il va sans dire], ont été passées au tranchant du couteau. Portant à connaissance les faits ci-dessus, je vous prie en vue instruction stricte et détaillée de me fournir dans meilleurs délais les moyens de répondre à chacune des calomnies susmentionnées.
> Venizélos » (EAECA – BGASD 114.1 – doc. 2 3/71913)

125 Il est clair que la missive citée par Koukoudis[72] fait partie de l'« instruction » demandée par Venizélos à Dragoumis dans ce télégramme. Ce dernier doit s'être adressé conséquemment aux autorités ecclésiastiques, donc au diocèse de Guevguéli, à la juridiction duquel appartient le Haut Meglen. Le Diocèse, enfin, répond par l'intermédiaire de son vicaire, qui, au lieu de prendre en considération les faits rapportés dans le télégramme du Premier ministre, sans probablement saisir la gravité de la situation, conçoit sa réponse sur l'ancien mode polémique de justification par

accusation de l'adversaire. La missive du vicaire reproduit en effet la rhétorique habituelle des autorités ecclésiastiques du Patriarchat, particulièrement hargneuses envers ces Valaques roumanisants et, de surcroît, pro-Bulgares. Or, Venizélos lui-même n'échappe aux inerties du discours officiel typé. Dans son télégramme il parle de calomnies et non pas d'accusations, soulignant par là-même qu'il adhère à ce cas de figure d'homme d'État, que je vous ai décris plus haut à propos de Stéphanos Dragoumis, consistant à faire comme si on ne croyait pas à la violence émanant des sbires de son propre parti national et de ses rouages les moins recommandables, surtout quand il s'agit de haute politique. « De semblables individus sont trop compromettants pour n'être pas désavoués même par les autorités qui les emploient », selon l'expression du chargé d'affaires de la République française à Athènes (bien que ce dernier se réfère dans cette phrase à l'attitude du gouvernement bulgare envers les méfaits des *comitadjis*). Ce mécanisme clandestin mis sur pied par l'État s'avère parfois incontrôlable, pouvant se retourner même contre l'intérêt de celui-ci.

126 Revenons au contexte de cette correspondance. Venizélos, pressé par les événements et la situation de l'armée grecque, ainsi que par la position internationale du pays dans son offensive contre la Bulgarie, ne peut en aucun cas se passer du soutien militaire et politique roumain. Or, la conclusion d'un traité de coopération militaire se heurte à la question épineuse des Valaques roumanisants, envers lesquels l'État roumain jouait un rôle de protecteur. Ces derniers ont accédé au statut de *millet* par l'*irade* de 1905 et s'opposaient farouchement aux Grecs, sans pour autant quitter le patriarcat. Leur nationalisme atypique se référant à la Roumanie avait des difficultés à se constituer en revendication territoriale (en raison notamment de leur éparpillement géographique) et se limitait à la réclamation d'un statut de minorité protégée (Triphon 2005 ; Thede Kahl 2009). Persécutés par les bandes grecques (Roubin 1913), les Valaques roumanisants étaient enclins à soutenir les Bulgares, voire à s'allier à eux, car leur faiblesse démographique les rendait vulnérables. Les Valaques constituaient la pierre angulaire de la stratégie grecque dans la zone conflictuelle de la Macédoine médiane et méridionale. Les Grecs percevaient le choix des Valaques affiliés au mouvement roumanisant d'abandonner le parti grec comme une trahison. En 1913, les bandes grecques, agissant indépendamment du pouvoir central et de l'administration grecque se vengent brutalement de la « trahison roumanisante » : le fait notamment que les Valaques du Haut Meglen sont entrés en contact avec les bandes bulgares au tout début de la deuxième guère balkanique. Il ne s'agissait en aucun cas d'une décision de l'armée qui, elle, comme le montrent deux missives de l'administrateur de Vodéna, protégeait les paysans slaves même exarchistes ou « suspects », un peu plus à l'ouest, à Touchim (aujourd'hui Aétohori), Sarakinovo (aujourd'hui Sarakini), etc., garantissant leur sécurité afin qu'ils puissent procéder à la moisson (EAECA - BGASD 113.2 – doc. 37 et 38 des /24/6/1913 et 28/6/1913). Il est intéressant de constater que sous le régime politico-militaire du Gouvernorat général de Macédoine, l'armée, soumise à une administration politique, n'adopte plus les pratiques du banditisme politique, comme elle le fait lorsqu'elle se trouve en campagne contre l'armée bulgare. Le Haut Meglen, région peuplée de Valaques sédentaires, qui observent un mode de vie agro-pastoral identique à celui de leurs voisins slaves, occupe une position centrale en Macédoine méridionale, en contrôlant la vallée du Vardar de l'ouest, de la même manière que Kilkis, la contrôle de l'est. Il est par là crucial pour les Bulgares comme pour les Grecs et important pour les Serbes ainsi que pour « la cause roumaine en Macédoine ». La position de Venizélos est difficile au sens où il doit répondre d'actes qui ne relèvent pas

nécessairement de l'administration grecque à l'ouest de l'Axios. En effet le Gouvernorat général, qui reçoit l'ordre d'imposer le respect des communautés roumanisantes ainsi que celui de leurs écoles et églises, s'y applique sincèrement. À Vérroia et au mont Vermion, ainsi qu'à Grévéna et dans le Pinde macédonien (régions qui font état d'une adhésion considérable au parti roumain), Stéphanos Dragoumis a moins de mal à se faire obéir (malgré plusieurs cas d'insubordination, étouffée sous la menace de l'armée) que dans le Haut Meglen, convoitée et infiltrée par les Bulgares, proche de l'Axios et du théâtre principal des opérations militaires – d'où l'acharnement et l'arbitraire des bandes. C'est le Haut Meglen qui reste l'écharde dans la plaie et, le 3 août, Vénizélos envoie un télégramme encore plus pressant à Dragoumis, (Annexe XXV), lui suggérant de demander aux Aroumains hellénisants et même roumanisants, ainsi qu'au consulat de Roumanie à Salonique un démenti des exactions grecques commises dans le Meglen. En effet, le dossier de Stéphanos Dragoumis concernant cette affaire ne contient ni un démenti ni l'aboutissement de l'instruction exigée par le président du Conseil. Venizélos, reste à Bucarest, après la conclusion du traité militaire jusqu'à la conférence de Bucarest (qui allait aboutir au traité homonyme), pendant laquelle il essaye d'obtenir le soutien de la Roumanie à l'octroi de Kavala à la Grèce. C'est de cette dernière époque que date le deuxième télégramme de Venizélos, nous montrant que l'affaire du Haut Meglen était devenue un moyen de pression roumaine sur le Premier ministre grec, duquel le gouvernement roumain cherche à obtenir des concessions concernant les droits minoritaires des Aroumains. Cédant à la pression le gouvernement grec finit, non seulement par garantir la protection des écoles roumaines en Grèce, mais également la constitution d'un évêché aroumain (Antonopoulos 1917 : 154-156). Ce fait, perçu ultérieurement comme la plus grande brèche dans la politique minoritaire de la Grèce, entraine, la démission de Stéphanos Dragoumis (EAECA – BGASD 113.2 – doc. 25, Thessalonique 9/9/1913), immédiatement après que cette concession lui a été explicité par Panas (EAECA - BGASD 114.1 – doc. 24, Athènes 8/9/1913), lequel invoque à ce propos « les intérêts supérieurs de l'État ». Dragoumis, qui était partisan d'un « hellénisme intransigeant » et s'opposait à la reconnaissance de toute spécificité scolaire et ecclésiastique, se refusait à entériner la politique de Venizélos (pour ne pas dévoiler les discordes ayant lieu dans le cadre du gouvernement grec Dragoumis n'a pas rendu public le motif de sa démission). Ainsi le consul français de Salonique interprète la démission de Dragoumis, comme résultat de l'antagonisme entre lui et le jeune préfet Argyropoulos, sur fond de l'opposition de Dragoumis à l'intention libérale de Venizélos d'octroyer la nationalité grecque immédiatement à tous les habitants de la partie de la Macédoine incorporée à la Grèce ; ce qui a été fait dès septembre (AMAE-FAA, série A A 27714 3/9/1913). Il faudrait mentionner à ce propos que la fraction libérale, représentée par le diplomate Nikolaos Politis, va jusqu'à proposer l'octroi de droits ecclésiastiques et scolaires à toutes les communautés s'autodéterminant comme d'origine non grecque (bien entendu les Bulgares) ; proposition qui a été au départ soutenue par Venizélos, et bien évidement la Bulgarie, mais qui a été refusée catégoriquement par la Serbie (Antonopoulos 1917 : 136-140 ; Mélas 1972 : 534-535 ; EAECA - BGASD dossier 114.1 doc. 4 4/8/1913). Il faudrait donc souligner que malgré le poids incontestable du mécanisme macédonien dans les décisions politiques concernant la population slavophone de la Macédoine grecque – et les questions minoritaires en général – il y a eu également, dans l'État grec, des hommes politiques, diplomates et membres de l'administration représentant une

tendance libérale égalitaire, malgré le fait que le mécanisme macédonien et ses avatârs l'ont emporté la plupart des fois où l'enjeu était décisif.

127 Dans sa lettre de démission, adressé au président du Conseil, Dragoumis, outre son conservatisme politique, sa position ferme pour l'hellénisation des populations non hellénophones du royaume et son désaccord avec la création d'un évêché roumain en Grèce (parce que non canonique), évoque le danger que constitue à son avis la reconnaissance de tels droits dans un État moderne, ce qui constitue pour lui la concession d'une partie de la souveraineté de l'État. Bien qu'il soit habitué à réfléchir dans le cadre d'une conception nationaliste fabriquée pour fonctionner dans l'Empire ottoman – prenant donc en compte les catégories religieuses à travers lesquelles l'administration de cet empire nommait et classait ses populations – Dragoumis voit bien le changement de donne que constitue l'inscription des paramètres de la question macédonienne dans le cadre d'une souveraineté moderne.

IX. La France, l'Entente et l'instrumentalisation des atrocités

128 **N. S. :** Permettez-moi de revenir sur la question de l'occultation de l'événement de Kilkis par l'opinion internationale et le retentissement consécutif qu'ont eu les atrocités bulgares. Vous semblez dire que la campagne de presse grecque était sans comparaison avec la campagne bulgare. Mais, la campagne de presse grecque aurait-elle été à ce point réussie si elle n'avait pas reçu l'aval de la diplomatie occidentale ?

129 **L. E. :** La campagne de presse grecque est en effet sans commune mesure avec la campagne bulgare, quant à la manière dont elle est conduite, surtout après les événements de Nigrita. Cette campagne commence avant la déclaration de la deuxième guerre balkanique, parce qu'il y a litige, déjà depuis la prise de Salonique (Karavas 2008, annexes XIII, XIV). Les trois principaux alliés de la première guerre balkanique ne parvenant pas à s'entendre sur les territoires à partager, les grandes puissances suivent attentivement les évolutions sur le terrain. C'est le moment où se constituent les sphères d'influence des grandes alliances qui se confronteront ensuite dans la Première Guerre mondiale et il faut signaler que les pays de l'Entente, surtout la France, sont mieux disposés envers les Grecs et les Serbes qu'envers les Bulgares, dont le souverain semble être plus à même d'entrer dans la sphère d'influence autrichienne que dans celle de la Russie, à cause du mécontentement causé par ce qu'il considérait être l'inéquitable partage des territoires occupés par les alliés pendant la première guère balkanique. Comme le signale déjà l'ambassadeur de France à Vienne, Alfred Dumaine[73], dans une dépêche adressée à son ministre avant que n'éclate la deuxième guerre balkanique, dans l'hypothèse très probable d'une conflagration entre les alliés balkaniques, la propension de Sofia et de son souverain à exercer une domination politique et militaire dans la péninsule, encouragée dans ce sens par Vienne (Larmeroux 1918[74]), pousserait Grecs et Serbes à s'allier contre elle ; et la France, de même que ses deux grands alliés, redoute avant tout une connivence entre Sofia et Vienne. Les jeux sont donc presque faits avant l'attaque bulgare, puisque Dumaine, ainsi que ses homologues de Constantinople, Athènes, Belgrade et Bucarest, préconisent le soutien de la France à la Serbie et à la Grèce. Il est même impressionnant de constater que, pour l'auteur de la dépêche, la seule façon d'empêcher la Bulgarie d'avoir une frontière avec l'Albanie (considérée comme un avant-poste de l'Autriche-

Hongrie), et d'accroître ainsi son importance stratégique dans les Balkans, serait d'« éliminer les Bulgares des régions situées sur la rive droite du Vardar » (annexe XV). Si les Français, à la suite des Serbes, redoutent une frontière commune entre la Bulgarie et l'Albanie, la solution ne peut être que celle d'une frontière commune entre la Grèce et la Serbie (Gardikas - Katsiadakis 1995 : 186-187), ce qui semble indiquer qu'une victoire grecque sur les Bulgares à Kilkis, place forte de ces derniers sur la rive gauche du Vardar, serait nécessaire. On ne saurait en conclure, bien entendu, que les Français et leurs alliés auraient été favorables aux exactions de juillet 1913, mais cette crainte explique dans une certaine mesure la facilité avec laquelle ils ont fait leur l'interprétation grecque des événements de la deuxième guerre balkanique. Il convient par ailleurs de signaler que cette dépêche de Dumaine arrive quelques jours après les pourparlers tenus secrètement entre Serbes et Grecs (Gardikas – Katsiadakis 1995 : 186-203), aboutissant au traité d'alliance de juin 1913 (Ministère des Armées 1934 GI 1934 : 571-592) et, au cours desquels il a été précisément question de la nécessité absolue d'une frontière commune entre la Grèce et la Serbie. Maurice Bompard, ambassadeur français à Constantinople, voit dans cette dépêche de Dumaine un point de vue qui « ne peut manquer d'exercer dans l'avenir une influence considérable sur les orientations générales de la politique française », mais émet un doute sur la conviction de ce dernier que la Bulgarie serait inexorablement portée vers la politique autrichienne (annexe XVI).

130 Il est d'ailleurs clair que de Panafieu, ambassadeur français à Sofia, de même que le consul français à Salonique, Jousselin – « très hostile envers tout ce qui est grec », selon la propre expression du chargé d'affaires à Athènes, Poulpiquet du Halgouët, très enclin, pour sa part, à accorder crédit aux représentants du gouvernement grec – rencontrent nettement moins d'échos auprès du ministre que leur collègue d'Athènes. De Panafieu est moins écouté en raison de ses positions légèrement pro-bulgares (annexe XVII). C'est le point de vue du chargé d'affaires français à Sofia, Dard – proposant une version des faits plus crue que celle de son ambassadeur, qui nous permet de mieux saisir les agissements d'Athènes et de Sofia (annexe XVIII). Mais dans la controverse sur les atrocités intervient l'erreur monumentale du consul français de Salonique, Jousselin, qui semble appuyer le témoignage d'un protégé français demeurant à Doxate, selon lequel ce serraient des *comitadjis* grecs qui ont mis le feux et commis les extorsions et les massacres ayant eu lieu dans ce bourg (AMAE FAA Série A 286/10 et 11 2/8/1913). Ce témoignage fantaisiste – démenti, ensuite, par l'enquête de Poulpiquet du Halgouët et du colonel Lépidi – a dû discréditer Jousselin aux yeux de son ministère et ouvrir la voie à son remplacement, quelque semaines plus tard, par Léonin, dont les positions étaient plus conformes aux dispositions de la diplomatie française envers la Grèce, dont la nouvelle souveraineté sur Salonique, qui conserve son importance pour la France – est dorénavant sans conteste[75]. Léonin, considère que le gouvernement hellénique « au point de vue purement politique » n'a pas tort de favoriser, encore en mars 1914, la poursuite de l'exode bulgare des territoires réunis à la Grèce : « Moins il y aura de Bulgares dans cette région, plus la sécurité et la paix seront assurées dans le pays » (annexe VII). Mais la formulation la plus claire de l'attitude favorable de la France envers le point de vue grec et la raison d'État hellénique figure dans la lettre de l'ambassadeur de France à Athènes, G. Deville, à son ministre Doumergue, critiquant l'inconsistance de la Russie dans sa politique balkanique. Je vous la lis en entier sans nier que, de son point de vue, l'auteur a des raisons valables de s'exprimer ainsi, encore que ce document montre pourquoi, à un

niveau d'État, la France soutient à ce point la Grèce et comment le choix s'est opéré entre les deux attitudes que l'on décèle chez les diplomates français :

> « À deux ou trois reprises, le ministre de Russie a insisté auprès du gouvernement grec pour que la population soi-disant slave des nouvelles provinces annexées à la Grèce [illegible] on estime qu'elle compte de 200 à 250 000 âmes [illegible] conservât ses écoles et ses prêtres. Il se heurta à l'objection que ce serait contribuer à propager l'influence de l'exarque au détriment du patriarche.
> On annonce maintenant le prochain départ de l'exarque pour Pétersbourg, & on a lieu de penser que ce voyage a pour but de solliciter l'intervention de la Russie afin de réconcilier ou même de fusionner patriarcat & exarchat.
> Si cette tentative réussissait, il n'est pas douteux que la Russie recommencerait ses démarches à Athènes en faveur de l'acceptation des instituteurs & des prêtres bulgares dans la région de la Macédoine devenue grecque. L'argument religieux invoqué n'existerait plus mais le danger politique n'en serait peut-être que plus grand.
> Comment la Russie ne voit-elle pas qu'elle n'a aucun intérêt, au contraire, à fomenter dans les nouvelles provinces grecques un foyer d'irrédentisme bulgare ? Sous couleur de protection du slavisme, elle aboutirait à favoriser les menées divisionnistes & anarchiques de la politique autrichienne qui lui est essentiellement hostile ; en s'imaginant être slavophile, elle serait réellement anti-russe »[76].

131 Revenons à présent à Salonique et aux intérêts français pour comprendre comment la situation peut expliquer cette attitude et la tentative pour le moins surprenante d'occultation d'un problème slave en Macédoine grecque de la part de la diplomatie française. Les Français sont présents à Salonique à travers leurs intérêts économiques (qui représentaient un chiffre d'affaires de plus de deux millions de francs or), la mission laïque, leurs écoles religieuses[77], le séminaire de Zeytinlik dont les élèves sont surtout des uniates bulgares (parfois cités plus tard comme Macédoniens dans les documents français, *cf.* AMAE FAA, série A- 278/2-16/7/1919), et enfin à travers l'importance de l'Alliance israélite universelle, qui propage la francophonie chez les juifs sépharades, composante majeure de la population, et au-delà de cette communauté[78]. L'alliance est le principal agent de la constitution du français en langue véhiculaire, en remplacement du « spaniol », langue de plus en plus confinée à l'espace familial. Le français à Salonique est ainsi en train de se diffuser au-delà de la communauté juive et d'embrasser les élites turques, grecques et bulgares, en tant que langue de culture dans la ville[79]. Aussi Jousselin juge-t-il préférable pour les intérêts français en Orient, comme on les appelle encore, que la ville de Salonique jouisse d'une autonomie ou soit déclarée ville franche (AMAE FAA, série A 263/2, 7/3/1913). Les autres options seraient un condominium des trois puissances chrétiennes ou une incorporation à la Grèce ou la Bulgarie. Les Autrichiens penchent pour la solution d'une ville franche et, en seconde option, si l'incorporation de la ville à l'une des deux puissances qui occupent Salonique s'avère nécessaire, pour l'incorporation à la Bulgarie. Les positions serbes connaissent trois phases successives : dans un premier temps, ceux-ci soutiennent l'incorporation de Salonique dans leur État (Todorovitch 1913), ensuite ils paraissent plus enclins à l'idée du condominium (AMAE FAA, A 288/34-35, 21/5/1913 et A 288/44, 17/3/1913), pour en venir finalement, avec l'accord secret, à accepter l'incorporation à la Grèce sous condition de l'institution d'une zone franche.

132 Jousselin considère la solution grecque comme la pire (Molho 1994). Notons qu'il ne prend pas en compte la dimension politique de la question des Juifs de Salonique, qui seraient, selon d'autres diplomates français, plus aptes à entrer dans la sphère

autrichienne, en raison surtout de l'importance du sionisme en Autriche-Hongrie. Ainsi, l'ambassadeur de France à Londres, Paul Cambon, écrit, à la même époque, dans une dépêche au ministre des Affaires étrangères, Stephen Pichon :

133 « Les quelque 70 000 Juifs qui résident à Salonique seraient apparemment très désireux de transformer cette ville en une petite république israélite qui serait fatalement la cliente politique de l'Autriche-Hongrie. Pour gagner notre gouvernement à cette cause, eux et leurs coreligionnaires de France font état des dangers dont la domination hellénique menacerait l'influence française à Salonique. Danger pour danger, je préfère la concurrence que l'hellénisme fera à nos écoles, à la prédominance de l'influence autrichienne dans le gouvernement de Salonique ville libre. Aussi bien l'avenir de nos écoles, comme la sauvegarde des intérêts économiques et moraux de la colonie israélite, peuvent parfaitement faire l'objet de garanties spéciales à réclamer à la Grèce » (AMAE, FAA, Série A 288/41 3/4/1913).

134 L'insécurité des Grecs quant à la possession de Salonique rend ceux-ci extrêmement déférents envers la communauté israélite de la ville, ce qui amène les Juifs de la ville, jusque-là suspicieux à leur égard à envisager sous un angle plus positif l'incorporation à la Grèce (Molho 1994). On voit bien que les puissances de l'Entente, et surtout la France, penchent ainsi de plus en plus en faveur de la solution « Salonique ville grecque ». Par ailleurs, après l'attaque de juin, la Bulgarie perd le soutien de la Russie. Le terrain était miné d'avance : la peur de l'influence autrichienne et la « guerre de conquête » de la Bulgarie, aspirant à Constantinople, la mettent en porte-à-faux avec les puissances de la Triple Entente.

135 **N. S. :** Dans ces conditions donc, les puissances de l'Entente décident de clore le dossier.

136 **L. E. :** Exactement. Il est clair que les Bulgares rencontrent moins d'écho en tant que vaincus, encore que les intérêts propres des puissances de l'Entente entrent également en ligne de compte lorsqu'il s'agit de souscrire à l'une ou l'autre interprétation.

137 La campagne de presse grecque a donc immédiatement instrumentalisé les atrocités bulgares, tout à fait réelles, à Nigrita, à Demirhissar, à Serrès et à Doxato. L'incendie de Doxato et le massacre d'une partie de sa population ont eu un retentissement si grand en Angleterre, en France, en Russie et en Italie, surtout, que l'opinion publique a été acquise aux thèses de la barbarie des Bulgares et cela, malgré la bonne presse qu'avait la Bulgarie, du fait de ses progrès et du comportement héroïque de son armée, présentée pendant la première guerre balkanique comme « l'avant-garde de l'Europe en Orient » dans la presse internationale. Cette campagne a porté ses fruits ; je n'en veux pour preuve que le mode de classement des archives à Nantes : les documents des consulats et des ambassades de France en Grèce et en Bulgarie on été classés dans le dossier « atrocités bulgares », alors qu'une grande partie d'entre eux évoquent les atrocités grecques contre les Bulgares. Ce qui atteste que le classement a été opéré après coup, en fonction non pas du détail des rapports mais de l'évidence de l'interprétation du moment. Mais, pour reprendre l'analyse de de Panafieu :

> « la légende s'est établie d'autant plus aisément que certaines personnalités étrangères et plusieurs correspondants de journaux lui ont donner l'apparence de la vérité sans se rendre compte qu'une enquête qui n'est pas contradictoire ne peut apporter aucune certitude, quelque soin et quelque sincérité qu'on ait mis à la conduire. Le résultat recherché par les Grecs a été obtenu et, malgré les preuves évidentes que pourront présenter les Bulgares pour leur défense la légende subsistera » (annexe XIX).

138 Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères, de même que son homologue britannique et l'ambassadeur français à Londres, sont disposés à accréditer les positions grecques et à passer pratiquement sous silence tous les rapports qui, après la défaite bulgare, parviennent de Salonique ou de Sofia et font état d'atrocités grecques (annexe XVIII). Pichon va même jusqu'à se défendre auprès du ministre grec des Affaires étrangères, Lambros Coromilas, lorsque ce dernier lui demande des explications à propos d'une lettre qu'il avait adressée à Georges Berry, député de la Seine, publiée dans un quotidien français sous le titre « les atrocités bulgares. M. Pichon les confirme » (AMAE, FAA, A286/15, nº 576,22/8/1913). Dans cette lettre, le ministre français, après avoir appuyé de son autorité les résultats des enquêtes françaises sur les atrocités bulgares (celles du chargé d'affaires Poulpiquet du Halgouët et du colonel Lépidi), se référait aussi, cette fois-ci sans donner son avis, à des enquêtes rapportant des violences commises également par des Grecs (annexe XX). Or, par une telle attitude, l'Entente ne faisait que pousser davantage la Bulgarie dans les bras des puissances centrales, au côté desquelles cette dernière entre en guerre deux ans plus tard. S'il est vrai que Dumaine avait prévu cette évolution, l'attitude adoptée par la France envers la Bulgarie a contribué davantage encore à la réalisation de sa prophétie. Son assertion selon laquelle la France déploie des efforts en faveur de la paix exige d'être relativisée, dès lors qu'on prend en compte le fond du problème, à savoir le maintien en vigueur du plus puissant irrédentisme au cœur même de l'Europe : la récupération de l'Alsace et de la Lorraine, qualifiée sous la Troisième République française de « revanche », et qui est au cœur de l'alliance franco-russe (Nolde 1936). La mise en place de la Triple Entente qui en découle, avec la participation de l'Angleterre, est une formidable réponse à la constitution de la Triple Alliance avec l'Autriche-Hongrie et l'Italie, qui a remplacé l' « Alliance des trois empereurs » de Bismarck et intensifié l'antagonisme austro-russe dans les Balkans. En fait, ces deux derniers grands empires, « les deux puissances les plus intéressées en Macédoine », pourraient être considérés comme des puissances balkaniques, l'un ayant même en sa possession formellement depuis 1908 un territoire balkanique ottoman, la Bosnie- Herzégovine, outre la Croatie et la Dalmatie, territoires balkaniques non ottomans, rattachés à la couronne de Saint-Étienne et en partie la Transylvanie, le second, outre le rattachement déjà concrétisé de la Bessarabie, voulant modifier le régime des Détroits et, à terme, contrôler Constantinople. Il en résulte, après 1912, un antagonisme très vif au sujet des deux petites puissances slaves des Balkans, la Serbie et la Bulgarie, l'influence de la Russie en Serbie ayant remplacé celle de l'Autriche depuis le régicide de 1903 et la guerre des cochons de 1905 (Fay 1930). La Bulgarie se retrouve tiraillée entre les deux influences, celle de sa libératrice russe, d'un côté, et l'influence autrichienne, de l'autre, et ce, depuis le changement de dynastie et la politique de Stamboulov. La France, comme nous l'avons vu, redoute l'emprise autrichienne en Bulgarie et soutient de toutes ses forces la Serbie, du fait que la Bulgarie, à mesure que le litige territorial se creuse entre elle et ses alliées, montre des velléités de « trahir le slavisme » et de rejoindre l'Autriche, laquelle l'aurait incitée à rompre l'alliance, encore que cela ne soit pas prouvé (Fay 1930 : 403, note 164).

139 Or, après la seconde guerre balkanique, un fait nouveau et exceptionnel dans le système des alliances atteste que les volontés antagonistes de la Russie et de l'Autriche, d'une part, de la France et de l'Allemagne, d'autre part, se rejoignent dans l'affaire de Kavala. Lors des négociations précédant la signature du traité à Bucarest, la France et

l'Allemagne soutiennent la Grèce dans sa revendication de Kavala, la Russie et l'Autriche appuyant le rattachement de la ville à la Bulgarie. Comment expliquer cette contradiction flagrante ? La France, en dépit de quelques réticences initiales quant à l'attribution à la Grèce de Kavala, afin de ne pas s'aliéner son alliée la Russie (Gardikas-Katsiadakis 1995 : 226)[80], avait déjà appuyé la Grèce pendant la guerre, comme le prouvent les positions adoptées en plus haut lieu face aux atrocités grecques et bulgares. N'oublions pas que Doxato, sur la route de Kavala à Drama, est le bourg grec (situé dans une plaine de population majoritairement turque) qui relie Drama (au nord de laquelle s'étendent les hautes terres de population majoritairement slave) au littoral à majorité grecque. Cet élément met en lumière le caractère territorial des agissements bulgares à Doxato, conserver Kavala, seul port praticable sur le littoral égéen conquis pendant la première guerre balkanique, constituant l'objectif principal de la Bulgarie. La France, elle, tout compte fait, a tout intérêt à ce que Kavala revienne à la Grèce pour limiter une éventuelle présence maritime des puissances centrales, surtout de l'Italie, en mer Égée, du fait que ce grand port est situé à mi-chemin entre Salonique et les Dardanelles et que la puissance maritime italienne, autrichienne et ottomane (sous l'influence de l'Allemagne) pourrait l'utiliser dans une éventuelle conflagration. Rappelons que la France a par ailleurs des intérêts économiques dans la région, notamment dans le commerce et le monopole des tabacs, grande richesse locale, que les Bulgares avaient menacé de confisquer. Au demeurant, c'est un autre facteur qui sera décisif : le Kaiser, beau-père de Constantin de Grèce, veut, par l'intermédiaire de Carol de Roumanie, lui aussi un Hohenzollern, hôte de la conférence de Bucarest, « faire cadeau » de Kavala à la Grèce, l'Allemagne voulant accroître les possibilités éventuelles d'une adhésion de celle-ci à la Triple Alliance, contrecarrant ainsi les visées de son alliée l'Autriche-Hongrie qui souhaite, pour sa part, l' « offrir » à la Bulgarie. Du coup, la France redouble d'efforts pour conserver son influence à Athènes à travers Venizélos et gagner la Grèce à la Triple Entente. Pour ne pas perdre son prestige auprès de la Grèce, la France va ouvertement à l'encontre de son alliée la Russie qui, en ce qui la concerne, ne veut pas perdre son prestige auprès de la Bulgarie et, de ce fait, unit ses efforts à ceux de sa pire antagoniste, l'Autriche-Hongrie (Fay 1930 : 410-416). C'est finalement la France et l'Allemagne qui auront gain de cause, non sans amener au bord de la rupture la France et la Russie alliées, et provoquer de graves remous entre les deux autres alliées, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Sir Edward Grey, ministre britannique des Affaires étrangères, au-dessus de la mêlée, se félicitait ainsi de l'avenir de la paix en Europe du fait que les alliés ne se suivent pas aveuglément dans leurs choix[81]. Kavala devient grecque, Venizélos ayant fait de son mieux pour la conserver, sachant que Strumica et Melnik n'étaient même pas négociables. Il ne faut pas oublier la concession par celui-ci de droits spécieux aux Valaques de Grèce, lui procurant l'aide de son hôte, le Roi Carol, concernant Kavala. Du reste, les Bulgares, pendant leurs occupations ultérieures de la Macédoine orientale grecque, ne chercheront pas à s'établir souverainement à Kilkis, acceptant tacitement le fait accompli, mais à Kavala et dans son *hinterland* reliant la Bulgarie à la mer Égée, Kilkis étant l'hinterland de Salonique à jamais perdu et ne gardant qu'une importance symbolique.

140 Les violences bulgares perpétrées pendant la Première Guerre mondiale contre la population de la Macédoine orientale grecque[82] et de la Macédoine serbe incorporées dans le territoire bulgare ont entraîné un désintérêt pour le destin de ces populations chassées du territoire grec, devenus ressortissantes d'un pays que l'Entente a humilié à Neuilly. En 1918, le professeur Jordan Ivanov (1918) publie un opuscule fondé sur les

sources du rapport Carnegie (1914), afin de répondre aux arguments développés dans un meeting pro-grec, tenu à Genève le 17 mai 1918, pour protester contre les violences de l'occupation bulgare. C'est lui aussi qui publie en 1919, après la défaite bulgare, et avant la Conférence de Paix, le livre de défense de la Bulgarie devant le Congrès, livre qui rencontre peu d'écho (Ivanov 1919). En 1919 également, le ministère des Affaires étrangères et des Cultes de Bulgarie fait paraître un ouvrage en deux volumes intitulé *La vérité sur les accusations contre la Bulgarie*. Le premier paragraphe de l'avant-propos commence ainsi :

> « La nouvelle de l'incendie de la ville bulgare de Koukouche et de l'affreux carnage des Bulgares – massacrés "comme des moineaux" par les troupes grecques lors de leur entrée en Macédoine Orientale – n'était pas encore parvenue à la connaissance du monde qu'un des souverains balkaniques lançait le télégramme suivant : [...] ».

141 Le télégramme de Constantin auquel j'ai fait référence est cité ici en entier. Et le texte de continuer :

> « la conscience publique troublée ne s'était pas encore ressaisie de ce premier coup, que des quatre coins de la péninsule des Balkans étaient lancées l'une après l'autre des nouvelles épouvantables sur les "atrocités bulgares". Les agences télégraphiques de Constantinople, Bucarest et Belgrade et surtout celle d'Athènes, qui, au signal donné, s'étaient mises à l'œuvre avec une énergie fiévreuse, remplissaient l'air de leurs cris contre les "excès" commis par l'armée bulgare, dont le monde civilisé n'avait pourtant entendu parler jusqu'alors qu'à propos de ses hauts faits. Et personne ne se demandait jusqu'à quel point ces communications répondaient à la vérité » (Ministère [bulgare] des Affaires étrangères et des Cultes, 1919).

142 L'expulsion des Bulgares de Kilkis devient dans ce livre (conçu pour dédouaner la Bulgarie des nouvelles accusations pour crimes de guerre, lors de son occupation de la Macédoine orientale grecque et de la Macédoine serbe en 1917-1918) la première étape d'un récit de victimisation de la nation bulgare, qui s'achève avec « la seconde spoliation de la Bulgarie » à Neuilly, avec l'amputation de son débouché maritime sur la mer Egée, la Thrace occidentale, de la poche de Strumica, etc. La mention de Kilkis en premier lieu ainsi que la tentative de démontrer que le mécanisme de propagande grecque mise en œuvre autour de l'occultation des événements de Kilkis a été dévastateur montrent à quel point cet événement est fondateur du révisionnisme bulgare, qui a persisté jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, mais révèlent également l'importance du traumatisme qu'il a généré.

X. L'aspect juridique et ses implications durant le XX^{e}siècle

143 **N. S. :** Je voudrais revenir sur l'aspect juridique du problème des réfugiés de Kilkis et des autres régions de la Macédoine orientale incorporée en 1913 à la Grèce ayant connu le même sort. Comme vous avez dit auparavant, cette question n'a pas été réglée à Bucarest. Quand s'est-elle définitivement réglée ? À quelle époque passe-t-on de l'échange de fait à l'échange de droit ? Enfin, la politique démographique poursuivie dans le cas des réfugiés de Kilkis et de la Macédoine orientale (l'opposition obstinée au retour de ceux-ci) est-elle mobilisée dans des cas analogues, pendant de périodes ultérieures de l'histoire de l'État grec ?

144 **L. E. :** La question des réfugiés reste en suspens avec la signature du traité de Bucarest, comme nous l'avons vu à propos de la difficulté de rétablir les relations diplomatiques. Bucarest règle la question territoriale entre les trois États présents en Macédoine. Même après le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays au milieu de l'année 1914, le retour des réfugiés « bulgares » en Grèce ne se concrétise pas, malgré le désir évident de la majorité d'entre eux (*cf. supra* note 3 et § 38-42). L'inexorable choix que fait la Bulgarie d'une alliance avec les puissances centrales, pendant le difficile « été bulgare »[83] de 1915, remettra en cause ce règlement territorial au nom d'une autre conception émanant de Vienne et, cette fois-ci, de Berlin. Mais la défaite de 1918 n'en fut que plus écrasante encore. Du point de vue territorial, on revient à une situation pire encore pour la Bulgarie, puisque le traité de Neuilly entérine la perte définitive de la Thrace occidentale, au profit de la Grèce, et de la poche de Strumica et d'autres petites poches, au profit de la Serbie. Une partie des réfugiés de Kilkis se trouvent ainsi en Macédoine serbe et certains de leurs descendants sont aujourd'hui en république de Macédoine. L'exode du territoire grec de la Macédoine orientale se poursuit même après 1914, jusqu'en 1916 (Kontogiorgi 2006 : 204). En 1919, on donne le droit à ceux qu'on considère avoir des sympathies pro-grecques d'effectuer des courtes visites pour la liquidation de leurs propriétés en Grèce, en s'opposant toutefois à toute tentative d'installation, des instructions strictes ayant été données à ce propos aux autorités locales (Kontogiorgi 2006 : 205). En 1920, c'est au tour des réfugiés grecs de la Thrace occidentale de regagner leurs foyers et à celui des réfugiés bulgares de Macédoine et de Thrace orientale (installés en 1913-1914) de quitter le territoire (Michaïlidis 2003 : 150-164 ; Altinoff 1921 ; Dalègre 1997 ; Kalantzis 2008[84]). Le traité de Neuilly prévoit une convention gréco-bulgare d'émigration réciproque et volontaire des minorités, qui finit par englober l'ensemble de la question des réfugiés antérieure à la signature de la paix. Et c'est au cours des discussions de la commission mixte sur l'interprétation de l'article 12 qu'est formulé pour la première fois un traitement global de la question du mouvement des populations réfugiées d'un État à l'autre. Or, cette discussion révèle plusieurs points intéressants, que l'on retrouve dans les deux mémoires du dernier président de la commission mixte, le commandant belge Marcel de Roover, datés des 6 juin 1921 et 21 août 1921. Elle est en majeure partie liée à la complexité qu'ajoute pour l'échange la question des biens par rapport à un tiers pays, l'Empire ottoman, dont la fluctuation des frontières et la progressive perte des territoires au profit des Grecs et des Bulgares viennent encore compliquer l'accord direct gréco-bulgare. Cependant, les positions prises par les délégués de chaque pays montrent que les dispositions de la convention sont sujettes à différentes interprétations par chacune des parties. Lorsque l'on décide d'inclure dans le règlement les réfugiés des guerres balkaniques, le représentant grec insiste sur la nécessité d'y inclure également les populations réfugiées dans l'intervalle entre l'occupation militaire des nouvelles provinces et l'instauration de la souveraineté – à savoir, pour ce qui nous intéresse ici, également les réfugiés de Kilkis et des autres régions de Macédoine orientale qui ont connu le même sort. Les délégués de la Société des Nations sont évidemment réticents vis-à-vis de cette clause qui mettrait la convention en contradiction avec le droit international. Afin de satisfaire cette exigence, mais sans pour autant la nommer, c'est finalement une date très antérieure qui sera retenue. Le règlement concerne en fin de compte les mouvements de populations des vingt dernières années, à partir de l'année 1900, en attribuant un statut juridique aux faits accomplis qui restaient jusqu'à cette époque en dehors du droit[85]. Le

point déterminant de ce règlement juridique demeure pourtant l'article 44 du traité de Neuilly, qui reconnaît de plein droit la nationalité hellénique à tout ressortissant bulgare établi sur le territoire grec, à condition toutefois qu'il renonce à sa nationalité bulgare, le choix de l'une des deux nationalités impliquant la perte définitive de l'autre (comme il est dit dans l'article 56 du traité de Neuilly), ce qui signifie que celui qui opte pour la nationalité bulgare sera automatiquement échangé et inversement (Wurfbain 1930 ; Ladas 1932 ; Pentzopoulos 1962). Mais, d'un autre côté, il stipule que l'obtention de la nationalité hellénique pour tout Bulgare installé sur le territoire grec postérieurement au 1er janvier 1913 est subordonnée à l'autorisation de la Grèce (Géorgiadis 1941, Tsitsélikis F9 26 Christopoulos 2008). L'objectif concret de cette clause ne devient apparent que dans la conclusion du rapport de Marcel de Roover en date du 21 août 1921, seule partie du dossier où mention explicite est faite de la guerre de 1913. Permettez-moi de vous en lire un passage :

> « Les migrations des minorités bulgares
> Parmi les minorités bulgares encore en place en Macédoine et en Thrace hellénique, le désir d'émigrer paraît peu répandu. Il ne faut d'ailleurs pas conclure de là que le but de la Convention ne serait pas atteint, en ce sens que la migration ne serait pas RÉCIPROQUE. En réalité, les migrations des éléments bulgares les plus inconciliables avec le régime hellénique ont pris place avant la mise en vigueur de la Convention, principalement en 1913, lors de la prise de possession de la Macédoine par les armées grecques. Et en 1920, lors de l'établissement du régime hellénique en Thrace, le nombre de ces émigrés dépasse 200 000[86], d'après les statistiques bulgares. Pour les minorités bulgares, l'élément essentiel est donc représenté par les émigrés : les réfugiés macédoniens et thraciens. Ceux-ci sont généralement dans une misère profonde. Ils sont organisés en comité pour la défense de leurs droits.
> Beaucoup d'émigrés Macédoniens et Thraciens sont venus en délégation nous présenter leurs desiderata. Le vœu généralement exprimé par eux n'est pas la liquidation de leurs biens laissés en Grèce conformément à la Convention d'Émigration, mais au contraire, le libre retour à leur foyer natal. Ils invoquent l'article 4 du traité sur la Protection des minorités en Grèce[87] pour réclamer ce droit que la Grèce leur refuse en vertu du même article, différemment interprété.
> Ces requêtes sortent évidemment de la compétence de la commission.
> Représente-t-elle le désir de la masse des émigrés ou seulement la tendance des dirigeants de leurs comités ? Nous l'apprendrons.
> D'autre part, il paraît hors de doute que, devant le refus de la Grèce d'autoriser leur retour dans ses provinces ou devant les difficultés qu'elle y mettrait, et trouvant dans la Convention le moyen de récupérer les biens laissés par eux en territoire hellénique, un grand nombre d'émigrés Macédoniens et Thraciens se décideront à recourir à la commission et s'établiront définitivement en territoire bulgare »[88].

145 Ainsi, l'affaire est réglée : l'échange de fait est devenu de droit et la Grèce a maintenu son objectif principal, entériner juridiquement l'échange et le non-retour des réfugiés, ainsi que la normalisation de la question des propriétés échangées – mais non sans avoir induit l'inclusion dans la réciprocité de l'échange les Grecs de la Bulgarie.

146 Je voudrais maintenant répondre au deuxième volet de votre question, concernant la postérité de la politique démographique grecque inaugurée pendant et tout de suite après la deuxième guerre balkanique. Je crois en effet que de la politique démographique en question résulte une mutation dans la politique de la nationalité (dans le sens juridique) en Grèce. D'après la littérature juridique sur la question, l'octroi de la nationalité, au sens spécifiquement grec de l'*ithagénia* (Georgiadis 1941 ; Christopoulos 2008), devient une composante majeure de la politique grecque envers les minorités après les traités de Neuilly et de Lausanne (Kostopoulos 2003c ; Baltsiotis

2004a ; Christopoulos 2006 ; Tsitsélikis [F9 26] Christopoulos 2008 : 36-44). Tsitsélikis et Christopoulos font très judicieusement remarquer que, jusqu'en 1922, la tendance était à l'inclusion de territoires où habitaient des « nationaux » (*homogeneis* :congénères) sujets ottomans. Ce qui impliquait également l'octroi de la nationalité à toute personne habitant les territoires incorporées à l'État grec, selon un principe libéral égalitaire, comme ce fut le cas en Thessalie et à Arta, en 1881, et pendant les expansions territoriales de 1913, malgré la cacophonie par rapport au principe libéral qu'a constitué, dans ce dernier cas, l'opposition obstinée au retour des réfugiés bulgares de Macédoine. Tandis que, selon toujours les mêmes auteurs, après cette date et la défaite des armées grecques en Asie Mineure (laquelle ruine le vaste projet territorial grec avec la perte définitive de la Thrace orientale et les espoirs de souveraineté grecque dans le mandat hellénique du *sancak* d'Izmir), il s'agit désormais d'exclure d'un territoire qui a reçu sa forme définitive les « *allogeneis* » (non congénères), citoyens grecs d'origine non grecque selon les critères de l'administration. Je crois que le cas de Kilkis et de la Macédoine orientale nous permet de nuancer ce schéma. Là, c'est la guerre, due à une provocation bulgare, qui donne la possibilité de se débarrasser *manu militari*, tant que les circonstances le permettent, du plus grand nombre possible de ceux qui, par la suite, seront considérés comme *allogeneis* et même comme les plus dangereux, c'est-à-dire les slavophones exarchistes. Cela inaugure, à l'intérieur-même de la période d'expansion territoriale et d'inclusion consécutive des *allogeneis*, une autre politique, celle des échanges imposés au vaincu, telle qu'elle a été mise en œuvre, comme nous l'avons vu, par la Grèce envers la Bulgarie, s'agissant de Kilkis et de Strumica. Le traité de Neuilly viendra institutionnaliser, désormais avec l'approbation internationale, l'échange imposé au vaincu[89], en maintenant toutefois le principe libéral du choix individuel, à l'exclusion *de facto* de ceux qui avaient déjà émigré. Neuilly, inclut dans l'échange les Grecs de Bulgarie, liés au différent gréco-bulgare depuis 1905-1906, et les incite ainsi à émigrer en Grèce, sans demander la restitution de leurs propriétés communautaires, par peur que la Bulgarie ne revendique, par réciprocité, les mêmes droits pour les Bulgares qui choisiraient de rester en Grèce – comme à partir d'août 1920, l'obligeraient les clauses sur les minorités du traité de Sèvres. C'est à partir de ce moment que la Bulgarie demande explicitement l'ouverture des écoles et églises bulgares fermées en 1913. Un document de la mission militaire grecque en Bulgarie, daté du 5 février 1919 (18 février 1919 du calendier grégorien), que le chef de la mission, le Colonel Constantin Mazarakis, adresse au président du Conseil (ainsi qu'au ministère des Affaires étrangères, à l'état-major, au Gouvernorat général à Salonique et au Gouvernorat général de Macédoine orientale), fait état d'un projet visant à inciter la population grecque de Bulgarie à émigrer en Grèce, en vue de la signature d'un traité qui allait définitivement régler les questions des populations minoritaires entre les deux pays[90]. Après maintes oscillations le chef de la mission militaire demande à Venizélos si le maintient des communautés grecques de Bulgarie est plus important que de céder sur la question de la réciprocité, qui impliquerait l'octroi des droits minoritaires aux Bulgares de Grèce, question jugée par ce militaire comme étant d'une importance capitale pour l'État. Après Sèvres, le président du Conseil, décide de ne plus insister sur la défense des droits de la minorité grecque, *i.e.* de ceux qui choisiraient de rester en Bulgarie[91]. En 1922-1923, ce sera au tour de la Grèce, vaincue, d'être soumise à l'échange, que la nouvelle Turquie pratiquera à une échelle beaucoup plus vaste envers elle – et cette fois-ci sans le principe libéral du choix individuel. Parallèlement à la périodisation de l'histoire de la nationalité grecque, en tant qu'excluante ou incluante,

établie par Tsitselikis et Christopoulos, qui retiennent avec raison 1922-1923 comme date charnière, il est possible d'établir une seconde périodisation, Bucarest constituant la charnière et Neuilly, l'aboutissement d'un processus inauguré durant les guerres balkaniques et lors de la victoire grecque sur les Bulgares, qui consiste à chasser le plus grand nombre possible d'indésirables parmi les orthodoxes non patriarchistes, puis les musulmans mais sans que la période d'expansion territoriale soit considérée comme close. C'est l'armistice de Moudania qui y met un point final ; la convention de Lausanne, signée en janvier 1923, telle qu'elle est imposée par la Turquie, est acceptée par la Grèce qui, retournant la donne, fait un atout de l'afflux énorme de réfugiés grecs en provenance de Turquie, utilisant ceux-ci à leur insu pour helléniser les nouvelles provinces et surtout la Macédoine. Kostopoulos (2011) cite un rapport de Exadactylos, datant de 1913, qui indique clairement qu'on a utilisé aussi les réfugiés de la Macédoine du nord-est, de Thrace occidentale, de Thrace orientale et d'Asie Mineure pour la même raison, dès 1913 et 1914 (Sigalas 2012)[92]. Juste après la clôture définitive du processus d'échange gréco-bulgare, en décembre 1926, un nouveau décret (décret du 12 août 1927) sur le retrait de la nationalité s'appliquant aux « personnes non grecques d'origine (*allogeneis*) et ayant émigré sans intention de revenir », vise les Slaves Macédoniens qui émigrent à l'étranger et est d'abord appliqué aux Aroumains roumanisants et surtout aux Valaques roumanisants du Meglen (installés en Roumanie, avec laquelle n'existait pas de traité d'échange), eux aussi considérés comme *allogeneis*.

147 Après le coup d'État contre le signataire du traité, Alexandre Stamboliiski, action appuyée par les fractions bulgares macédoniennes de droite, la Bulgarie se lance à nouveau dans la spirale de la revendication irrédentiste, comme on le voit poindre dans les requêtes des comités de réfugiés figurant dans le texte que je vous ai lu. Ce qui explique en partie la décision désastreuse des élites bulgares de s'allier à Hitler, sans pour autant déclarer la guerre à l'Union soviétique et sans participer à la campagne nazie contre ce pays. La nouvelle incorporation par la Bulgarie, en 1941-1944, de la Macédoine orientale grecque à l'est du Strymon, de la Thrace occidentale grecque et de la Macédoine yougoslave est d'une extrême violence (Hadzianastassiou & Paschalidis 2003 ; Kotzagéorgi-Zymari 2002). La répression est terrible et une grande partie de la population grecque émigre à l'ouest du Strymon. Le bourg de Doxato est mis à mal une troisième fois, de même que plusieurs autres villages et agglomérations de la région. La retraite de l'armée bulgare et la fin de l'occupation en 1944 sonnent le départ des colons (qui étaient quasiment tous des anciens habitants des lieux) et d'une partie de la population slavophone locale qui s'était ouvertement déclarée bulgare.

148 À partir de 1946, après la conférence de paix de Paris, la Bulgarie a renoncé, comme je l'ai déjà dit, à toute prétention irrédentiste envers ses pays voisins. Il faut toutefois compter avec un troisième larron qui surgit dès l'entre-deux-guerres, représenté par les organisations macédoniennes de gauche (Vienne-ORIM unifiée) et qui s'allie à la IIIe Internationale. Il est alors question d'une Macédoine et d'une Thrace indépendantes faisant partie d'une Confédération balkanique socialiste. Les partis communistes de la Troisième Internationale sont obligés d'accepter cette situation nouvelle à partir de 1924 et jusqu'en 1935. Le Parti communiste grec, malgré les divergences exprimées par Yanis Kordatos et Thomas Apostolidis (Dangas & Léondiadis 1997) puis, plus tard, Séraphim Maximos et Pandélis Pouliopoulos quant à la spécificité du cas grec par rapport aux réfugiés de Turquie installés en Macédoine, est tout de suite accusé par la République libérale d'appuyer la sécession d'une partie du territoire, ce qui explique en grande partie l'extrême virulence de l'anticommunisme grec. Des lois sont votées,

culminant avec la célèbre *Idionymon* (loi 4229/1929) qui, dans son article premier, prévoit des sanctions contre ceux qui voulaient, d'une part, renverser le système social en vigueur par des moyens violents et, d'autre part, la sécession d'une partie du territoire (Alivizatos 1983 : 86-87 ; Mavrogordatos 1983 : 98-101 ; Carabott 2003). Un changement des noms de lieux, le plus radical entrepris dans les Balkans, survient officiellement dans les années 1920 (Kyramargiou 2007 et 2010). Des lois n'ayant apparemment rien à voir avec la Macédoine mais visant à épurer l'espace de communication hellénique, comme le paysage linguistique, de tout élément se démarquant de la vision officielle et du discours normatif du nationalisme grec, viennent, par le biais de l'éducation, compléter le dispositif légal. Et, je tiens à préciser qu'au-delà du problème de la Macédoine, est également en jeu la peur grandissante de la Grèce face à l'Italie et aux missions catholiques françaises et italiennes. Calquée sur la loi turque concernant l'éducation, cette loi vise aussi à empêcher l'élite grecque de fréquenter les établissements étrangers et à apaiser les craintes qu'inspire à l'Église le prosélytisme protestant et surtout catholique (Je dois ces précisions à Tassos Anastassiadis). Déjà, la révision de la Constitution par Venizélos, en 1911, comptait parmi ses objectifs la limitation du fonctionnement des « écoles étrangères » sur le territoire grec, avant la grande expansion territoriale de 1913 (Alivizatos 2007a), mais après la loi bulgare sur l'éducation publique de 1909, qui entérine institutionnellement l'abolition des privilèges de type ottoman des communautés grecques, survenue en 1906, et qui impose l'éducation nationale, universelle et obligatoire en bulgare pour tous les citoyens du royaume ; c'est à cette loi que répond probablement la loi grecque. Le dispositif légal « se blinde » avec la loi 4862/1931 de Georges Papandréou, ministre de l'Éducation du gouvernement Vénizélos, le plus démocratique de l'entre-deux-guerres. Ladite loi régit très strictement le fonctionnement des écoles « étrangères » sur le territoire grec : elle en limite la fréquentation aux seuls étrangers – à l'exception éventuelle des Grecs ayant séjourné longtemps à l'étranger –, ne leur délivre une autorisation de fonctionner qu'à titre provisoire, les rendant ainsi quasiment non opératoires et quasiment illégales, exige que les enseignants dispensant les cours de grec moderne et d'histoire soient d'*ithagénia* grecque, et enfin interdit la présentation « de livres, d'images et de cartes au contenu inexact ou défavorable à la nation hellénique ou au régime en vigueur ou à la religion officielle de l'État » (Journal Officiel, 7 janvier 1931), ce qui permet de contrôler toute déviation idéologique, historique ou cartographique par rapport à la norme grecque (Alivizatos 2007b et surtout 2007a). Tout parent d'un enfant d'*ithagénia* grecque, qui fréquenterait lesdites écoles est passible d'amende et, en cas de récidive, d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à six mois, sans possibilité d'instruction ; quant aux directeurs qui inscriraient dans leurs effectifs des enfants d'*ithagénia* grecque, ils s'exposent à la fermeture de leur école. À mon sens, cette loi répondait principalement à la volonté que ne soit enseignée en Grèce aucune autre interprétation de l'histoire du territoire grec et de sa population, au premier chef, de la Macédoine. L'origine de cette suspicion est à chercher surtout dans la présence en Macédoine, sous l'Empire ottoman, d'établissements scolaires protestants et catholiques, surtout français, qui ont en partie perduré sous l'État grec, l'exemple le plus probant étant l'école des religieuses de Kilkis, très « compromise avec les Bulgares », selon les dires de Vénizélos lui-même au consul de France à Salonique, Léonin, qui avait succédé à Jousselin (annexe XXI). Notons que les Israélites constituent encore à l'époque une fraction très importante de la population de Salonique, ville que

l'on veut toujours helléniser, et sont susceptibles d'être les agents d'une idéologie hostile à la souveraineté hellénique (annexe XXIII)[93].

149 Le régime dictatorial de Métaxas (1936-1941) met hors la loi le parti communiste, emprisonne ses membres, interdit par décret que soit parlée en public toute langue autre que le grec, et instaure un régime de surveillance et d'accès contrôlé pour toutes les régions frontalières de l'État (Carabott 2003 ; Kostopoulos 2009 ; Rombou-Lévidi 2009). Le mouvement macédonien de gauche s'affirme plus nettement sous l'occupation dans le mouvement de résistance communiste de Yougoslavie et de Grèce. Sous les auspices du Parti communiste, une partie de la population slave de Grèce, surtout en Macédoine occidentale, va embrasser l'idée d'une république macédonienne indépendante, composante souveraine d'une fédération balkanique, ou au mieux désirant que soit appliquée la nouvelle consigne du Parti communiste après 1935 à savoir « l'égalité des droits des Slavomacédoniens à l'intérieur du territoire grec », en refusant de s'appeler Bulgares, bien qu'une autre fraction de cette population collabore avec l'occupant (italien, allemand ou bulgare) en se déclarant plus ou moins ouvertement bulgare ou bien lorgne du côté de l'ORIM fasciste d'Ivan Mihailov qui promet une Macédoine indépendante, une tendance communément appelée « autonomisme de droite » introduite dans le jeu grec par les puissances occupantes de l'Axe. Même en dehors de la zone de souveraineté bulgare (Kostopoulos 2003a, Koumaridès 2009), il existe encore une forte tendance pro-bulgare, surtout dans la région de Kastoria. Une troisième tendance reste, quant à elle, profondément attachée à l'identité grecque qu'elle a développée au cours du siècle qui vient de s'écouler. Cela dit, les frontières entre ces groupes sont mouvantes et le cours de l'occupation change radicalement les données. La Grèce avait cru clore ce chapitre avec le traité de Neuilly et entériner le partage de la Macédoine en trois États nations absorbant les slavophones macédoniens en tant que citoyens grecs, serbes et bulgares. Mais la solution prônée par Tito, après l'effondrement de l'État yougoslave de l'entre-deux-guerres, donne naissance à l'alliance entre Macédoniens slavophones communistes (yougoslaves et grecs) et résistance titiste ainsi que résistance grecque de l'EAM, encore que cette dernière alliance ait été plus difficile ; le Parti communiste grec, après 1935 et le changement de stratégie de la IIIe Internationale qui inaugure la tactique des fronts populaires, s'en tient désormais à « l'égalité des droits des Slavomacédoniens », déjà évoquée. Cette alliance est par ailleurs renforcée par le prestige dont jouit, au sein du monde communiste, Georgi Dimitrov, ancien secrétaire général de la IIIe Internationale, qui reconnaît la nation macédonienne.

150 La révolte de 1946 en Grèce et la guerre civile qui s'ensuit, avec la participation distincte d'organisations macédoniennes slaves en Grèce (NOF, Front de libération populaire et, à compter du congrès de ce dernier à Prespa dans le village de Psaradès [Nivica], KOEM, Organisation communiste de la Macédoine de l'Égée) dans une perspective titiste, et avec une direction des Minorités émanant du ministère de l'Intérieur du « gouvernement provisoire démocratique », inquiètent considérablement l'État qui voit là le danger d'une sécession des contrées macédoniennes à majorité slave, alors que les communistes grecs ne parlaient encore que d'égalité de droits des minorités. Or, ce qui constitue à cette époque un réel danger pour l'intégrité territoriale du pays, c'est le plan « Limnès », conçu pendant le troisième Plénum du Parti communiste, en septembre 1947, qui prévoyait la formation d'une « zone libérée au nord de la Grèce », constituée de la Macédoine et de la Thrace avec Salonique pour capitale et susceptible de donner naissance à un second État grec (Iliou 2004 : 204-211,

75-81), sans qu'il ait jamais été question d'une sécession d'une partie du territoire de la Macédoine grecque sur une base ethnique. En 1949, les dernières offensives contre l' « Armée démocratique », menées le long de la frontière gréco-albanaise, permettent à l'« Armée nationale » de conduire une vaste opération de nettoyage dans les régions de la confrontation ; le Parti communiste grec, après la scission entre Tito et Staline, suit ce dernier et révise, lors du Ve Plénum de janvier 1949, tenu dans les montagnes de la « Grèce libre », la version titiste de la « macédonéité », avant que celle-ci ne disparaisse en Bulgarie aussi, mais en réintroduisant le vocable de l' « autodétermination du peuple macédonien » (Kofos 1964, 1989[94]), cette fois-ci dans une ligne anti-yougoslave pour encourager, selon Nikos Zachariadis lui-même, « l'élément slavomacédonien » de l'armée démocratique, dont il était devenu dès 1948 probablement la force majeure (du fait que la région la plus compacte tenue par l'armée démocratique jusqu'en 1949 – aux confins de l'Épire grecque du nord-est et de la Macédoine grecque du nord-ouest, dans les massifs du Gramos, du Voïo et du Vitsi, dans la vallée de Korestia du haut Haliacmon et dans le bassin de Prespa – était, pour plus de la moitié, peuplée de slavophones). C'est sur ce changement que se sont, en grande partie, fondées la formidable répression étatique, dépassant de loin la Terreur blanche des années 1945-1947[95] et les exécutions capitales, ordonnées par les tribunaux militaires d'exception, interprétant, après janvier 1949, l'allégeance des communistes au Ve Plénum comme une trahison suprême. Les combattants des régiments slavomacédoniens de l'armée démocratique, hommes et femmes, vaincue en août 1949, les enfants des villages que les communistes ont emmenés dans les républiques populaires à partir de 1948[96] et la population des villages de montagne des régions de la frontière où se sont déroulés les derniers combats en 1948 et en 1949, et dont certains ont été bombardés sur le mont Vitsi et à Prespa, lors de l'opération « Pyrsos » de 1949 (Penis 2007) dirigée conjointement par le généralissime de l'armée grecque, futur maréchal et Premier ministre, Alexandre Papagos, et le général américain James Van Fleet (Margaritis 2001 II : 498-558) vont se réfugier avec les autres communistes grecs dans les républiques populaires pendant la Guerre froide (Van Boeschoten 2003).

151 Tous se voient déposséder de la nationalité (*ithagéneia*) à l'époque de la législation d'exception en vigueur pendant et après la guerre civile: les Grecs et une minorité de Slavomacédoniens étant accusés « d'agir contre la nation » (αντεθνικώς δρώντες) à l'étranger, par le décret parlementaire ΛΖ' (1947) et, à partir de 1955, le reste des Slavomacédoniens en vertu de l'article 19 du nouveau Code de la nationalité (Baltsiotis 2004 ; Kostopoulos 2003 ; Christopoulos 2008 ; Kostopoulos 2011). Le décret de 1927 sur le retrait de l'*ithagénia* est codifié dans l'article 19 du nouveau code de la nationalité de 1955 (Kostopoulos 2003c ; Baltsiotis 2004 ; Tsitsélitis Christopoulos 2008), sous le régime parlementaire mais farouchement anti-communiste qui perdura jusqu'en 1967, date du coup d'état des colonels. Avec le rétablissement définitif de la démocratie et de la république en Grèce, en 1974, le problème acquiert une nouvelle acuité. C'est une politique démographique à long terme qui reprend le dessus, pour empêcher le rapatriement des réfugiés slaves macédoniens. Cet article du code de nationalité est maintenu en vigueur jusqu'en 1998 son abrogation n'ayant pas valeur rétroactive[97] dans la disposition transitoire paragraphe 6 de l'article 111 de la nouvelle constitution de 1975, pourtant très démocratique[98] (Kostopoulos 2003 c). Un dilemme surgit alors, opposant, d'une part, ce qu'on peut appeler la raison d'État, qui refuse catégoriquement le retour de réfugiés slavomacédoniens regroupés pour une grande partie dans leur « mère patrie » (Monova 2001), la république socialiste de Macédoine (entité fédérée de

la République fédérative yougoslave), orientation prise par le parti au plus haut niveau et, d'autre part, la raison démocratique, qui aurait voulu le retour de tous les exilés de la guerre civile. C'est la raison d'État, dont la politique démographique constitue le soubassement le plus important, qui l'emporte. C'est de la perpétuation de ce dogme d'État qu'il s'agit, avec l'accord, semble-t-il, avant même la chute de la dictature, des partis politiques parlementaires en exil, PC inclus, car cet accord aurait été la condition *sine qua non* de sa légalisation (Skoulariki 2005 ; Skoulariki-Embiricos 2009). Ce qui révèle qu'au cœur de la refonte de l'État se trouve, immuable, l'exclusion réelle ou symbolique de ces citoyens ou ex-citoyens d'origine slave (Sigalas 2008). Les réfugiés communistes se voient finalement accorder le droit de retour et le recouvrement de la nationalité par le gouvernement du PASOK en 1982, sous réserve qu'ils soient « d'origine grecque » (*hellinès to génos*), selon la lettre de la circulaire relative des Ministères de l'intérieur et de l'ordre public (106841 du 29/12/1982). Cette circulaire vise directement les Slaves Macédoniens, pour lesquels le recouvrement de la nationalité est subordonné à un examen au cas par cas. Ainsi, seul un petit nombre d'entre eux peut reprendre la nationalité grecque, les autres se voyant même refuser l'accès au territoire grec, étant donné que le régime du visa reste en vigueur pour la Yougoslavie et la république indépendante qui lui a succédé[99]. Vient encore s'ajouter la loi qui régule la question des propriétés des réfugiés de la guerre civile (1543 de 1985), à l'exclusion, une fois de plus, de ceux qui sont visés dans la circulaire précédente. Cette loi, ainsi qu'une autre de 1989, censée effacer définitivement les séquelles et conséquences de la guerre civile mais en excluant les Macédoniens slavophones dont le pourcentage parmi les réfugiés politiques de la guerre civile est infiniment plus élevé que celui qu'il représente par rapport à la population grecque, a un effet pervers. Au lieu d'effacer les conséquences de la guerre civile, elle ouvre un nouveau champ d'antagonismes politiques et interétatiques qui est amplifié par l'indépendance de la république de Macédoine en septembre 1991. Pour expliquer l'occultation, après le rétablissement de la démocratie en 1974, par les communistes et par la gauche grecque aujourd'hui, de leur implication dans le fait minoritaire macédonien, il faut rappeler l'amalgame opéré entre communistes et minoritaires slavomacédoniens (Baltsiotis 2004a), l'opprobre qui pèse sur la gauche communiste étant imputable tout autant à la lutte qu'elle a menée contre le système social et le retour de la royauté qu'à la position qu'elle avait prise par rapport au fait minoritaire slavomacédonien. C'était la condition *sine qua non* de l'intégration du Parti communiste dans la vie politique de l'après 1974 et du maintien par celui-ci du consensus autour du non-dit macédonien. C'est là une interprétation qui va à l'encontre de l'explication avancée par la majorité de la gauche grecque, y compris celle dite du *renouveau*, laquelle ne privilégie jamais ce facteur. Anguélos Élefandis et Philippos Iliou, deux des historiens les plus importants de la gauche grecque, ont parfois fait exception. Le Parti communiste (KKE), quant à lui, occulte la dimension minoritaire des stratégies politiques antérieures en même temps que l'accusation de « trahison » qui, du fait de ses choix concernant la Macédoine, pesait sur lui depuis 1924. En oblitérant le fait macédonien dans son discours, ce parti a obtenu sa légalisation en 1974 et son retour sur la scène politique, occultant par là même son passé internationaliste en faveur d'une position de plus en plus compatible avec le nationalisme. Ni les organisations des réfugiés elles-mêmes, ni le PC grec, ni le Parti communiste grec dit « de l'intérieur », ni l'État ne comptabilisent plus ceux des réfugiés politiques qui se trouvent en Yougoslavie, pays communiste déviant, pourtant aussi nombreux que tous les autres réunis, établis dans l'ensemble des républiques

populaires. Après une première tension entre la Grèce et la Yougoslavie, suite à la visite en Grèce du Premier ministre yougoslave, Milka Planinč, en 1983, laquelle prend à son compte les doléances du gouvernement fédéré de Skopje, en 1991, l'effondrement de la Yougoslavie et l'émergence de la république de Macédoine comme entité indépendante avec laquelle il faudrait dorénavant traiter directement, ramènent sur le devant de la scène ce problème occulté depuis 1949 en Grèce : l'existence de deux minorités, la première, exilée dans le pays voisin, qui devient, depuis septembre 1991, sujet du droit international, la seconde, constituée des Slaves macédoniens qui sont restés dans l'État grec, souvent des parents proches des réfugiés politiques (Kostopoulos 2003b pour une lecture critique des recensements grecs). Seule une partie de ces derniers revendique des droits minoritaires à partir de 1992, leur parti Arc-en-ciel ayant obtenu environ 7 000 voix aux élections européennes de 1994, surtout dans les régions de Florina et d'Edessa (Gounaris, Michaïlidis, Angélopoulos 1997[100] ; Cowan 2001), score qui ne sera partiellement réitéré qu'en 2009. L'effort d'assimilation et sa longue histoire (Kostopoulos 2000), bien avant l'intégration de cette population au territoire grec, constitue le pendant de l'exil, étant entendu qu'il faut inclure dans l'exil, pour ceux qui restent après 1913 et surtout après 1949 (Kostopoulos 2011), l'émigration transocéanique. La langue est toujours parlée sur le territoire grec (Ioannidou 1997 ; Baltsiotis 2003 ; Voss 2003 ; Adamou F6 26 Drettas[101] 2008 ; Van Boeschhoten 2006), malgré les efforts déployés pour l'éradiquer et lui ôter tout statut de prestige, la langue officielle de la république de Macédoine n'étant plus acceptée comme langue distincte et comme langue d'État. De plus, depuis les années 1980, les diplômes des universités de la république de Macédoine ne sont plus reconnus par l'État grec, ce qui empêche les étudiants grecs, surtout les slavophones, de poursuivre leurs études dans la république voisine et, par là-même, d'entrer en contact avec le milieu universitaire et national de celle-ci (Kostopoulos 2000). Le macédonien, tel qu'il est nommé par la majorité des locuteurs en Macédoine occidentale grecque, avait jusqu'à une date récente et conserve peut-être même aujourd'hui un statut de langue véhiculaire utilisée dans les échanges ruraux, surtout à Florina, Edessa et Gouménissa ; les réfugiés de 1922 ayant, dans les milieux slavophones, perpétué la tradition de véhicularité de cette langue. En Macédoine orientale, son usage est moins répandu, la région de Kilkis, vide de slavophones, venant couper l'ancien continuum et laissant à l'est de l'Axios une zone dans laquelle la langue est surtout nommée bulgare et où son usage, encore que géographiquement sporadique, est très intense dans quelques agglomérations insularisées et où le processus d'identification diffère de celui de la Macédoine à l'ouest de l'Axios, le champ d'expérience étant différent (Lafazani 1993 ; Rombou-Levidi 2009). Notons que plusieurs études ont été menées ces dernières années sur les questions politiques en Macédoine occidentale, surtout dans les départements de Florina et d'Edessa (Pella) (Yannissopoulou 1997, Van Boechhoten 2000, Rossini 2003) où la population continuait à faire l'objet de surveillance, même si la tension s'était relâchée depuis les années 1970, époque de fichage intégral (Papassarandopoulos 1977 pour Kilkis)..

152 Encore une fois, c'est la raison démographique qui dicte, dans la panique du mécanisme grec le refus total de tout attribut national et symbolique de la république voisine. Ainsi, on revient même sur la politique officielle des années 1980 qui, considérant cette république et son nom comme relevant du droit interne de la Yougoslavie, n'en contestait pas l'appellation, mais refusait la monopolisation des termes « Macédoine » et « macédonien » pour désigner la nation et la langue, en soutenant que le terme

« Macédoine » ne pouvait être entendu que dans son acception géographique. La Grèce aurait alors été prête à accepter que le terme slavo-macédonien désignât les habitants slaves de cette république (Skilakakis 1995). Mais le changement intervenu sur la scène internationale a rendu caduque ladite politique, qui ne pouvait tenir que dans le cadre d'une Yougoslavie unifiée, pendant les années d'existence de laquelle on pouvait encore dissimiler à l'opinion grecque la présence institutionnelle de Macédoniens et de leur république, entité constituante de la fédération, sous le couvert des termes génériques « Yougoslave » et « Yougoslavie ». La politique officielle grecque, ayant toujours opéré par voie de circulaires internes, n'ose pas se hasarder à affronter la sphère publique ni à faire entendre sa voix pour proposer l'appellation de « slavo-macédonien ». C'est, en effet, l'occultation totale du problème de la minorité potentielle que constituent les Slaves macédoniens de Grèce et, à plus forte raison, leurs parents exilés pendant la guerre civile qui résident en république de Macédoine (deux communautés liées à travers une frontière n'ayant plus la couverture de l'État supranational qu'était la Yougoslavie fédérative) qui sous-tend la nouvelle politique officielle en vigueur (Skoulariki 2005). Afin d'occulter toute référence à cet aspect du problème, cette nouvelle politique met l'accent sur la macédonéité grecque. Cette macédonéité – élaborée, comme on a vu, depuis le XIXe siècle, pour revendiquer la Macédoine ottomane contre les revendications bulgares, et perfectionnée après 1945, pour contrer l'existence d'un problème lié à la sécurité du territoire, et de plus en plus dirigée contre la Yougoslavie communiste qui accepte en son sein l'entité macédonienne – devient, en 1991, le noyau, hautement symbolique, du discours qu'on oppose à la reconnaissance de la république de Macédoine. En refusant catégoriquement les attributs de la souveraineté de cette république, que sont la nationalité et la langue macédoniennes – ce qui revient à nier l'existence même du groupe ethnique auquel l'idée de cette nationalité se réfère – on pense être dispensé de l'obligation de reconnaître une minorité du même groupe ethnique faisant partie du continuum slavophone de la Macédoine à l'intérieur du territoire grec[102]. C'est là qu'apparaît l'utilité de l'étanchéité de l'éducation grecque et de la stérilisation de l'espace de communication nationale : de celles-ci découle l'ignorance de l'opinion publique sur toute vision de la Macédoine sortant du discours normatif. Cette ignorance alimentée par les médias qui la reproduisent et l'amplifient, parvient, l'autocensure aidant, à créer un consensus, qui contribue, entre 1991 et 1995, au blocage de toute décision concernant la reconnaissance de la république de Macédoine sous son nom constitutionnel et même, à l'époque, sous un nom comportant le vocable Macédoine ou macédonien sous quelque forme que ce soit, ce qui est une façon d'occulter la dimension fondamentale du problème, à savoir la question minoritaire (Skoulariki 2005). Devant le raz-de-marée suscité dans l'opinion publique, qui déborde les objectifs de ce que j'ai appelé la raison d'État, les partis politiques n'osent pas négocier un compromis. La netteté du refus étant associée à la formation d'une ethnicité grecque macédonienne, antiquisante et géographique, comprenant toutes les composantes ethniques de la Macédoine grecque, sans pour autant s'y référer explicitement. C'est l'élite politique grecque macédonienne qui, indépendamment de toute appartenance ethnique et partisane, devient le relais d'un « front du refus » (Matalas 2008 : 99-109). De cette façon tous les groupes ethniques de la Macédoine grecque finissent par s'approprier une identité grecque macédonienne, qui était initialement – comme je vous ai expliqué auparavant – proposée aux seuls Slaves Macédoniens d'orientation grecque, afin de poser une frontière symbolique entre eux et les exarchistes, qualifiés de Bulgares. Ainsi, au cours

du XXe siècle cette frontière s'est transformée progressivement en une frontière ethnique (dans le sens de Fredrik Barth), symbolique et politique à la fois, entre d'un côté, l'ensemble des groupes ethnolinguistiques de la Macédoine grecque et de l'autre, leurs voisins de la république yougoslave de Macédoine. Ce qui est en cause est une nouvelle ethnicité, la macédonéité grecque, qui se fonde sur l'exclusion de toute autre interprétation de la « macédonéité », en enlevant du référant Macédoine tout ce qui s'écarte du discours normatif grec, lequel met largement à contribution l'archéologie et l'histoire ancienne, exclut soigneusement toute référence slave et occulte l'histoire sociale et politique tumultueuse des deux derniers siècles, sa mention passant pour de la propagande slave. Inversement, un nationalisme très prononcé déferle aujourd'hui sur les milieux dirigeants de la république de Macédoine, issus principalement du parti VMRO au pouvoir, en rendant tout dialogue sans espoir d'aboutir à une solution négociée à l'amiable avec l'État grec par rapport au nom de la république. Se focalisant sur l'histoire antique et médiévale et l'archéologie, ce nationalisme prend aujourd'hui une expression symbolique extrême, au point de transformer des espaces centraux de certaines villes macédoniennes en parcs thématiques d'attraction commémorant les « deux précurseurs de l'État macédonien », le royaume antique de Macédoine, avec comme figures emblématiques Philippe et Alexandre le Grand, et le royaume médiéval de Samuil – ainsi que les saints et érudits orthodoxes Naum et Clément d'Ochride.

XI. Tentative de périodisation du problème minoritaire après Neuilly

153 **N. S. :** Ainsi l'événement de Kilkis et la politique démographique qu'il inaugure pourrait nous aider à comprendre la politique grecque face à sa population slavophone et, partant, le problème qui a émergé dans les années 1990 avec la république voisine. Au-delà du seul cadre macédonien, cette politique serrait également déterminante pour la politique grecque concernant la nationalité juridique, dont vous venez de tracer l'histoire. En effet, au centre de cette politique, qui se met en place au moment de la seconde guerre balkanique, se trouve la volonté de nier un fait minoritaire ; par anticipation au moment de la guerre en question (en se débarrassant de la partie de la population slavophone la plus susceptible de mettre en question la souveraineté absolue de l'État grec sur la région, ne serait-ce que par un traité de protection), par la politique du non retour des réfugiés de Kilkis et, ensuite, des réfugiés slaves macédoniens de la guerre civile et par les efforts d'éviter tout traité, bilatéral ou international, pouvant éveiller une revendication minoritaire en Macédoine grecque. Pouvez-vous nous évoquer brièvement la dimension minoritaire de l'histoire des populations slaves macédoniennes de l'État grec après le traité de Neuilly ?

154 **L.E. :** Outre la politique d'assimilation, linguistique et idéologique, aux normes de l'État grec – qui se poursuit depuis l'époque ottomane, mais dans le cadre institutionnel plus efficace d'un État national – la politique grecque concernant la population slavophone de Macédoine grecque se caractérise par les deux éléments que vous venez de mentionner. C'est d'un côté, l'éviction, lorsque ceci est possible (lors de confrontations militaires), de portions de cette population et la politique consécutive visant à empêcher à tout prix le retour de réfugiés. Sur ce point je voudrais mentionner un document « hautement confidentiel », du 1er mai 1952, provenant de la direction générale des Ressortissants étrangers du ministère de l'Intérieur, sous le titre « Rapport

sur les slavophones vivant en Grèce », dans un chapitre duquel, intitulé « propositions », il est explicitement dit :

> « On doit refuser absolument le retour de toute personne d'origine slave, qui s'est trouvé dans les pays slaves, nonobstant les conditions de son départ (fugitifs, enlevés violement, partis de leur propre gré en 1941, bandits communistes [*kommounistosymmoritai*, *i.e.* combattants de l'Armée démocratique]). De l'autre côté, on doit faciliter le départ, vers n'importe quel pays étranger que ce soit, d'individus ou de familles d'origine slave, et, à plus forte raison, de personnes dont le reste des membres de la famille appartiennent à la catégorie que nous venons de citer » (AGEK, dossier 95 B : 21)[103].

155 L'autre volet de cette politique consiste dans les efforts pour éviter toute référence à l'existence en Grèce d'une minorité, bulgare au départ, macédonienne en suite, sur le plan aussi bien international que national.

156 On peut distinguer trois périodes. La première s'ouvre avec les traités de paix des environs de Paris concernant le sort des pays membres de l'alliance des puissances centrales vaincues pour finir avec la Charte de l'ONU. Elle se caractérise par un protectionnisme des minorités par le biais de la Société des Nations, qui entre jusqu'à un certain point en contradiction avec l'affirmation, plus catégorique qu'auparavant, du principe de la souveraineté nationale (Christopoulos 2000). À Neuilly, la souveraineté de l'État grec dans la partie de la Macédoine et, après 1920, de la Thrace qui se trouve dans son territoire est renforcée *de facto* par l'échange de populations et l'obligation faite aux slavophones qui restent de renoncer à la nationalité bulgare, de façon à ce que le choix de rester soit interprété comme une preuve de conscience nationale grecque. Par ailleurs, dans la mesure où il prévoit une réciprocité, les Grecs de Bulgarie (l'ancienne Bulgarie comprise[104]) émigrant en Grèce, le traité de Neuilly peut être considéré par la Grèce comme un règlement définitif de tout différent entre les deux pays, cette dernière ne réclamant plus de droits pour ceux des Grecs qui ont fait le choix de rester en Bulgarie. Mais, d'un autre côté, les traités de Sèvres et de Lausanne insistent plus catégoriquement que tous les traités précédents sur l'obligation pour la Grèce de respecter les droits de ses minorités. C'est ainsi qu'en 1924-1925, un protocole entre la Grèce et la Bulgarie est signé sous les auspices de la Société des Nations sur la reconnaissance réciproque des minorités des deux pays (l'instigateur de ce protocole du côté grec était l'éminent diplomate Nikolaos Politis, alors ministre des Affaires étrangères, qu'on a déjà rencontré lors de la conférence de Bucarest). Le Parlement grec ne ratifie pas ce protocole, de façon « à ne pas annuler l'œuvre d'hellénisation entreprise depuis des décennies » et à cause de la réaction du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, qui menace alors de dénoncer les traités avec la Grèce. Pour ménager les critiques de la Société des Nations, l'État grec publie en 1925 un abécédaire basé sur des variétés locales du slave macédonien en caractères latins (Ioannidou 1999), qui n'a jamais été enseigné (Michaïlidis 1999) ; la Société des Nations s'en satisfait néanmoins. Une autre tentative d'institutionnaliser un cadre de réciprocité concernant les minorités, avec les Serbes, échut également. Suite à ces péripéties, la position de la Grèce devient de plus en plus intransigeante, ses diplomates répétant inlassablement qu'il n'y a en Grèce que des slavophones de conscience hellénique, puisque ceux qui avaient une conscience bulgare sont tous partis volontairement aux termes du traité de Neuilly (Kostopoulos 2000). Signalons toutefois que ce départ n'a pas toujours été aussi volontaire qu'on l'a prétendu. Après 1923 et l'arrivée des réfugiés grecs de Turquie, de Bulgarie et de Russie, les pressions

auxquelles étaient soumis les « Bulgares » sont fortes[105] (Carabott 2003 : 148-151 ; Kostopoulos 2011).

157 La deuxième période, inaugurée avec la Charte de l'ONU, se caractérise par un rejet quasi-total du protectionnisme envers les minorités (ce dernier ayant servi de prétexte pour la guerre au IIIe Reich et aux autres puissances révisionnistes des traités du système Versailles), au nom d'un respect absolu du principe de la souveraineté nationale. Ce cadre donne la possibilité à la Grèce – à qui la guerre civile a permis de se débarrasser des communistes slaves macédoniens, le silence anglo-américain lui facilitant les choses, dans le climat des expulsions massives des minorités allemandes de la plupart des pays d'Europe centrale et orientale – d'enterrer complètement la question de la minorité slavophone, appelée depuis « question non existante » dans le discours officiel de l'État. Dans le contexte de glacis que provoque la guerre froide et de souveraineté renforcée, sans traités bilatéraux entre États sous l'égide de l'ONU, après les victoires des alliés et la gestion du système mondial par les deux puissances antagonistes, la réciprocité d'un pays du bloc occidental avec les pays communistes n'est plus sentie comme obligatoire. La solution de l'échange de populations, est parfois encore envisagée pendant la guerre civile par l'armée (Karavas 2009 : 142), bien qu'elle ne corresponde plus à aucune réalité. Dorénavant, le « danger » vient de la Yougoslavie titiste, « communiste réfractaire » et de moins en moins de la Bulgarie communiste avec laquelle les relations sont, du reste, chaleureuses depuis 1976. C'est seulement à partir des années 1960 que l'on commence à percevoir en Grèce que la dynamique nationale macédonienne émergente n'est pas une machination du « panslavisme » ni de son « avatar plus récent », le « slavo-communisme », mais qu'elle a une dynamique indépendante, qui a trouvé un terrain propice dans le cadre de la politique yougoslave, et qui se constitue en opposition surtout au nationalisme bulgare. Par ailleurs, la Grèce n'a pas de relations diplomatiques avec Skopje mais avec Belgrade, capitale de la fédération qui ne se focalise pas sur le différent gréco-macédonien (Walden 1991). Ainsi, pour la politique grecque, la frontière avec la Yougoslavie est jusqu'à un certain point encore perçue comme une frontière avec la Serbie.

158 La troisième période s'ouvre sur la chute du communisme, la désagrégation sanglante de la Yougoslavie, et l'urgence d'un règlement des problèmes de droit international que pose la conversion des anciennes républiques fédérées des grandes fédérations communistes en États nations de type libéral. Dans ce contexte, émerge à nouveau l'ancien protectionnisme concernant les minorités au sein de nouveaux organismes comme la CSCE, celui-ci se développant, cette fois, dans le cadre des droits individuels et non dans celui du droit international et sans la contradiction flagrante que présentait la conception de la SDN dans l'entre-deux-guerres entre une souveraineté étatique renforcée et un simulacre de souveraineté des instances collectives des minorités qui ont provoqué l'éclatement du système (Christopoulos 2000). Dans ce cadre, la transformation de l'ancienne République socialiste fédérative yougoslave de Macédoine en un État national indépendant (dont l'historiographie nationale est centrée sur le « partage injuste de la Macédoine en 1913 » et insiste sur la protection des droits de la minorité macédonienne de Grèce)[106] fait resurgir la question de la minorité macédonienne de la Grèce. C'est cette question qui se trouve derrière l'insistance de la Grèce à refuser les attributs symboliques de la république de Macédoine (Embiricos & Skoulariki 2008). En effet, l'émergence de cet État, inexistant du temps de la signature des traités de Bucarest et de Neuilly, semble miner la valeur desdits traités, qui constituaient aux yeux des responsables de la politique grecque la

solution définitive de la question territoriale dans les Balkans. Il semble au fond que la disparition de ce qui a constitué l'objectif principal de l'État grec dans la deuxième guerre balkanique, une frontière commune avec la Serbie, a déstabilisé l'ancienne logique territoriale que la Grèce avait adoptée à partir de cette époque et dont elle ne paraît pas encore s'être débarrassée. En même temps, le refus des attributs symboliques de cet État par la Grèce et la Bulgarie, a grandement contribué à l'irruption en république de Macédoine de la mégalomanie nationaliste actuelle, qui rend tout discours serein difficile et anéantie les tentatives de médiation sur des bases réalistes dans une question qui avait depuis longtemps tendance à s'éloigner du domaine de l'expérience pratique pour se placer au niveau symbolique de l'exclusion de l'autre.

Je tiens à remercier chaleureusement pour les discussions intervenues avant et après le présent entretien et pour les documents qu'ils ont généreusement mis à ma disposition Tassos Kostopoulos et Lambros Baltsiotis, historiens et amis. Spyros Karavas, Tchavdar Marinov, Andonis Polémis, Popi Polemi, Maurice Godelier, Constantin Tsitsélikis, Nikos Alivizatos, Dimitris Christopoulos, Mihalis Tsapogas, Marika Rombou-Lévidi, Athéna Skoulariki, Miladina Monova, Nathalie Clayer, Mustafa Fadal, Tassos Anastassiadis, Paraskevas Matalas, Maria Katzourakis, Yorgos Koutzakiotis, Louis de Stoutz et Elissavet Kontogiorgi m'ont également apporté un précieux concours et je les remercie pour les informations et les documents qu'ils m'ont fournis. Mes remerciements vont également à Éléni Dalambira qui m'a confié son livre où figure le journal de son père, à Diana Spassova qui m'a aidé dans la traduction des textes bulgares et macédoniens et à Jeanne Roques-Tesson qui a relu ce texte. Je tiens également à exprimer ma reconnaissance à Milagros Arano, sans l'aide précieuse de laquelle cet entretien, n'aurait pas pu se réaliser. Je dois enfin mentionner que mes recherches sur l'événement de Kilkis sont dues à l'incitation de mon ami Anguélos Éléfandis, aujourd'hui disparu.

Postscriptum

Cet entretien a été réalisé au printemps 2008. Dans l'intervalle des trois ans qui se sont écoulés depuis, plusieurs éléments du contexte international ont évolué de façon à modifier sensiblement le contexte du discours que j'ai tenu ici.

Premièrement, à l'époque de cet entretien, le gouvernement grec, confiant en sa position au sein de l'UE et de l'OTAN, venait de violer l'article 11 de l'Accord intermédiaire, selon lequel la Grèce s'engage à soutenir la candidature de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine à toute organisation internationale. Pour cette violation l'État grec vient d'être condamné par le Tribunal international de la Haye. Bien qu'elle n'ait pas des conséquences diplomatiques immédiates, cette décision de la cour de la Haye ébranle le statut de l'Accord intermédiaire, qui avait grandement contribué à l'apaisement de la crise entre les deux pays. À l'incertitude concernant les évolutions à venir contribue aussi bien le discours intransigeant et excessif du gouvernement macédonien actuel, que l'instabilité politique dans laquelle la crise de l'euro est en train de pousser la Grèce.

Or, le changement de contexte le plus important est issu de la crise de l'euro elle-même. Cette crise, sensée avoir commencée à cause de la Grèce, a battu en brèche l'ancienne confiance de ce pays en sa position européenne. Considéré coupable de la crise, la Grèce attire sur elle des jugements de valeur de type orientaliste allant bien au-delà des standards du politiquement correct. On n'exagérerait même pas en disant qu'en filigrane du débat international sur la crise de l'euro, est en train de se former aujourd'hui une nouvelle grille de lecture de l'histoire de la Grèce qui avance l'idée d'une incompatibilité de ce pays avec le système des valeurs occidentales.

La Grèce est prise dans un régime d'interprétation moraliste qui s'efforce spasmodiquement d'identifier le coupable de la crise. Inutile de dire que les jugements qui en découlent concernent

beaucoup moins la Grèce elle-même que le système économique européen, sa structure et les principes économiques et moraux sur lesquels ce système est sensé s'appuyer (tout comme la critique du despotisme oriental concernait beaucoup moins les empires orientaux que les royaumes européens du XVIIIe siècle). Ce régime d'interprétation dominant mène à l'échec toute tentative d'articuler un jugement différent, en rappelant l'impasse devant laquelle se sont trouvés après la deuxième guerre balkanique ceux qui contestaient la conviction – partagée par les alliés de l'Entente – que les Bulgares furent les seuls auteurs des atrocités commises pendant cette guerre en Macédoine. Sachant donc que la lecture des textes historiques n'est pas indépendante des régimes d'interprétation dominants, qu'elle est la plupart des fois conditionnée par les problèmes contemporains auxquels ces régimes tentent à imposer une explication univoque, j'ai l'inquiétude que les propos que j'ai tenus ici ne soient pas saisi par le régime moraliste ci-mentionné : qu'ils ne soit pas interprétés comme une preuve supplémentaire de la « tricherie grecque », du pêché originel que constitue l'incorporation de la Grèce dans le système européen. En d'autres termes, je voudrais éviter que la complexité de la situation que j'ai essayé d'analyser dans cet entretien ne soit escamotée sous l'emprise du vocable des « statistiques grecques », comme elle fut escamotée cent ans auparavant sous l'emprise de celui d'« atrocités bulgares ».

BIBLIOGRAPHIE

Aarbakke, Vemund (2003) *Ethnic Rivalry and the Quest for Macedonia (1870-1913)*, New York, East European Monographs/Boulder.

ABECEDAR (2006) 1925, Thessalonique, Μπατάβια.

Adamou, Évangélia ; Drettas, Georges (2008) « Slave », in Adamou, Évangélia (éd.)*Le nom des langues II, Le Patrimoine plurilingue de la Grèce*, Louvain-La-Neuve, Peeters, pp.107-134.

Altinoff, Ivan (1921) *La Thrace interalliée*, Sofia, Imprimerie de la Cour.

EAECA – BGASD = École Américaine d'Études Classiques à Athènes. Bibliothèque Génadios Archives Stéphanos Dragoumis.

ΑΓΔΜ = Archives du Gouvernorat Général de Macédoine, Thessalonique.

AEB = Archives d'Élefthérios Vénizélos, Archives historiques du Musée Bénaki, Dossier 115/1934, Nº 173/16.

AGEK = Archives générales de l'État à Kavala, Archives des écoles étrangères et minoritaires du bureau de coordination des écoles minoritaires, « Rapport sur les slavophones vivant en Grèce », « hautement confidentiel », issu de la direction générale des Ressortissants étrangers du ministère de l'Intérieur grec, département B, bureau 2, chiffre d'enrégistrement 421/3/3/11 (ou II), dossier 95 B. Les Archives des écoles étrangères et minoritaires du bureau de coordination des écoles minoritaires ont été transférées ailleurs.

Archives de l'Imprimerie de Lourentzos D. Karaoulanis dans la ville d'Andros.

AMAE FAA = Archives du ministère des Affaires étrangères (Nantes), Fonds Athènes Ambassade.

Alivizatos, Nikos (1983) « « ‘Έθνος’ κατά ‘λαού’ » μετά to 1940 », in Tsaoussis, Dimitris (éd.), *Ελληνισμός, Ελληνικότητα*, Athènes, Εστία, pp. 81-90.

Alivizatos, Nikos (2007a) « Η επιφυλακτική μεταχείριση των ξένων σχολείων από τον Έλληνα νομοθέτη 1911- 2007 », participation à la table ronde introductive au Colloque « *Voisinages fragiles - Relations inter-confessionnelles dans le sud-est européen et la Méditerranée orientale* », EFA, septembre 2007.

Alivizatos, Nikos (2007b) *Πέρα από το 16, Τα πριν και τα μετά*, Athènes, Μεταίχμιο.

Ancel, Jacques (1930) *La Macédoine : son évolution contemporaine*, Paris, Librairie Delagrave.

Andréou, P. Andréas (2003) *Κώττας (1863-1905)*, Athènes, Livani.

Anguélopolos, Athanasios A. (1980) *Βόρειος Μακεδονία Ο Ελληνισμός της Στρωμνίτσης*, Thessalonique, IMXA.

Anonyme (1904) *Turcs et Grecs contre Bulgares en Macédoine*, Paris, Plon.

Anonyme (1914), *Αι βουλγαρικαί ωμότητες εν τη Ανατολική Μακεδονία και Θράκη*, 1912-1913, Athènes, Π. Δ. Σακελλαρίου.

Anonyme (*eidikossynergatis*) collaborateurspécialiste (2008) « Η νέα Μακεδονική μας περιπέτεια », *Σύγχρονα Θέματα,* nº 101, avril-juin, pp. 5-12.

Antonopoulos, Stamatios (1917) *Αι συνθήκαι Λονδίνου, Βουκουρεστίου και Αθηνών*, Athènes.

Baltsiotis, Lambros (2003) *Γλωσσική ετερότητα στην Ελλάδα*, Εκπαίδευση Μουσουλμανοπαίδων 2002-2004, Κλειδιά και αντικλείδια, Athènes, Ministèredel’ÉducationnationaleetdesCultes, Université d’Athènes.

Baltsiotis, Lambros (2004a) « Η ιθαγένεια στον Ψυχρό Πόλεμο », in Ελληνική Ένωση για τα Δικαιώματα του Ανθρώπου, *Τα δικαιώματα στην Ελλάδα, 1953-2002. Από το τέλος του εμφυλίου στο τέλος της μεταπολίτευσης*, Athènes, Καστανιώτης, pp. 81-123.

Baltsiotis, Lambros (2004b) « Ιθαγένεια και πολιτογράφηση στην Ελλάδα της μετανάστευσης: (αντι)φάσεις μιας αδιέξοδης πολιτικής », in Pavlou, Miltos; Christopoulos, Dimitris (eds.), *Η Ελλάδα της Μετανάστευσης. Κοινωνική συμμετοχή, δικαιώματα, ιδιότητα του πολίτη*, Athènes, ΚΕΜΟ/Κριτική, pp. 303-337.

Baltsiotis, Lambros ; Embirikos, Léonidas (2007) « De la formation d’un ethnonyme. Le terme Arvanitis et son évolution dans l’État hellénique », *in* Grivaud, Gilles; Petmezas, Sokratis (éds.), *Byzantina et Moderna. Mélanges en l’honneur d’Hélène Antoniadès-Bibicou*, Athènes, éditions Alexandria, pp. 417-448.

Baltsiotis, Lambros (2011) « The Muslim Chams of Northwestern Greece: The grounds for the expulsion of a “non-existent” minority community » *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue No. 12, Demographic Engineering II, http://ejts.revues.org/index4444.html.

Beis, Stamatis (2008) « *Οι μειονοτικές γλώσσες στην Ελλάδα* », Conférence non publiée faite au Musée des Instruments populaires grecs en mars 2008.

Bérard, Victor (1904) *Pro Macedonia*, Paris, Armand Colin.

Bojadjis, Michaïl G. (1813) ΓραμματικήΡωμαϊκήήτοιΜακεδονοβλαχική, Vienne.

Bompard, Maurice (1937) *Mon ambassade en Russie, 1903-1908*, Paris, Librairie Plon.

Bourgeois, Émile et Pagès, Georges. (1921) *Les origines et les responsabilités de la Grande Guerre*, Paris, Hachette.

Brailsford, Henry Noel (1906) *Macedonia, its Races and their Future*, Londres, Methuen & Co.

Carabott Philip (2003) « The Politics of Constructing the Ethnic "Other": The Greek State and its Slav-Speaking Citizens, ca. 1912 – ca. 1949 », *Jahrbücher für Geschiche und Kultur Südosteuropas (JGKS)* 5, pp. 141-150.

Chalkiopoulos, Athanasios (1910) Η Μακεδονία. Εθνολογική στατιστική των βιλαετίων Θεσσαλονίκης και Μοναστηρίου, Athènes, Τυπεργαφείο Νομικής.

Christopoulos, Dimitris (2000) *Droit, Europe et minorités. Critique de la connaissance juridique*, Athènes, Sakoulas.

Christopoulos, Dimitris (2006) "Greece", in Bauböck, Raïner; Ersbøll, Eva; Groenendijk, Kees; Waldarauch, Harald (eds.) *Acquisition and Loss of Nationality. Policies and Trends in 15 European States. Volume 2: Country Analyses*, Amsterdam, Amsterdam University Press, IMISCOE series, pp. 253-287.

Christopoulos, Dimitris (2008) « Péripéties de la nationalité hellénique », in *Un Droit pour des hommes libres*, Étude en l'honneur du Professeur Alain Fenet, Amiens, Litec, pp. 411-431.

Clayer, Nathalie (2010) *Aux origines du nationalisme albanais : la naissance d'une nation majoritairement musulmane en Europe*, Paris, Karthala.

Clayer, Nathalie (2010) « L'albanisation de la zone frontière albano-grecque et ses aléas dans l'entre-deux-guerres », *Südost-Forschungen*68 (2009), 2010(2010), pp. 328-348.

Commission pour l'établissement des Réfugiés - Administration générale de la Colonisation (1924), nº de Protocole 454, Archives de K. D. Karavidas, Bibliothèque Génadios, Athènes.

Commission pour l'établissement des Réfugiés - Administration générale de la Colonisation (1928), *Κατάλογος των προσφυγικών συνοικισμών Μακεδονίας με τας νέας ονομασίας*, Τυπογραφείον: Εφημερίς Των Βαλκανίων.

Cvijič, Jovan (1907) *Remarques sur l'éthnographie de la Macédoine*, Paris, Georges Roustan libraire.

Dalambira, Eléni (1988) *Προγονικό*, Athènes, (à compte d'auteur).

Dalègre, Joëlle, (1997) *La Thrace grecque*, Paris, l'Harmattan.

Derrida, Jacques (1999) « Le siècle et le Pardon », in *Le Monde des Débats*, décembre.

Cowan, Jane K. (2001) « Ambiguities of an emancipatory discourse : the making of a Macedonian minority in Greece », in Cowan, Jane K.; Dembour, Marie-Bénédicte ; Wilson, Richard A. (eds.), *Culture and Rights*, Cambridge, Cambridge University Press.

Dangas, Alexandros ; Léontiadis, Giorgos (1997) *Κομιντέρνκαιμακεδονικόζήτημα*, Athènes, Τροχαλία.

Deville, Georges (1919) L'Entente*, la Grèce et la Bulgarie – Notes d'histoire et souvenirs*, Paris, E. Figuière.

Dogo, Marco (1985) *Lingua e nazionalità in Macedonia : vicende e pensieri di profeti disarmati, 1902-1903*, Milano, Edizioni Universitarie Jaca.

Dordanas, Stratos (2009) « Το Κιλκίς των προσφύγων: Εγκατάσταση και κοινωνική οργάνωση », in Koliopoulos, Ioannis; Michaïlidis, Iakovos (eds.),*ΟιπρόσφυγεςστηΜακεδονία. Από την τραγωδία στην εποποιία*, Thessaloniki, Μίλητος/Εταιρία Μακεδονικών Σπουδών, pp. 280-294.

Dotation Carnegie pour la Paix Internationale (1914) *Enquête dans les Balkans. Rapports présenté aux Directeurs de la Dotation par les Membres de la Commission d'Enquête*, Paris, Georges Crès et Cie.

Dragostinova, Theodora (2011) *Between Two Motherlands. Nationality and Emigration among the Greeks of Bulgaria, 1900-1914*, Ithaca - N.Y. ,Cornell University Press.

Dragoumis, Ion (2000) *ΤαΤετράδιατουΊλιντεν*, Yorgos Petsivas (ed.), Athènes, ΕκδόσειςΠετσίβα.

Dragoumis, Philippos (1988) *Ημερολόγιο. ΒαλκανικοίΠόλεμοι 1912-1913*, Athènes/Yannina, Δωδώνη.

Drettas, Georges (1980) *La mère et l'outil. Contribution à l'étude sémantique du tissage rural dans la Bulgarie actuelle*, Société d'études linguistiques et anthropologiques de France, Paris.

Dumaine, Alfred (1921) *La Dernière Ambassade de France en Autriche*, Paris, Plon.

Dunant, Marcel (1917) *L'été bulgare, juillet 1915-octobre 1915*, Paris, Librairie Chapelot.

Embiricos, Léonidas;Skoulariki, Athèna (2008) «Ο 'αλυτρωτισμός των Σκοπίων' ή η αποσιωπημένη μειονοτική διάσταση του Μακεδονικού », *Αυγή*, 20 avril.

Extraits fac-similés (1913) *Extraits fac-similés de certaines lettres trouvées dans le courrier du 19e régiment de la VIIe division grecque, saisi par les troupes bulgares dans la région de Razlog - 1913*, Sofia, Imprimerie de la Cour royale.

Fay, Bradshaw Sidney (1931) *Les origines de la Guerre Mondiale*, volume 1, Paris, Les éditions Rieder.

Gal, Susan ; Irvine, Judith T. (1995) « The Boundaries of Languages and Disciplines: How Ideologies Contract Differences », *Social Research* 62, pp.967-1001.

Gardikas–Katsiadakis, Helen (1995) *Greece and the Balkan Imbroglio. Greek Foreign Policy, 1911-1913*, Athènes, Σύλλογοςπροςδιάδοσινωφελίμωνβιβλίων.

Georgiadis, IossifG. (1941) *Η ελληνική ιθαγένεια. Αρχαί, ερμηνεία*, νομοθεσία, Athènes.

Gossiaux, Jean-François (2002) *Pouvoirs ethniques dans les Balkans*, Paris, PUF.

Gounaris, Vassilis (1993-1994) « Οι σλαβόφωνοι της Μακεδονίας. Η πορεία της ενσωμάτωσης τους στο ελληνικό εθνικό κράτος 1870-1940 », *Μακεδονικά* 29, Thessalonique, pp.209-236.

Gounaris, Vassilis ; Michaïlidis, Iakovos ; Angelopoulos, Giorgos (eds.) (1997) *Ταυτότητες στη Μακεδονία*, Athènes, Παπαζήση.

Guéchoff, Ivan E. (1915) *L'Alliance Balkanique*, Paris, Hachette et Compagnie.

Hadjianastassiou, Tassos ; Paschalidis, Dimitris (2003) *ΤαγεγονοτάτηςΔράμας (Σεπτέμβριος-Οκτώμβριος 1941) – Εξέγερσηήπροβοκάτσια;* Drama, ΔήμοςΔράμας.

Hobsbawm, Eric J. (1990) *Nations and Nationalism since 1780: Programme, Myth, Reality*, Cambridge, Cambridge University Press.

Iliou, Philippos (2004) *Ο Ελληνικός Εμφύλιος Πόλεμος- Η Εμπλοκή του ΚΚΕ*, Athènes, Θεμέλιο-ΑΣΚΙ.

Ioannidou, Alexandra (1999) « Το Abecedar από φιλολογική σκοπιά », in Tsitsélikis, Konstantinos (ed.), *Γλώσσες, αλφάβητακαιεθνικήιδεολογίαστηνΕλλάδακαιταΒαλκάνια*, Κριτική/ΚΕΜΟ, pp.99-115.

Ioannidou, Alexandra (1997) «Τα σλαβικά ιδιώματα στην Ελλάδα. Γλωσσολογικές προσεγγίσεις και πολιτικές αποκλίσεις», inGounaris, Vassilis; Michaïlidis, Iakovos; Angélopoulos, Giorgos (eds.) *Ταυτότητες στη Μακεδονία*, Athènes, Παπαζήση, pp.89-101.

Ivanoff, Jordan (1918) *Bulgares et Grecs devant l'opinion publique suisse*, Berne, Paul Haupt, Librairie Académique.

Ivanoff, Jordan (1919) *Les Bulgares devant le Congrès de la Paix*, Berne, Paul Haupt, Librairie Académique.

JournalOfficiel (Εφημερίς της Κυβερνήσεως) (1931, 7 janvier) Περί των ξένων σχολείων, nº 1, feuillet 2, pp. 3-5.

Kahl, Thede (2009) *Για την ταυτότητα των Βλάχων*, Athènes, Βιβλιόραμα.

KalantzisGiorgosX. (2008) « Η Απογράφη των πληθυσμών της Δυτικής Θράκης από το Διασυμμαχικό καθεστώς το 1919 », *Δελτίο Κέντρου Μικρασιατικών Σπουδών*, pp. 337-354.

Kalyvas, Stathis (2006) *The Logic of Violence in Civil War*, New York, Cambridge University Press.

Kănčov, Vasil (1900) *Makedonia. Etnografja i Statistika*, Sofia.

Karakasidou, Anastasia N. (1997) *Fields of Wheat, Hills of blood. Passages to Nationhood in Greek Macedonia 1870-1990*, Chicago-London, The University of Chicago Press.

Karathanasis, Athanasios (1991) *ΟΕλληνισμόςκαιημητρόπολητουΝευροκοπίουκατάτονΜακεδονικό Αγώνα*, Thessalonique, Institut for Balkan Studies.

Karavas, Spyros (2002a) « ΠερίκοινότητοςελληνικήςενΚιλκίς », Athènes, *Αρχειοτάξιο* 4, mai, pp. 6-32.

Karavas, Spyros (2002b) «Οι εθνογραφικές περιπέτειες του 'ελληνισμού' (1876-1878)», *Τα Ιστορικά* 19 (36), pp. 23-74.

Karavas, Spyros (2003a) «Οι εθνογραφικές περιπέτειες του 'ελληνισμού' (1876-1878)», *Τα Ιστορικά* 20 (38), pp. 49-112.

Karavas, Spyros (2003b) « Πρόξενοι και μητροπολίτες στη Μακεδονία. Η περίπτωση του Παρθενίου Πολυανής », Athènes, *Αρχειοτάξιο* 5, mai, pp. 26-39.

Karavas, Spyros (2004) « ΟΚωνσταντίνοςΠαπαρρηγόπουλοςκαιοιεθνικέςδιεκδικήσεις (1877-1875) », *IV International Congress of History and Historiography of Modern and Contemporary Greece – 1833-2002. Proceedings*, IIvol., Athènes, 2005, vol. I, pp. 149-169.

Karavas, Spyros (2006a) «Το παραμύθι της Πηνελόπης Δέλτα και τα μυστικά του Μακεδονικού Αγώνα» in*Π.Σ. Δέλτα. Σύγχρονες προσεγγίσεις στο έργο της*, Athènes, Βιβλιοπωλείον της Εστίας, pp. 183-289.

Karavas, Spyros (2006b) «Η μεγάλη Βουλγαρία και η Μικρά ιδέα εν έτει 1878», *Τα Ιστορικά* 44, juin, pp. 3-42.

Karavas, Spyros (2008) «101 κανονιοβολισμοί για τη Θεσσαλονίκη», inMathaiou, Anna; Bournazos, Stratis; Polemi, Popi (eds.), *Στην τροχιά του Φίλιππου Ηλιού*, Athènes, Μουσείο Μπενάκη, pp. 75-88.

Karavas, Spyros (2009) Οι « 'Ξενοσυνείδητοι' της XVης Μεραρχίας», *Αρχειοτάξιο* 11,Athènes, Θεμέλιο.

Karavas, Spyros (2010) *Μακάριοι οι κατέχοντες την γην. Γαιοκτητικοί σχεδιασμοί προς απαλλοτρίωση συνειδήσεων στη Μακεδονία*, 1980-1909, Athènes, Βιβλιόραμα.

Katsanos, Konstantinos (2008) «Η Μακεδονία των Σέρβων, 1870-1941. Από την Παλιά στη Νότια Σερβία»,inStephanidis, Ioannis; Vlasidis, Vlasis,Kofos, Evangelos (eds.) *Μακεδονικές ταυτότητες στο χρόνο. Διεπιστημονικές προσεγγίσεις, Ίδδυμα Μουσείου Μακεδονικού Αγώνα/Πατάκη*, Athènes, pp. 211-238.

Kofos, Evangelos (1964) *Nationalism and Communism in Macedonia*, Thessalonique, Institute for Balkan Studies.

Kofos, Evangelos(1989) "Η Βαλκανική διαστασή του Μακεδονικού ζητήματος στα χρόνια της Κατοχής και της Αντίστασης",inFleischer, Hagen;Svoronos, Nikos (eds.), *Ελλάδα 1936-1944, Δικτατορία-Κατοχή-Αντίσταση*, ATE, Athènes.

Kokolakis, Michalis (2003) *Τούστερογιαννιώτικοπασαλίκι*(1820-1913), EIE, Athènes, pp. 58-59.

Konstantakopoulou, Anguéliki (1988) *Η ελληνική γλώσσα στα Βαλκάνια (1750-1850). Το τετράγλωσσο λεξικό του Δανιήλ Μοσχοπολίτη*, Πανεπιστήμιο Ιωαννίνων Yannina.

Konstantakopoulou, Anguéliki (2008) «Ελληνικές εκδοχές του μακεδονισμού» inAnnaMathaiou ; StratisBournazos ; PopiPolemi (éd.) *Στην τροχιά του Φίλιππου Ηλιού*, Athènes, Μουσείο Μπενάκη, pp. 53-74.

Kontogiorgi, Elisabeth (2006) *Population Exchange in Greek Macedonia. The Rural Settlement of Refugees 1922-1930*, Oxford, Clarendon Press.

Kostopoulos, Tassos (2000) *Η απαγορευμένη γλώσσα. Κρατική καταστολή των σλαβικών διαλέκτων στην ελληνική Μακεδονία*, Athènes, Μαύρη Λίστα.

Kostopoulos, Tassos (2002), «Ετερογλωσσία και αφομοιωτικοί σχεδιασμοί: Η Περίπτωση της Ελληνικής Μακεδονίας μετά την Απελευθέρωση (1912-1913)», in*Τα Ιστορικά*, 19(36), pp. 75-128.

Kostopoulos, Tassos (2003) «Αξονομακενοδικό Κομιτάτο και Οχράνα, 1943-1944: Μια πρώτη προσέγγιση», *Αρχειοτάξιο* 5, pp. 40-51.

Kostopoulos, Tassos (2003) « Counting the 'Other': Official Census and Classified Statistics in Greece (1830-2001) », *Jahrbücher für Geschiche und Kultur Südosteuropas (JGKS)* 5, pp. 55-78.

Kostopoulos, Tassos (2003) « Αφαιρέσεις ιθαγένειας. Η σκοτεινή πλευρά της νεοελληνικής ιστορίας, 1926-2003 », *Σύγχρονα θέματα* 83, février, pp. 53-75.

Kostopoulos, Tassos (2004) «Το όνομα του Άλλου: Από τους 'Ελληνοβούλγαρους' στους 'Ντόπιους Μακεδόνες'», in*Μειονότητες στην Ελλάδα*, Athènes, Εταιρία Σπουδών Νεοελληνικής παιδείας και πολιτισμού (Σχολή Μωραϊτη), pp. 367-403.

Kostopoulos, Tassos (2007) *Πόλεμος και εθνοκάθαρση. Η ξεχασμένη πλευρά μιας δεκαετούς εθνικής εξόρμησης. 1912-1922*, Athènes, Βιβλιόραμα.

Kostopoulos, Tassos (2011) « *How the North was won*. Épuration ethnique, échange de populations et politique de colonisation en Macédoine grecque », *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue No. 12, Demographic Engineering II, http://ejts.revues.org/index4437.html.

Kotzagéorgis-Zymari, Xanthippi (2002) *Η βουλγαρική κατοχή στην Ανατολική Μακεδονία και τη Θράκη 1914 1944*, Thessalonique, Παρατηρητής.

Kotzagiorgi-Zymari, Xanthipi (2005) « The Greek Military Mission in Sofia, 1918-1920: Fields and Coordinates of its Actions », Institute for Balkan Studies (éd.) *The Salonika Theater of Operations and the Outcome of the Grate War*, Thessalonique, IMXA.

Koukoudis, Astérios I. (2001) *ΟιΟλύμπιοιΒλάχοικαιταΒλαχομογλενά*, Thessalonique,Ζήτρος.

Koulouri, Christina (2009) « Εθνική ταυτότητα και ιδιότητα του πολίτη στη σύγχρονη Ελλάδα », *Σύγχρονα Θέματα*, janvier-mars 2009, pp. 8-11.

Koumaridis, Yorgos (2009) « ΣΝΟΦ και σλαβομακεδονικά τάγματα (1943-1944) : μια προσέγγιση », *Αρχειοτάξιο* 11,Athènes, Θεμέλιο, pp. 55-87.

Kourtovik, Dimosthenis (2007) *Τι ζητούν οι Βάρβαροι*, Athènes, Ελληνικά Γράμματα.

Krainikowsky, Assen I. (1938) *La question de Macédoine et la diplomatie européenne*, Paris, Marcel Rivière et Cie.

Kyramargiou, Eléni (2003) *Μετονομασίες των οικισμών της Μακεδονίας 1913- 1940 : Ένας Πίνακας*, Diplôme équivalent à la maîtrise en Sciences humaines et Histoire, sous la direction de Spyros Karavas, Université de l'Égée.

Kyramargiou, Eléni (2007) *Καινούργια ονόματα, καινούργιος χάρτης – Ζητήματα μετονομασίων οικισμών της Ελλάδας 19ος-20ος αιώνας*, Travail en vue du Diplôme équivalant au DEA en Histoire et Archéologie, sous la direction de Christos Loukos, Université de Crète.

Kyramargiou, Eléni (2010) « Καινούργια ονόματα-καινούργιος χάρτης: οι μετονομασίες των οικισμών της Ελλάδας, 1909-1928 », *Τα Ιστορικά* 52 (27), juin, pp. 3-26.

Kyriakidis, StilponP. (1919) *Η Δυτική Θράκη και οι Βούλγαροι*, Athènes, Associationpourladiffusiondeslutiles, Εκδόσεις Ιωάννου Ν. Σιδέρη.

Ladas, Stephen (1932) *The exchange of Minorities. Bulgaria, Greece and Turkey*, New York, McMillan.

Lafazani, Dora E. (1994) « Appartenance culturelle et différenciation sociale dans le bassin du Bas-Strymon : l'intégration nationale d'une région de la Macédoine », *CEMOTI* 17, pp.123-133.

Lafazani, Dora E. (1993) *Appartenance culturelle et différenciation sociale dans le bassin du Bas-Strymon : Étude d'intégration nationale d'une région macédonienne*, Thèse pour le doctorat de nouveau régime, Paris IV, Institut de Géographie, sous la direction de Paul Claval.

Larmeroux, Jean (1918) *La politique extérieure de l'Autriche-Hongrie, 1875-1914*, vol. 2, La politique d'asservissement, Paris, Librairie Plon.

Laurens, Henry (1999) *La Question de Palestine I, l'invention de la Terre sainte*, Paris, Fayard.

Laurens, Henry (2002) *La Question de Palestine II, Une mission sacrée de civilisation*, Paris, Fayard.

Lagani, Irini (1996) *Το "παιδομάζωμα" και οι ελληνογιουγοσλαβικές σχέσεις 1949-1953. Μια κριτική προσέγγιση*, Athènes, Ι. Σιδέρης.

L'Illustration 30 août 1913, n. 3679.

Lithoxoou, Dimitris (1992) « Η μητρική Γλώσσα των κατοίκων του ελληνικού τμήματος της Μακεδονίας πριν και μετά την ανταλλαγή των πληθυσμών », *Θέσεις* 38, janvier-mars, pp. 39-66.

Lithoxoou, Dimitris (1998) *Ελληνικός Αντιμακεδονικός Αγώνας. Από το Ίλιντεν στη Ζαγορίτσανη (1903-1905)*, Athènes, Μεγάλη Πορεία.

Lory, Bernard (1992) « Immigration et intégration sociale à Plovdiv au XIXe siècle », *Les Balkans à l'époque ottomane*, *Revue du Monde musulman et de la Méditerranée*, Aix-en-Provence, pp. 95-103.

Lymbératos, AndréasK. (2009) *Οικονομία, Πολιτική και Εθνική Ιδεολογία, Η διαμόρφωση των εθνικών κομμάτων στη Φιλιππούπολη του 19^{ου} αιώνα*, Candie, Πανεπιστημιακές εκδόσεις Κρήτης.

Mac Dermott, Mercia (1978) *Freedom or death. The Life of Gotsé Delchev*, Londres, West-Nyack.

Mackridje, Peter (2009) *Language and National Identity in Greece 1766-1976*, Oxford, University Press.

Maravelakis, Maximos ; Vakalopoulos, Apostolos, (1993) *ΠροσφυγικέςΕγκαταστάσειςστηνπεριοχήτης Θεσσαλονίκης,* Thessalonique, Βάνιας.

Margaritis, Giorgos (ed.) (1993) « Η φαντασίωση στην εξουσία. Σλαβομακεδονικά », *Ο Πολίτης* 121, janvier-mars, pp. 19-28.

Margaritis, Giorgos (2001a) *Ιστορία του Ελληνικού Εμφυλίου Πολέμου 1946-1949*,vol. I, II, Athènes, Βιβλιόραμα.

Margaritis, Giorgos (2001b) « Οι πόλεμοι », inHadjiossif, Christos (ed.), *Ιστορία της Ελλάδας του 20ού αιώνα*, Athènes, Βιβλιόραμα,pp. 149-187.

Marinov, Tchavdar (2006) *L'impasse du passé. La construction de l'identité nationale macédonienne et le conflit politico-historiographique entre la Bulgarie et la Macédoine*, thèse de doctorat à l'EHESS sous la direction de Anne-Marie Thiesse.

Matalas, Paraskevas (2002) *Έθνος και Ορθοδοξία. Οι περιπέτειες μιας σχέσης. Από το ελλαδικό στο βουλγαρικό σχίσμα*, Candie, Πανεπιστημιακές εκδόσεις Κρήτης.

Matalas, Paraskevas (2008) « Ο Λεωνίδας, ο Γκρέκο κι ο Μεγαλέξανδρος: Περί (τοπικών) ταυτοτήτων και άλλων τινών... », inMathaiou, Anna; Bournazos, Stratis; Polemi, Popi (eds.) *Στην τροχιά του Φίλιππου Ηλίου*, Athènes, Μουσείο Μπενάκη, pp.99-109.

Mavrogordatos, GeorgesTh. (1983) *Stillborn Republic, Social Coalitions and Party Strategies in Greece, 1922-1936*, Berkeley - Los Angeles – London, University of California Press.

MazarakisAinian, Alexandre (1930) *Ο Ελιγμός του Κιλκίς*, Athènes, Γενική Στρατιωτική Επιθεώρησις.

Mélas, Spyros (1972) *Οι Πόλεμοι 1912- 1913*, Athènes, Μπίρης.

Michaïlidis, Iakovos (1999) « Μειονοτικές ευαισθησίες και εκπαιδευτικά προβλήματα. Η περίπτωση του Abecedar », in TsitsélikisKonstandinos.(ed), *Γλώσσες, αλφάβητα και εθνική ιδεολογία στην Ελλάδα και τα Βαλκάνια*, Athènes, Κριτική/ΚΕΜΟ.

Michaïlidis, Iakovos (2003) *Μετακινήσεις σλαβοφώνων πληθυσμών*, Athènes, Κριτική/ΚΕΜΟ.

Michailidis, Iakovos ; Papanikolaou, Konstantinos (eds.) (2008) *Αφανείς γηγενείς μακεδονομάχοι*, Thessalonique, University Studio Press.

Miletitch, Lubomir (Miletič Lioubomir) (1913) *Atrocités grecques en Macédoine pendant la guerre gréco-bulgare*, Sofia, Imprimerie d'État.

Miletič, Lioubomir (Miletitch Lubomir) (1925-1927) *Materiali za istoriata trema na makedoskoto osvoboditelno dvijenie*, t. I-IX, Sofia.

Ministère des Affaires étrangères (1922) *Les Affaires balkaniques. 1912-1914*, 3 vol. Paris.

Ministère des Affaires étrangères et des Cultes (1919) *La Vérité sur les accusations contre la Bulgarie. Exposé et documents*, Sofia, Imprimerie de l'État, tome Ier.

Ministère des Armées. État-major de l'Armée (1932) Rapport de guerre. *Ο Ελληνικός Στρατός κατά τους Βαλκανικούς Πολέμους του 1912-1913*, TomeIII, OpérationscontrelesBulgares, Athènes, Εθνικό Τυπογραφείο.

Ministère des Armées. État-major de l'armée (1934) Rapport de guerre. *Ο Ελληνικός Στρατός κατά τους Βαλκανικούς Πολέμους του 1912-1913*, TomeIII 1, Annexe, OpérationscontrelesBulgares, Athènes, Εθνικό Τυπογραφείο.

Ministère de l'Économie nationale/direction des Statistiques (1915) *Απαρίθμισις των νέων επαρχιών της Ελλάδος του έτους 1913*, Athènes.

Ministèredel'Économienationale/directiondesStatistiques (1923) *Πίναξ του πραγματικού πληθυσμού του απογραφέντος κατά το μεσονύκτιον της 18-19 Δεκεμβρίου 1920, κατά νομούς, επαρχίας ή υποδιοικήσεις, δήμους, κοινότητας, πόλεις και χωρία*, Athènes.

Misirkof, KrsteP. ([1903] 1974) *Za Makedonckite rabotiJubilejnoizdaniepopovodnastogodisnatataodradajnjetonaavtorot*, [Sofia] Skopje, I.M.J.

Molho, Rena (1994) « Η αβεβαιότητα της ελληνικής κυριαρχίας στη Θεσσαλονίκη μετά το 1912: ξένη προπαγάνδα και εβραϊκή κοινότητα », *Τα Σύγχρονα Θέματα* 52-53, pp. 32-25.

Monova, Miladina (1995) *L'Insurrection de la Saint-Élie en Macédoine : De l'idée de libération à l'idée de peuple macédonien*, DEA en Anthropologie sociale, Paris, EHESS.

Monova, Miladina (2001) « De l'historicité à l'ethnicité : Les Égéens ou ces autres Macédoniens », Balkanologie Vol. V, n° 1-2 | décembre 2001 , [En ligne], mis en ligne le 02 juin 2008. URL : http://balkanologie.revues.org/index713.html.

Monova, Miladina (2002) *Parcours d'exil, récit de non-retour : les Égéens en république de Macédoine*, Doctorat en Anthropologie sociale sous la direction de Jean-François Gossiaux, Paris, EHESS.

Nakratzas, Giorgos (1998) « Τα εγκλήματα γενοκτονίας : του βουλγαρικού στρατού στο Δοξάτο και του ελληνικού στρατού στο Κιλκίς το 1913 (σύμφωνα με στοιχεία της CarnegieReport) », *Πολίτης δεκαπενθήμερος* 58, pp. 29-31.

Nolde, Boris (1936) *L'Alliance franco-russe - Les origines du système diplomatique d'avant-guerre*, Paris, Droz.

Papassarantopoulos, Petros (1977) « Προεκλογική περίοδος στα φακελωμένα χωριά», *Αντί*85, 12 novembre.

Pelletier, Robert (1913) *La vérité sur la Bulgarie*, Paris, Eymard & Cie.

Penis, Dimitris (1993) *Πρέσπα η Ελληνική*, Sofia, Elma.

Pentzopoulos, Dimitris (1962) *The Balkan Exchange of Minorities and its Impact upon Greece*, La Haye, Mouton.

Pinon, René, (1909) *L'Europe et l'Empire ottoman*, Paris, Perrin.

Pinson, Mark (1970) *Demograpic Warfare. An Aspect of Ottoman and Russian Policy. 1854-1866*, Unpublished Ph.D. Thesis, Harvard University, Cambridge Massachusetts.

Portolos, Dimitris-Georges (sans date) *Greek Foreign Policy from September 1916 to October 1918,* thèse dactylographiée, non publiée.

Prlitchef, Grigor (2000) 1929, *Αυτοβιογραφία*, Athènes Sofia, ΜαύρηΛίστα.

Psaltis St. V. (1919) *ΗΘράκηκαιηΔύναμιςτουεναυτήΕλληνικούΣτοιχείου*, Association pour la Diffusion des livres utiles, Athènes, Εκδόσεις ΙωάννουΝ. Σιδέρη.

Rombou–Levidi, Marika (2009) *Dancing beyond the barre. Cultural Practises and Processes of Identification in Eastern Macedonia*, Thèse pour le Doctorat en Anthropologie sociale à l'Université de Sussex, sous la direction de Jane Cowan, soutenue en mars 2009, Sussex University.

Rossini, Claudia (2003) "Graecophiles and Macedonophiles: Greek Macedonias Slavic-Speakers, The Minority Identity Question and the Clash of Identities at Village's Level", *Jahrbücher für Geschiche und Kultur Südosteuropas (JGKS) 5,* pp. 161-172.

Rubin, Alexandre (1913) *Les Roumains de Macédoine*, Bucarest, Imprimerie professionnelle Démètre C. Ionesco.

Seton – Watson, Robert William(1925) *Sarajevo, A Study of the Origins of the Great War*, Londres, Hutchinson and Co.

Sigalas, Nikos (1999) *La Question des origines et les intellectuels grecs au XIXe siècle*, mémoire de DEA à l'EHESS, Paris.

Sigalas, Nikos (2000) « Hellénistes, hellénisme et idéologie nationale », in Chrysanthi Avlami (éd.), *L'antiquité grecque au 19e siècle : un* exemplum *contesté ?*, Paris, L'Harmattan, pp. 239-291.

Sigalas, Nikos (2001) « Ελληνισμός και εξελληνισμός : Ο σχηματισμός της νεοελληνικής έννοιας ελληνισμός », *Τα Ιστορικά* 34, pp. 3-70.

Sigalas, Nikos (2004) « Ιστοριογραφία και ιστορία των πρακτικών της γραφής: Ένα προοίμιο στην ιστορία του σχηματισμού της νεοελληνικής έννοιας ελληνισμός και στην παραγωγή της ελληνικής εθνικής ιστοριογραφίας »*IVInternationalCongresofHistoryandHistoriographyofModernandContemporaryGreece – 1833*-2002. Proceedings, IIvol., Athènes, 2004, vol. I, pp.103-132.

Sigalas, Nikos (2008) « Περί της κατασκευής του υποκειμένου της δημοκρατίας στην Ελλάδα, από το 1974 έως σήμερα ή Η επιφυλακτικότητα του δικαίου της ιθαγένειας », communicationnonpublieprésentéeaucolloque « TheRepublicinTurkeyandFrance. History and Evolution of the French and Turkish Republican Systems in a European Perspective", Bilgi University, 23-24 octobre, Istanbul.

Sigalas, Nikos (2012) « Violence et population à l'époque du banditisme nationaliste. Les violences contre les *Rum* sous le gouvernement du CUP (1913-1918) », *European Journal of Turkish Studies*: "Demographic Engineering" - Part III (forthcoming).

Simovski, Todor Hristov (1997), *Atlas of the Inhabited Places of the Aegean Macedonia*, Skopje, Makedonska Kniga.

Skilakakis, Th. (1995) *Στο όνομα της Μακεδόνιας*, Ελληνική Ευρωεκδοτική, Athènes.

Skopétéa, Elli (1988) *Το «Πρότυπο Βασίλειο» και η Μεγάλη Ιδέα, Όψεις του εθνικού προβλήματος στην Ελλάδα*, Athènes, Πολύτυπο.

Skoulariki, Athéna (2005) *Au nom de la nation. Le discours public en Grèce sur la question macédonienne et le rôle des médias (1991-1995)*, thèse de doctorat à l'Université Panthéon-Assas (Paris II) sous la direction de Rémi Rieffel, non publiée, soutenue le 17 mars. 2 volumes.

Skoulariki, Athéna (2008) Μακεδονικό: Πόσο δόκιμος είναι ο όρος αλυτρωτισμός ; *Σύγχρονα Θέματα,* τεύχος 101, avril-juin 2008, pp. 13-17.

Sofoulis, Manolis K. (2007) *Ημερολόγιοπολέμου* (1906-1914), Γρηγόρης, Athènes.

Soulis, Dimitrios (1934) *Ο Δεύτερος Βακκανικός Πόλεμος κατά των Βουλγάρων, 1913*, Athènes.

Todorovitch, Milan I. A. (1913) *Salonique et la question balkanique*, Paris, A Challamel.

Sorgun, Taylan (2003) *Bitmeyen Savaş : İttihad ve Terakki'den Cumhuriyet'e Halil Paşa*, Istanbul, Kum Saatı.

Trifon, Nicolas (2005) *Les Aroumains, un peuple qui s'en va*, La Bussière, Acratie.

Tsitsélikis, Konstandinos ;Christopoulos, Dimitris (2008) «Από το πολυπολιτισμικό 'μέγα όνειρον του Ελληνισμού' των αρχών του 20ου στην 'πολυπολιτισμική πραγματικότητα' των αρχών του 21ου αιώνα», inChristopoulos, Dimitris (ed.) *Το ανομολόγητο ζήτημα των μειονοτήτων μέσα στην ελληνική έννομη τάξη*, Athènes, ΚΕΜΟ/Κριτική, pp.33-67.

Uniongrecquepourlesdroitsdel'Homme (2009) *Πρόταση σχεδίου νόμου: Κώδικας Ελληνικής Ιθαγένειας*, Athènes, editeur.

Van Boeschoten, Riki (2000) « When Difference matters : Sociopolitical Dimensions of Ethnicity in the District of Florina », in Cowan, Jane K. (ed.) *Macedonia, The Politics of identity and Difference*, Londres, Pluto Press, pp. 28-46.

Van Boeschoten, Riki (2003) « 'Unity and Brotherhood?' Macedonian Political Refugees in Eastern Europe », *Jahrbücher für Geschiche und Kultur Südosteuropas (JGKS)*: 5, pp. 189-202.

Van Boeschoten, Riki (2006) « Code switching, linguistic jokes and ethnic identity: Reading hidden transcripts in a cross-cultural context », *Journal of Modern Greek Studies* 24, pp. 344-377.

VardaChristina (1993) « Όψεις της πολιτικής αφομοίωσης στη Δυτική Μακεδονία στο Μεσοπόλεμο », *Τα Ιστορικά*, 10/18-19, pp. 151-170.

Vlachos, Nikolaos (1935), *Το Μακεδονικόν ως φάσις του Ανατολικού Ζητήματος, 1878-1908*, Τύποις Γερτρούδης Χρίστου, Athènes.

Voss, Christian (2003), « The Situation of the Slavic-Speaking Minority in Greek Macedonia – Ethnic Revival, Cross-Border Cohesion, or Language Death? », *Jahrbücher für Geschiche und Kultur Südosteuropas (JGKS)*: 5, pp. 173-189.

Vouri, Sofia (1992) *Εκπαίδευση και εθνικισμός στα Βαλκάνια. Η περίπτωση της Βορειοδυτικής Μακεδονίας 1870-1904*, Athènes, Παρασκήνιο.

Walden, Sotiris (1991) *Ελλάδα-Γιουγκοσλαβία. Γέννηση και εξέλιξη μιας κρίσης, 1961-1962*, Athènes, Θεμέλιο.

Wilkinson, Henry Robert (1951) *Maps and Politics. A Review of Ethnographic Cartography of Macedonia*, Liverpool, Liverpool University Press.

Wurfbain, André (1930) *L'Échange gréco-bulgare des minorités ethniques*, Paris, Payot.

Zaïmis, Théodore (1913) Atrocités bulgares en Macédoine. Faits et documents. Exposé soumis par le recteur des Universités d'Athènes aux recteurs des Universités d'Europe et d'Amérique, Athènes, Εστία.

YanissopoulouMaria (1998), Αλμωπία: παρελθόν, παρόν και μέλλον. Η ανθρωπολογική προσέγγιση, Εθνικό Κέντρο Κοινωνικών Ερευνών, *Μακεδονία και Βαλκάνια*, Athènes, Αλεξάνδρεια.

Zoroyannidis, Konstandinos. N., Généraldedivision, (1975), *Ημερολόγιον πορειών και πολεμικών επιχειρήσεων 1912-1913,* Thessalonique, Ίδρυμα Μελετών Χερσονήσου του Αίμου.

NOTES

1. Document émanant de la Commission de Rétablissement des Réfugiés, Direction générale de la Colonisation, nº de protocole 454. La carte que ce document était sensé accompagner est absente du dossier. Je remercie Elissavet Kontogiorgi de m'avoir fourni ce document.

2. Cette remarquable base de données est constituée à partir d'une multitude de sources démographiques, dont les plus importantes sont : les statistiques de Kănčov (1900), celles de Chalkiopoulos (1910), la statistique ottomane 1912 du *sancak* de Salonique (puisée dans les archives de Stéphanos Dragoumis à la bibliothèque Gennadios), une statistique bulgare d'août 1912 réalisée par Siméonov, le dénombrement effectué par l'armée grecque en septembre 1913 (ministère de l'Économie nationale 1915), le dénombrement de 1914 du Gouvernorat Général de Macédoine (ΑΓΔΜ dossier 14, Υποδιοίκηση Κιλκίς Προς Γενική Διοίκηση Μακεδονίας, n. de protocole 3679, 3723 et 3738, 16/11/1914), le recensement officiel de 1920 (Ministère de l'Économie nationale 1923), la statistique de la Commission de rétablissement des réfugiés de 1928, ainsi que de nombreux autres documents s'échelonnant de la période antérieure à l'incorporation de la Macédoine dans l'État grec jusqu'à nos jours. Nous avons également pris en compte l'« Atlas des lieux habités de la Macédoine de l'Égée », établi par Todor Hristov Simovski

(1997), ainsi que l'étude minutieuse des localités de la Macédoine grecque en 1913, menée par Éléni Kyramargiou (2003 – non publié).

3. ΑΓΔΜ dossier 14, Υποδιοίκηση Κιλκίς Προς Γενική Διοίκηση Μακεδονίας, nº deprotocole 3679, 3723 et 3738, 16/11/1914. Parlant des réfugiés de ces villages en Bulgarie, ce fonctionnaire note qu'ils ont perdu leur foi dans la Bulgarie à cause de l'arbitraire de l'occupation bulgare : « s'ils sont partis, c'est par peur des représailles de notre armée et ils veulent réintégrer la Grèce, ne se sentant pas à l'aise en Bulgarie, et affluent massivement à notre ambassade à Sofia pour obtenir leur retour. » *Cf.* § 36-40.

4. ΑΓΔΜ dossier 14, Διοικητικός Αντιπρόσωπος Κ. Θοδωρακίου Δ. Χαραλαμπίδης, nº deprotocole 621, 14/12/1914.

5. Il s'agit des villages de Ali Hocalar avec 72 slavophones indigènes, Karaca Kadi 37, Kilindir 296, Seslovo 93, Strezovo 63 et Moutoulovo 122.

6. Ano Thodoraki (Gorno Todorak), Kato Thodoraki (Dolno Todorak), Rayanovo, Planitsa, Kousovo, Buzderek, Moravtsa, Todorovo, Mirovo. Le village de Ravna fait vraisemblablement partie, même au début de l'administration grecque, de l'arrondissement de Nigrita ; plus tard, il sera rattaché au département de Kilkis dont il dépend encore aujourd'hui.

7. Stratos Dordanas, dans une étude approfondie parue après la fin de cet entretien, sur les réfugiés installés dans la préfecture de Kilkis, ajoute aux documents que j'ai déjà cités un document du Gouvernorat général de Macédoine concernant l'arrondissement d'Archanguéli (Dordanas 2009 : 281).

8. *Ibid.*

9. Parmi les nombreuses références à cette conversion forcée, il est intéressant d'en citer une qui émane des archives diplomatiques françaises et qui, malgré la connotation orientaliste empruntée au *Roi des Montagnes* d'Edmond About, montre clairement la connivence entre l'armée, les bandes, l'Église et les fonctionnaires : « [...] Les attentats sanglants sont actuellement réservés aux Pomaks, Bulgares musulmans, que l'on veut à toute force ramener à l'Orthodoxie par les moyens que Charlemagne employait jadis pour convertir les Saxons. D'après notre consul à Philippopoli, l'agglomération de Tchépina, comprenant neuf villages pomaks, a été récemment visitée par les *comitadjis*, assistés de la police, ainsi que cela se passait dans *Le Roi des Montagnes*. Il y aurait eu soixante-dix morts, un imam assommé, un Hodja aveuglé et naturellement quelques filles violées » (Monsieur Dard, chargé d'affaires de la République française à Sofia à Monsieur Doumergue, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères. AMAE FAA Série A 288/27).

10. Il convient de signaler ici la différence entre les volontaires des trois armées et principalement celles qui séparent, d'un côté, les volontaires macédoniens enrôlés dans l'armée bulgare (eux-mêmes différant des *comitadjis*) et, de l'autre, les *proscopes*, volontaires grecs commandés par des officiers de l'armée régulière, surtout sujets ottomans. Il y a eu un long débat lors des discussions du comité mixte gréco-bulgare concernant la délimitation des zones occupées contestées, le 11 avril 1913, entre Grecs et Bulgares, pour déterminer ce que recouvre exactement le terme « irréguliers » (Ministère des Armées III 1- 1934 : 49-56).

11. Torbèches : population slavophone musulmane de la Macédoine centrale et occidentale.

12. Signalons que les chrétiens de ces régions, Serbes et Bulgares, ont beaucoup souffert des violences commises par les Albanais musulmans jusqu'à la « libération » de 1912.

13. Notons que des livres ou des aide-mémoire de ce type ont été par ailleurs produits par la plupart des belligérants contre leurs adversaires, comme par exemple le livre grec, *Atrocités bulgares en Macédoine orientale et en Thrace* (Anonyme 1914), plus élaboré que le rapport publié précipitamment en 1913 en français par le Recteur des universités d'Athènes, Théodore Zaïmis et pris en compte, non sans une certaine méfiance, par la Commission Carnegie (Zaïmis 1913).

14. Les Serbes ont carrément interdit l'entrée de la commission sur leur territoire et toute investigation.

15. Les Grecs sont surtout réticents à l'entrée en Grèce de H. N. Brailsford, membre britannique de la commission, et à toute investigation qu'il pourrait mener. Une lettre en anglais, adressée à l'ambassadeur de Grèce à Londres, Gennadios, par Alexandre Pallis, le 20 août 1913, décrit Brailsford comme anti-grec et suggère de lui interdire, ainsi qu'à toute la commission, l'entrée sur le territoire grec (EAECA – BGASD, dossier 113.2- doc. 49a). Brailsford envoie une lettre à Stéphanos Dragoumis, Gouverneur général de Macédoine, lui rapportant qu'un gendarme crétois, obéissant à des ordres, lui a interdit de prendre le train pour Kilkis ; finalement, Dragoumis lui accorda l'autorisation (*cf.* annexe XXIV). Dans son livre, *Macedonia, its Races and their Future*, 1906, il dénonçait les violences des bandes grecques en Macédoine après 1904 ainsi que la connivence gréco-ottomane dans la région. De son côté, Victor Bérard, le membre français de la commission, officiellement déclaré philhellène, est secrètement redouté comme bulgarophile, après la publication de son livre, *Pro Macedonia*, et surtout après la réponse qu'il donne à Néoklis Kazazis, dans le chapitre intitulé « Aux Hellènes », où il souligne lui aussi cette connivence (Bérard 1904 : 193-209).

16. Serrès, le 28/2/1913, Melénikou Constandinos au ministère des Affaires étrangères à Athènes, ministère des Armées III1 - doc 69, pp. 128-134.

17. D'une manière équivalente chez les Bulgares, il y a aussi divergence entre, d'un côté, le roi Ferdinand, l'état-major et surtout le générallissime de l'armée, Savov ainsi que certains leaders politiques et, de l'autre côté, le Premier ministre, Ivan Guéchoff, architecte de l'Alliance balkanique (Guéchoff 1915 - Kraïnowsky 1938 : 225-281), modéré et désireux de maintenir celle-ci jusqu'à la fin.

18. Le livre de Helen Gardikas-Katsiadakis, basé sur des documents diplomatiques grecs et britanniques, est le plus complet sur les coulisses diplomatiques de cette période de la Conférence des ambassadeurs à Londres et évoque l'instabilité qui règne entre janvier et mai 1913 : cette position grecque, émanant de Vénizélos, est alors formulée une première fois par ce dernier qui, par la suite se rétracte en réclamant comme frontière le Nestos (180-183). Elle aboutira plus tard, suite à une proposition de Gennadios, ambassadeur de Grèce à Londres (195), sous la forme décrite par Guéchoff, lequel l'attribue à Vénizélos, qui aurait même fait savoir, avant la deuxième guerre balkanique, qu'il se satisferait d'une frontière constituée par la région des lacs séparant la presqu'île de la Chalcidique du continent (Guéchoff 1915 : 184-186).

19. Les autorités militaires bulgares n'avaient pas autorisé les détachements du capitaine à investir la ville de Kilkis, ce qui constituait le début de sa mission (Zoroyannidis 1975).

20. Le rapport Carnegie contient le témoignage de deux personnes de Zarovo, dont une mentionne que la cavalerie grecque a poursuivi et attaqué les fuyards aux alentours du village (Dotation Carnegie 1914 : 302) ; Miletič (1913 : 88) a également recueilli des témoignages des villages voisins de Negovan et de Bogorodica (aujourd'hui Krithia, également connu sous les noms de Gnoïna et Yeni Koy (Kyramargiou 2003).

21. Vu la description exacte de la topographie de la région par le capitaine Zoroyannidis, il ne peut s'agir que de Banitsa et Doutli et probablement de Frasten et Mertatovo, les villages ayant fait acte de soumission.

22. Je dois d'avoir pu consulter ce document à Tassos Kostopoulos, qui l'a mentionné dans son article « To Onoma tou Allou » Le Nom de l'Autre (2004).

23. Pour une biographie de Gotse Deltchev, de tendance pro-bulgare, *cf.* Mac Dermott, 1978.

24. Montagne dont la crête, longue et étroite, culminant à 2031 m, constitue la ligne de partage des eaux entre les vallées de la Bregalnica, au nord, et celle du bassin du bas Strymon, au sud, formant les lacs marécageux de Boutkovo (aujourd'hui Kerkini) et Tahino (en grec T' ahinou, à ce jour asséchée), avant l'embouchure de ce fleuve dans le golfe d'Orphano.

25. Melnik et Nevrokop en feraient partie mais pas Guevguélja, attribuée à la Serbie, ce que confirme clairement l'accord gréco-serbe de juin 1913. Le livre grec sur les atrocités bulgares, s'adressant aussi aux étrangers, ne fait aucune mention de l'incendie de Strumica par les Grecs,

excepté dans la réponse du roi de Grèce au roi de Bulgarie, comme le fait Anguélopoulos, qui s'adresse, lui, à un public exclusivement grec mais n'omet pas de mentionner toutefois que « les habitants grecs, musulmans, juifs et même beaucoup de Bulgares, se souvenant des atrocités épouvantables commises par l'armée bulgare pendant leur première occupation, abandonnent massivement leur pays et leur patrimoine, se réfugiant dans la Grèce nouvelle. C'est là que se trouvait Kilkis, brûlée par les Bulgares. Ils formèrent un nouveau « pays » (*patrida*) avec l'aide du gouvernement grec, la « nouvelle Stromnitsa » (Anonyme 1914 : 74 et Anguélopoulos 1980 : 341).

26. Melnik (en grec Mélénicon) : ville de la Macédoine du nord-est constituant un îlot grécophone de viticulteurs spécialisés, locuteurs d'une variété propre du grec, entouré d'une mer de villages céréaliers slavophones. Une minorité de ses habitants était slavophone. Les réfugiés grecs de Melnik se sont majoritairement installés à Demirhissar.

27. *Cf.* également Dragostinova 2011 : 81 et note 8. Ce livre paru après l'accomplissement de cet entretient est l'étude la plus édifiante en ce que concerne les Grecs de Bulgarie.

28. Ce n'est qu'après l'arrivée des réfugiés de Thrace occidentale (Dotation Carnegie : 192-193), et surtout après l'accord de novembre 1913 entre l'ORIM et le CUP, que commence la persécution des musulmans de Macédoine orientale grecque (Kostopoulos 2007 ; Sigalas 2012).

29. *Cf.* Dragostinova (2011 : 39-61).

30. Le ministre des Affaires étrangères français Stephen Pichon écrit à ce propos au chargé d'affaires de la République française à Athènes : « Le chargé d'affaires de Bulgarie à Paris m'a signalé, sur l'ordre de son gouvernement que plus de 1 000 Bulgares originaires de Lerina, Kostour, Vodéna et Salonique, arrêtés par les autorités helléniques au cours de la guerre balkanique, sont toujours retenus en prison. Ces Bulgares, prêtres, maîtres d'école et commerçants sont tous des gens âgés, dont le seul crime serait d'être de nationalité bulgare et de relever de l'Exarchat » (annexe IV).

31. Le témoignage d'un soldat grec, faisant partie de ceux qui furent publiés par la Commission Carnegie, indique que, sur les mille prisonniers, probablement des volontaires macédoniens du régiment que toutes les sources militaires mentionnent comme ayant été faits prisonniers à Nigrita-même (Zoroyannidis 1975 : 92-96, qui, lui, parle de la garde d'élite du roi Ferdinand), seul un petit nombre se trouvait encore dans les geôles ; les autres avaient été exécutés ou auraient péri suite aux rigueurs de la détention ; le rapport de la Commission Carnegie cite longuement des témoignages de prisonniers et rapporte dans le détail les abominables conditions de détention, voire les violences subies.

32. Çatalca et Edirnecik (aujourd'hui Horisti et Hadriani), dont les populations grécophones, en majorité chrétiennes, comprenait chacune une communauté musulmane.

33. Cette enquête a constitué une des sources les plus prestigieuses du livre grec traitant des atrocités bulgares en Macédoine concernant les événements de Doxato et de Serrès (Anonyme 1914), encore qu'elle n'y soit pas reproduite, le nombre de morts et de viols répertoriés par l'enquête étant de beaucoup inférieur aux chiffres avancés par les Grecs (ceux de Poulpiquet du Halgouët sont en fait inférieurs à la réalité). Une controverse s'est élevée dans les rangs des diplomates français sur l'impartialité de ce rapport. L'ambassadeur de France à Sofia, de Panafieu (annexe XVII) l'ayant contesté, Poulpiquet du Halgouët répond par une nouvelle dépêche (AMAE A 286/8, n. 395, 8/12/13).

34. L'importance de Doxato dans la logique territoriale bulgare devient plus évidente lorsqu'on considère que sa population grecque a été brutalisée pendant ses deux occupations ultérieures par les Bulgares (1916-1918 et 1941-1944).

35. Les *kaza* de Sarışaban (en grec, Chryssoupolis) et, dans une moindre mesure, ceux de Drama, Kavala et Pravišta, sont majoritairement turcophones musulmans, alors que l'albanais est parlé majoritairement dans les *kaza* de Tetovo (en turc, Kalkandelen), Kičevo, Reka, Dibra (Debar en slave) et Korçë pour peu que, contrairement aux Bulgares qui l'en excluent, on considère cette dernière comme faisant partie de la Macédoine et dans une moindre mesure dans ceux de

Koumanovo, Struga, Ohrid, Bitola (surtout dans le *nahiye* de Prespa), Florina et Kastoria. Les Albanais sont majoritairement musulmans, sauf à Korçë où ils sont majoritairement orthodoxes mais il y a d'importantes minorités orthodoxes à Reka, Florina et Kastoria et moins importantes à Bitola (Clayer 2007).

36. Les Aroumains se trouvent dans la montagne (résidence d'été des pasteurs, dans des villages parfois somptueux ou dans des huttes de transhumance) et dans les villes où ils sont commerçants ou artisans, les Rom sédentaires, dans les plaines où ils constituent la main-d'œuvre des grands domaines, parfois dans des villages compacts, ainsi que dans les faubourgs des villes et des grands villages, où ils sont artisans ou musiciens.

37. Méglénoroumain : langue romane orientale, différente de l'aroumain, cédant le terrain au slave macédonien ; les locuteurs sont appelés en français méglénoroumains et en roumain meglenoromâni tandis qu'eux-mêmes s'appellent Valaques (*Vlakh*). Les deux groupes sont appelés par les populations qui les entourent, ainsi que par les diplomates qui se réfèrent à eux, Valaques, sans faire état des éléments importants qui les distinguent, d'un point de vue ethnique, linguistique et social.

38. Bourgade musulmane de langue méglénoroumaine, chef-lieu du *nahiye* (Thede Kalh 2009).

39. En judéo-espagnol *spaniol* ou *djudezmo*, la lanque calque servant de support écrit étant appelée *ladino*.

40. Une partie de ce groupe avait, depuis deux siècles, embrassé l'Islam, et constitue encore au début du XXe siècle un groupe endogame à l'intérieur de la communauté musulmane de la ville, parlant encore le judéo-espagnol et connu sous le nom de *Dönmè*.

41. La ligne de contact entre parlers grecs et slaves passe, *grosso modo*, à Nistim (Nostimo) et à Videlousti (Damaskinia, le seul village de cette région comprenant des locuteurs des deux langues), au sud du village de Nestram (*nahiye* de Nestram, Nestorion), laissant la ville de Kastoria comme îlot grécophone à l'intérieur de l'aire slavophone, la moyenne vallée et la boucle de l'Haliacmon, *kaza* de Grévéna et *kaza* de Anasélitsa, entièrement grécophones (les musulmans compris : Valaadès), légèrement au sud de Kaïlar (Ptolémaïda), au sud de Naoussa (Niaousta en grec parlé, Neguš en slave), autre îlot grécophone avec deux villages voisins, atteint l'embouchure de l'Haliacmon, laissant en dehors la totalité du mont Flambouro (Piéria Ori) grécophone, la ville de Verria et le Roumlouk, entièrement grécophone (sauf l'enclave slavophone du village de Libanovo, aujourd'hui Aiginio), laissant le village de Koulakia (aujourd'hui Halastra), anciennement slavophone mais déjà grécophone à l'époque, contourne Salonique, mais remonte pour comprendre les villages de Baltsa (Mélissohori) et de Demirglava ou Dryminglava (Drymos), tous deux grécophones, ainsi que Giouvezna (Assiros) et Laïna ou Laïnovo (aujourd'hui Laguina), Aïvatovo étant slavophone, ainsi que la bourgade de Langada et plusieurs villages dans le Bassin des lacs séparant la Chalcidique, celle-ci entièrement grécophone quant aux Chrétiens, du continent. La ligne remonte pour comprendre les quatre villages sur la rive droite du Bogdano, Negovan ou Ligovan (Xyloupolis), Zarovo (Nikopolis), Suho (Sohos) et Vissoka (Ossa) mais laissant en dehors les villages voisins de Bérova (Vertiskos) et Chorouda, grécophones. Le district au sud de Nigrita est grécophone, au nord, majoritairement slavophone. C'est dans la région comprise entre Salonique et Serrès que la ligne de contact est la moins claire ; les rives du lac Tahino sont le seul endroit où l'on trouve des villages mixtes, comportant une partie grécophone et une partie slavophone. La ligne atteint Serrès, limite septentrionale de la grécophonie, en laissant la ville de Melnik comme enclave avec le village musulman de Laïlovo, ainsi qu'une partie des villes de Demirhisar et de Nevrokop, seules agglomérations entièrement ou en partie grécophones au nord de Serrès. La ligne laisse les villages grecophones Darnak en dehors mais tout le mont Ménécée est slavophone, sauf les villages d'Anastassia, de Sfélinos au sud, aujourd'hui grécophones (mais ayant été bilingues) et sept villages turcophones chrétiens. La pointe méridionale des slavophones est constituée par les villages d'Alistrati, Klepoušna (Agriani), Skridjovo (Skopia), Gračen (Aghiohori). La ligne se

poursuit jusqu'à Drama, avec une importante enclave grécophone constituée par les trois villages de Doxato, Edernecik (Hadriani) et Çatalça (Horisti) et la majorité chrétienne de la ville de Drama. À partir de cette ville, à l'est, la région est entièrement turcophone sur les flancs sud et slavophone sur les flancs nord des contreforts du Rhodope à partir d'une certaine altitude où se trouve la plus grande concentration de Pomaks. La grécophonie est beaucoup plus intense en Thrace à l'est de la ville de Komotini et surtout en Thrace orientale plus on se rapproche d'Istanbul, le littoral de l'Égée et de la mer de Marmara étant sur toute la ligne turcophone et surtout grécophone.

42. Les parlers slaves ne sont nulle part en usage sur le littoral égéen de la Macédoine et de la Thrace, ce qui constitue un problème majeur pour la Bulgarie, son littoral sur la mer Noire ne lui donnant pas accès à la mer ouverte, du fait que celle-ci est séparée de l'Égée par les Détroits qui sont contrôlés par l'Empire ottoman. Là où les parlers slaves s'approchent le plus de la mer, à l'ouest de Salonique, ils en sont séparés par les vastes marécages à l'embouchure des quatre fleuves qui se jettent dans le golfe de Salonique. Seuls Koçkar et Eski Kavala, villages du littoral à l'ouest de Kavala, sont slavophones mais musulmans. Cet exposé linguistique (§ 70-78) ne prend pas en compte la religion, bien qu'elle soit aussi importante que la langue, les Bulgares omettant le plus souvent cette donnée, tant entre patriarchistes et exarchistes qu'entre Orthodoxes, en général, et musulmans, ne retenant qu'une catégorie linguistique et se bornant tout au plus à signaler, comme Kănčov (1900 ; Kontogiorgi 2006 : 230-236), s'il s'agit de chrétiens ou de musulmans.

43. Kastoria est un îlot grécophone proche de la zone grécophone mais séparé de celle-ci par le plateau du lac homonyme et les villages du nord du *nahiye* de Hroupista, entièrement slavophone. Serrès, quant à elle, peut être considérée comme la pointe septentrionale d'une brèche grécophone sur les flancs du Ménécée et sur la rive gauche du Strymon, majoritairement slavophone. Même la zone du sud de Paparrigopoulos, entièrement grecque selon lui, contient de vastes brèches slavophones.

44. Cette tendance apparaît très tôt avec les Aroumains à Peste et à Vienne avec Bojaci (Michaïl Bojaci 1813 ; Thede Kahl 2009 ; Mackridje 2009 : 187-192) - Anguéliki Konstandakopoulou 1988), pour continuer avec les Bulgares et s'étendre aux Albanais (Clayer 2007 ; Sigalas 1999). Il est à noter que, depuis Bojaci (1813) jusqu'au début du XXe siècle, ce sont surtout les instituteurs ou enseignants du grec en général, non grécophones, qui deviennent, les premiers, les apôtres de l'enseignement dans leur langue maternelle et ce, suite à un conflit personnel avec l'élite grecque, qui en entame le prestige. Des prêtres peuvent parfois suivre une trajectoire analogue : Papa Kristo Negovan, Papa Eftim Karakhissaridi, alias Ereneröl, Fan Noli constituent les exemples les plus illustres.

45. Dragostinova (2001 : 23).

46. Spyros Karavas, dans un livre paru après la réalisation de cet entretien, met en évidence un autre paramètre de la politique grecque en Macédoine ottomane, celui de l'achat par de gens liés au parti grec de *çiftlik* appartenant à des musulmans afin de dominer les travailleurs agricoles slaves, les mettre dans le giron patriarchiste et, le cas échéant, les remplacer par des travailleurs grecs de l'Empire ottoman ou du royaume de Grèce et former une continuité territoriale par le fait même de la possession de la terre (Karavas 2010). Ce projet très ambitieux n'a pas pu évidement se matérialiser – à l'exception de quelques investisseurs, parmi lesquels se remarquent l'instigateur lui-même du projet, Athanasios Papaloukas Eftaxias et la famille de grands propriétaires terriens locaux, les Khadjilazarou, slavophones patriarchistes appartenant à la grande bourgeoisie de Salonique et formant un des piliers majeurs du parti grec. Parmi les cinq *çiftlik* de ces derniers,on comptait Yanèsdans la région de Kilkis (c'est d'ailleurs très probablement grâce à la protection de Khadjilazarou que les paysans de Yanès sont restés sur place après les événements de juin 1913).

47. Ilinden : Révolte de grande envergure, organisée par l'ORIM pour l'autonomie de la Macédoine, revendiquée aujourd'hui par la république de Macédoine comme acte fondateur du mouvement national macédonien et par les Bulgares comme un haut fait révolutionnaire bulgare en Macédoine. Les Macédoniens l'appellent seulement Ilinden (jour d'Élie, fêté par les orthodoxes le 20 juillet), pour souligner l'aspect macédonien de cette révolte, alors que les Bulgares la nomment Ilinden-Preobrajensko (Preobrajenje : jour de la transfiguration du Sauveur, fêté par les orthodoxes le 6 août), jour aussi de la déclaration de la révolte également dans la région d'Andrinople et de la Strandja, ce qui ôte à l'événement son caractère exclusivement macédonien.

48. Ce travail se fonde sur une nouvelle lecture du remarquable ouvrage de Lioubomir Miletič, *Materiali za istoriata na makedoskoto osvoboditelno dvijenie*, t. I-IX, Sofia, 1925-1927, et en particulier sur les tomes I, II, III, IV et VIII, dans lesquels figurent les récits des principaux responsables macédoniens recueillis immédiatement après l'insurrection de 1903.

49. « Verhovistes » et « centralistes » ne peuvent en effet être si facilement considérés les uns comme des instruments de l'État bulgare et les autres comme une émanation du nationalisme macédonien. Les nuances du différend bulgaro-macédonien sont mises en relief d'une manière exemplaire dans le travail pionnier de Tchavdar Marinov (Marinov 2006) dont j'ai eu connaissance après la fin de cet entretien. Je renvoie également à ce travail pour l'analyse des oscillations dans l'onomastique des organisations révolutionnaires macédoniennes.

50. On doit à Victor Bérard (1904) et à Henry Noel Brailsford (1906 : 209-220) la dénonciation la plus virulente de cette alliance tacite. Au second, on doit également le portrait le plus évocateur, brossé par un non Grec, de Monseigneur Germain, métropolite de Kastoria (alias Germanos Karavanghélis ; pour une dénonciation bulgare avant l'entrée en scène des bandes grecques, *cf.* Anonyme 1904 : 46 ; sur le rôle joué plus tard par ce prélat dans le Pont-Euxin en tant que métropolite d'Amasya, cette fois-ci contre les Turcs, Sigalas 2012); notons que la chose est également soulignée par un autre auteur français qui a une connaissance profonde de la Macédoine : René Pinon (1909 : 221).

51. Voir à ce sujet Andréou (2003). Un livre récent entend prouver qu'un grand nombre de Macédoniens indigènes (toutes langues confondues) ont participé, côté grec, à la « lutte macédonienne ». Ce qui exprime une tendance récente à mettre en exergue la contribution des indigènes dans l'effort armé grec en Macédoine. (Michaïlidis & Papanikolaou 2008.)

52. Une bonne partie de ces études sont issues de chercheurs ayant un rapport avec le Musée de la Lutte macédonienne de Thessalonique et le centre de recherches associé à celui-ci. Ces études, quelquefois de grande érudition, sont en général limitées par le cadre helléno-centrique que pose la notion de lutte macédonienne, dans le champ conceptuel de laquelle sont appelées à fonctionner les instituions ci-mentionnées.

53. *Cf.* l'excellent exposé de Tchavdar Marinov (2006).

54. Ivan Guéchoff : Premier ministre de la Bulgarie de 1911 jusqu'à son abdication, en mai 1913. Il ne fut pas Premier ministre pendant la débâcle de 1913, ayant compris l'extrême précarité de sa position modérée et étant dans l'incapacité de contrôler une Bulgarie où les bellicistes avaient pris le dessus. Dans son livre sur l'alliance balkanique (Guéchoff 1915), publié en français et en anglais, il insiste sur les responsabilités partagées « des chauvins de tous les pays balkaniques », qui ont entraîné la ruine de l'alliance et la défaite de son pays. Par chauvins il entend, en ce qui concerne la Bulgarie, la fraction belliciste à laquelle avaient adhéré le roi Ferdinand, le haut commandement de l'armée, les Macédoniens et tous les partis d'opposition, sauf les agrariens et les socialistes.

55. Guéchoff, dans son récit, n'accorde pas assez d'importance à la politique russe de rapprochement des deux États slaves avec les ambassadeurs de Russie à Belgrade et à Sofia, Hartwig et Nekludov (Fay, Tome I, p. 288).

56. Les bandes grecques ont d'ailleurs imité l'organisation révolutionnaire et, à bien des égards, ont tiré un enseignement de leurs méthodes, bien qu'il faille distinguer entre groupes armés insurgés et groupes armés inféodés au pouvoir, selon la dichotomie établie par Stathis Kalyvas (2006) (en anglais, *insurgents/incumbents*), les bandes grecques étant la plupart du temps, selon cette lecture, du côté des *incumbents*.

57. Macédoine (Grèce/Bulgarie) 1913, Macédoine orientale grecque /Thrace occidentale bulgare 1913-1914, Macédoine grecque/Thrace orientale ottomane et Asie Mineure 1914, Thrace bulgare/ Thrace ottomane 1913, Grèce/Bulgarie 1919, Grèce/Turquie 1922-1923, Allemagne nazie et URSS (Polonais-allemands soviétiques) 1939-1940, Pologne/Ukraine/Biélorussie/Lithuanie soviétiques 1944, Inde/Pakistan 1947-1948, Israël (entité juive/entité arabe) 1947-1948, Chypre 1963-1975, Israël/États arabes 1967-1968, Liban 1975, Croatie/Serbie 1991-1995, Bosnie Herzégovine 1992-1995, république de Macédoine 2001 (Albanais/Macédoniens), Kosovo 1997-1999 et 2004 etc. Quelques-uns de ces échanges interviennent *ad hoc*, certains États se réclamant de cette logique ; pour d'autres, ils sont institutionnalisés à partir de 1919 dans des traités et ce, jusqu'en 1948, puis, pendant les guerres de Yougoslavie, sont partiellement entérinés par Dayton en 1995 et l'accord militaire de Koumanovo de 1999.

58. Pour l'analyse de cette source,*cf.* Baltsiotis & Embiricos 2007.

59. Participation qui avait constitué un critère d'appartenance pour les sujets grecs de l'Empire ottoman, du fait que les Bulgares ayant participé à cette révolution étaient considérés comme Grecs ; une agglomération fut réservée à ces derniers sur les flancs du mont Parnès, en Attique, appelée « *synoikismos Thrako - Voulgaro - Servon* » (Skopétéa 1988 : 332), et rebaptisée après l'apparition de l'antagonisme gréco-bulgare *Thrako-Makedones*.

60. L'idée libérale de la conscience nationale est ainsi de plus en plus considérée comme un critère rigide d'appartenance alors qu'il ne s'agit que d'une notion dynamique, sujette à une négociation continue.

61. Il est par ailleurs important de signaler que la politique du ministère grec des Affaires étrangères s'est forgée dans la deuxième moitié du XIXe siècle et au début du XXe siècle à travers la prise en compte de tous les paramètres qui ont joué un rôle majeur dans la revendication de la Macédoine et, en second lieu, de l'Épire et de la Thrace. La « politique nationale » concernant les minorités non grécophones ou non orthodoxes des parties de ces trois contrées qui ont été incorporées à la Grèce relève, paradoxalement, encore aujourd'hui de la compétence du ministère des Affaires étrangères.

62. La comparaison ne concerne pas les chiffres (le nombre des réfugiés palestiniens de 1948 s'élevant à plusieurs centaines de milliers contre quelques dizaines de milliers pour les réfugiés de la Macédoine orientale grecque de 1913 et le nombre de morts étant sans commune mesure dans les localités de Deir Yassin et de Kilkis) mais la signification des deux événements dans l'appropriation du territoire macédonien et palestinien, par la Grèce et Israël respectivement.

63. Aujourd'hui Mandrès, dans le nome de Kilkis entièrement peuplé de réfugiés albanophones patriarchistes de la bourgade de Mandrica en Bulgarie.

64. Ainsi que Dordanas 2009.

65. Cette attaque a été lancée le 29 juin 1913, sans déclaration de guerre, par le général Savov, chef de l'état-major, très austrophile. Le général a probablement reçu l'ordre d'attaque du roi Ferdinand, sans consultation préalable du Parlement ni du Premier ministre Danev (successeur de Guéchoff), qui s'est tout de suite opposé à l'attaque et demandé en vain la médiation du Tsar pour faire cesser les hostilités. Les Serbes et les Grecs auraient saisi l'occasion pour « dédouaner » la Bulgarie des territoires occupés par son armée (Guéchoff 1915). Cette attaque inouïe semble résulter de la confiance du roi et de l'état-major dans la force de leur armée, ainsi que de leur volonté de procurer à la Bulgarie un avantage dans les négociations pour le partage des territoires occupés avant que les conscrits, requis en période de moisson, ne soient démobilisés. Auparavant, il y avait eu plusieurs attaques contre les positions grecques sur le

mont Pangée, dans l'arrière-pays de Kavala, le général Savov ne considérant pas qu'il existait une zone neutre entre les positions des deux armées d'occupation (Ministère des Armées 1934, III – I - G I). Bien que sans doute provoquées également par l'armée grecque, ces attaques ont été contenues diplomatiquement mais c'est elles qui sont probablement à l'origine de la démission de Guéchoff.

66. 1. Israélites, 2. Musulmans (Dönmés compris), 3. Roums (Grecs orthodoxes patriarchistes : Grecs, Valaques hellénisants, slavophones patriarchistes et autres catégories moins nombreuses de patriarchistes, et 4. Bulgares (Bulgares orthodoxes exarchistes et les quelques uniates).

67. Fils de Stéphanos Dragoumis, écrivain, d'inspiration barèsienne et diplomate, farouchement pro-ottoman et anti-slave, il fut l'idéologue par excellence du nationalisme grec de son époque, dans son expression littéraire et idéologique. Il était incapable de percevoir l'évolution de l'Empire ottoman sous les Jeunes Turcs vers le nationalisme turc et, de ce fait, il dépréciait Venizélos. Il a été assassiné en 1920 à Athènes par Gyparis, le capitaine du volontaire Nostrakis, que nous avons déjà rencontré dans les pages du journal de ce dernier.

68. Philippos Dragoumis, juriste, politicien et peintre, fils du gouverneur général de Macédoine et ex-Premier ministre Stéphanos Dragoumis et frère du diplomate et écrivain Ion Dragoumis, plusieurs fois député de Florina, a participé au gouvernement d'union nationale au moment de la Libération (1944), ministre des Affaires étrangères lors de la conférence de paix de Paris.

69. En ce qui concerne Pelletier (1913), il convient cependant de préciser que son parti pris pro-bulgare le rend exagérément critique envers tout ce qui vient de la Grèce.

70. Je remercie chaleureusement pour la communication de ce document, Andonis Polémis, érudit, dernier imprimeur de l'imprimerie Lourentzos Karaoulanis d'Andros qui en a organisé les archives.

71. Pavlos Mélas et Stéphanos Kallergis, ce dernier ayant succombé au choléra pendant la campagne militaire de 1913.

72. Elle figure dans le même dossier déjà cité des archives Stéphanos Dragoumis.

73. L'historien américain Sidney Bradshaw Fay considère Alfred Dumaine comme une marionnette de Raymond Poincaré et estime que son ouvrage *La Dernière Ambassade de France en Autriche,* Paris, 1921, « manque singulièrement d'information et d'influence » (Fay : 39, 41). La conception qu'a Maurice Bompard, ancien ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à l'époque ambassadeur à Istanbul, et bras droit de Paul Cambon, de l'attitude de la France envers la Bulgarie, la Serbie et la Grèce, diffère sensiblement de celle de Dumaine ; il oppose à ce dernier qu'il faut tenter jusqu'au bout de convaincre la Bulgarie de ne pas rompre l'Alliance balkanique et reste persuadé que, malgré la politique austrophile de Ferdinand, celle-ci pourrait encore rester dans le giron de la Russie. Bompard, Lorrain francophone, réfugié après 1871, a écrit, après son ambassade en Turquie, une notice très clairvoyante sur la question d'Orient (Bompard 1937 : 317-330).

74. Jean Larmeroux reproduit, sans citer ses sources, des lettres de Danev, Savov, et d'autres Bulgares (1918 : 337-374), qui témoignent de l'extrême bellicisme et de l'austrophilie de ces militaires et politiciens bulgares, peu avant le déclenchement de la deuxième guerre balkanique. Il écrit ce livre en 1918, dans le but d'inculper au maximum l'Autriche-Hongrie dans le déclenchement de la première guerre mondiale. La littérature de cette période émanant des puissances de l'Entente, avant et peu après le traité de Versailles (1914-1919), entend prouver la responsabilité exclusive de l'Allemagne et de ses alliés dans le déclenchement de la guerre de 1914, ce qui a été cristallisé dans l'article 231 du traité de Versailles. La Russie bolchevique ne faisant plus partie de l'Entente depuis la révolution d'Octobre et le traité de Brest-Litovsk, c'est à la France plus qu'à tout autre allié qu'il incombe de prouver que celle-ci n'est pour rien dans cette affaire.

75. Le dossier du fonds Athènes-Ambassade des Archives historiques du ministère des Affaires étrangères à Nantes, auquel nous faisons référence ici, inclut la controverse sur les atrocités

grecques et bulgares, dont les protagonistes sont Jousselin, consul français à Salonique, Dard, chargé d'affaires français à Sofia, de Panafieu, ambassadeur français à Sofia, Poulpiquet du Halgouët, chargé d'affaires français à Athènes qui remplace alors l'ambassadeur Deville, Cambon, ambassadeur de France à Londres, Descos, ambassadeur de France à Belgrade, le ministre des Affaires étrangères français Pichon, les ministres des Affaires étrangères grecs et bulgare, Coromilas et Panas, d'un côté, et Genadief, de l'autre. Les rapports des ces diplomates, rédigés à partir des enquêtes menées, soit sur le théâtre des atrocités soit d'après les descriptions faites par des témoins oculaires, sont ensuite centralisés par le ministère et redistribués afin de croiser les avis des diplomates. Il en ressort une profonde contradiction entre les représentants français selon qu'ils sont pro-grecs ou pro-bulgares ou qu'ils œuvrent tout simplement pour « les intérêts français » et privilégient les récits qu'ils jugent moins désavantageux pour la France, ou encore qu'ils ont accès à une seule version des événements. L'exemple le plus révélateur à cet égard est sans doute la note manuscrite de Poulpiquet du Halgouët sur un document de Jousselin accompagnant le témoignage portant sur les « atrocités grecques » à Doxato : « Ce rapport est un monument de partialité et d'ineptie. Il va tellement à l'encontre des faits les plus évidents et du sens commun qu'on est stupéfait qu'il ait pu être signé d'un agent français, signature » (AMAE FAA, Série A 286/10, 2/8/1913). Le dernier document concernant cette controverse, daté le 8/12/1913 est une relecture par Poulpiquet du Halgouët des témoignages bulgares concernant Doxato, où il évoque Kilkis en tant que contrexemple de Doxato et Serrès et se défendant des critiques de de Panafieu. Tout en affirmant son manque d'informations lui permettant de trancher sur la question de l'immolation de la ville par les Grecs, il est porté à accréditer la version selon laquelle les habitants de cette région l'auraient quitté de leur propre gré avant son occupation par l'armée grecque, sans que des massacres n'aient eu lieu (AMAE FAA Série A 286/8 8/9/1913).

76. G. Deville, ministre de la République française en Grèce à son excellence monsieur Doumergue, ministre des Affaires étrangères, Paris. 24/3/1914 (AMAE FAA Série A 289/1). *Cf.* également Deville G. (1919).

77. Trois documents diplomatiques français font état de 10 écoles françaises dans la ville et de 35 en Macédoine du Sud, surtout Yenice Vardar, Kilkis et Gevgelija (AMAE, FAA Séries A 278/1, 1/7/1919, 278/2, 1/7/1919 et 278/3, non daté).

78. Je remercie Tassos Anastassiadis et Giorgos Koutzakiotis pour leurs précisions concernant les intérêts français à Salonique et la présence des écoles et missions catholiques.

79. « L'Organisation de Salonique », organisation secrète grecque œuvrant pour les intérêts du parti grec à Salonique, avant les guerres balkaniques, s'oppose à la diffusion du français sur les enseignes des magasins grecs, voulant par ce biais disputer à cette langue son prestige grandissant au détriment du grec, ce qui témoigne d'un conflit latent, à Salonique même, entre le grec écrit et véhiculaire et toute langue qui lui dispute en Macédoine méridionale sa place privilégiée.

80. Paul Cambon, véritable chef de la diplomatie, suivi par Stephen Pichon, ne veut à aucun prix froisser les susceptibilités de la Grèce, ce qui, tout en montrant la façon dont se constituent des alliances avec de petits pays au sein des grandes alliances, atteste que l'orientation qu'on voit poindre dans la dépêche d'Alfred Dumaine est maintenue.

81. Pichon déclare à Delcassé, le 9 août : « l'attitude française est justifiée par notre politique traditionnelle, par le souci de l'équilibre méditerranéen, par les conditions de la guerre entre la Bulgarie et la Grèce, par les victoires et les sacrifices de cette dernière, par l'attitude de l'Allemagne, enfin et surtout par la certitude que j'avais d'une reprise d'hostilités dans l'hypothèse d'une tentative de règlement différent ». (MAE, *Les Affaires Balkaniques*, *1912-1914*, 3 vol. Paris, 1922, tome II, p. 294, in Fay (1930) : 415, note 191) ; la dernière phrase du ministre aurait aussi bien pu valoir pour la solution inverse. Le livre de Fay est l'ouvrage le plus important sur les origines de la guerre mondiale, écrits dans l'entre-deux-guerres, plus important encore

que ceux de E. Bourgeois et G. Pagès, *Les Origines et les responsabilités de la Grande Guerre*, Paris Hachette 1921 et de R.W. Seton – Watson, *Sarajevo, A Study of the Origins of the Great War*, Londres, 1925.

82. En 1917, la grande majorité des habitants grecs de cette région ont été emmenés en déportation dans des camps d'internement, surtout à Kitchevo, et à leur place on a installé les réfugiés de 1913-1915.

83. Je me réfère ici au titre d'un ouvrage écrit du temps de la guerre, évoquant les enjeux en Bulgarie, avant même le choix de l'une des deux grandes alliances, qui a connu un grand retentissement (Dunant 1917). Il comporte également un portrait de de Panafieu (Dunant 1917 : 25-27) et explique sa soi-disant bulgarophilie.

84. Les prétentions grecques sur la Thrace orientale et occidentale sont exposées en vue de la conférence de paix dans le livre de Psaltis (1919) et sur la Thrace occidentale par Kyriakidis (1919). L'inclusion définitive de la Thrace occidentale dans les prévisions de la convention du Traité de Neuilly, qui a entamé le départ de quasiment tous les autochtones bulgares, ne s'effectue que le 26 octobre 1923 (Dragostinova 2011 : 127, 142) – ce qui a aggravé le sort des Grecs de l'ancienne Bulgarie.

85. *Cf.* Dragostinova 2011 : 127, 129 et note 50.

86. Jacques Ancel (1930), sur la difficulté d'évaluer le nombre de réfugiés en Bulgarie, ainsi que sur les péripéties de leur installation et le rôle des organisations macédoniennes, *cf.* le chapitre intitulé : « La Macédoine bulgare et les Macédoniens en Bulgarie », pp. 209-259.

87. Il se réfère au traité de Sèvres, désigné également ainsi.

88. Rapport sur les travaux de la Commission mixte d'émigration gréco-bulgare jusqu'au 16 août 1921 (AMAE FAA A 408/409, sans date).

89. Un document de la mission militaire grecque à Sofia en Bulgarie daté du 5 février 1919 (18 février 1919 du calendrier grégorien), que le chef de la mission, le colonel Constantin Mazarakis, adresse au président du Conseil, et au ministère des Affaires étrangères, à l'état-major, au Gouvernorat général à Salonique et au Gouvernorat général de Macédoine orientale, fait état d'un projet incitant la population grecque de Bulgarie à émigrer en Grèce, en vu de la signature d'un traité qui allait définitivement régler les questions des populations minoritaires entre les deux pays. Le « rapatriement » des *homogeneis* était donc à cette date une politique concrète, au moins pour ces gens qui, comme Mazarakis, l'initiateur de l'institution des *Proskopoi*, avaient fait partie intégrante du mécanisme macédonien. Sur cette question *cf.* également l'étude édifiante de Theodora Dragostinova (2011 : 77-116), publiée après la fin de cet entretien. Sur la mission militaire grecque en Bulgarie *cf*. également Kotzagiorgi-Zymari, 2005.

90. Le « rapatriement » des *homogeneis* était donc à cette date une politique concrète, au moins pour ces gens qui, comme Mazarakis, l'initiateur de l'institution des *Proskopoi*, avaient fait partie intégrante du mécanisme macédonien. Sur cette question *cf.* également l'étude édifiante de Theodora Dragostinova (2011 : 77-116), publiée après la fin de cet entretien. Sur la mission militaire grecque en Bulgarie *cf*. également Kotzagiorgi-Zymari 2005.

91. Dragostinova (2011 : 112-113).

92. Dragostinova (2011 : 142), soutient qu'après 1923 les autorités grecques commencent à interpréter Neuilly sous l'angle de la Convention de Lausanne, dont le caractère obligatoire leur fait oublier le caractère libéral de Neuilly, ce à quoi contribue également la frustration qu'engendre à ces autorités l'arrivée d'un si grand nombre de réfugiés (*cf.* Kontogiorgi 2006).

93. Je remercie chaleureusement Constantin Tsitsélikis de m'avoir fourni ce document.

94. Ce livre important, première étude sérieuse menée par un Grec, s'inscrit toutefois dans une ligne plus ou moins compatible avec une politique de détente sous les gouvernements du centre des années 1960 ; il n'a jamais été traduit en grec. Pour une critique des positions sujettes à variation de cet historien, expert pendant de longues années du ministère des Affaires étrangères, préposé aux affaires balkaniques, voir Anguéliki Konstandakopoulou (2008).

95. C'est alors que le PC est déclaré illégal et qu'est ouvert le camp de déportation de Makronissos destiné à rééduquer idéologiquement les communistes.

96. Selon les autorités communistes, l'objectif était de leur épargner la violence de la guerre et d'éviter qu'ils ne soient concentrés dans les camps dits « Paidoupoleis » institués par la reine Frédérique afin de leur inculquer une idéologie nationaliste et anticommuniste, cette initiative ne concernant pas, du reste, exclusivement des Macédoniens, (plus du tiers d'entre eux étaient des Macédoniens au sens national du terme [Lagani 1996]).

97. Visant d'abord les slavophones, il sera plus tard utilisé pour priver de la nationalité les minoritaires turco-musulmans de Thrace occidentale (Kostopoulos 2003 ; Baltsiotis 2004).

98. Christina Koulouri a retracé l'histoire de la nationalité hellénique lors de la présentation de la proposition d'un nouveau Code de la nationalité hellénique par l'Union hellénique pour les Droits de l'homme, le 26 mars 2009 (Koulouri 2009).

99. La Grèce exige un visa pour les ressortissants de Yougoslavie (contrairement à la majorité des pays européens) et ce, pour pouvoir contrôler, surtout via son consulat de Skopje, l'entrée en Grèce des ressortissants de ce pays, d'origine slavomacédonienne de Grèce, ou des Macédoniens de Grèce, apatrides. Ce qui entrave, bien entendu, la libre circulation des personnes et des biens à travers la Yougoslavie, seul pays reliant facilement par voie de terre la Grèce à l'Europe occidentale, son débouché principal ; la Yougoslavie, par réciprocité, exigeant des Grecs le visa. L'octroi de la nationalité grecque aux Macédoniens apatrides est subordonné à la non mention du nom slave initial de leur lieu de naissance en Grèce, le document devant porter l'appellation officielle grecque qui s'y est substituée. Ceux-ci sont de plus en plus souvent regroupés en associations, soit d'enfants, soit de combattants, soit selon l'implantation géographique, et quittent les républiques populaires satellites de Moscou pour la république fédérée de Macédoine, ce qui les prive du « parapluie » du Parti communiste grec, affilié à Moscou, qui considère la Yougoslavie titiste comme « révisionniste » et qui dans l'exil ailleurs qu'en Yougoslavie les considère toujours comme des minoritaires macédoniens, leur réservant une éducation bilingue, grec et macédonien, ce dernier étant transcrit autrement que le macédonien officiel. Ces réfugiés se donnent le nom d'Égéens, par référence à la « Macédoine égéenne », partie grecque de la Macédoine selon la conception nationaliste macédonienne (Monova 2002 - Skoulariki 2005).

100. Ce livre représente la première tentative pour rationaliser l'existence d'un problème minoritaire culturel en Grèce du nord, en soulignant toutefois que la dimension ethnique et culturelle ne constitue pas un critère de différenciation nationale mais seulement d'autodétermination individuelle. Pour une critique de cette approche quasi officielle sous le gouvernement Simitis – bien que différenciée selon les auteurs–, voir Anguéliki Konstandakopoulou (2008).

101. Bien que cet article ne fasse pas mention du principal nom désignant la langue en Macédoine grecque à l'ouest de l'Axios: macédonien, en grec *makedónika*, en macédonien *makedonski* (Beis 2008).

102. La contradiction flagrante, qui consiste à refuser d'accorder la nationalité grecque à ceux qui sont partis à la fin de la guerre civile et déclarés comme d'origine non grecque ou de conscience slave, alors qu'on refuse de reconnaître leurs frères, sœurs, pères et mères comme étant autres que Grecs, et ce sur le seul critère de la langue parlée dans leur village d'origine, en englobant toutes les catégories de populations actuellement slavophones et ex-slavophones de la Grèce, et en transcendant les anciens clivages établis par l'administration elle-même ou les services secrets et de sécurité de l'État (exarchistes/patriarchistes, Bulgares/Grecs, bulgarisants/grécisants, slavisants/grécisants, communistes/non communistes, macédonisants/hellénisants, anti-grecs/pro-grecs, etc.), permet de dessiner en pointillés, au niveau des rouages de l'État, une minorité beaucoup plus vaste que celle qui se déclare actuellement « nationalement

macédonienne », selon la dénomination du parti minoritaire Arc-en-ciel. Précisons qu'il n'y pas aujourd'hui de droit positif qui fasse défaut aux citoyens grecs provenant du groupe slavophone.

103. Je remercie chaleureusement Lambros Baltsiotis pour la communication de ce document.

104. *cf.* Dragostinova 2011.

105. L'impact de l'échange était nettement plus important en Macédoine orientale, un peu moins en Macédoine centrale et peu conséquent en Macédoine occidentale. L'assimilation de ceux qui restent s'inscrit dans une logique faisant alterner répression et offre d'ascension sociale, sous condition implicite d'occulter leur spécificité ethnolinguistique (Varda 1993 ; Gounaris 1994 ; Kostopoulos 2002 ; Carabott 2003 ; Kostopoulos 2011).

106. Ce qui entraîne l'apparition, du côté grec, du terme irrédentisme dans un usage très souvent abusif (Skoulariki 2008).

RÉSUMÉS

Le long entretien que nous publions ici a une histoire. Léonidas Embiricos est un spécialiste de l'histoire de la question macédonienne, ainsi qu'un excellent connaisseur du terrain : de la géographie et de la population de la Macédoine. Nous l'avons contacté depuis la première phase de préparation de ce dossier et il a proposé d'analyser les événements – très importants pour l'histoire de la question macédonienne et pourtant très peu étudiés – qui ont eu lieu pendant l'investissement, en 1913, de la ville de Kilkis et de sa région par l'armée grecque. Nous avons réalisé un premier entretien en deux séances (en mars et en avril 2008 à Athènes), lors desquelles nous avons réalisé que les recherches que l'interviewé avait mené sur cette question, mériteraient un développement beaucoup plus important. Nous lui avons ainsi proposé d'enrichir le texte de l'entretien et d'y ajouter des annexes avec les documents d'archives dont il se servait pour son exposé. Le résultat en fut ce texte en ligne, qui constitue en fait un projet de livre. Après consultation avec l'auteur/interviewé, nous avons opté pour conserver au texte le statut spécial, à cheval entre l'oral et l'écrit, en souvenir du processus complexe de sa production. Toutes les dates mentionnées dans ce texte – dont la plupart étaient à l'origine en calendrier julien – sont transformées en calendrier grégorien.

11 décembre 2011

INDEX

Mots-clés : Bulgarie, deuxième guerre balkanique, exarchistes, Grèce, Ingénierie démographique, Kilkis, Macédoine

Keywords : Bulgaria, demographic engineering, exarchism, Greece, Kilkis, Macedonia, Second Balkan War